

Citroën : le tribunal de Nanterre ordonne l'évacuation des usines de Levallois-Perret et de Nanterre

Le tribunal de Nanterre, siégeant en audience de référé, a ordonné le 16 mai au matin l'évacuation des occupants des usines Citroën de Levallois-Perret et de Nanterre. Le tribunal de Bobigny se prononcera jeudi 17 mai sur le cas de l'usine d'Asnieres.

Le Monde

Fondateur : Hubert Bonin-Mé

Directeur : André Laurens

FESTIVAL DE CANNES

EN COMPÉTITION : « Cal », de Pat O'Connor

SEMAINE DE LA CRITIQUE : « Argie », de Jorge Blanco

Un entretien avec Georges Beaume : « Je revais Errol Flynn arrivant dans le port »

LIRE PAGES 20 ET 21

Le président Marcos ébranlé

Quel que soit le résultat final qui sera officiellement proclamé, les élections législatives philippines auront été une leçon de démocratie. Que les gains de l'opposition soient ou non confirmés, ou que les partisans du président Marcos recourent une fois encore à la force ou à la fraude pour sauver leur mise, le message est clair. L'opinion, musclée dans un climat de violence rampante par bientôt douze ans de régime quasi dictatorial, et dont le dirigeant favori - l'ancien sénateur Benigno Aquino - a été assassiné dans les circonstances les plus suspectes, a bel et bien émis un vote de défiance d'une ampleur imprévue envers M. Marcos.

En même temps, le taux relativement faible des abstentions constitue un désaveu pour ceux des opposants qui avaient fait campagne pour un boycottage de la consultation. En bref, les électeurs philippins ont choisi de s'exprimer.

Avec quelque suffisance, M. Marcos avait cru pouvoir tabler sur les divisions de l'opposition pour prédire que celle-ci n'enlèverait qu'une vingtaine de mandats. Il admettait qu'il serait en difficulté si ceux de ses adversaires qui, regroupés au sein de l'UNIDO (Organisation démocratique nationale unie), avaient accepté le défi des élections remportaient une soixantaine de sièges sur les 183 à pourvoir. Tout indique que ce chiffre sera largement dépassé.

La première leçon est que la militarisation du pays n'a nullement réussi, bien au contraire, à endiguer le flot des mécontentements. L'opinion publique ne croit pas à la propagande de l'armée qui s'efforce d'assimiler toute forme d'opposition à la « subversion » communiste. Elle sait que beaucoup de ceux qui s'opposent à M. Marcos - prêtres, hommes d'affaires, intellectuels, politiciens écartés du pouvoir - ne sont nullement des extrémistes, qu'ils souhaitent le maintien de l'alliance avec les Etats-Unis et que c'est essentiellement leur désir de justice sociale et de démocratie qui les sépare du président.

L'autorité de ce dernier est d'autant plus ébranlée que, en dépit de ses méthodes autoritaires, il n'a aucunement donné la preuve de son efficacité. L'économie nationale est en ruine. Les pratiques dictatoriales n'ont fait que pousser à une radicalisation de l'opposition et renforcer les rangs de la gauche communiste.

La capacité de résistance du président Marcos ne doit pas être sous-estimée. Il conserve, tant qu'il demeure au pouvoir, tous les leviers de commande. Une législation d'exception lui permet d'ignorer pratiquement un Parlement dont il a le droit, en outre, de nommer directement dix-sept membres. Mais la démonstration est faite de la fragilité des bases sur lesquelles repose son pouvoir. Il devra en être tenu compte à Washington - où l'on suit de très près la situation dans cet archipel d'un intérêt capital pour la stratégie américaine - et dans les institutions financières internationales qui soutiennent à bout de bras l'économie philippine.

Reste à trouver une solution de rechange au régime Marcos. Ce qui suppose, pour commencer, que l'opposition se découvre un chef de file crédible.

(Lire page 44.)

Un nouveau pétrolier attaqué dans le Golfe

Selon Washington, l'Iran après l'Irak, aurait décidé d'entraver le trafic maritime

Un super-pétrolier saoudien de 212.000 tonnes, le *Yanbu-Pride*, a été attaqué le 16 mai par un avion non identifié dans les eaux territoriales du principal port pétrolier saoudien de Ras-Tanura, et un incendie se serait déclaré à bord. Le pétrolier a lancé un appel de détresse et des remorqueurs de Bahrein se dirigeaient en fin de matinée sur les lieux pour lui porter secours.

Peu auparavant l'Iran avait adressé une mise en garde. L'hodjatolislam Hachemi Rafsandjani, représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense iranien, avait le 16 mai réaffirmé la détermination de l'Iran de paralyser le trafic pétrolier du Golfe si l'accès à son port pétrolier de Kharq était rendu impossible. Il avait souligné que la riposte iranienne serait progressive et viserait d'abord les mouvements de navires vers les autres ports du Golfe avant de paralyser tout le trafic maritime.

La veille, le gouvernement américain avait laissé entendre que l'Iran pourrait avoir attaqué à son tour des pétroliers dans le Golfe et avait réaf-

firmé sa volonté de préserver le trafic maritime civil dans ces eaux. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a en effet indiqué que les Etats-Unis disposaient de « certaines indications » laissant supposer que des attaques iraniennes avaient bien eu lieu contre des navires dans le Golfe.

Pour la première fois depuis le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran, sept pétroliers sont ainsi en flammes ou endommagés dans le nord du Golfe du fait d'attaques qui ont navié dans la région la crainte d'un débordement du conflit.

Outre le pétrolier saoudien, les deux derniers navires attaqués sont un pétrolier grec, l'*Esperanza*, et un bâtiment iranien, le *Tabriz*. Selon l'organisme de protection de l'environnement marin du Golfe - cité par l'Agence France-Presse - les deux pétroliers sont en feu au sud de l'île de Kharq. Dimanche et lundi, deux tankers koweïtiens.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 8.)

M. Mitterrand justifie le dialogue avec l'URSS

Le chef de l'Etat laisse entendre qu'il plaidera à Moscou pour la défense des droits de l'homme

De notre envoyée spéciale

M. Mitterrand est arrivé mercredi 16 mai en fin de matinée à Stockholm, venant d'Oslo, où il avait été reçu en visite officielle lundi et mardi. Le président de la République est accompagné, pour son voyage en Suède, de MM. Claude Cheysson et Laurent Fabius.

Oslo. - Les relations Est-Ouest et l'éventualité d'un prochain voyage du président français à Moscou ont quelque peu éclipés les questions bilatérales lors de la conférence de presse qu'a donnée M. Mitterrand mardi 15 mai à Oslo. Les propos du chef de l'Etat n'ont guère apporté de précisions sur les préparatifs de ce voyage. Mais ils visaient très clairement à apaiser certaines interrogations sur l'opportunité d'un tel déplacement, au moment où les signes d'un durcissement soviétique sont nombreux et où l'Occident s'émuet du sort réservé à André Sakharov.

Comme pour souligner davantage cette intention, le président a formulé lui-même certaines questions sans attendre qu'elles lui soient posées : pourquoi aller à Moscou

maintenant ? Quel cas fait-on à Paris de la violation des droits de l'homme en URSS ?

Sur le deuxième point, c'est-à-dire celui de l'académicien dissident, il répond en substance et en toute tranquillité : faites-moi confiance. « Notre conception des droits de l'homme ne varie pas selon les latitudes ni selon les circonstances. A Washington hier, éventuellement à Moscou demain, on le sait, on le saura. »

Et le président d'ajouter qu'il n'a pas pour habitude, lors de ses déplacements, de « mettre son drapeau dans sa poche ». Il rappelle que des centaines de personnes (le chiffre est plus proche du millier, dit-il) ont été libérées grâce à l'action du gouvernement français. « La question, ajoute-t-il encore, est surtout de méthode. Elle est de savoir ce qui est le plus utile à ces personnes pour obtenir leur liberté. » Autrement dit, il y a des choses qui vont de soi, et qui iraient moins bien si elles étaient publiques. Il y a une part de la diplomatie qui gagne à se jouer dans l'ombre.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

La contrainte de l'endettement

Le rapport de la commission d'enquête sur l'endettement extérieur de la France, créée sur l'initiative d'un Sénat dominé par l'opposition, est une machine de guerre contre le pouvoir, qui ne s'y est pas trompé. M. Jacques Delors, le principal ministre intéressé, ne s'y est pas trompé non plus, qui a jugé bon, avant même que ce rapport ne soit diffusé (initiative inhabituelle et qui pourrait être critiquée), d'allumer un contre-feu en assurant que la France avait « les moyens de gérer son endettement dont le montant n'est pas excessif ».

De leur côté, les sénateurs socialistes, minoritaires, ont déclaré avec indignation que ce document contenait « certaines légèretés inadmissibles en une matière aussi grave », qu'il était davantage inspiré par l'esprit de polémique et d'opposition politique, que par le souci de traiter avec hauteur et sérénité un sujet difficile. Quant aux sénateurs communistes, ils ont fait part de leur « total désaccord ».

En réplique, M. Jean Colin, le président de la commission, s'est déclaré « choqué » par l'intervention de M. Delors à l'Assemblée nationale. Celui-ci, en lui reprochant d'avoir demandé des informations directement au Fonds monétaire international, l'aurait, selon lui, assimilé aux « gens qui crachent sur la France ».

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 39.)

SUÈDE : comment maîtriser la crise ?

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 13 A 17

RFA : avant le congrès du SPD : socialisme allemand et socialisme français

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE D'ALFRED GROSSER

LIBYE : le régime dans la zone des tempêtes

LIRE PAGE 5 LE REPORTAGE D'ERIC ROULEAU

Nouveau cours en Corée du Nord

I. - Le rééquilibrage

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

avoir été l'inspirateur d'un quelconque changement puisque, par définition, la ligne politique qu'il n'a cessé de dicter depuis bientôt quarante ans a toujours été la plus juste et la meilleure pour les intérêts de la Corée en général et de la RPDC en particulier.

Inattaquable logique mais dont il est impossible de ne pas voir, aujourd'hui, qu'elle est de paravant à un tournant sans doute historique pour ce petit pays d'un peu moins de dix-huit millions d'habitants, au carrefour des intérêts stratégiques des plus grandes puissances de la planète, l'un des derniers à vivre encore intégralement sous la férule d'un dirigeant hérité de la seconde guerre mondiale, qui n'ignore pas plus que d'autres ce qui lui incombent, à l'intérieur le passage des générations et, à l'extérieur, les changements de rapports de forces, en bref, contraint à s'orienter, aussi prudemment que possible, mais de manière inéluctable, vers un nouveau cours qui lui offre, pour l'avenir, des chances raisonnables à la fois de stabilité et de sécurité.

Lors du VI^e congrès du Parti du travail, à l'automne 1980, les observateurs étrangers avaient décelé les premiers signes de la prise de conscience d'une nécessaire mise à jour du système et de ses orientations (1). On préfère pourtant, à Pyongyang, parler aujourd'hui d'un changement aussi discret que progressif, entamé il y a deux ou trois ans et dont l'issue, à bien des égards, est encore un jeu.

Si changement il y a, à vrai dire, il ne saurait s'opérer qu'à l'intérieur du cadre défini par les maîtres-mots du régime : indépendance, sécurité et stabilité. Mais il n'est guère contestable qu'un rééquilibrage est actuellement en cours, destiné justement à mieux faire face, avec plus de réalisme peut-être, aux exigences de ces impératifs et à préparer l'avenir.

« Ouverture » serait sans doute un mot impropre dans la mesure où il impliquerait des révisions fonda-

mentales que le régime n'a encore suggéré d'aucune manière et qui, si elles doivent intervenir, comporteront d'inévitables risques politiques. C'est plutôt pour limiter ces derniers et conserver, dans la mesure du possible, le contrôle des événements, que le régime s'applique aujourd'hui à s'adapter aux réalités d'un monde nouveau qu'il ne saurait être question d'ignorer purement et simplement en élevant encore un peu plus haut les murailles qui ont longtemps isolé ce « royaume-ermite ».

(Lire la suite page 7.)

Les dossiers du « Monde »

Le mouvement olympique

LIRE PAGE 34

Spécial SICOB

10 milliards de francs pour l'électronique et l'informatique européennes

LIRE PAGE 35

UN ENTRETIEN AVEC MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET

« Le pouvoir se négocie avec l'opinion »

M. Marcel Bleustein-Blanchet, président de Publicis, publie cette semaine, chez Jean-Claude Lattès, *Les Ondes de la liberté*. Il s'agit d'une reprise d'un ancien livre, *Sur mon antenne* (1947), qui conte les aventures d'une des toutes premières radios privées commerciales d'avant-guerre, Radio-Cité (1).

Mais le bouillant jeune homme de soixante-dix-huit ans qu'est resté « Bleustein », comme l'on dit, a fait pour cette réédition une préface bien ancrée dans les réalités de l'heure. Tonique et édifiante.

Car l'histoire se refait, à cinquante ans de distance, avec les mêmes aventures, les mêmes incertitudes en jeu. Et, pour les hommes d'action habitués par la passion d'information, la même jeunesse d'esprit. A la Libération, les radios privées ont été interdites et le monopole s'est instauré sur les ondes.

Nous avons été foudroyés, écrit Marcel Bleustein-Blanchet. Et les radios libres, en somme, nous apportent une revanche.

Cinquante ans d'histoire de l'information, pendant lesquels l'ancien vendeur de meubles, qui avait créé son agence de publicité, a connu pas mal de grande de ce monde, de la politique et de l'information, et vu défiler pas moins de quatorze présidents d'Havas, la

grande rivalité. Cet homme libre, qui n'a jamais appartenu à un parti politique, prend un certain plaisir à raconter deux anecdotes inédites, liées aux difficultés de deux grands quotidiens, *France-Soir* - celui de Pierre Lazareff - et le *Figaro* - celui de Pierre Brisson.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 30.)

AU JOUR LE JOUR

Alternances

Dans le domaine économique la gauche pratique de plus en plus une politique qu'elle n'avait pas annoncée. Pour la radio et la télévision la droite annonce une politique qu'elle n'avait pas pratiquée quand elle en avait l'occasion.

Au fond, l'alternance à la française ce n'est pas seulement le changement de majorité. C'est aussi, dans chaque camp, le retournement de politique selon que l'on est au pouvoir ou dans l'opposition.

Les électeurs en viendront un jour à voter pour qui promettra le contraire de ce qu'ils souhaitent, afin de ne pas être déçus.

BRUNO FRAPPAT.

ARTHUR & CYNTHIA

Koestler

L'étranger du square

Un journal à deux voix. Un document d'une valeur inestimable. Koestler dans sa vie privée et dans sa vie d'écrivain. Ses engagements pour les grandes causes, ses relations avec Malraux, Camus, Sartre et Simone de Beauvoir.

ARTHUR & CYNTHIA KOESTLER L'étranger du square



CALMANN-LÉVY

هنا من الامم

مقالات

Le Monde

idées

Penser l'évolution

Philosophie

L'organisation est la loi de tout système : c'est ce qui a poussé Gregory Bateson, dont Christian Delacampagne analyse l'ouvrage sur « la Nature et la Pensée », à en rechercher les lois essentielles et permanentes. Dans un autre livre, Manuel de Diéguez montre comment ont pris corps, dans l'Eglise primitive, les concepts théologiques qui visent précisément, non sans incidence sur le temporel, à ordonner le chaos.

ALORS même que plusieurs de ses livres sont maintenant traduits en français, Gregory Bateson (1904-1980) continue d'être un penseur mal connu et diversement apprécié. Bien qu'il ait consacré sa vie à réfléchir sur la nature de la société, les rapports de l'esprit et de la matière ou le statut de la science, certains se refusent encore, chez nous, à le considérer comme un philosophe.

Il est vrai que, s'il l'est, il ne l'est pas de façon conventionnelle : tout un institut sur la nécessité des démonstrations, il dissimule souvent ses sennes derrière des jeux de mots ou des artifices d'écriture déconcertants. Et, tout en témoignant d'une solide culture philosophique, il se soucie peu de dialoguer avec les grandes pensées du passé lorsque celles-ci ne concordent pas avec la sienne. Bateson est volontiers provocant. Certains reconnaîtront en lui un prodigieux « éveillé d'esprit ». D'autres le trouveront simplement agaçant. Personne, en tout cas, ne devrait rester indifférent à un livre comme *la Nature et la Pensée*, paru en 1979 (un an avant sa mort) et depuis peu traduit aux éditions du Seuil (1).

Certes, ce n'est pas ce livre qui va dissiper le malentendu. En grande partie dicté, il a gardé le ton et l'allure de l'improvisation libre.

L'esprit de Bateson y est plus pénétrant que jamais, et la logique du discours est loin d'être toujours évidente. Ellipses et allusions à un savoir scientifique vaste et complexe abondent au fil des pages. C'est une bonne occasion, pour ceux qui se croient fondés à opposer une philosophie américaine « claire » par essence à une philosophie européenne « obscure » par principe, de se rendre compte qu'un auteur d'origine américaine peut être aussi difficile à lire que Heidegger ou que Lacan, et pour les mêmes raisons. Il n'en reste pas moins que ce petit livre, sorte de synthèse ou de testament intellectuel, offrira au lecteur qui acceptera le prendre le temps nécessaire pour entrer dans le style de Bateson une perspective globale sur les multiples aspects de sa pensée.

La difficulté majeure de celle-ci vient en effet de la variété de ses sources et de la diversité de ses champs d'application. Bateson fut d'abord un étudiant en zoologie. Puis, dans les années 20, il passa de l'observation des animaux à celle des hommes, et plus particulièrement à celle des sociétés dites primitives. Il séjourna en Nouvelle-Guinée, où il fit la rencontre de l'anthropologue Margaret Mead (qui devait devenir sa femme) et

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

d'où il apporta la matière d'un livre, *Navan*, qui reste un classique de la littérature ethnographique (2).

Pendant la seconde guerre mondiale, il découvrit la cybernétique puis s'intéressa à la théorie des jeux et à l'étude formelle des systèmes en général. La notion d'interaction commença à ce moment à jouer un rôle central pour Bateson, qui consacra dès lors une grande part de son activité à essayer de forger des modèles de type logico-mathématique pour rendre compte de situations concrètes dans les domaines les plus divers de la biologie, de la psychologie et de la sociologie.

Une théorie générale des systèmes vivants

C'est, en particulier, son approche des problèmes psychiatriques en termes de paradoxes logiques qui, dans les années 50, contribua à le rendre célèbre. Ses travaux ainsi que ceux de l'Ecole de Palo-Alto (Californie), qui gravitaient autour de lui, suscitaient l'intérêt des antipsychiatres anglais, qui lui empruntèrent le concept de « double contrainte » (*double bind*). Puis, de la question du schizophrène et de ses rapports avec son environnement familial, Bateson passa, dans les dix dernières années de sa vie, à une théorie générale des systèmes vivants (2) parmi lesquels figuraient, selon lui, à différents niveaux logiques, les êtres humains et les systèmes sociaux constitués par ceux-ci.

C'est donc à la biologie que Bateson, qui avait commencé par la zoologie, revint à la fin de son œuvre.

On pourrait dire qu'en fait il n'a jamais cessé d'être fondamentalement un biologiste - à condition de préciser que la vie, pour lui, n'est pas quelque chose qui se distingue de la matière ou de la pensée, mais plutôt un processus global dont matière et pensée ne seraient, au fond, que deux aspects complémentaires : un peu comme elles ne sont, chez Spinoza, que deux attributs d'une même substance baptisée « Dieu ».

Cette homologie est justement le leitmotiv sur lequel Bateson s'étend longuement dans *la Nature et la Pensée*. Le livre entend montrer que l'évolution, au niveau des espèces physiques, et l'apprentissage, au niveau des processus mentaux, sont deux processus semblables. Tous deux fonctionnent à partir d'une certaine combinaison de hasard (l'élément « stochastique ») et de nécessité (les « lois », qui garantissent la cohérence de tout système). Tous deux ne sont, en fin de compte, que les deux faces d'une même pièce de monnaie - qui pourrait être « l'évolution » en général, c'est-à-dire le grand mouvement cosmique qui part du protozoaire des origines du monde pour aller jusqu'aux plus hautes réalisations de l'art et de la science humaine.

Des raccourcis vertigineux

Concentrer, comme le fait Bateson, l'analyse d'un tel mouvement en un peu plus de deux cents pages conduit évidemment à des raccourcis vertigineux. L'épistémologie française, formée à la discipline d'un Cavallès ou d'un Koyré, est mal préparée à l'emploi très particulier que ce livre fait du terme « écolo-

gie » ou à des affirmations un peu brutales du genre : « Le processus mental est une tautologie autocritique ». Encore une fois, le style « gourou californien » nuit quelque peu à Bateson - précisément parce qu'il y a, dans son épistémologie, quelque chose de sérieux, et même de très important, qui mérite d'être considéré au-delà des vêtements volontiers baroques dont cette pensée s'habille.

Bateson est sans doute l'un des chercheurs qui ont le plus fait, depuis un demi-siècle, pour montrer que les notions de « structure » et de « vie », loin d'être incompatibles, étaient complémentaires : les structures ne sont pas inertes, la vie elle-même est un processus de structuration. Niveau par niveau, on doit pouvoir - sans annuler la spécificité propre à chaque niveau, ni tomber dans le réductionnisme, caractéristique du matérialisme classique (ou de la sociobiologie récente) - passer des phénomènes vivants les plus élémentaires aux phénomènes animaux, puis humains, puis intellectuels. L'organisation est la loi de tout système, et la recherche des lois de l'organisation, le but ultime de toute science, la matière même de toute réflexion. Tel est le sens profond de l'entreprise de Gregory Bateson, l'un des rares en ce siècle à avoir entrepris à la philosophie des horizons vraiment nouveaux (3).

- (1) *La Nature et la Pensée*, traduit de l'anglais par Alain Cardon, Marie-Claire Chazotte et Jean-Luc Giribone. Ed. du Seuil, 1984, 234 p., 45 F.
- (2) Traduction française aux Editions de Minuit.
- (3) Un colloque consacré à la pensée de Bateson fera, du 18 au 25 juin prochain, l'objet d'une des éditions organisées par le centre culturel de Cergy-la-Salle.

LETTRES AU Monde

Darwin... et Marx

Dans son article sur « Le darwinisme et ses avatars » (*le Monde* du 21 mars), M. Christian Delacampagne paraît vouloir imputer à Marx d'avoir versé dans l'« avatar » du « social-darwinisme », courant de pensée qui a inspiré le mouvement socialiste allemand et même français durant le dernier quart du dix-neuvième siècle et qui inspira directement le mouvement national-socialiste. En fait, tout semble montrer que Marx ne fut pas seulement, comme l'écrit Delacampagne, un des premiers à s'enthousiasmer pour le darwinisme, mais aussi qu'il puisa dans la loi de la sélection naturelle un des fondements de sa théorie socio-historique de la lutte des classes : « Très important, écrit Marx à Ferdinand Lassalle le 16 janvier 1861, est l'écrit de Darwin, et me convient comme le sou-

bassement, au niveau de la science naturelle, de la lutte des classes au niveau de l'histoire ». Marx adhère ainsi pleinement à la doctrine social-darwiniste dont il se révèle par là un des initiateurs.

Darwin, quant à lui, ne se trompa point sur le sens de l'enthousiasme de Marx pour ses idées, puisque dans sa réponse datée du 1^{er} octobre 1872 à l'envoi d'un exemplaire de la seconde édition de *l'Origine de l'espèce*, il s'efforça de rassurer son attachement à l'humanisme et à rappeler la différence entre leurs domaines de recherche : « Quoi que vos recherches aient été si différentes, je crois que nous désirons tous deux ardemment la diffusion du savoir, laquelle, à longue échéance, contribuera sûrement à accroître le bonheur du genre humain ». Le message était clair.

Mais Marx ne renoua point à l'idée d'arracher à l'auteur de *l'Origine des espèces* une caution scientifique à sa théorie de la lutte des classes, puisque sept années plus tard il lui demandait une caution écrite à des « observations » qu'il comptait insérer dans le second livre du *Capital* (1) en contrepartie de quoi Marx s'engagerait à le lui dédier. L'anecdote de la dédicace n'est donc pas, contrairement à ce que croit C. Delacampagne, une « légende ». Dans sa réponse, datée du 13 octobre 1880, Darwin rejeta en bloc, et non sans quelque irritation, ce curieux marché : « La publi-

cation, lui répond-il sèchement, sous quelque forme que ce soit, de vos observations sur mes écrits, n'a en réalité besoin d'aucun accord de ma part, et il ne serait pas sérieux, quant à moi, de donner un accord dont il n'est nul besoin. Je préférerais que le tome ou le volume ne soit pas dédié (quoique je vous remercie de l'honneur que vous voulez me faire), car cela impliquerait d'une certaine façon mon approbation de l'ouvrage tout entier, auquel je ne suis rien ».

Cette « anecdote », accablante quant aux liens entre Marx et la doctrine social-darwiniste, gagnait naturellement à être complétée par d'autres faits et analyses des textes économiques et politiques du fondateur du socialisme scientifique. C'est ce que j'ai entrepris dans ma thèse *Karl Marx. Psychanalyse et idéologie indo-germaniques* (2) qui montre que, effectivement, la théorie marxienne de la lutte des classes est conçue selon le principe de la loi de la force et non selon le principe moral de la justice sociale, que Marx et les marxistes ont catégoriquement rejeté au nom des lois scientifiques et naturelles de l'évolution sociale, c'est-à-dire tout simplement au nom du social-darwinisme... MONDHER SFAR (Paris 14.)

- (1) Qui ne verra d'ailleurs pas le jour du vivant de l'auteur.
- (2) Thèse dactylographiée, soutenue en mai 1983 à la Sorbonne (Paris I).

... et son milieu

Bien que je n'aie pas lu les actes du colloque Darwin 1982 évoqués par M. Delacampagne, l'attention à nouveau portée au célèbre naturaliste anglais me conduit à vous faire part de deux observations faites au cours de la lecture du *Voyage d'un naturaliste* et de *l'Origine des espèces*, lecture entreprise il y a deux ans à l'occasion du centenaire anniversaire de la mort du grand homme.

Les idées personnelles que je pourrais émettre sur le fond ne sauraient être d'un quelconque intérêt vis-à-vis de celles qui ont été développées par d'éminents spécialistes auxquelles je n'ai pas qualité pour me mêler : aussi bien mes remarques sont plutôt du domaine anecdotique et concernent davantage l'homme et son milieu que le théoricien.

En dehors de son intérêt scientifique et historique, le *Voyage* est frappant en ce qu'il nous révèle des conditions humaines et matérielles d'une telle entreprise au début du dix-neuvième siècle : Darwin, à vingt-deux ans, s'embarque sur le voilier *Beagle* en décembre 1831, pour un tour du monde qui s'achèvera en octobre 1836 ; on pourrait penser que la conduite d'un tel périple exigeait l'expérience d'un marin chevronné : en fait, le capitaine, Robert Fitz-Roy, a vingt-six ans, ce qui apparemment ne l'empêche pas de diriger de main de maître la navigation du voilier, l'organisation des expéditions à terre et de participer activement aux observations scientifiques. Les excursions sur le continent sud-américain sont, à un siècle et demi de distance, étonnantes d'esprit d'aventure et de courage : Darwin et quelques compa-

gnons traversent la cordillère des Andes avec un convoi de mules, de Santiago à Mendoza et retour, chevauchant jusqu'à des altitudes de 4 000 mètres... après avoir pris soin de se munir au départ d'une marmite en fer pour faire cuire le dîner.

La relation de Darwin comporte plusieurs randonnées du même genre, qui témoignent toutes des remarquables qualités physiques et morales de cette jeunesse victorienne d'élite, qui certes appelle « sauvages » les *Fuégiens* (les *guachos* par contre se voient traités de « gentlemen »), mais sait prendre conscience au passage de la triste condition des mineurs de cuivre indiens de Jajuel et se montre capable de donner le meilleur d'elle-même pour faire aboutir un projet difficile.

A une époque où l'on déplore l'enrichissement du « français », on peut noter au contraire, dans le texte original de *l'Origine des espèces*, que l'auteur use fréquemment de termes et de tournures françaises à peine anglicisées. Qu'on en juge par ces quelques exemples, relevés de quelques pages d'un même chapitre :

- « ... their systematic affinity or degree of resemblance... »
- « ... the union of the male and female elements in the act of reproduction... »
- « ... the commencement of the glacial epoch... »

Il n'y a pas de doute : les scientifiques anglais du début du siècle dernier publiaient en « *franglais* » ! R. BAILLY, ingénieur agronome (Strasbourg.)

LU

« ET L'HOMME CRÉA SON DIEU », de Manuel de Diéguez

La définition de Dieu et l'archéologie de la raison

A peine consacré par l'empereur converti au christianisme, Constantinople bourdonne d'hérésies. A qui venait lui acheter du pain, le boulanger prouvait la supériorité du Père sur le Fils, tandis que le gardien des bains ne laissait pas entrer ceux qu'il n'avait pas convaincus des rapports de l'Engendré et de l'Inengendré. Sans doute eût-il été plus sage de prendre exemple sur ceux qui préféraient l'acte à la parole et réalisaient d'exploits ascétiques : stylites perchés sur leur colonne, sidérophores chargés de chaînes, acémètes en prière perpétuelle, ou encore brouteurs déterminés à ne manger que de l'herbe. Car, dépourvue de la sanction de l'expérience, infiltrée par les préoccupations politiques, la controversologie théologique paraît condamnée à dégénérer en affrontements violents.

L'évêque Nestorius semblait avoir prouvé son orthodoxie : il avait fait brûler une chapelle arienne, déclenchant du même coup un incendie qui ravagea tout un quartier de la ville. Mais sa foi ne l'empêchait pas de penser que le semblable naît du semblable et que, par conséquent, Marie ne pouvait être mère du Christ en tant que Dieu. Il se trouvait d'ailleurs confirmé par la peu fillette parole de Jésus : « Femme, qu'y a-t-il de commun entre toi et moi ? »

Cyrille, promis à la sainteté, dénonça cette opinion hérétique avec tant de véhémence que l'empereur se sentit obligé d'organiser un tournoi de christologie. Il choisit la ville d'Éphèse, qui s'enorgueillissait d'un tombeau de Marie. Imagine-t-on des protestants se réunissant à Lourdes ? Nestorius fit sentinelle dans un climat d'émeute. Sur de sa logique, il n'en tira pas moins sur le dieu « dans les langues ». Cyrille, mêlant les astuces de procédure à sa théologie de l'union des deux natures, fit établir par la concile que Dieu avait passé par toutes les étapes de l'embryogénèse. Quant à celui qui ne croyait pas que Jésus fût Dieu à l'état de fœtus, il mourut dans une souffrance et un abandon qui semblaient l'identifier au Christ sur la croix.

Cependant, si Marie est mère de Dieu dès la conception, on peut penser qu'il n'y a pas lieu de

distinguer deux natures, et Eutychès va défendre l'hérésie symétrique de celle de Nestorius. Le concile de Chalcedoine aboutit à cette motion de synthèse : sera déclaré anathème « quiconque séparera la divinité du Seigneur de son humanité, ainsi que quiconque ne reconnaît pas que les attributs divins et humains se trouvent chez lui sans être mêlés et sans être séparés ». Elle ne pourra triompher sans l'arbitrage de sainte Euphémie, qui, retrouvant son cercueil, brandit le rouleau sur lequel a été consigné le bon symbole.

Une précise délectation

Manuel de Diéguez décrit ces extraordinaires péripéties avec tant de précise délectation qu'on l'imagine à Éphèse ou à Chalcedoine en train de défer les tenants du dogme, dont on se dit qu'ils auront eu bien de la chance d'échapper à un tel tournoi... Il fait ressortir à la fois le fantasme et le sérieux de ces débats qui tendent à « accoucher » le Christ dans l'ordre symbolique, à le faire naître une seconde fois selon le droit.

La foi ne saurait se réduire à une affaire personnelle. L'Eglise se pour fonction d'opposer aux masses privées une définition légitime de Dieu. En un mot, la question est politique. Elle l'est d'autant plus que la théorie donnée du rapport entre le Père et le Fils entraîne une conception du pouvoir. Par exemple, si un homme peut être divinisé, la prétention de l'empereur dans ce domaine est justifiée, alors qu'il n'est que l'humanité du Christ oriente vers la démocratie.

L'empereur prête le plus grande attention aux discussions des spécialistes et aide efficacement le Saint-Esprit à faire reconnaître la vérité. Si le mythe est formulé avec suffisamment de force, des millions d'hommes se trouvent unis comme en un seul corps, unanimes, et leur gouvernement à la caution de l'absolu. Rien de plus fâcheux qu'un concile où la nature de Dieu paraît dépendre d'une bataille de procédés et d'arguties juridiques. L'esprit public est en jeu dans ces polémiques qui paraissent

aujourd'hui... byzantines. Rétrogrades par exemple les conciles marxisés qui, sous l'autorité de la sainte matrice, tentent de mettre au point le mythe de la Révolution. Les hommes se reconnaissent mutuellement dans leurs tentatives absurdes d'élaborer absurde l'absurdité du monde.

Car, enfin, la théologie formule les apories de la condition humaine, elle témoigne de l'ennemi de cet animal qui veut désertier la zoologie, qui s'éprouve tiraillé entre une âme et un corps, qui se interroge sur son origine, qui ne se résigne pas au désordre des tourments. Manuel de Diéguez respecte ce pathétique, même s'il n'admet pour sa part d'autres transcendances que la liberté de l'esprit.

Allergique à toutes les croyances, l'auteur du *Mythe rationnel de l'Occident* s'attache à combattre celles dont, selon lui, la science moderne ne se serait pas débarrassée. Il va jusqu'à mettre en parallèle les anathèmes de Cyrille et les articles du credo de la science. Celle-ci resterait prisonnière de la structure mentale dont la christologie est une réification : voulant arracher le monde au chaos, le rendre éminent, elle immole la contingence des faits à une raison projetée dans l'au-delà des phénomènes, elle affirme l'union hypostatique de la loi avec les choses mêmes. Mais, si elle a ses constances, ses régularités, pour ainsi dire ses habitudes, la méthode n'est pas pour autant intelligible - sinon pour la croyance qui fait de l'idée une idole.

Trop conscient de la folie nécessaire de l'homme pour se complaire aux sarcasmes, Manuel de Diéguez pousse ainsi l'analyse de « l'ère chrétienne » jusqu'aux structures profondes de la raison. Ce livre, érudite, spirituelle, admirablement écrit, vaut certes en lui-même, mais il s'inscrit aussi dans l'histoire des idées et d'un travailleur solitaire et acharné. Manuel de Diéguez apparaît comme un héros de cet esprit dont il dit qu'il s'élève à découvrir sa défection... FRANÇOIS GEORGE.

Et l'homme créa son Dieu, Fayard, 332 p., 59 F.

PAYOT
NOUVEAUTÉS

G. CLARE
Dernière valse à Vienne
La destruction d'une famille 1842-1942
79 F

E. FREIDSON
La profession médicale
"Médecine et Société" 165 F

B. BACZKO
Les imaginaires sociaux
Mémoires et espoirs collectifs
"Critique de la politique" 100 F

J. McDOUGALL
S. LEBOVICI
Dialogue avec Sammy
Contribution à l'étude de la psychose infantile
"Sciences de l'homme" 96 F

106, Blvd Saint-Germain
75006 Paris

Le Monde

étranger

Yougoslavie

LE RENOUELEMENT DE LA PRÉSIDENCE COLLÉGIALE ET LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Un glissement du centre de gravité du pouvoir ?

La présidence collégiale de la Yougoslavie a été renouvelée mardi 15 mai par l'entrée de sept nouvelles personnalités. Ce renouvellement, prévu de longue date (le Monde du 23 mars), est conforme au complexe système de rotation des dirigeants mis en place par Tito avant sa disparition, mais il présente un intérêt particulier au moment où le pays traverse une série de graves difficultés.

Parallèlement, le gouvernement fédéral, qui reste dirigé par M. Milka Planinc, a été remanié pour tenir compte de la nomination de deux de ses membres à la présidence collégiale.

Le renouvellement de la présidence collective de la République, accompagné par un profond remaniement gouvernemental, pourrait marquer un changement important dans le fonctionnement des institutions yougoslaves. Pour la première fois, la présidence, désignée pour cinq ans et qui réunit un représentant de chacune des six Républiques et des deux provinces autonomes de la Fédération (la neuvième place revenant au chef en titre de la Ligue des communistes), rassemble la plupart des personnalités politiques influentes de la Yougoslavie.

Parmi ses membres figurent MM. Stane Dolanc et Lazar Mijatovic, respectivement ministres de l'Intérieur et ministre des affaires étrangères jusqu'à présent; le général Nikola Ljubic, ancien ministre de la défense; M. Josip Vrhovac, l'homme fort de la Croatie, et M. Branko Mikulic, ancien président de la Bosnie-Herzégovine et organisateur des JO de Sarajevo.

Avec les autres membres de la présidence, ils vont peser sur l'orientation du pays, au moment où se développe un grand débat sur l'avenir de la Yougoslavie post-Tito. Ce débat tourne autour de deux questions: dans quelle mesure la pro-

fonde crise économique, avec ses 60 % d'inflation en 1983, ses 950 000 chômeurs et près de 21 milliards de dollars de dette extérieure, se répercutent-elles sur la situation politique? Faut-il encore développer la régionalisation, accorder davantage d'autonomie aux républiques et provinces ou, au contraire, procéder à la « recentralisation », au besoin par l'emploi de la force? Les partisans de cette dernière solution souhaiteraient même l'entrée en scène de l'armée, qui, disent-ils, serait l'unique rempart de l'unité nationale, actuellement menacée, et pas seulement en raison de l'agitation persistante dans la région du Kosovo.

D'un autre côté, certains proposent le dépassement du rôle actuel de la Ligue des communistes: il s'agirait de donner davantage de pouvoirs aux organisations sociales. Beaucoup de Yougoslaves estiment que la réunion du plan de stabilisation adopté en juillet 1983, et dont l'application est retardée (le Monde du 27 avril), n'est guère envisageable sans une modification profonde des structures politiques, inadaptées aux réalités. Les dirigeants actuels sont à la recherche d'une troisième voie entre le monolithisme et le pluralisme, une voie qui se révèle de plus en plus impensable.

La nouvelle présidence de la République (une instance jusqu'ici relativement dévalorisée) rassemble des hommes expérimentés, longtemps responsables des secteurs clés, ce qui traduit une nette volonté de renforcement de l'autorité de l'Etat. La présidence pourrait devenir, dans un proche avenir, le véritable centre du pouvoir réel, alors que, dans les pays ex-européens et en URSS, ce rôle est traditionnellement réservé au bureau politique du Parti communiste. Dans ce sens, la présidence de la République, version 1984, constitue peut-être le premier pas vers une transformation des structures de la Fédération yougoslave.

Quant au gouvernement remanié, qui restera présidé par M. Milka Planinc, on observe surtout l'entrée de plusieurs spécialistes économiques au cabinet et la présence à la tête du ministère des affaires étrangères, de M. Ralf Dizaevic, diplomate de carrière, qui a été en poste pendant quinze ans dans plusieurs capitales ex-européennes, et notamment à Moscou. Ce gouvernement comprend essentiellement des technocrates, chargés de l'exécution d'une politique élaborée ailleurs, au sein de la nouvelle présidence de la République, où se décidera désormais, selon toute vraisemblance, le sort de la Yougoslavie.

THOMAS SCHREIBER.

La présidence collégiale

Voici la nouvelle composition de la présidence collégiale de la Fédération:

- Pour la Slovinie: M. Stane Dolanc (ex-ministre de l'Intérieur);
- Pour la Croatie: M. Josip Vrhovac;
- Pour la Serbie: M. Nikola Ljubic;
- Pour la Bosnie-Herzégovine: M. Branko Mikulic;
- Pour le Monténégro: M. Veselko Djuranovic;
- Pour la Macédoine: M. Lazar Mijatovic (ex-ministre des affaires étrangères);
- Pour la province de Vojvodine: M. Radovan Vlakovic (in-changé);
- Pour la province du Kosovo: M. Sinan Hasani;
- Pour la Ligue des communistes de Yougoslavie: M. Dragoslav Markovic, président de la présidence du parti, qui sera remplacé en juin.

C'est M. Djuranovic (Monténégro) qui assurera, pour un an, la « présidence » de cette « présidence collégiale », ce qui correspond à peu près aux fonctions de chef de l'Etat.

LE GOUVERNEMENT

(Principaux membres)

- Premier ministre: M. Milka Planinc;
- Vice-premiers ministres: MM. Jazek Zmijaric, Borisav Srebrić et Mijat Sukovic;
- Affaires étrangères: M. Ralf Dizaevic;
- Défense: amiral Branko Matula;
- Intérieur: M. Dobroslav Culic;
- Finances: M. Vlado Klemenec;
- Commerce extérieur: M. Miljenko Bojanic;
- Justice et administration publique: M. Borislav Krajina;
- Affaires économiques et marché: M. Sinisa Korica;
- Information: M. Mitko Calovski;
- Ministres sans portefeuille: MM. Boro Denkov, Zivorad Kovacevic, Nedeljko Mandic, Ljubomir Baban, Spasoj Medic, Anto Susic, Jovko Jovkovic, Mito Pejovski, Jan Jerne, Jan Srbovan, Rikard Stajner, et Dimitrije Tasic.

● Les suites de la réunion du 20 avril. - Le sociologue Vojislav Seselj, l'un des vingt-huit participants à la réunion du 20 avril dernier autour de Milovan Djilas, a été placé en garde à vue mardi 15 mai à Sarajevo, et une instruction judiciaire va être ouverte contre lui, selon les médias officiels. Après une première arrestation le 20 avril, M. Seselj avait été à nouveau interpellé le 11 mai, tandis que son appartement et son bureau à l'université étaient fouillés. M. Seselj (vingt-neuf ans) n'a plus le droit de donner des cours depuis le mois de février. Deux autres participants à la réunion du 20 avril, MM. Mile et Orljica, sont détenus et inculpés (le Monde du 11 mai). Une autre personne appréhendée lors de cette réunion, Radomir Radovic, est morte peu après sa remise en liberté: le vice-ministre de l'Intérieur de Serbie a déclaré à ce propos, jeudi 10 mai, que le décès était dû à une « surdose de sédatifs ». Le vice-ministre a ajouté que la police « n'avait aucune raison de se justifier », et que R. Radovic « n'était pas connu pour ses activités oppositionnelles ». Les circonstances mystérieuses de sa mort avaient suscité une réaction de dix-neuf personnalités connues de Belgrade, qui réclamaient l'ouverture d'une enquête ou la démission de l'ancien ministre fédéral de l'Intérieur, M. Stane Dolanc, désormais membre de la présidence collégiale. - (AFP-Reuter.)

URSS

Quand les « bons » juifs prennent la parole

De notre correspondant

Moscou. - C'est un curieux « comité public antisioniste de l'URSS », formé de personnalités juives soviétiques acquiesces au régime, qui a tenu, mardi 15 mai, à Moscou, la troisième conférence de presse de son existence. Bien que sa création en avril 1983 ait été présentée comme l'« initiative spontanée » d'un général à trois étoiles en retraite, deux fois héros de l'Union soviétique, M. David Dragounski, il est difficile d'y voir autre chose qu'une de ces organisations parallèles que les autorités soviétiques aiment pour soutenir les thèses officielles quand celles-ci sont par trop difficiles à défendre.

Pour le comité, la cause est entendue: les juifs ne souffrent d'aucune discrimination en URSS, et toute information ce sujet constitue un acte de provocation antisoviétique. Il n'y a de « problème juif » qu'en Occident, où l'antisémitisme s'aggrave. « Les affirmations de la propagande occidentale selon lesquelles l'accès à l'enseignement supérieur serait fermé aux juifs sont un mensonge », estime ainsi une éducatrice juive de la faculté de mathématiques et de mécanique de Moscou, membre du Komsomol. Le rédacteur en chef de la revue littéraire mensuelle en yiddish Sovetskij Heimland (Patrie soviétique) propose une explication sudausaise aux Occidentaux: « Vous êtes mal informés sur ce qui se passe chez nous. Dans la mesure où la situation des juifs dans vos pays se détériore, vous faites du tapage sur les prétendues difficultés de la culture juive en URSS », affirme-t-il.

Et de brandir une affiche pour une pièce d'un théâtre populaire yiddish ainsi qu'un dictionnaire yiddish-russe « qui vient de paraître et dont l'équivalent n'existe nulle part ailleurs dans le monde ».

Viennent ensuite les témoignages sur le « calvaire » des juifs qui ont quitté l'URSS. Un petit homme de soixante-quinze ans un peu ébahi, le tête couverte d'une calotte brodée, est invité à raconter son histoire: « En 1972, après par la merne céleste qui, dir-on, tombe en Israël », il a quitté Boukhara, en Asie centrale, pour aller à « l'abus ». Ce furent, selon lui, « onze

années de torture ». Malgré son âge et son asthme, il était logé dans une cave, obligé de travailler dur pour survivre, et il ne s'arrêtait pas avec son rabbin. En 1983, il est revenu à Boukhara, et son premier geste à l'aéroport a été d'« embrasser le sol de la patrie »...

Des récits édifiants

D'autres récits tout aussi édifiants tournent au pathétique. Les « sionistes » promettent à Yefim Leht de soigner sa femme atteinte d'un cancer au poulmon. Celle-ci quitte Moscou avec leurs enfants pour Israël où vivent ses parents. Elle y meurt au bout de dix mois: « Nos enfants ont perdu leur mère, leur patrie et leur père », conclut-il.

Tous ces « témoignages » ont un trait commun: le malheur qu'ils racontent a été « la patrie soviétique ». Cela est d'ailleurs partiellement vrai mais pour des raisons que le comité antisioniste n'évoque pas: les candidats à l'émigration dont la demande de visa est rejetée, les refusés, comme on les appelle, perdent généralement leur travail et font l'objet de toutes sortes de brimades. Il y a eu 51 320 départs en 1979, le sommet de la vague, et seulement 1 314 en 1983. Le chiffre risque d'être indéterminé, voire inférieur, cette année. Les autorités ont leur explication pour ce ralentissement spectaculaire, et la comité y fait écho. « Le processus de réunification des familles divisées est pratiquement achevé; ceux qui veulent quitter le pays l'ont déjà fait », affirme tranquillement M. Samuel Ziva, avocat et vice-président du comité. C'est faire bon marché des refusés, qui sont probablement, en l'absence de toute statistique officielle, plusieurs milliers.

Cette conférence de presse laissait une impression de lourde malice. Certes, tous les juifs soviétiques ne vivent pas un calvaire, et certains clichés mériteraient peut-être d'être corrigés, mais les outrances du comité public antisioniste de l'URSS n'y contribuèrent pas.

DOMINIQUE DHOMBRES.

RFA

Le congrès du SPD sera dominé par les problèmes industriels et sociaux

Correspondance

Bonn. - Les conflits sociaux en cours en Allemagne fédérale serviront de toile de fond au congrès annuel du Parti social-démocrate, qui s'ouvrira jeudi 17 mai à Essen, en plein cœur de la Ruhr. Dans une région particulièrement frappée par le chômage, où M. Johannes Rau, l'un des principaux dirigeants du SPD, mènera l'année prochaine une campagne difficile pour conserver son poste de ministre-président de Westphalie-Rhinanie-du-Nord, le débat sur le semaine de trente-cinq heures, et d'une manière générale sur « l'avenir de l'emploi dans le troisième système révolution industrielle », en sera la thème central.

Les questions de sécurité, qui avaient dominé, l'année dernière, les

discussions internes du SPD, sont, cette fois, reléguées au second plan. Le principal expert du parti en la matière, M. Egon Bahr, réaffirmera l'opposition des sociaux-démocrates au déploiement des missiles américains Pershing-2 en RFA, mais on ne tient manifestement pas à relancer un grand débat sur ce thème. La campagne pour l'élection du Parlement européen, qui sera pour le SPD l'occasion de se compter et de faire la preuve de son redressement après l'échec de l'élection, sera largement dominée par les problèmes d'emploi et d'environnement, ainsi que par les « affaires » qui, depuis quelques mois, viennent régulièrement empoisonner le climat politique de Bonn.

H. de B.

Socialisme allemand et socialisme français

par ALFRED GROSSER

Une chance à la gauche écologiste. Il y a un problème de tactique: faut-il chercher à faire alliance, localement et régionalement, avec le parti des Verts? La réponse n'est pas évidente: on pourrait ainsi les récupérer, mais l'alliance pourrait tout aussi bien les « honorer », donc les renforcer: peut-être même serait-on récupéré par eux. En Hesse, voici des mois que se joue, pour la formation d'un gouvernement, un « Tu m'aimes, moi non plus » irritant pour tout le monde.

Il y a surtout des questions de fond qui sont les mêmes qu'en France, mais traitées avec des sensibilités fort différentes. Pour sortir de la crise ou du moins pour en atténuer les effets, que proposer qui évite les réponses faciles des temps heureux du plein emploi et de l'expansion? Le PS doit accepter l'idée que l'« autre logique économique », annoncée avant mai 1981, n'existe pas. Le SPD n'a pas à effectuer une conversion vers l'économie de marché: c'était déjà fait en 1959. Mais une partie de ses membres et des millions d'autres Allemands, jeunes et moins jeunes, croient bel et bien qu'il existe une « économie alternative » fondée, non sur un industrialisme marxisant remplaçant l'industrialisme libéral, mais sur un anti-industrialisme écologiste.

Il se trouve que, de toute façon, le SPD a du mal à se faire à l'idée de modernisation industrielle. Alors que le président socialiste français va admirer Silicone Valley et que le PS prend le risque de tout jouer sur une transformation industrielle entraînant la modification du tissu social, les microprocesseurs évoquent

d'avantage pour le SPD la nécessité de mieux protéger la liberté des citoyens contre l'information de la société. Peut-être est-ce parce que le parti allemand, bien que tenté par

les « alternatifs », a gardé une implantation ouvrière et un soutien syndical qui, en France, sont l'apanage du PC. L'IG Metall et la lutte pour les trente-cinq heures vient rappeler au parti qu'il ne doit pas renoncer à jouer sur l'avenir de l'industrie traditionnelle.

En même temps, cependant, des convergences se font jour. Pendant que le PS se « social-démocratise » en découvrant les mécanismes économiques décrits dans le programme de Godesberg, le SPD s'aperçoit qu'il a, pendant vingt ans, négligé les aspects socialistes de ce programme, notamment le droit de nationaliser si c'est nécessaire, c'est-à-dire si un secteur est abandonné à la crise par les grandes entreprises privées, et le devoir, pour le pouvoir politique, de ne pas enlever la couverture sociale à ceux qui en ont le plus besoin - surtout dans un temps de crise non prévu en 1959.

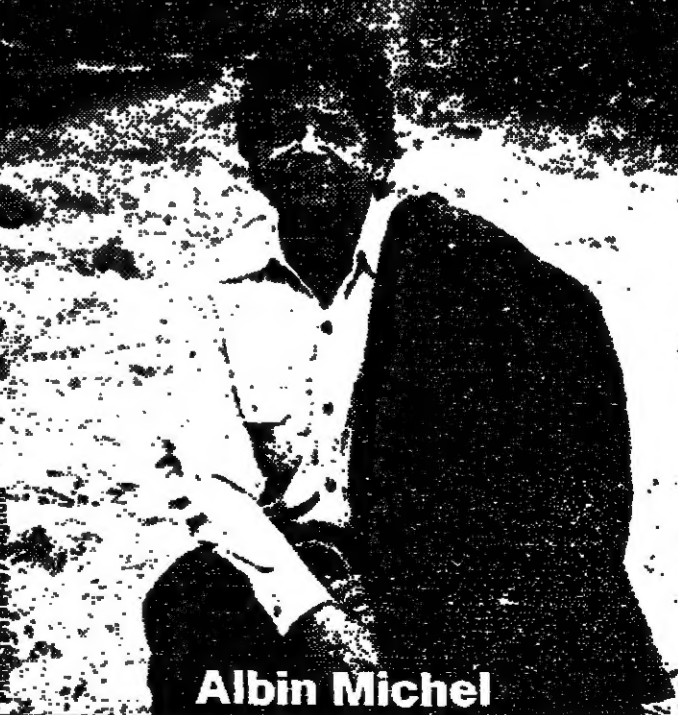
Le congrès d'Essen sera ouvert par un discours d'adieu de Helmut Schmidt, qui quitte la vice-présidence du parti. Pendant qu'il était au pouvoir, le parti était heureux de le soutenir dans la perspective d'élections gagnables par le charisme du leader, et malheureux parce que le leader, très gestionnaire, empêchait la discussion sur les réorientations. En France, aujourd'hui, le Parti socialiste est encore plus subordonné à un pouvoir présidentiel quasi monarchique. Mais le président lui-même est en pleine réorientation. Le parti a une chance, parallèlement au parti allemand, d'engager un débat de fond. Encore lui faudrait-il éviter et la simple soumission et les fixations doctrinaires.

(1) Texte complet dans *Grundvorles für ein neues Godesberger Programm*. Die Texte der Grundvorles-Kommission der SPD, hg. von E. Eppler, Hamburg, Rororo aktuell, mai 1984, 200 p.

"L'HUMOUR D'UN ANGLAIS, LA TRISTESSE D'UN ANTILLAIS ET LA SAGESSE D'UN VIEIL HINDOU"

Catherine David / Le Nouvel Observateur

V.S. NAIPAUL Sacrifices



Albin Michel

الكتاب هو من إصدار دار النشر

مقتدا من الامم

EUROPE

Pologne

LE NOMBRE DES PRISONNIERS POLITIQUES S'ACCROIT

Le pouvoir « négocie » leur libération par l'intermédiaire de l'Eglise

Pour la première fois, les autorités de Varsovie ont admis publiquement qu'elles tentaient de « négocier » une libération conditionnelle des prisonniers politiques. Le communiqué du mardi 15 mai par le porte-parole du gouvernement, M. Urban, indique que « des conversations se poursuivent » entre le gouvernement et l'Eglise « sur le sort des quatre membres du KOR (ancien comité de défense des ouvriers) et des sept anciens dirigeants de Solidarnosc, ainsi que sur les autres personnes privées de liberté pour des raisons politiques. Dès le début, les deux parties se sont mises d'accord pour que le déroulement et le contenu des discussions soient entourés de la plus grande discrétion ». Il s'agit là d'un communiqué commun des autorités et de l'épiscopat, qui ne fait aucune allusion au rôle joué dans cette affaire par les principaux intéressés, les prisonniers eux-mêmes.

C'est pourtant bien là que le bât blesse. De manière significative, cette première mention officielle de ces négociations intervient aussitôt après que plusieurs agences de presse occidentales ont annoncé « de sources sûres » que les onze détenus concernés au premier chef avaient à nouveau rejeté les conditions posées par le pouvoir à leur libération.

Dans un premier temps, les autorités voulaient organiser un bref procès à huis clos à l'issue duquel, en échange du silence des accusés et de leurs avocats, le verdict aurait couvert les deux ans et demi de détention sans jugement — une solution jugée inadmissible par des hommes dont l'action se place autant sur le plan moral que sur le plan politique. L'idée d'un exil, même temporaire, a été rejetée de la même manière. Un troisième « marché » a alors, semble-t-il, été imaginé : en échange de leur libération, qui serait vraisemblablement intervenue à l'occasion du quarantième anniversaire du régime, le 22 juillet, les prisonniers devaient s'engager à s'abstenir de toute activité politique pendant une période de deux ans et demi. Il se serait agi, non plus d'un engagement « écrit », mais d'un engagement « moral », auquel le primat, Mgr Glemp, aurait apporté sa garantie.

Le porte-parole du gouvernement n'a évidemment donné aucune indication sur le détail de ces négociations, mais il a néanmoins confirmé qu'un émissaire du secrétaire général des Nations unies y avait apporté son concours.

Faire monter les enchères

L'affaire est très délicate pour toutes les parties : le pouvoir veut se débarrasser d'un problème qui ternit considérablement son image et entrave un déblocage de crédits occidentaux. Les « onze » ne veulent pas dissiper le capital moral que leur a valu leur attitude, tirer un trait sur une cause à laquelle ils ont déjà sacrifié deux ans et demi de liberté et, pour certains, beaucoup plus.

Quelques-uns de ces détenus sont sérieusement malades, d'autres ont subi des épreuves épuisantes (par exemple l'ancien dirigeant de Solidarnosc, M. Marian Jurczyk, dont les deux enfants se sont suicidés au début de « l'état de guerre », et qui en rend responsables les autorités).

D'autres, comme Adam Michnik, ont toujours maintenu la même position de principe : libération sans condition ou véritable procès, qui, dans son esprit, serait plus celui du régime que celui des accusés. (Ils sont officiellement inculpés d'avoir préparé un renversement du système social.)

La responsabilité qui pèse sur les épaules des « onze » est d'autant plus lourde que les autorités mettent, semble-t-il, dans la balance le sort de l'ensemble des prisonniers politiques, qui pourraient être, eux aussi, libérés, sans que l'on sache

s'ils seraient soumis aux mêmes « conditions ».

Or le nombre de ces prisonniers s'accroît rapidement. On peut y voir une volonté de faire monter les enchères, la conséquence d'une plus grande efficacité policière ou bien le signe d'une activité importante de l'opposition, dont les manifestations du 1^{er} et du 3 mai auraient été un symptôme : toujours est-il que, selon les dernières données officielles, il y a désormais 575 détenus politiques, dont 61 seulement sont déjà passés en jugement.

L'un de ces condamnés, M. Piotr Bednarz, trente-quatre ans, ancien dirigeant clandestin de la région de Wrocław, vient de se donner un coup de couteau dans le ventre, ce qui était apparemment une tentative de suicide. Incarcéré au pénitencier de Barczewo, il devait témoigner au procès de celui qui fut son successeur après sa propre arrestation, Jozef Piniór, lui-même arrêté en avril 1983. Le procès s'est ouvert mardi 15 mai à Wrocław : plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le tribunal pour réclamer la « liberté des prisonniers politiques », avant d'être dispersées par la police.

Quant au premier dirigeant de la clandestinité à Wrocław, Wladyslaw Frasyniuk, déjà condamné à trois ans de prison ferme, il vient de se voir infliger une peine supplémentaire de dix mois pour « injures » au sous-directeur de la prison. C'est dans cette même prison de Barczewo que deux détenus, Andrzej Slowik et Jerzy Kropiwnicki, meurent depuis le mois de mars une grave de la faim. (Ils sont alimentés de force.)

La question des prisonniers politiques sera très vraisemblablement le nouveau thème de l'audience que doit accorder prochainement le pape Jean-Paul II à M. Henryk Jablonski, président du Conseil d'Etat polonais. (M. Jablonski se rend en Italie pour participer à la commémoration de l'assaut donné à Monte-Cassino par des soldats polonais, en 1944.) Le secrétaire de la conférence épiscopale polonaise, Mgr Dabrowski, qui a conduit les négociations sur les prisonniers avec le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, est d'ailleurs déjà parti pour le Vatican.

Quant à Mgr Glemp, également attendu au Vatican et à Monte-Cassino, après son bref séjour à Paris, il a protesté contre la manière dont l'agence officielle PAP avait rendu compte de sa dernière homélie consacrée aux rapports entre l'Eglise et l'Etat marxiste (le Monde du 15 mai). Forçant passablement les propos du primat, l'agence PAP lui avait fait dire que « le climat est désormais favorable en Pologne pour l'entente et la coopération ».

A son arrivée à Paris, lundi 14 mai, Mgr Glemp a réitéré sa protestation. Curieusement, il a tiré argument de cette déformation de ses propos par l'agence PAP pour justifier, à côté d'« autres raisons », son refus de faire toute déclaration à la presse... occidentale pendant son séjour en France. Par la même occasion, Mgr Glemp a annoncé qu'il n'aurait aucun contact avec les autorités françaises.

JAN KRAUZE.

DIPLOMATIE

M. Mitterrand justifie le dialogue avec l'URSS

(Suite de la première page.)

Le nom de Sakharov n'a pas été prononcé par M. Mitterrand. Le président de la République n'a pas fourni de détails sur l'état d'avancement de son projet de voyage en URSS ni sur sa date. Il a précisé qu'on lui avait fait connaître, du vivant d'Andropov, « un désir d'invitation » de la part de Moscou ; qu'il n'avait jamais été fermé à ce genre de rencontre, « dès lors que la politique de la France est claire » ; enfin qu'une invitation, pour être invitée, « a besoin d'être précisée » ; mais que, pour l'instant, elle ne l'est pas, et ne pourrait l'être que d'un commun accord entre les deux pays. Il n'a donc ni infirmé ni confirmé les informations selon lesquelles ce voyage aurait lieu pendant la seconde quinzaine de juin.

M. Mitterrand a, en revanche, exposé très clairement à plusieurs reprises, mardi, ce qui justifie à ses yeux l'idée d'un tel voyage, en dépit du durcissement soviétique, et rappelle son analyse de la situation internationale. Une première phase dans la tension Est-Ouest s'est achevée en novembre 1983 avec l'installation des premiers Pershing-2 et des missiles de croisière dans certains pays européens.

« Il était logique, dit le président de la République, que la deuxième phase commençât par un durcissement. Pourtant, le dialogue reste nécessaire, les deux partenaires en sont convaincus. Mais ils prennent des chemins de traverse, dont ce durcissement soviétique est un exemple. Cette seconde phase est intermédiaire et devrait, selon moi, durer jusqu'aux approches des élections américaines. Mais elle doit déboucher sur une troisième phase. Quand ? Comment ? Il n'est pas mauvais que, dans l'intervalle, un certain nombre de contacts permettent d'évaluer la nouvelle réalité politique et militaire, voire stratégique ».

Equilibrer des forces en présence, recherche de l'équilibre au plus bas niveau possible et rétablissement du dialogue, tels sont les principes qui guident et guideront le gouvernement français. Là encore, le message est le même qu'à propos des droits de l'homme : la France tient, sur les questions de sécurité, la même langage à Washington, à Bonn ou à Moscou. A Oslo également, où elle a rencontré, de la part du gouvernement de centre droit, une très large compréhension sur ces questions.

« Une nouvelle tour Eiffel »

Norvégiens et Français avaient voulu placer ce voyage sous le signe de la modernisation industrielle et des technologies de pointe. C'est pourquoi la seule visite d'entreprise de ce voyage fut celle des laboratoires de la fondation Norvik Veritas, spécialisée depuis plus d'un siècle dans la classification des navires et, plus récemment, dans celle des plates-formes pétrolières de forage en mer.

ERRATUM.

— Les nouveaux missiles que l'URSS installe en RDA sont des SS-22, portant à 1 000 kilomètres, et non des SS-20, comme il a été indiqué par erreur dans le Monde du 16 mai. Les SS-20 sont stationnés en URSS, comme il était signalé dans l'article, et le nombre de ces engins visant l'Europe reste de deux cent cinquante, comme précédemment.

Cadette d'une société française créée en 1928, Norvik est à la fois un symbole de la coopération franco-norvégienne et un exemple de modernisme. Elle a investi, ces cinq dernières années, 375 millions de couronnes dans la recherche et le développement. Le président de la R.E. publique, qui était accompagné de MM. Meaxandau et Filloud, a inauguré un colloque de télématique organisé conjointement par les PTT et la Compagnie norvégienne de télécommunications.

Autant de gestes exprimant le désir, de part et d'autre, que la coopération déjà ancienne et fructueuse entre les deux pays, dans le domaine des hydrocarbures (il y a près de vingt ans qu'Elf-Aquitaine et Total ont été associés à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord), se développe et s'étend à d'autres secteurs de pointe. On ne pouvait mieux témoigner de l'ouverture des Norvégiens que ne l'a fait le directeur général de Norvik, dans son hommage aux efforts faits par la France en faveur du développement technologique. « La tour Eiffel était en son temps un symbole des ambitions françaises », a-t-il déclaré. « J'ai l'impression que la France, aujourd'hui, est sur le point de construire une tour Eiffel dans plusieurs domaines techniques. La télématique en est une, les télécommunications et la technologie des grandes profondeurs en sont d'autres ».

CLAIRE TRÉAN.

■ Une déclaration de M. Estier. — M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a évoqué, mardi 15 mai, à l'occasion d'une conférence de presse, le boycottage des Jeux olympiques de Los Angeles par l'URSS, et le sort réservé à Andreï Sakharov et à sa femme par les autorités soviétiques. « Ces problèmes ne sont pas de nature à faciliter l'établissement des contacts nécessaires à un voyage du président Mitterrand en Union soviétique », a-t-il déclaré. C'est peut-être la raison pour la quelle la date de cette visite n'a pas encore été fixée de façon certaine.

L'agence Novosti, de son côté, dans un commentaire consacré à la détention Est-Ouest, a mentionné mardi parmi les rencontres prévues « pour cet été » entre dirigeants soviétiques et occidentaux la visite de M. Mitterrand.

M. LE CANNELIER EST NOMME AMBASSADEUR A PORT-OF-SPAIN

Le Journal officiel du mercredi 16 mai annonce la nomination de M. Jean Le Cannellier comme ambassadeur de France à Port-of-Spain (Trinidad et Tobago), en remplacement de M^{me} Françoise Claude Lafontaine.

(Né le 3 mars 1922, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Le Cannellier a occupé différents postes à l'administration centrale des finances, puis des affaires étrangères, avant d'être nommé à Washington en 1957. Après un passage au secrétariat d'Etat aux relations avec l'Etat de la Communauté, en 1960-1961, il a été en poste à Abidjan, de nouveau à l'administration centrale (Afrique-Lévant) en 1962-1963, à Lima, à La Nouvelle-Orléans, à Tanger, puis ambassadeur à Bangui (1973-1976) et à Ouagadougou (1977-1981). En septembre 1981, il avait été nommé conseiller général à Barcelone.)

Liban

■ TROIS ENFANTS TUÉS. — Trois enfants ont été tués mardi 15 mai alors qu'ils jouaient avec un obus d'artillerie qui n'avait pas explosé, tandis qu'écoles et universités étaient fermées en signe de deuil après la mort d'un lycéen de douze ans, la veille, lors du bombardement de son école. Les trois enfants, âgés de huit à douze ans, ont été tués sur le coup par l'explosion de l'obus de 106 mm, avenue du général Fouad-Chehab, à Beyrouth-Ouest. — (AP.)

Soudan

■ Un nouveau ministre de l'Intérieur. — Le président Gaafar Numeiry a nommé, mardi 15 mai, le général Ali Yassin Ibrahim, jusqu'ici chef de la police, ministre de l'Intérieur. Il succède au général Kamal Hassan Ahmed, révoqué la veille. Le général Ahmed, qui avait été nommé début mai à l'Intérieur, a été limogé pour avoir, selon le chef de l'Etat, tenté d'influencer un tribunal d'exception appelé à juger des affaires de manœuvres spéculatives. — (Reuters.)

AFRIQUE

Algérie

Un certain nombre d'activistes islamiques sont toujours détenus

De notre correspondant

Alger. — En publiant au début de la semaine une liste de quatre-vingt-dix personnes bénéficiant de mesures de clémence, le quotidien El Moudjahid indiquait que celles-ci avaient « commis des erreurs vis-à-vis de la révolution et de la patrie ». Cela est beaucoup plus vague que les accusations de trafic d'armes, de drogue ou de dévies portées à l'époque des arrestations, dans les cas où celles-ci avaient été rendues publiques. Certains de ces accusés, présentés naguère comme des « trans », peuvent considérer que, sans le dire explicitement, les autorités admettent aujourd'hui que les charges retenues contre eux avaient un caractère politique.

Il y a plusieurs groupes bien distincts parmi les libérés. Environ un tiers d'entre eux peuvent être catalogués comme intégristes. Au sujet de ceux-ci, il n'avait généralement pas été question de trafic d'armes. Souvent âgés, ils avaient été présentés comme les têtes pensantes des activistes islamiques en décembre 1982. Les deux plus connus sont un professeur, M. Abassi Madani, et le cheikh Ahmed Sahoun, qui, sorti de prison, avait été assigné à domicile il y a peu de temps. Figure aussi sur la liste un libérateur d'Alger qui vendait des livres d'inspiration religieuse et auquel il avait été reproché d'avoir des relations suspectes avec des milieux extrémistes d'Arabie Saoudite.

Viennent ensuite :

- 1) Des étudiants « trotskistes » arrêtés pour détention de tracts, en décembre 1983, peu avant le congrès du FLN ;
- 2) Des habitants des Aurès arrêtés en octobre 1983 pour détention d'armes ;
- 3) Des femmes considérées comme des « activistes féministes » qui avaient fait une grève de la faim en début d'année ;
- 4) Des personnalités diverses présentées en octobre 1983 comme impliquées dans un trafic d'armes découvert à la frontière franco-belge. Ce sont notamment M^{rs} Ouzegane, M. Nekache, ancien ministre de M. Ben Bella, qui aurait, en fait, rompu tout contact avec lui à partir de 1981, et M. Ali Yahia.

Nous avons rencontré mardi cet avocat connu arrêté lui aussi en octobre 1983. Il tient à faire deux mises au point.

Un procès annulé

Tout d'abord, il s'élève contre les informations le présentant comme un partisan de M. Ben Bella. Député, il s'était opposé à l'Assemblée nationale, à la Constitution promulguée par l'ancien chef de l'Etat. Il n'a jamais été le ministre de celui-ci, étant entré au gouvernement de Boumediène en juillet 1965, après la destitution du premier président de la République (il devait, par ailleurs, donner sa démission en 1967, étant en désaccord avec le projet de révolution agraire). S'il a rencontré M. Ben Bella en Algérie avant le départ de celui-ci pour la France en juin 1981, il n'a fait dans le cadre de consultations générales auxquelles ont pris part « des centaines d'Algériens ».

« Je conteste, en second lieu, les termes de clémence et de générosité, dit M. Yahia. J'ai été libéré sans un mot d'explication, après des mois de dure détention pour des charges sans fondement. Je dois la liberté aux deux mille sept cents Algériens qui ont signé la pétition protestant contre les arrestations (le Monde du 17 janvier) et à ceux qui, à l'étranger, ont parlé des détenus politiques en Algérie ».

Le cas de M. Yahia est exemplaire, en ce sens que le dossier à charge contre cet homme au franc-parler était si mince que les responsables de la sûreté paraissent divisés sur le bien-fondé de sa détention. En ce qui concerne cet avocat et d'autres personnes, le pouvoir a trouvé une porte de sortie honorable, et d'une certaine façon, méritoire, fût-ce au prix de quelques incohérences dans la présentation des choses.

D'autres libérations suivront-elles ? La vraie clémence, nous dit M. Yahia, serait de gracier cinq militants maladroits de la cause berbère, condamnés en 1975 à de lourdes peines de prison pour une obscure affaire d'attentat à la bombe et toujours incarcérés dans la centrale de Lambese. Toujours parmi les « berbères », on peut penser à M^{rs} Ali Ahmed, réfugiée en Europe après une condamnation à mort commuée en détention à perpétuité.

Dans l'immédiat, les interrogations concernent surtout des activistes islamiques encore détenus. Jeudi dernier, deux jours après le discours du président Chadli annonçant des prochaines mesures de clémence, des préparatifs, connus sous le nom de « manœuvres », avaient lieu en vue de l'ouverture du procès de quatre-

vingt-deux intégristes, le 13 mai, devant la Cour de sûreté de l'Etat, à Médéa. Pour une raison inconnue, il a été brusquement décidé que ce procès n'aurait pas lieu. Vingt-trois intégristes, parmi ceux qui devaient comparaître, ont été libérés et figurant sur la « liste des quatre-vingt-dix » avec d'autres islamistes.

Le procès de ces vingt-trois hommes avait été présenté comme imminent par les autorités dès janvier 1983, puis reporté à plusieurs reprises. Il s'agit de ceux auxquels il n'est pas reproché d'avoir participé directement à une action sanglante, leur rôle ayant consisté à échauffer les esprits par leurs paroles ou leurs écrits.

Deux autres groupes devaient comparaître au procès de Médéa réunissant différentes sortes d'accusés. Le premier comprenait quatorze étudiants intégristes impliqués dans le meurtre d'un adversaire politique au cours d'affrontements à la cité universitaire de Ben-Akroun, sur les hauteurs d'Alger. Le second groupe était formé par plusieurs dizaines d'activistes arrêtés fin 1982 après la découverte de bombes « prêtes à l'emploi ». Quelques fugitifs interceptés deux mois plus tard avaient fait usage de leurs armes.

Il est probable que ces deux groupes vont être jugés rapidement sans publicité, des mesures de clémence pouvant intervenir après les condamnations.

Dans les mois qui ont suivi les nombreuses arrestations opérées dans leurs rangs, les intégristes n'ont guère fait parler d'eux. Mais, en avril, ils ont organisé des funérailles grandioses pour le cheikh Soliani, un de leurs chefs, mort en résidence surveillée. Bien que la nouvelle de ce décès n'ait pas été diffusée dans les médias, le « tchââche » arabe avait fonctionné, et des milliers de fidèles étaient venus de tout le pays à Kouba, dans la banlieue d'Alger, où avait lieu l'enterrement. Dans un geste d'apaisement, les autorités avaient envoyé des représentants de l'islam officiel, mais la famille s'était opposée à ce qu'ils prennent la parole.

D'autre part, la ville de Larba, dans la wilaya de Bida, où les intégristes sont assez nombreux, a connu la semaine dernière deux jours d'agitation. Accusant les autorités locales d'attribuer des logements aux seuls musulmans, une partie de la population a occupé, puis saccagé la mairie, amenant une intervention énergique des forces de l'ordre. Peu après ces événements, un grand mouvement de valse (préfets) a été annoncé. Le préfet de Bida a été nommé ailleurs.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Tunisie

Les procès après les émeutes de janvier

DES PEINES DE CINQ A TRENTES ANS DE TRAVAUX FORCÉS ONT ÉTÉ PRONONCÉES

La justice tunisienne a prononcé des peines de cinq à trente ans de travaux forcés contre « des jeunes gens reconnus coupables de pillages et d'incendies volontaires au cours des émeutes du pain » du début janvier, a-t-on appris, mardi 15 mai, dans les milieux judiciaires. Ces procès, qui ont commencé à la fin de la semaine dernière, devaient se poursuivre jusqu'à la fin du mois.

Au cours de l'un d'entre eux, deux jeunes de dix-neuf ans et vingt ans ont été condamnés à trente ans de travaux forcés pour pillage d'un magasin de chaussures et complicité dans un cas d'incendie volontaire dans la capitale, présumé-t-on. Deux autres jeunes gens se sont vu infliger dix ans pour pillage. A Tunis, un homme de vingt-cinq ans a été condamné à vingt ans de travaux forcés pour avoir dérobé du matériel de construction dans une école. A Monastir et Sousse, deux hommes ont été condamnés à cinq ans de travaux forcés pour incendie volontaire.

Au total, un millier de personnes avaient été arrêtées pendant les événements, pour des délits de droit commun. Un grand nombre d'entre elles ont été relâchées, et le barreau attend que trois cents environ comparaitront devant les tribunaux.

D'autre part, deux anciens hauts fonctionnaires de police, adjoints de M. Driss Guiga, ancien ministre de l'Intérieur, ont été arrêtés.

MM. Erzedine Jdres, ancien préfet de police de Tunis, et Abdelhamid Skhiri, ancien directeur de la sûreté nationale, avaient été largement cités, aux côtés de M. Guiga, dans le rapport de la commission officielle d'enquête créée après les émeutes du début de l'année. — (Reuters, AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

■ CENT TRENTE ET UNE CONdamnATIONS A DES PEINES DE PRISON. — Le tribunal militaire de Yaoundé a infligé cent trente et une peines de prison à des membres de l'ancienne garde républicaine impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 6 avril dernier. Cinquante acquittements ont été prononcés au cours de ce troisième procès (le Monde du 15 mai), où aucun des prévenus n'était âgé. Une seule peine de vingt ans de prison a été prononcée, les autres

allant de cinq à dix ans. Le procès a eu lieu à huis clos et a duré quatre jours. Les autorités camerounaises ont, d'autre part, libéré plus de deux cents personnes, arrêtées après les événements du 6 avril. — (Reuters.)

Guinée

■ DONS POUR LA GUINÉE. — M. Soumah, président de la Ligue guinéenne des droits de l'homme, nous a adressé le communiqué suivant :

« En étroite collaboration avec Médecins sans frontières, la Ligue guinéenne des droits de l'homme et du citoyen a lancé une campagne de collecte de produits pharmaceutiques en faveur des détenus d'opinion des camps de Guinée libérés le 4 avril 1984 par le comité militaire de redressement national. Cette campagne a rencontré un réel succès auprès des Français auxquels la Ligue guinéenne des droits de l'homme et du citoyen adresse ses plus fraternels remerciements. Une délégation officielle de la LGDRC partira de Paris le 17 mai pour accompagner le produit de la collecte auprès des autorités du comité militaire pour le redressement national, à Conakry. »

LA FEMME SECRETAIRE

BTS Secretariat (ou deux ans) de Direction ou trilingue

Sécurité sociale étudiants, Anglais, Allemand, Espagnol, Italien.

Section Préparatoire pour nos bacheliers, à élèves ayant échoué à l'examen d'entrée.

Chambres de Commerce

Sténographie, Anglais, Allemand, Espagnol

Secretariat en 1 an

Programme complet pour BAC-2

(1) 551.20.28 L'association des anciennes élèves ASSURE LE PLACEMENT

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Une nouvelle organisation d'extrême droite entend lutter contre « la vague de libéralisme qui balaie le pays »

De notre correspondant

Johannesburg. — Afin de « sauver l'Afrique du Sud blanche », de « la vague de libéralisme qui balaie le pays », une nouvelle organisation d'extrême droite vient d'être officiellement fondée à Pretoria. Près de cinq mille personnes sont venues applaudir les fondateurs de ce « mouvement culturel », qui pose ses racines dans le tréfonds de l'âme afrikaan. L'Afrikaanse Volkswag (la garde de la nation afrikaan), c'est ainsi que se nomme cette association qui vilipende la politique suivie par le gouvernement de M. P. W. Botha.

Son programme : restaurer les valeurs de la nation boer, qui se déclinera au fil des ans. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner ce que sont ces valeurs, empreintes du plus farouche conservatisme et d'un apartheid intransigent. En voici quelques exemples. La réforme constitutionnelle, adoptée le 2 novembre dernier, qui permet d'associer partiellement les noirs à l'exercice du pouvoir — à l'exclusion des 72 % de Noirs — est considérée comme un dangereux dévoiement.

Hostile à tout partage de quelque nature que ce soit avec d'« autres races dans une nation intégrée », l'Afrikaanse Volkswag (AV) est également opposée aux récents accords signés par Pretoria avec le Mozambique et l'Angola. « Nous en avons plein le dos de nous mettre aux pieds de nos ennemis », s'est exclamé l'ancien ministre de l'information, M. Conrad Mulder, à l'origine d'un scandale qui entraîna la chute du gouvernement Vorster dans les années 70.

Ce mouvement, qui se veut apolitique, s'est également élevé contre l'attribution du prix Herzog de littérature au poète en exil en France, Breton Breitenbach, par l'Académie des arts et des sciences, lequel l'a d'ailleurs refusé. Il a aussi censuré les journalistes, « ces criminels, cette mafia de l'opinion », un orateur conseillant aux adhérents d'acheter autant de journaux qu'ils le pouvaient pour les brûler ou les jeter à la décharge afin de « protéger contre les pouvoirs financiers qui les contrôlent ».

Face à la « sérieuse menace » qui pèse sur l'avenir et la souveraineté afrikaan, M. Eugène Terre-Blanche, chef d'un groupuscule néo-nazi, a protesté vigoureusement, au nom des Blancs et de la défense nationale, contre l'intégration raciale qui « émascule la mission sacrée ». Accompagné par six jeunes gens arborant la croix gammée et chaussés de lourdes bottes noires, il a terminé son discours par le salut nazi.

Tous les pères fondateurs de l'AV ne sont cependant pas des nazis attardés ou des passésistes nostalgiques. Parmi eux figurent de nombreux hommes politiques, voire des chefs de file de parti. A commencer par le chef du Parti conservateur, M. Andries Treurnicht, M. Jaap Marais, qui dirige le Herstigte Nasionale Party, mouvement

Cependant, tous sont convaincus que le développement séparé des races est la meilleure solution, et qu'il faut que l'Afrique du Sud blanche ressente les rangs. L'AV souhaite provoquer une crise d'identité et un regroupement face aux menées réformatrices. Lors de son récent congrès, le Parti conservateur a proposé la création d'un homeland blanc, constatant que « le temps est contre l'homme blanc », sous-entendu dans ce pays. Dans ce « blancoutan », il n'y aura pas de place pour ceux qui veulent côtoyer les autres races.

Les principes fondamentaux de l'apartheid

M. Carel Boshoff, théologien de son état, avait dirigé le célèbre Broederbond afrikaan (la fraternité afrikaan), sorte de société secrète créée le 5 juin 1918 à Johannesburg, pour faire renaitre de ses cendres le nationalisme afrikaan après la sanglante guerre des Boers contre les Britanniques. Une sorte de franc-maçonnerie dont sont issus bon nombre d'hommes politiques et de cadres dirigeants du pays. A tel point qu'on lui prête des pouvoirs tentaculaires. Une confrérie de douze mille membres qui, en fait, dirigeraient le pays, et qui a connu une crise majeure — la première, officiellement, de son histoire — en juillet dernier, lorsque M. Boshoff a présenté sa démission en raison de profondes divergences sur la réforme constitutionnelle.

Considéré comme un homme intrinsèque, proche du Parti conservateur, il avait estimé que le Broederbond, qui avait inspiré largement cette réforme, trahissait ainsi l'idéal afrikaan. L'AV, fondée sur des « principes chrétiens » pour « un Etat afrikaan libre qui doit durer mille ans », selon ses propres termes, est destinée à lutter contre le libéralisme qui trahit les valeurs essentielles. Se voulant le dernier rempart et le nerf de la culture profonde de ces terres australes, l'AV plonge ses racines dans les principes fondamentaux de l'apartheid.

Elle critique l'ouverture des universités et des institutions du secteur tertiaire aux autres races que la race blanche. Elle prône l'utilisation obligatoire de l'afrikaan dans les affaires. Elle dénonce, par la bouche de M. Conrad Mulder, « le déluge de littérature pornographique que l'on nous enfonce dans la gorge » (sic).

Lorsqu'on sait qu'un quotidien de Namibie, le Windhoek Observer, a été suspendu à cinq reprises récemment pour avoir osé publier la photo d'une femme aux seins nus, la dépravation des mœurs ne semble pas encore avoir atteint le seuil de l'intolérable !

Le libéralisme et la licence les plus timorés soient-ils ne doivent pas passer. Le Parti national, au pouvoir depuis trente-six ans, a failli à sa tâche en « bradant » l'apartheid. C'est pour cette raison que dix-sept députés regroupés autour de M. Treurnicht l'ont quitté pour fonder le Parti conservateur et s'allier aujourd'hui à M. Boshoff, même s'ils ne partagent pas toutes ses idées.

A ce même congrès, une jeune femme a publiquement déclaré que sa dignité avait été « violée » parce qu'un médecin de couleur lui avait fait un examen gynécologique. Selon l'agence sud-africaine SABA, qui rapporte les faits, elle aurait ajouté qu'elle refuserait dorénavant d'être soignée par un Noir ou un métis, même s'il s'agissait d'une question de vie ou de mort.

Ces réactions extrémistes ne sont cependant pas partagées par toute la communauté afrikaan. Elles sont en partie dirigées contre l'« impérialisme » de la communauté anglophone, mais aussi contre la théorie du premier ministre, M. Botha, résumée en une devise désormais célèbre : « Il faut s'adapter ou mourir ». L'Afrikaanse Volkswag ne veut ni s'adapter ni mourir !

MICHEL BOLE-RICHARD.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC
Pose et dépot. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 MOIS

Libye

ATTENTATS, MALAISE DE L'ARMÉE, CONTESTATIONS DIVERSES

Le régime semble entrer dans la zone des tempêtes

Tripoli. — Par sa brutalité et son audace, le coup de genou à l'égard des services de sécurité libyens : le gigantesque arsenal de la province de Cyrénaïque situé à El Aghar, non loin de la frontière égyptienne, a été détruit dans la nuit du 24 au 25 mars, et il y eut, dit-on, quelque deux cents victimes. Le sabotage était l'œuvre d'une main experte. Tel un mécanisme d'horlogerie, les salles souterraines, où étaient entreposées de considérables quantités d'armements et de munitions, ont explosé les unes après les autres, réduisant en cendres un ensemble de bâtiments dont l'un servait de prison. De nombreux détenus et des militaires périrent sous les décombres. L'attentat aurait été suivi par d'autres.

Divers incidents, dont une mutinerie dans une caserne, alimentant la rumeur publique. On parle d'arrestations, de sanctions collectives, d'excès de zèle. Fondées ou non, ces rumeurs illustrent en tout cas le malaise qui perce dans les rangs de l'armée régulière. Les autorités observent tout autant le silence sur de mystérieux incendies dans des supermarchés, notamment dans des supermarchés de Tripoli où des militaires de la « garde révolutionnaire » assurent désormais la sécurité. Le choix des cibles n'était sans doute pas fortuit : les supermarchés, qui appartiennent à l'Etat, symbolisent la nationalisation du commerce, grand ou petit, la collectivisation de la production agricole, mais aussi les pénuries et la cherté de la vie. Dans la quasi-totalité des cas, les attentats ont été commis d'évidence par des professionnels.

On s'est entraîné au Sud-est, comme l'annonce le colonel Kadafi, sous la supervision d'instructeurs américains ? Appartenaient-ils tous à des confréries musulmanes qui défendent tout à la fois le puritanisme des mœurs et la propriété privée ? Les deux étudiants, sergents — ou plutôt lynchés — le 16 avril appartenant tous les deux à des organisations islamistes et étaient issus de familles de riches commerçants ruinés par les mesures de nationalisation.

Virtuellement, toute activité économique est contrôlée par l'Etat : l'industrie, l'agriculture, le commerce, sont gérés non pas nécessairement selon les critères du profit — d'où le coût prohibitif des produits — mais en fonction des « besoins du peuple ». De très rares médias comme celui de gardistes relèvent toujours du secteur privé, et encore, à condition que l'artisan n'ait pas recours à une main-d'œuvre salariée. La règle empêche dès lors un médecin de s'installer à son propre compte ou un ingénieur d'ouvrir un bureau d'études. Ainsi prétend-on supprimer « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le colonel Kadafi répond à la contestation par le défi. Dans un discours prononcé le 28 avril dernier devant le « congrès populaire » d'un quartier de Tripoli, il propose de fonctionnariser les tailleurs, les coiffeurs, les boulangers et les pâtisseries — « des

De notre envoyé spécial

métiers non productifs et insignifiants », selon ses termes — afin que les bénéfices réalisés par ces modestes artisans « reviennent au budget de l'Etat ».

Il est vrai que c'est grâce aux fonds publics que la Libye a été dotée en moins de quinze ans d'une remarquable infrastructure — trente mille kilomètres de routes asphaltées, des réseaux d'électricité, d'eau courante, et des télécommunications desservant l'ensemble du pays, — que ce sont les fonds publics qui ont permis de financer la grande œuvre de l'enseignement et des soins médicaux. En outre, tout citoyen est d'office propriétaire du logement qu'il occupe ; s'il désire en acquérir ou en construire un autre, il peut bénéficier d'un emprunt à long terme, sans intérêts, que lui octroiera une banque nationale.

L'étatisation à outrance

Cependant, les avantages de l'étatisation à outrance sont révélateurs peu ou prou par les vices qu'engendre le système. L'étouffement de l'esprit d'initiative, la bureaucratie, la corruption, sous toutes ses formes, ont pris des proportions inquiétantes, comme en témoignent des articles de presse et les doléances que des citoyens expriment aux réunions des « congrès populaires de base », les débats étant diffusés en direct par la télévision tous les après-midi.

Depuis ce printemps, l'armée n'est plus épargnée. Elle est même l'une des cibles favorites des comités révolutionnaires — qui inspire personnellement le colonel Kadafi, — dont l'organe Al Zulf Al Akhdar dénonce avec un rare acharnement son « emboîtement ». Les médias mettent au pilori les « seigneurs » de l'armée qui se « prélassent » dans des palais et roulent dans des voitures luxueuses, au même titre que les hauts fonctionnaires qui occupent des « somptueux bureaux ». L'organe des comités révolutionnaires a récemment été à l'origine de pages des photos de voitures appartenant à des officiers et a soigné l'ensemble par le mot d'ordre inséré en caractères d'effigie : « Brûlez-les ! »

La campagne de presse a porté ses fruits. Les congrès populaires de base, auxquels appartiennent en principe tous les citoyens des deux sexes, ont pris le relais en critiquant à tort et à travers le comportement réel ou supposé des militaires.

Un grave incident a marqué la réunion que tenait l'un d'eux le 24 avril dernier, dans la ville d'Ajdabia, située sur la côte, entre Syrte et Benghazi. Des soldats et des policiers qui étaient venus en uniforme se défendre devant l'assemblée populaire ont été censurés et déjoints. Le dérapage était trop important pour persister dans le silence. Prenant la parole le surlendemain

à un autre congrès populaire qui se tenait à Tripoli et auquel il s'était rendu « incognito », il condamna l'initiative de l'assemblée d'Ajdabia, la critiquant à tort et à travers, déclara-t-il, l'armée, par sa nature, ne pouvait participer à la « démocratie directe » pratiquée dans la Jamahiriya, « de même que nous n'aurions pas permis à des employeurs de prendre part aux délibérations des salariés », mais il se fit, ajoute-t-il, de traiter l'ensemble des militaires comme des contre-révolutionnaires. Dans leur grande majorité, ils étaient sous-payés et risquaient leur vie pour défendre le territoire national et des causes justes, « notamment au Liban ».

Il a rappelé que la « révolution du 1^{er} septembre (1969) a été celle des soldats qui ont ouvert au peuple la voie du pouvoir ». L'ambivalence apparente de la pleiade a été cependant dissipée par une phrase-clé : « Les congrès populaires et les comités révolutionnaires devraient se renforcer, à-t-il lâché, faute de quoi l'armée régulière risque d'être utilisée par les forces hostiles à la révolution pour abattre le pouvoir du peuple ».

Faudrait-il en conclure qu'il craint un coup d'Etat ? Que les officiers, issus pour la plupart de la petite et de la moyenne bourgeoisie, précèdent des catégories sociales libérées par les mesures d'étatisation, pourraient retourner leurs armes contre la Jamahiriya ? A ces questions que nous lui posions, le colonel Kadafi a répondu énergiquement par la négative : « Notre révolution a été dès son origine populaire, et elle le demeurera. » Il ne s'agit d'ailleurs pas : son objectif est de susciter un pouvoir — et, en attendant, un contre-pouvoir — qui le mettrait à l'abri d'un coup d'Etat : les congrès populaires, animés par les comités révolutionnaires seront soutenus par l'armée du peuple, en cours de formation, cette dernière étant destinée à remplacer l'armée régulière.

Le colonel Kadafi y tient à un point tel qu'il s'est livré à une manœuvre inhabituelle : le rassemblement fort à un coup de force. Le Congrès général du peuple (l'équivalent d'un Parlement) ayant repoussé en février dernier un projet de loi portant sur la création de l'armée du peuple et l'instauration du service militaire obligatoire pour garçons et filles (le Monde du 12 mai), le « guide de la révolution » a réuni peu après — on ignore où et comment — une autre « Assemblée populaire » pour faire approuver ce même projet de loi. Mais on ne sait pas encore clairement si cette « législation » sera appliquée coûte que coûte.

Malaise de l'armée, fronde au sein des congrès populaires, sourde contestation des musulmans traditionalistes, attentats meurtriers perpétrés par des organisations islamistes réclamant ou non de l'étranger : la Jamahiriya est sans doute entrée dans la zone des tempêtes.

ERIC ROULEAU.

Voiture 32! On y est. Je passe devant avec les deux sacs de voyage. Grandeur et servitude des pères de famille! Géraldine suit avec Gigi dans les bancs. Entre nous, Fanfan donne la main à Julie sa petite sœur. Un, deux, trois, quatre, cinq... complet on ferme! Nous sommes chez nous. «Le compartiment nous est réservé d'accord. Mais il est interdit

d'en faire un champ de bataille!». Des couleurs vives... Des enfants, des enfants, voici le monde des enfants! «Alors, on va la voir, la voiture jeux?» lance Fanfan. Si je veux la paix, mieux vaut s'écarter tout de suite: «J'allais te le proposer... Nous arrivons au wagon. On pousse la porte. Des cris. Des rires. Des couleurs vives. C'est le monde des enfants.

Il y a des échafaudages de tubes, des cubes, des cylindres. Je m'aperçois que celui qui s'accroche aux tubes là-bas, c'est Fanfan. Il est lancé. «Bon. On reviendra te chercher tout à l'heure!». Quelques minutes plus tard, me voilà de nouveau chez nous, dans notre compartiment réservé. C'est bientôt l'heure du biberon. Ils ont bien fait les choses

dans ce train: prise de courant pour chauffe-biberon. Le biberon dégusté, il ne reste plus qu'à changer Gigi. Géraldine a déjà repéré le coin nurserie du wagon avec sa table à langer. Je reste avec Julie dans le compartiment. Je ferais bien une petite sieste. Le sac de voyage ouvert sur la banquette me fait penser aux valises. Comme on a bien fait de faire

enregistrer toutes les valises! Les enfants se régalent... Décidément la vie est belle! Nous allons voir Fanfan au wagon jeux, toujours en pleine action. Il ne s'interrompt que pour le repas, un déjeuner fort bien venu avec même un menu «Spécial Enfants», les enfants se régalent. Décidément la vie est belle. Fanfan repart à ses jeux,

PARIS 10H03

ON ACCOMPAGNE FANFAN A LA VOITURE JEUX

CHIC! ON A TOUT UN ESPACE POUR JOUER.

OH! CETTE VOITURE-LÀ ELLE EST TOUTE PLEINE DE JOIE!

OH! DES CUBES GÉANTS UNE CAGE À PÂLE, DES MIROIRS DÉFORMANTS!!

قصة من الاصل

مقدرا من الاصل

OLIVETTI PRÉSENTE LES ORDINATEURS PERSONNELS EUROPÉENS



DOCILES ET COMPATIBLES

Vous ne les connaissez peut-être pas. Mais les nouveaux ordinateurs personnels Olivetti, eux, vous connaissent déjà, savent quels sont vos problèmes et comment les résoudre.

Olivetti, premier constructeur informatique européen, a mis dans ses ordinateurs personnels toute l'expérience acquise auprès de milliers d'entreprises européennes dont les besoins et les attentes ont servi de base à la mise au point des solutions Olivetti. Ainsi sont nés les nouveaux ordinateurs personnels européens Olivetti.

Le matériel et le logiciel sont compatibles avec le standard du marché, mais les ordinateurs personnels Olivetti vont bien au-delà de la simple compatibilité : ils

sont plus rapides dans le traitement des données, des textes et des graphiques et en assurent une meilleure lisibilité à l'écran.

La richesse de la gamme permet d'évoluer vers la configuration la plus appropriée aux besoins de l'entreprise. Les nouveaux ordinateurs personnels Olivetti peuvent communiquer entre eux, avec d'autres ordinateurs et serveurs de bases de données; ils peuvent aussi s'intégrer aux réseaux de communication de l'entreprise.

Olivetti: les ordinateurs personnels professionnels. L'alternative européenne.

olivetti

Pour connaître le point de vente le plus proche de chez vous et recevoir une documentation détaillée, téléphonez à 022.31.17.17 ou écrivez ce bon à:

NOM / FONCTION _____

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

TEL. _____

ASIE

Nouveau cours en Corée du Nord

(Suite de la première page.)

Les facteurs qui ont imposé cette « adaptation » sont divers. Par ordre croissant d'importance, trois sont habituellement cités tant par des sources coréennes que par les observateurs étrangers en poste à Pyongyang.

Même si l'on n'aime guère en parler dans la capitale nord-coréenne, l'exemple d'une Chine qui, sortie de la révolution culturelle, élargissait avec énergie l'éventail de ses relations extérieures, a nécessairement été pris en compte. Prétendre y rester indifférent eût entraîné un isolement accru et par conséquent un affaiblissement de la position internationale du régime.

Difficile également de rester insensible à la montée en puissance de la Corée du Sud et à la multiplication de ses contacts avec les pays socialistes et les non-alignés. Personne, à Pyongyang, ne veut naturellement reconnaître la moindre responsabilité dans le meurtrier attentat de Rangoun, qui a conduit le président sud-coréen à écarter un voyage dont Delhi et Colombo seraient dû être, après la Birmanie, les étapes les plus marquantes. Si l'on en croit les sources diplomatiques, de graves divergences entre services différents auraient joué un rôle dans ce lamentable épisode. Mais qui prétendrait aujourd'hui que cet acte de terrorisme a pu servir les intérêts internationaux du Nord dans sa rivalité avec le Sud ? D'autres méthodes sont à l'ordre du jour, et si Séoul courtise Pékin, Pyongyang souhaiterait fort en faire autant avec quelques capitales occidentales.

Troisième facteur enfin, la Corée du Nord se sent de plus en plus « coincée » — c'est une expression entendue à Pyongyang — entre les deux grandes puissances socialistes qui, pour être l'une et l'autre « fraternelles », n'en ont pas moins tendance à traiter la RDPC en Etat « client » et à lui imposer leurs volontés. Impossible d'échapper entièrement à ce double encadrement, et d'autant moins que les Etats-Unis, parait-il, ne se sont guère montrés réceptifs à de prudentes approches qui, si elles avaient été mieux accueillies, auraient donné une marge de manœuvre un peu plus large à la diplomatie nord-coréenne. A court terme en tout cas, la seule voie considérée comme praticable est celle d'un réajustement dans les relations avec Pékin d'une part, Moscou d'autre part.

Un impair de Leonid Brejnev

Aussi bien est-ce sur ce terrain que le plus neuf est en train, le plus concrètement, de s'accomplir avec le voyage — à partir du 23 mai sans doute — du président Kim Il Sung en URSS et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. Entre les deux pôles du monde communiste, les inclinations de Pyongyang ont varié à plusieurs reprises au cours des dernières décennies mais largement en fonction des événements qui se déroulaient soit en URSS, soit en

Chine et dont les répercussions se faisaient plus ou moins sentir en Corée. Historiquement toutefois, certains détails peuvent contribuer à éclairer la démarche actuelle.

Leonid Brejnev, nous dit-on, a eu la maladresse de prononcer en 1956 à Pyongyang, où il assistait en qualité de délégué du PC d'URSS au III^e congrès du Parti du travail nord-coréen, un réquisitoire sévère contre le culte de la personnalité. Discours compréhensible dans le contexte soviétique de l'époque — où Nikita Khrouchtchev venait de dénoncer les aberrations du stalinisme — mais nullement apprécié et qui fut considéré comme un impair dans un pays à peine sorti d'une guerre dévastatrice, et où le pouvoir d'un maréchal moins que cinquantenaire devait encore s'affirmer. L'affaire, en tout cas, laissa des traces, et si le président nord-coréen se rendit à Moscou en visite officielle en octobre 1961, il ne montra par la suite aucune velléité de répéter l'expérience. L'idée d'un voyage avait été reprise, en revanche, peu de temps après la mort de Brejnev, et le voyage était déjà en préparation sous le règne de Youri Andropov. Le projet fut ajourné en raison de l'effacement et de la disparition de ce dernier, mais pour être aussitôt repris dès que son successeur, M. Tchernomolov, fut en place.

Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Kim Chon Il, décrit en termes unanimes les relations de son pays avec ses deux grands voisins. Ces relations, dit-il, sont « très bonnes » avec la Chine, « elles se consolident au fil des jours et sont fondées sur l'amitié et la confiance mutuelle des dirigeants des deux pays ». L'URSS est présentée comme « un pays limitrophe et allié » avec lequel « la coopération se renforce dans la lutte commune ».

Les analystes les plus dignes de foi, à Pyongyang, n'ont aucun doute pourtant que ces appréciations ne correspondent plus à la réalité.

« Tutelle » chinoise

Incontestablement, les Chinois ont eu ces dernières années leurs grandes et leurs petites entrées en Corée du Nord, et les échanges de visites entre les plus hauts dirigeants des deux pays se sont multipliés. M. Deng Xiaoping s-t-il eu la main un peu trop lourde, comme cela lui est arrivé avec d'autres pays, pour obtenir que les intérêts de la Chine soient mieux pris en compte par la petite Corée socialiste ? Cela date en tout cas d'une époque antérieure à l'attentat de Rangoun — à la suite duquel Pékin n'a pas caché son irritation, — et les diplomates les mieux avertis parlent d'une « tutelle » chinoise dont les Nord-Coréens souhaitent se dégager quelque peu.

C'est le premier objectif du voyage du maréchal Kim Il Sung à Moscou. Le second est de relancer un programme de coopération économique à grande échelle avec l'URSS et ses alliés socialistes européens. Le besoin en est ressenti d'autant plus vivement que, sur le terrain des relations d'affaires également, les voisins chinois se montreraient de plus en plus difficiles.

Tout étant relatif, il ne saurait s'agir d'un renversement d'alliances, même si le réajustement est d'autant plus sensible que la balance a longtemps été fortement penchée du côté de Pékin. Aussi bien la marge de manœuvre dont dispose la diplomatie nord-coréenne est-elle limitée. Un exemple en est offert par l'affaire des négociations sur un règlement dans la péninsule coréenne pour lesquelles Pyongyang a formulé au mois de janvier dernier la proposition de conversations tri-

parties, c'est-à-dire avec la participation des deux Corées et des Etats-Unis.

Les informations recueillies à ce sujet à Pyongyang, à Pékin ainsi que dans d'autres capitales font découvrir le poids dont la Chine a pesé dans la préparation de cette entreprise et qu'elle continue d'exercer sur son déroulement. C'est en Chine, pour commencer, que le premier pas a été accompli lors d'une rencontre, à Dalian, entre le président Kim Il Sung et le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, aux environs du 20 septembre 1983. Huit jours plus tard, c'est M. Deng Xiaoping qui, à Pékin, prenait l'initiative de soulever le sujet devant le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger. C'est par l'intermédiaire du ministre chinois des affaires étrangères enfin que se sont poursuivies — avant et après le voyage de M. Zhao Ziyang, premier ministre de la RPC, aux Etats-Unis, au mois de janvier dernier, — les échanges exploratoires entre Américains et Nord-Coréens.

Les discussions avec le Sud

Où en est-on aujourd'hui ? Le chef de la diplomatie nord-coréenne, M. Kim Yong Nam, fait preuve d'un réalisme encourageant lorsqu'il nous affirme que les conversations tripartites proposées par son gouvernement « ne sont pas destinées à réaliser la réunification mais à créer des conditions propices à l'établissement d'un dialogue [avec Séoul] en vue de la réunification [de la nation coréenne] ». Encourageante également est sa réponse à notre question : l'évacuation effective et totale des forces américaines de Corée du Sud est-elle un préalable à la conclusion d'un accord de non-recours à la force entre Pyon-

gyang et Séoul ? « Cela, dit-il, peut être un sujet de négociation ». M. Kim Yong Nam comprend mal en revanche notre insistance à savoir s'il ferait objection à une participation des Chinois — signataires de l'accord d'armistice de Panmunjom en 1953 — aux conversations. Cette participation, estime-t-il, n'est « pas concevable » puisque la Chine a déjà indiqué (aux Nord-Coréens) qu'elle ne se considérerait pas comme « intéressée » et qu'elle « ne voulait pas » se joindre aux conversations envisagées.

Est-ce réellement le dernier mot de Pékin ? Ce n'est pas exactement, en tout cas, ce qu'ont cru comprendre les diplomates occidentaux qui ont interrogé leurs collègues chinois à ce sujet, leur interprétation étant plutôt que la Chine, n'ayant pas été « invitée » à se joindre à des conversations sur la Corée, considérerait que la question ne se posait pas et réserverait par conséquent sa position. Que se passerait-il si, officiellement, on conviait à une négociation qui de tripartite deviendrait quadripartite — comme on le souhaite à Washington, — les Chinois répondraient d'une manière positive ? On ne se fait aucune illusion, à Pyongyang, sur la capacité qu'aurait, dans cette hypothèse, la Corée du Nord de s'opposer à une telle formule — même si elle comportait une reconnaissance implicite par Pékin du régime de Séoul. C'est dire avec quel intérêt on attendait dans la capitale nord-coréenne les nouvelles que M. Hu Yaobang apportait, il y a quelques jours, moins d'une semaine après la fin du voyage en Chine du président Reagan.

Qu'entre Coréens du Nord et du Sud on continue entre-temps à s'investir à Panmunjon autour du projet — mirifique mais tardif — de former une équipe commune aux Jeux olympiques de Los Angeles, ce

n'est sans doute pas l'essentiel, même si, à un moment ou à un autre, un minimum d'entente devra bien intervenir entre Pyongyang et Séoul pour que des conversations à deux, à trois, à quatre ou plus encore puissent un jour s'ouvrir. Comment ne pas avoir aujourd'hui le sentiment que les choix décisifs se font ailleurs, même si le « principe d'indépendance » sur lequel le président Kim Il Sung a fondé son règne il y a trente ans demeure le maître mot du régime nord-coréen ?

Les périls que comporte la navigation diplomatique entre les grandes puissances — socialistes ou capitalistes — ne peuvent que rendre plus impératives les exigences de stabilité et de relative prospérité à l'intérieur du pays. Les diplomates en poste à Pyongyang discernent avec lucidité les raisons pour lesquelles la Corée du Sud, au moment où s'ouvre pour elle la perspective du passage à un nouveau degré de développement économique et où la visite du pape vient tout juste d'apporter la consécration que pouvait espérer le régime du président Chun, peut craindre les effets déstabilisateurs que risqueraient d'entraîner d'importants bouleversements politiques dans la péninsule. Le problème n'est pas très différent pour la Corée du Nord, où la stabilité est un autre maître-mot du régime, qui implique de préparer à la fois la survie d'un certain type de prospérité et l'inévitable transfert du pouvoir du chef historique à son fils à ses successeurs.

ALAIN JACOB.

Prochain article :

LA NÉCESSAIRE RÉFORME ÉCONOMIQUE

Irlande : à la ferme ou à la maison ?

Choix cruel, dilemme insurmontable. La ferme ? Bien sûr, avec le fermier, la fermière, le breakfast, le feu de tourbe, l'âne et tout le reste. Mais la maison ? Comment résister au charme d'un cottage irlandais entièrement pour soi ? Feu de tourbe à faire soi-même, breakfast aussi, mais c'est bien drôle.

Vous n'arrivez pas à vous décider et voulez des prix ? Les voilà :

- | | |
|---|---------|
| Séjour seul : | |
| • Ferme (nuit et breakfast) | 75 F |
| • 8 jours en cottage (par pers. base 6) ... | 425 F |
| 8 jours avec votre voiture et le ferry : | |
| • Ferme (avec breakfast) | 2.220 F |
| • Cottage | 2.580 F |
| 8 jours avec voiture de location et avion : | |
| • Ferme (avec breakfast) | 3.390 F |
| • Cottage | 3.315 F |

Vous ne savez toujours pas que faire ? Comme nous vous comprenons. Faites l'un et l'autre en restant davantage ou demandez-nous "l'Irlande en kit" qui dit tous les prix de l'Irlande.

* Prix haute saison par personne, base 4 personnes.

Pour recevoir "l'Irlande en kit" remplissez ce coupon et envoyez-le (en joignant 4 timbres à 2,00 F pour frais d'envoi) au Mailing Express, Irlande, BP 591, 75830 Paris Cedex 17, ou venez vous faire voir, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.84.26.

Nom _____
Adresse _____

Irlande
Allez loin sans aller loin.



Kamuran Gürün

LE DOSSIER ARMÉNIEN

DES DOCUMENTS INÉDITS AU SERVICE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE

TRIANGLE

maintenant, il connaît presque tous les enfants du train. Je m'offre la petite sieste dont je rêvais tout à l'heure... « On arrive ! Va chercher l'annuaire ! » Eh bien, vous me croirez si vous voulez, mais l'extraire du wagon jeux fut la partie la plus fatigante du voyage !

Pendant l'été 1984, la SNCF met

en service des trains (de nuit, de jour), spécialement étudiés pour faciliter votre voyage en famille. Par exemple, les trains Familiales de jour circulent sur 5 relations (au départ de Paris vers Lannion, Quimper, Royan, Toulouse et vice-versa ; au départ de Nantes vers Nice et vice-versa) et comportent les aménagements suivants : coin nurserie avec table à

langer, prise chauffe-biberons ; Pour les plus grands, la voiture « espace enfants ». Le tout entièrement gratuit. Vous y trouverez aussi un service de restauration adapté aux besoins des enfants, et la possibilité de réserver,

moyennant un forfait modique, un compartiment pour toute votre famille. Vos enfants de moins de 4 ans, grâce au tarif « Bambin » (réduction de 75 % sur le prix du billet adulte), bénéficient d'une place à part en

tière. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages.

* Circule certains jours. Horaires indicatifs. ** Dans certains trains.

SNCF

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.

BONNE IDÉE
LE FORFAIT COMPARTIMENT
RÉSERVÉ À LA
FAMILLE !!!

ALLEZ LES ENFANTS
PRÉPAREZ-VOUS
ON ARRIVE !!!

OH NON !
ON S'AMUSE
TROP BIEN !

QUIMPER - CHARENTAISE

LE TRAIN DU BON TEMPS A BON PRIX

قرا من الاصل

هنا من الاصل

ASIE

Sri-Lanka

LE COUPLE D'AMÉRICAINS ENLEVÉ A ÉTÉ LIBÉRÉ APRÈS INTERVENTION DE M^{re} GANDHI

(De notre correspondant.)

New-Delhi. - Les deux otages américains enlevés jeudi dernier à Jaffna par des autonomistes tamouls ont été retrouvés sains et saufs, mardi soir 15 mai. M. Stanley Allen et sa femme ont été libérés sans conditions et remis à l'évêque catholique de Jaffna par leurs ravisseurs.

Revendiqué par l'Armée de libération du peuple (PLA), branche militaire du Front révolutionnaire de libération du peuple (ERPLF), une organisation fondée il y a moins d'un an, l'enlèvement aura permis à ses auteurs de démontrer leur capacité à se mouvoir clandestinement dans la jungle du nord de l'île.

L'heureuse issue de l'opération est largement due à l'intervention personnelle de M^{re} Gandhi.

P.C.

Chine

Le premier ministre annonce une accélération des réformes économiques

Pékin (AFP). - Présentant, le mardi 15 mai, devant l'Assemblée nationale populaire, le rapport de travail de son gouvernement, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a annoncé une accélération de la politique de réformes économiques mises en œuvre depuis 1979.

Il a notamment indiqué qu'un nouveau système de gestion financière - basé sur le prélèvement d'un impôt sur les bénéfices réalisés - serait étendu dès la fin de cette année à l'ensemble des entreprises étatiques. Celles-ci pourront, d'autre part, fixer librement, en fonction de leurs performances économiques, le montant des salaires et des primes versés à leurs ouvriers et employés.

- Nous pouvons être certains que tous les objectifs du VI^e Plan quinquennal (1981-1985) seront atteints ou dépassés », a également

déclaré M. Zhao. Il a toutefois indiqué que l'économie chinoise connaît toujours « beaucoup de difficultés », notamment dans le domaine financier, où les autorités centrales ne peuvent faire face à de grands projets d'infrastructure. Par ailleurs, le ministre des finances, M. Wang Bingqian, a indiqué que la Chine connaîtrait encore un déficit budgétaire en 1984. Il sera de l'ordre de 3 milliards de yuans - sur un total de 136,85 milliards de dépenses de l'Etat - c'est-à-dire en diminution de près de 1,5 milliard par rapport à 1983.

En politique étrangère, le premier ministre a rappelé que la Chine s'opposait à « tout hégémonisme », mais qu'elle était prête à améliorer ses relations tant avec les Etats-Unis qu'avec l'Union soviétique.

Taiwan

QUATRE PRISONNIERS POLITIQUES FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Quatre prisonniers politiques, incarcérés à Taiwan à la suite des événements de Kaohsiung fin décembre 1979, ont entamé dans les premiers jours de mai une grève de la faim illimitée, apprend-on à Paris de source informée.

Les incidents de Kaohsiung avaient éclaté le 11 décembre 1979 à l'issue d'une manifestation organisée dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'homme. La police avait alors procédé à de nombreuses arrestations. La revue *Formosa*, qui était devenue le point de rencontre de divers courants d'opposition - démocratique, indépendantiste, socialiste - avait été interdite à la suite de ces événements.

Les quatre grévistes de la faim sont MM. Huang Hsin-jieh, Yao Chia-wen, Chang Chun-hong et Lin Hsiang-huan. Tous sont d'anciens responsables de *Formosa*. Leurs condamnations à de lourdes peines de prison ont été prononcées par un tribunal militaire - en vertu de la loi martiale - le 18 avril 1980. Ils protestent contre les conditions de détention qui leur sont imposées et contre les tortures dont ils se sentent victimes.

Ce mouvement de protestation a été soutenu à l'extérieur par diverses personnalités, membres de l'Assemblée nationale ou élus locaux, et notamment par les femmes de prisonniers politiques. Des grèves de la faim temporaires ont été observées en signe de solidarité et des réunions d'information organisées dans plusieurs villes.

Selon nos informations, le ministre de la défense a refusé de négocier avec les grévistes de la faim, qu'il accuse de chercher à discréditer le gouvernement nationaliste du Kuomintang. La presse officielle, pour sa part, a écrit que le mouvement déclenché par les prisonniers avait pour objectif d'obtenir leur amnistie à l'occasion de la prochaine reconduction dans ses fonctions du président de la République, M. Chiang Ching-kuo.

Afghanistan

LES SOVIÉTIQUES AURAIENT SUBI DE LOURDES PERTES DANS LE PANSHIR

Les forces soviéto-afghanes ont subi de lourdes pertes en tentant de prendre le contrôle de plusieurs petites vallées du Panshir où sont réfugiés les résistants, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales, à Islamabad et Delhi. Au moins cinq cents soldats soviétiques, tués ou blessés, ont été évacués de la zone des combats vers Kaboul, au cours des dix derniers jours. Au Cimetière des martyrs de Kaboul, quarante soldats afghans sont enterrés chaque jour, depuis une semaine, et des camions transportant de nombreux blessés ont été aperçus à l'aéroport.

Entre dix mille et quinze mille soldats soviétiques, appuyés par deux mille soldats afghans, sont engagés dans l'opération du Panshir. D'autre part, à Kaboul, dans le quartier Taimani, une jeep transportant des soldats soviétiques a ouvert le feu, avec une mitrailleuse, le 7 mai, sur un groupe d'une douzaine de personnes qui attendaient un autobus. Six personnes ont été tuées et douze autres blessées, rapportent des diplomates occidentaux. Les soldats auraient agi en état d'ivresse, mais il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'une opération de représailles.

Enfin, le président Karmal, cité par Radio-Sabab, a invité les dirigeants du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA) à serrer les rangs « contre les tendances malveillantes et les querelles de factions au sein du parti ». - (AFP, Reuters, AP, UPI)

PROCHE-ORIENT

Un nouveau pétrolier attaqué dans le Golfe

(Suite de la première page.)

De son côté, le capitaine d'un des pétroliers arrivés à Barhein le 16 mai a affirmé n'avoir pu identifier la nationalité de l'appareil qui a attaqué son navire. « Du fait de la confusion qui régnait à bord ».

Jusqu'à présent l'on voyait plutôt dans ces attaques la volonté de l'Irak d'internationaliser le conflit et d'obliger les autres pays du Golfe à mieux déterminer dans quel camp ils se placent. Le *Wall Street Journal* rapportait, le 11 mai, les détails d'une entrevue qui se serait tenue, à la mi-avril, à Riyad, entre le roi Fahd d'Arabie Saoudite et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

Bagdad semble en voie de desserrer le nœud coulant imposé à son économie depuis le bombardement de ses terminaux pétroliers et la fermeture de l'oléoduc qui lui permet d'exporter son brut via la Syrie et le Liban, grâce à un doublement de la capacité du pipeline qui sort par la Turquie, et à des négociations, et appels d'offres en cours pour la construction d'un oléoduc via l'Arabie Saoudite et la Jordanie.

Mais l'Irak aimerait que ses alliés conservateurs du Golfe cessent toutes relations commerciales avec l'Iran. C'est ce qu'avait dit M. Tarek Aziz au roi d'Arabie Saoudite.

Alors que le conseil des ministres koweïtiens a condamné le 15 mai les attaques contre ses bateaux et que le Parlement réuni en session extraordinaire « contre le peuple et l'Etat koweïtiens », alors que le conseil des ministres saoudiens a consacré l'essentiel de ses débats à l'affaire des pétroliers, le marché de l'or noir ne semble guère s'émouvoir. La surabondance qui continue de prévaloir - d'autant que la production britannique a progressé de 2,3 à 2,6 millions de barils par jour entre la fin de 1983 et le premier trimestre 1984 - empêche les prix de monter. C'est à peine si les prix de la qualité Brent - en mer du Nord - ont augmenté de 15 cents à 29,75 dollars le baril depuis trois jours.

La décision de la compagnie d'assurances Lloyds de Londres de relever de 30 % à compter du 15 mai les primes des navires allant charger au port de Kharg (de 2 % à 3 % de la valeur de la cargaison pour les pétroliers et de 0,75 à 2 % pour les

cargos) pourrait cependant avoir rapidement un effet sur les cours, à moins que l'Iran, comme il l'a fait jusqu'à présent, ne baisse les prix de son pétrole pour ne pas pénaliser ses clients.

Pourtant, les analystes du Cambridge Energy Research Associates, société américaine de consultants énergétiques, estiment dans un rapport publié le 14 mai que les pays consommateurs devraient se préparer à un « nouveau choc pétrolier » vers la fin des années 80 si l'Iran sort victorieux de sa guerre avec l'Irak.

Le rapport envisage trois scénarios : le plus probable met en avant une lueur d'espoir entre les belligérents qui entraînerait une fin du conflit, la poursuite des deux pays sur le marché pétrolier et un affaiblissement de la cotation de l'OPEP, mais il n'exclut pas une victoire décisive de l'Iran, qui ferait de ce pays le « puissance hégémonique » de la région, avec le risque de prix pétroliers élevés, non plus qu'une continuation de la guerre d'usure avec des perturbations modérées du marché.

BRUNO DETHOMAS.

APRÈS LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS JUIVES A RABAT

« Le monde arabe se résigne progressivement à reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël » déclare M. Shamir

L'Arabie Saoudite et le Koweït ont démenti mardi 15 mai les informations selon lesquelles ils auraient donné leur accord pour que le Maroc invite une délégation israélienne au Congrès de la communauté juive marocaine de Rabat. Ces informations avaient été rapportées par le quotidien israélien *Haaretz*, citant des sources marocaines.

Après avoir rappelé « en consultation » son ambassadeur à Rabat, la Syrie a officiellement critiqué le Maroc, dénonçant cette « initiative grave ». En revanche, l'Égypte, par la voix de

M. Boutros Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, considère la participation israélienne à ce congrès comme « un pas positif conforme aux principes énoncés dans le traité de paix égypto-israélien ».

A Jérusalem, M. Shamir a déclaré que cette visite d'une délégation israélienne « témoignait du fait que le monde arabe se résigne progressivement à reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël ». Nous publions ci-dessous l'article d'un journaliste qui a participé au congrès de Rabat.

Amorcer une « dynamique du dialogue »

En donnant un écho exceptionnel au Congrès des communautés juives du Maroc (le *Monde* du 15 mai) - ce que peu de gouvernements ont fait jusqu'à la pour la communauté juive de leur pays - le roi Hassan II du Maroc a provoqué à Rabat surprise et interrogations sur son projet politique.

Cette rencontre est allée au-delà de l'hommage rendu par les descendants d'Abraham à Maimonide (historien, médecin et philosophe juif marocain du Moyen Age) ou du retour aux sources de la diaspora juive marocaine.

En effet, quelle signification attribuer à la présence d'une délégation israélienne composée de onze députés des partis travaillistes, Tami et Likoud (dont certains ne sont pas originaires du Maroc) ? A la place privilégiée accordée à M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial et dirigeant influent du judaïsme américain, ainsi qu'à M. Stephen Solari, membre de la Chambre des représentants et supporter à Washington du roi du Maroc ? A la participation du prince héritier Sidi Mohammed - entouré du premier ministre et de son gouvernement - au dîner de clôture du Congrès ? Aux allocutions politiques du ministre d'Etat, M. Moulay Ahmed Alaoui et du ministre de l'Intérieur, M. Driss Baari, et aux éditoriaux de la presse marocaine ?

En marge des déclarations publiques consacrées à l'harmonieuse coexistence judéo-musulmane depuis l'âge d'or andalou jusqu'au Ma-

roc contemporain, les contacts de courtoisie entre personnalités politiques marocaines et israéliennes ont tenté de rétablir un certain nombre de « lignes » et d'y faire passer à nouveau des messages.

C'est ainsi que la gauche israélienne, et particulièrement les députés du Mapam, ont pu faire savoir qu'ils attendent du roi qu'il favorise le rétablissement du dialogue avec M. Yasser Arafat et l'aile modérée du Fatah, contact rompu après l'assassinat de M. Issam Sartawi. Satisfaits au bond les récentes déclarations de M. Yasser Arafat en faveur d'une « négociation directe, les Israéliens et nous, sous l'égide de l'ONU », les « colombes » israéliennes ont proposé une « reconnaissance mutuelle et simultanée ». Ces mêmes milieux verraient d'un bon œil une réflexion prospective de l'OLP sur l'Israël de l'an 2000. Quant aux « messages » israéliens en direction du roi du Maroc, ils attribuent à celui-ci un rôle de « bons offices » ou d'homme de courtoisie.

Les Israéliens originaires du Maroc - quatre cent mille bulletins de vote revenant principalement au Likoud et au Tami - créditent le roi du Maroc d'un attachement et d'une confiance qui placeraient toute initiative de celui-ci dans un contexte de sympathie active, soutient un député israélien.

Enfin, les députés israéliens - toutes tendances confondues - ont tenté de convaincre leurs interlocuteurs que le peuple israélien nourrit une volonté sincère de paix et appelle de ses vœux une initiative ma-

rocaine. Il était suggéré que la priorité pourrait être donnée à un dialogue psychologique, obtenu en entreprenant une pédagogie de la confiance mutuelle, destinée à vaincre le sentiment de méfiance et d'insécurité des Israéliens.

Aucune proposition concrète n'a été faite durant ces contacts, sinon le rappel des positions respectives, le préalable étant de trouver un interlocuteur, car, ainsi que le soulignait M. Alaoui, « pour faire la paix, il faut être deux ».

Pour sa part, le Maroc lançait publiquement des « messages » dans plusieurs directions.

Un islam tolérant

Tout d'abord à l'intention des Israéliens issus des pays arabes (séfarades) à qui il est demandé que l'islam soit tolérant et propice au développement de la foi et de la culture juives. M. Ahmed Alaoui ajoutait : « C'est le sionisme qui a brisé cette symbiose... Le mouvement sioniste est venu briser cette union arabo-judaïque ». M. David Amari, président du Congrès juif marocain, témoignait que « la coexistence fructueuse entre Juifs et Arabes est une réalité que nous vivons quotidiennement au Maroc. Il s'agit d'une réalité exemplaire et riche d'enseignement pour tous ceux qui cherchent une solution au conflit du Proche-Orient ».

Ainsi, pour « pousser à la paix », selon une expression marocaine, le roi mobilise ses sujets juifs au sein d'une Association des fils d'Abraham et fait appel aux communautés juives marocaines dispersées dans le monde et, en France, à l'association Identité et dialogue.

D'autre part, l'image de stabilité et de prospérité donnée par les communautés du Maroc ne peut que satisfaire le judaïsme américain, sensible au sort des juifs persécutés. Le roi du Maroc se serait, par le même coup, employé à faire oublier ses propos accusant « les khoménistes, les communistes et les sionistes » d'avoir fomenté les récents troubles populaires. En traitant dans son discours de l'aide économique américaine au Maroc, M. Bronfman laissait pressager un soutien du lobby juif au Congrès.

Enfin, le Maroc présente à l'Occident inquiet le visage tolérant et ouvert d'un sionisme éclairé et protocolaire des juifs, face à un chiisme intégriste.

L'insolite Congrès des communautés juives du Maroc aurait ainsi eu pour ambition d'amorcer une « dynamique du dialogue » entre Israéliens et Arabes. La question est de savoir si le roi Hassan II réussira à créer une dynamique de la paix.

GÉRARD FELLOUS.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LES « PRIMAIRES » DÉMOCRATES

M. Gary Hart a remporté de substantielles victoires dans l'Oregon et le Nebraska

De notre correspondant

Washington. - Remis en selle, la semaine dernière, par ses victoires, certes mais inattendues, dans l'Ohio et l'Indiana, M. Gary Hart a infligé, mardi 15 mai, deux nouvelles défaites, très sévères cette fois-ci, à M. Mondale.

Le sénateur du Colorado l'a, en effet, emporté de près de trente points sur l'ancien vice-président dans le Nebraska (57 % des voix contre 28 %), et les premières estimations lui donnaient une

avance comparable dans l'Oregon (1).

Ces résultats ne réduisent que de peu l'avantage que s'est déjà acquis M. Mondale en nombre de délégués (1 532 contre 886), car ces deux Etats n'envoient que trente et cinquante représentants à la Convention. Ils sont pourtant encourageants pour M. Hart, dans la mesure où son objectif, lorsqu'il a décidé, après son échec du 5 mai dans le Texas, de maintenir sa candidature jusqu'à la Convention, était de parvenir à ébranler la crédibilité de son adversaire. L'ampleur de ses victoires de mardi est, de ce point de vue, impressionnante, puisque les sondages effectués le week-end dernier dans le Nebraska et l'Oregon n'accordaient à M. Hart que des marges de dix et vingt points respectivement.

Cela indique une remontée rapide et continue du sénateur depuis une semaine, et l'« effet d'élan » qui lui avait profité après sa percée surprise du New-Hampshire pourrait ainsi lui être à nouveau favorable en Californie et dans le New-Jersey - les deux principaux Etats qui se prononceront le 5 juin, dernière journée des « primaires ».

M. Hart est actuellement favori en Californie, et ses chances semblent se renforcer dans le New-Jersey. Si l'élan repris par le sénateur se confirmait le 25 mai dans l'Idaho, M. Mondale aurait alors peu d'espoir d'arriver à la Convention avec les mille neuf cent soixante-sept voix qui lui garantiraient l'investiture, et la bataille entre démocrates risquerait d'être violente et serrée à San-Francisco.

Dans une telle situation, M. Jackson serait en position de chèrement monnayer son ralliement à l'un ou l'autre des adversaires, et son rôle serait déterminant. Il a obtenu, dans le Nebraska, 9 % des voix. Comme le candidat noir, M. Mondale n'avait fait que très peu campagne dans cet Etat et dans l'Oregon, préférait concentrer tous ses efforts sur la Californie et le New-Jersey, qui disposent à eux deux de quatre cent soixante-sept délégués.

BERNARD GUETTA.

(1) Les résultats donnés pour le Nebraska portent sur 55 % des suffrages exprimés.

Costa-Rica

« Création d'une commission de supervision frontalière avec le Nicaragua ». La Costa-Rica et le Nicaragua ont fait, le 14 mai, un petit pas vers une amélioration de leurs relations très tendues en s'accordant sur la création d'une commission de supervision et de prévention des incidents frontaliers. Les quatre pays du groupe dit « de Contadora » fourniront des délégués chargés d'apaiser les incidents : ceux-ci se sont multipliés depuis deux mois entre les deux petits pays centra américains en raison notamment de la présence à leurs frontières de la guérilla antisandiniste du « commandant Zéro ». M. Eden Pastora, leader de l'ARDE, A San-José, une « marche pour la paix » en Amérique centrale et pour la neutralité du Costa-Rica dans les conflits régionaux a réuni vingt mille personnes. A Paris, où le ministre costaricien de l'Information, M. Vargas, se trouve en visite pour préparer le voyage à la mi-juin du président social-démocrate, M. Alberto Monge, le Quai d'Orsay a exprimé, le 15 mai, « l'intérêt que la France porte à la neutralité du Costa-Rica ». - (AFP)

Chili

« HITLER ! HITLER ! HITLER ! »

Mort lundi 14 mai à Santiago d'un cancer du pectoral le Monde du 16 mai, l'ancien commandant de guerre nazis Walter Raudt a été inhumé dès le lendemain dans la capitale chilienne, en présence d'environ deux cents personnes.

« Il ne nous appartient pas de juger ni de condamner les autres, a dit le pasteur qui a prononcé un sermon, ont toutefois manifesté leur présence d'une façon qui laisse à penser qu'il n'y avait pour eux ni fautes à reconnaître ni pardon à solliciter. Bras tendus au-dessus du cercueil, un petit groupe de opposants âgés ont rendu un dernier hommage au disparu en criant : « Hitler ! Hitler ! Hitler ! ». Et, à l'entrée du temple, une couronne mortuaire portant un ruban à croix gammée avait été déposée.

20 MAI 1984, 20 HEURES, SALLE ZENITH

Parc de La Villette - M^e Porte de Pantin

GALA DU 36^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

avec les danseurs du groupe TSAVTA SHAAR HANEQUEV, les chanteurs ESHKOLIT du Kibboutz BET HACHITA et la venue exceptionnelle de CHLOMO ARTI

MICHEL BOUJENAH
RIKA ZARAI

Prix des places : 75 - 120 - 200 F.
Ouverture des portes à 17 heures (stands).
Vente de billets : toutes les organisations juives et F.O.S.F. 38, rue de Turbigo (2^e étage)
75003 Paris Tél. : 274-00-55.

DINERS CLUB: LE SERVICE 10 SUR 10

1 LA DOUBLE CARTE:
en complément de votre carte personnelle DINERS, le DINERS CLUB vous remet gratuitement, à votre demande, une carte "professionnelle" qui vous permet de mieux gérer vos dépenses en affectant séparément dépenses personnelles et dépenses professionnelles.

2 VOTRE CARTE PERSONNELLE HORS ZONE FRANC:
sur simple demande de votre entreprise, DINERS CLUB vous permet d'étendre l'utilisation de votre carte au monde entier pour vos frais professionnels.

3 UN RELEVÉ DÉTAILLÉ:
simple, descriptif, exhaustif, votre relevé DINERS CLUB vous permet de vérifier précisément vos dépenses et de connaître sans ambiguïté l'état de votre compte.

4 LA GARANTIE PERTE ET VOL:
un simple coup de fil vous met à l'abri de toute utilisation de votre carte DINERS perdue ou volée. En aucun cas votre responsabilité n'est engagée au-delà de 250 F.

5 UNE ASSURANCE DÉCÈS GRATUITE ET AUTOMATIQUE:
pour tout billet d'avion réglé avec votre carte, vous bénéficiez d'une garantie automatique et gratuite de 500 000 F qui peut être portée à 2 150 000 F moyennant une prime de 47 F par voyage.

6 10% D'ABATTEMENT SUR LES PRIMES D'ASSURANCES DINERS:
Les membres du DINERS CLUB bénéficient d'un abattement de 10% sur les primes de polices de groupe, hors assurance-vie, mises au point par DINERS ASSURANCES au bénéfice de ses clients.

7 UN RÉSEAU MONDIAL SÉLECTIONNÉ:
550 000 établissements dans le monde sélectionnés pour répondre aux besoins de l'homme d'affaires.

8 UNE RÉSERVATION GARANTIE DANS LES GRANDES CHAINES D'HÔTEL:
vous réservez par téléphone votre chambre en indiquant simplement votre numéro de carte. Vous êtes assuré de trouver votre chambre, quelle que soit votre heure d'arrivée.

9 DES AVANTAGES EXCLUSIFS:
avec le DINERS CLUB, vous bénéficiez de tarifs préférentiels sur une sélection d'articles et de produits, ainsi que de conditions d'abonnement spéciales à la revue Signature, magazine de détente édité par le groupe DINERS CLUB.

10 UN SIGNE DE DISTINCTION:
la carte DINERS CLUB, c'est aussi pour son porteur l'assurance d'être partout reconnu et de bénéficier, en toutes circonstances, d'une attention privilégiée.

Chaque mois, une offre spéciale "Diners" réservée aux adhérents : actuellement, sur présentation d'une invitation qui leur a été adressée, 24 fines-de-claire leur sont offertes par trois grandes brasseries Parisiennes :

Au Pied de Cochon, 6, rue Coquillière
Tél : 236.11.75

La Maison d'Alsace, 39, Champs-Élysées
Tél : 359.44.24

Le Grand Café, 4, bd des Capucines
Tél : 742.75.77

Pour tous renseignements : DINERS CLUB.
18-20, rue François-1^{er} - 75380 Paris Cedex 08. Tél : (1) 723.78.05



Le Monde

politique

L'Assemblée nationale a adopté la réforme de la détention provisoire

L'UDF s'est abstenue, le RPR n'a pas pris part au vote

Chacun, du garde des sceaux à ses contradicteurs de l'opposition, s'est accordé, mardi 15 mai à l'Assemblée nationale, pour juger que le projet de loi - adopté en première lecture - tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (le Monde des 6 mars, 27 mars et 27 avril) n'est qu'une pierre d'un édifice qui reste largement à construire : celui d'une justice rapide, efficace, dotée de moyens suffisants, et qui, selon l'expression de M. Robert Badinter, « soit exemplaire dans le domaine des libertés ».

Pour petite qu'elle soit, cette pierre semble bienvenue et susceptible de faire avancer les travaux, aux yeux du rapporteur de la commission des lois, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), comme pour MM. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) et Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine). A l'inverse, pour MM. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) et Pascal Clément (UDF, Loire), ce texte n'est qu'une réforme « timorée » et « pro-

hablement inefficace, voire dangereuse », bref, « de la poudre aux yeux des justiciables ».

Nouvel épisode d'un débat, engagé dès la nomination de M. Badinter, entre un garde des sceaux qui rappelle inlassablement qu'il fait ce qu'il peut, avec les moyens dont il dispose, pour restaurer une institution laissée par ses prédécesseurs dans un état de « délabrement avancé », et une opposition qui a fait du ministre de la justice une cible privilégiée.

M. Badinter, il est vrai, peut difficilement être épargné par des adversaires qui ignorent la tentation de la complaisance dès lors qu'il reconnaît lui-même que l'efficacité de sa réforme repose, en partie, sur la bonne volonté des uns et des autres, assortie de substantiels moyens supplémentaires. Pour autant, l'opposition ne peut guère se prononcer contre de telles orientations.

Vote d'encouragement d'un côté, scepticisme teinté de défiance de l'autre : le projet a été adopté par 331 voix (PS, PC) contre 2, l'UDF s'abstenant et le RPR ne prenant pas part au vote.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Exécution des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. - Le projet gouvernemental fixe un délai maximal (de trois jours pour la métropole) pour transférer, le cas échéant, un inculpé arrêté à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction qui a délivré à son encontre le mandat d'amener ayant entraîné l'arrestation (le Monde du 27 avril). Le non-respect de ces délais entraîne la libération de l'inculpé.

En matière de mandat d'arrêt. Le projet gouvernemental réduit de quarante-huit heures à vingt-quatre heures le délai maximal qui sépare l'incarcération de l'inculpé de son interrogatoire et de la prise de décision relative à son maintien ou non en détention, y compris en matière criminelle.

De la même façon, l'inculpé qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt sera, comme celui visé par un mandat d'amener, présenté au procureur de la République du lieu de son arrestation lorsque celle-ci se produit à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction qui a délivré le mandat. Les délais de transfert sont eux aussi alignés sur ceux prévus par le texte en matière de mandat d'amener.

Le placement en détention provisoire. - Sur proposition de la commission des lois, qui a adopté un amendement déposé par M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine), l'Assemblée, avec l'accord du gouvernement, complète le code de procédure pénale pour préciser que « la liberté de tout prévenu est la règle, sa mise en détention provisoire l'exception ».

A propos de la mise en détention provisoire elle-même, le texte gouvernemental, adopté sans modification sur ce point par l'Assemblée, institue, en matière criminelle comme en matière correctionnelle, un débat contradictoire en présence de l'inculpé, entre le juge d'instruction, le procureur de la République et l'avocat choisi ou désigné d'office de l'inculpé, à moins que ce dernier n'ait expressément exprimé le désir de ne pas avoir de défenseur (le Monde du 16 mai). Le texte précise que « le juge d'instruction, qui envisage de placer l'inculpé en détention provisoire, informe celui-ci qu'il a droit à l'assistance d'un conseil de son choix ou commis d'office. L'avocat (...) en est informé par tout moyen et sans délai (...) L'avocat peut consulter sur le champ le dossier et communiquer librement avec l'inculpé ».

Vente de certaines essences végétales. - L'Assemblée nationale a adopté, à l'unanimité, mardi 15 mai, une proposition de loi de M. Théo Vial-Massat (PC, Loire) confiant aux pharmaciens l'exclusivité de la délivrance au public des essences végétales ou huiles essentielles, « dont la liste est fixée par décret, ainsi que de leur dilution et préparation, ne constituant ni des produits cosmétiques, ni d'hygiène corporelle, ni des produits à usage ménager, ni des denrées ou boissons alimentaires ». M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) avait déposé lui aussi une proposition de loi allant dans le même sens.

IRLANDE
Accueil en famille
Cours de langue - Vote
Tennis - Équitation
Brochure gratuite
235.22.54
10, rue Saint-Marc
75002 PARIS

club A3
SEULES L'UNIFORMES

L'ANNÉE POLITIQUE
le bilan clair et objectif de 1983
544 pages
Format 185x225
Prix franco : 290 F

L'ANNÉE POLITIQUE 1983
Sous la direction d'Edouard Bonnefous et Jean-Baptiste Duroselle
En vente par correspondance aux Éditions du Montfort
17, rue d'Uzès-75002 Paris

D'avantage de magistrats et de fonctionnaires

M. Badinter, devant les députés, parlait des moyens nécessaires pour mettre en œuvre la réforme de la détention provisoire. « Si j'ai finalement renoncé à introduire des magistrats professionnels dans les tribunaux de commerce, a précisé le garde des sceaux, c'est notamment pour diriger les effectifs supplémentaires qui seront déployés dans les mois à venir vers les cabinets d'instruction et les parquets afin de compenser l'accroissement des tâches résultant de la loi nouvelle. D'ici à la fin du semestre, les vacances de postes à l'instruction seront résorbées dans leur quasi-totalité : sur cinq cent quarante-quatre postes de magistrats instructeurs, vingt-six seulement seront encore vacants. (1). A quelques unités près, tous les postes seront pourvus le 1^{er} janvier prochain. Un effort comparable sera fait en direction des parquets ».

« Parmi les deux cent cinquante fonctionnaires nouveaux qui vont rejoindre les juridictions avant juillet prochain, cinquante seront affectés en priorité aux secrétariats communs qui devront progressivement fonctionner à temps plein ou à temps partiel auprès de tous les cabinets d'instruction multiples et décharger d'autant les greffiers ».

« S'agissant ensuite de la mission qu'auront à remplir les avocats, tout sera mis en œuvre par la chancellerie pour leur faciliter l'exercice de « cette nouvelle défense ». (...) Je m'efforcerai de mettre en œuvre, en concertation avec les organisations professionnelles, les moyens d'indemniser dans le cadre des missions d'office cette mission. Pour que soit ainsi préparée comme il convient la mise en œuvre de la loi, j'accepterai l'amendement (...) qui fixe au 1^{er} janvier 1985 la date de son entrée en vigueur. (...) Par ailleurs, j'ai fait étudier juridiction par juridiction le phénomène de la détention provisoire du double point de vue du nombre et de la durée des incarcérations. Dès à présent, j'envisage divers remèdes destinés à réduire les placements en détention et à accélérer les procédures ».

« Pour la première fois en ce domaine essentiel, a conclu sur ce point le ministre, la modification des textes s'accompagnera d'un effort sans précédent au niveau des effectifs, des moyens et des pratiques quotidiennes ».

(1) NDLR. - A Paris, sur quatre-vingt-trois juges d'instruction théoriquement en fonctions, dix-neuf sont détachés au ministère de la justice ou dans un cabinet ministériel.

LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT

Le gouvernement et les députés socialistes s'acheminent vers un accord

Le point d'équilibre entre le gouvernement et le PFRF socialiste sur le projet de loi de M. Alain Savary a-t-il été trouvé ? Ce n'est pas encore sûr, mais on est en bonne voie. En tout cas, les députés les plus laïques paraissent très satisfaits, mardi 15 mai, après le déjeuner qui avait réuni autour de M. Pierre Mauroy les membres socialistes de la commission spéciale créée pour l'examen de ce texte à l'Assemblée nationale. « Nous avons obtenu satisfaction », affirmait M. Henry Delisle (Calvados). « Au jour d'aujourd'hui, il semble que l'on s'achemine vers une solution qui prenne en compte les amendements socialistes », expliquait, plus prudente, M^{me} Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste et membre du bureau exécutif du PS.

Pourtant, même si effectivement le gouvernement accepte les amendements proposés par les socialistes, les laïques seraient loin d'avoir obtenu entièrement satisfaction, puisque l'obligation de financement des écoles privées par les communes ne disparaît pas totalement, et qu'en toute hypothèse l'Etat suppléerait à leurs éventuelles déficiences. En échange, les socialistes expliquent qu'ils ont obtenu un renforcement du principe de la titularisation des maîtres du privé, ce qui, pour eux, est l'annonce d'un processus d'unification des deux systèmes d'enseignement. Et M^{me} Neiertz a pu dire : « Les manifestations du 25 avril ont eu leur utilité. En clair, le gouvernement, devant cette démonstration de force, a été obligé de nous écouter ».

Si le gouvernement reste dans les dispositions qu'il a comprises les interlocuteurs socialistes de M. Mauroy, celui-ci peut-il éviter le recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui lui permettrait de faire approuver son projet sans que les députés de la majorité aient formellement à se prononcer sur lui ? Rien n'est moins sûr. D'abord, parce

que l'opposition peut encore décider de durcir son attitude en multipliant les amendements.

Un engagement de responsabilité du gouvernement permettrait alors d'éviter l'enlèvement du débat.

Le P.C. porte-parole du CNAL

Ensuite, parce que cette procédure empêcherait toute tentative ultra-laïque. Or, celle-ci existe, notamment chez les députés communistes, qui proposent en commission un certain nombre d'amendements préparés par le Comité national d'action laïque, ce qui met les socialistes dans l'embarras. Ainsi, le P.C. a proposé une nouvelle rédaction de l'article premier du projet, qui réaffirme certains principes constitutionnels, comme le fait que la République française est « laïque », et qui oblige l'Etat à mettre en place, « sur tout le territoire et à tous les degrés, dans des établissements publics, un service public, gratuit et laïc d'enseignement ».

Les socialistes s'étant abstenus sur ces amendements, l'opposition n'ayant pas pris part au vote pour « laisser la majorité prendre ses responsabilités », il fut adopté par les seuls voix communistes. Cette deuxième lecture est déjà prévue, qui permettra de faire jouer l'article 40 de la Constitution. Celui-ci interdit aux parlementaires de proposer des amendements ajoutant des charges à l'Etat. Mais cela montre qu'un débat public pourrait créer quelques difficultés aux socialistes.

Tous les socialistes eux-mêmes ne sont pas pleinement satisfaits par ce possible compromis. Il y a d'abord ceux qui redoutent qu'il ne permette pas d'aboutir à la paix scolaire. Il y a, surtout, ceux qui regrettent qu'il n'aille pas assez loin dans la défense des positions laïques. « L'argent public à l'école publique », ont

répété fermement, en substance, mardi au cours de la réunion du groupe, M. Job Dupuy, député de Meurthe-et-Moselle, et M. Raoul Bayou, élu de l'Hérault. M^{me} Neiertz elle-même a affirmé que les propositions d'amendement émises par M. André Laiguel « n'avaient pas reçu un accueil enthousiaste ». Au point qu'il a fallu que MM. Lionel Jospin et Jean Popereau rappellent que depuis 1971 le parti avait pratiquement fait sien la logique d'unification des deux systèmes éducatifs, abandonnant celle de séparation des deux écoles qui impliquait le slogan traditionnel « l'argent privé pour l'école privée », et que le bureau exécutif du PS avait donné comme mandat au groupe parlementaire de travailler dans la logique du projet gouvernemental, ce qui imposait l'acceptation de ces fonds publics puissent aller à des établissements privés sous réserve de contreparties. Il reste que, selon M^{me} Neiertz, certains députés socialistes regrettent cet état de choses et que « les conditions d'application de la loi pour- ront amener les socialistes à revoir le débat ».

Ultime pression des laïques, pour éviter que le gouvernement ne fasse machine en arrière dans les concessions qui leur ont été faites ? C'est possible. D'autant que, s'il y a un accord sur l'esprit de cet aménagement du projet Savary, sa traduction technique et pratique peut encore amener bien des difficultés, et que le gouvernement n'a pas donné son aval formel à tous les amendements soutenus par les socialistes. Le point d'équilibre, dont les représentants de l'enseignement catholique n'ont probablement pas la même conception que les socialistes, est suffisamment instable pour que la machine s'arrête de vent puisse tout faire basculer.

THÉRIER BRÉMER.

Veillée d'armes

A moins d'une semaine de l'ouverture du débat parlementaire consacré à l'examen du projet de loi sur l'enseignement, les jeux sont loin d'être faits. Les négociations continuent et les derniers arbitrages ne sont pas encore rendus. Tandis que le premier ministre recevait les représentants de l'enseignement catholique - avant de s'entretenir, mercredi 16 mai, avec ceux du Comité national d'action laïque - les députés socialistes s'acheminent dans la rédaction de leurs amendements. S'ils ne sont pas définitivement arrêtés, ces amendements visent à durcir quelque peu le projet gouvernemental.

Pourtant à sa sortie de l'hôtel Matignon, mardi, le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, affirmait avoir reçu des assurances de la part du premier ministre.

Pour cela, M. Mauroy s'est appuyé sur un projet d'amendement inspiré par M. Laiguel, député socialiste de l'Indre, chantre de la laïcité. Ce n'est pas le moindre signe de la confusion qui règne en ce moment. Il témoigne à la fois de la détermination du gouvernement à maintenir le point d'équilibre auquel il pense être parvenu avec le projet Savary et de la volonté de M. Mauroy de ne pas décevoir ses amis politiques. Mieux, de trouver un accord avec les députés socialistes qui lui permettrait de ne pas recourir, du moins contre eux, à l'article 49-3 de la Constitution, grâce auquel le texte pourrait être adopté sans que la majorité ait à le voter.

Plus discret, le ministre de l'Éducation nationale tente de préserver le principal. Tel est en tout cas le souhait du président de la République, qui devra, peut-être, arbitrer une nouvelle fois à son retour de Scandinavie. Les bases de l'accord entre le gouvernement et le parti socialiste ne sont pas définitives.

Le débat tourne essentiellement, pour l'instant, autour de

l'obligation qui serait faite aux communes de financer les écoles primaires privées sous contrat d'association. Après avoir vivement réagi à cette disposition, les parlementaires de la majorité ont aidé de la leur à la titularisation des maîtres de l'enseignement privé. Ils proposent ainsi que les communes ne soient obligées de payer que lorsque 50 % des maîtres des écoles primaires seront devenus fonctionnaires.

Revue et corrigée par le premier ministre, cette proposition a permis de donner, au moins, une assurance - elle est de taille - à l'enseignement catholique : celle de son financement. Le projet de loi prévoitait déjà qu'en cas de refus l'Etat pourrait se substituer à la commune défaillante durant six années. Il est proposé d'ajouter deux années à ce délai, le temps que la moitié au moins des maîtres choisissent de devenir fonctionnaires.

D'un côté, on donnerait ainsi satisfaction aux défenseurs de l'enseignement privé en leur assurant dans tous les cas les moyens de leur liberté. De l'autre, on répondrait à l'exigence des laïques d'enclencher de façon significative la dynamique de titularisation dans une perspective d'unification - certes non laïque, - des deux systèmes d'enseignement.

De part et d'autre, les raisons de satisfaction sont en fait limitées. Déjà, le Comité national de l'enseignement catholique juge cette proposition « illusoire et discriminatoire ». Diverses interprétations, il est vrai, ont été faites et cela ajoute à la confusion. Pour ne pas introduire de discrimination entre les communes - donc ne pas encourir le risque d'inconstitutionnalité - le gouvernement envisage de prendre en compte le quota de 50 % de titulaires au niveau national, et non pas école par école, commune par commune.

On respecte, explique-t-on dans l'entourage du premier ministre, la liberté des parents, celle des enseignants, qui choisissent ou non de devenir fonctionnaires ; pourquoi ne pas respecter aussi la liberté des communes ?

Les différents partenaires, en particulier les députés socialistes, semblent toutefois avoir oublié que la liberté des communes ne sera pas, de toute façon, totale. Le projet de loi, en effet, limite explicitement - aucun projet d'amendement ne le conteste - les cas dans lesquels l'Etat pourra se substituer aux municipalités défaillantes. Or il y en a deux : d'une part, lorsque les communes refusent de participer au fonctionnement des écoles primaires qui passeront, comme elles y seront tenues par la loi, du contrat simple au contrat d'association ; d'autre part, lorsque les communes refusent leur contribution pour les élèves domiciliés sur leur territoire mais scolarisés dans une autre commune. Dans tous les autres cas, les municipalités seront obligées de payer, et notamment les quelques soixante-dix communes qui sont actuellement en litige avec des écoles primaires sous contrat d'association.

Les arbitrages qui devront être rendus très prochainement seront stratégiquement déterminants pour le gouvernement, sa majorité et sa base militante, comme pour les responsables de l'enseignement catholique, qui ont bien de la peine à tenir leurs troupes et qui annoncent leurs intentions le vendredi 18 mai.

Le vote du projet de loi ne marquera pas pour autant la fin du débat sur l'enseignement privé au cours duquel, à fait le remarquer, le dialogue n'aura jamais été interrompu avec les différents partenaires. D'autres étapes s'annoncent tout aussi délicates : le statut - en particulier la titularisation - et la formation des enseignants du privé.

CATHERINE ARDITTI.

La loi foncière agricole au Sénat

Au terme de l'examen au Sénat du projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage, M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il demandera à l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le rétablissement de « dispositions fondamentales », édictées par la majorité sénatoriale. La discussion des articles, mardi 15 mai, a mis en lumière l'incompatibilité des thèses de M. Rocard estimant que les dispositions pratiques de la loi de 1980

contredisent les intentions affirmées, et celles des sénateurs de l'opposition, pour lesquels une réforme profonde de l'actuelle législation du foncier agricole ne se justifie pas.

Suivant les propositions de M. Michel Sordet (RI, Côte-d'Or), rapporteur de la commission des affaires économiques, le Sénat a ainsi décidé de maintenir la distinction figurant dans le Code rural entre les opérations soumises dans tous les cas à autorisation préalable et celles dont le schéma départe-

mental pourra prévoir qu'elles feront l'objet d'une demande d'autorisation préalable. De même, il n'a pas accepté l'abaissement approuvé à l'Assemblée nationale, du seuil de contrôle des installations afin d'éviter que la multiplication des cas soumis à autorisation préalable « n'aboutisse en fait à une forme de contrôle total des structures ». Bien que M. Rocard ait observé à maintes reprises que « contrôle » ne signifiait pas « interdiction », le Sénat a confirmé son choix.

Les amendements par les socialistes

Le 20 f

La Compagnie

publie dans un

un tableau a

pour 14 destinati

des régulières c

principale

Cette compa

La Compagnie

c'était n

Aujourd'hui, c'es

de compa

et les conditio

La

PRIVÉ

Les amendements souhaités par les socialistes

Le groupe socialiste a, au cours de sa séance du mardi 15 mai, approuvé les principes des amendements au projet de loi de M. Savary qu'il souhaite voir adoptés.

1. Les classes maternelles et les écoles enfantines : les députés socialistes, relevant que l'enseignement préélémentaire n'est pas obligatoire, demandent qu'il ne soit pas possible de passer un contrat d'association pour une classe maternelle privée s'il n'existe pas déjà une maternelle publique dans la commune. De même, ils refusent que l'acceptation d'une telle classe par la commune où elle est installée puisse entraîner les communes avoisinantes, dont les enfants la fréquenteraient, à la financer.

2. Les crédits limitatifs : l'article 4 du projet gouvernemental prévoit que les postes d'enseignement du privé ne seront accordés par l'Etat que par comparaison avec ceux dont dispose l'enseignement public. Les socialistes estiment que cela ne tient pas suffisamment compte des servitudes particulières des écoles publiques (obligation de maintenir des classes dans les zones sous-peuplées, classes spéciales pour handicapés ou pour enfants à problèmes...). Ils demandent donc que ce calcul soit fait par degré et par nature d'enseignement et tiennent compte de critères démographiques, sociaux et linguistiques.

3. Conditions d'agrément des contrats d'association : à celles déjà fixées par l'article 6 du projet gouvernemental, les députés socialistes souhaitent ajouter le respect du droit du travail et l'égalité de traitement entre les différentes associations de parents d'élèves.

4. La titularisation et l'obligation de financement des communes : les députés socialistes demandent que soit clairement précisé à l'article 20 du projet le principe de la titularisation des maîtres du privé dont le gouvernement ne voulait faire état que dans un décret. De même, à l'article 23, ils veulent introduire la possibilité pour une commune de refuser de financer une école privée si dans huit ans elle constate que 50 % des maîtres de celle-ci ne sont pas titularisés ; M. Pierre Mauroy a fait savoir que, dans ce cas, c'est

l'Etat qui apporterait à l'école les crédits auxquels elle a droit.

Si ce dispositif était retenu, concrètement, voilà comment cela pourrait se passer : pendant les six ou huit ans à venir, une commune pourrait refuser de financer une école ayant passé un contrat d'association ; dans ce cas, et comme il est prévu dans le projet actuel du gouvernement, c'est l'Etat qui paierait à sa place. L'avant-projet de décret sur la titularisation des maîtres prévoyant un délai de six ans au bout duquel ceux-ci devraient choisir entre un statut de titulaire et un statut de contractuel de droit public, le bilan serait établi deux ans après, le temps que la titularisation soit effective. Si 50 % des maîtres de l'école sont titularisés, la commune serait obligée de la financer. Si ce seuil n'est pas atteint, elle pourrait refuser son concours ; dans ce cas, l'Etat continuerait à se substituer à elle.

A noter que ce dispositif ne s'appliquerait ni aux collèges ni aux lycées, ceux-ci relevant des départements et des régions qui les financent par simple transfert des crédits de l'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation.

FORMATION MICRO INFORMATIQUE LANGAGES

BASIC : durée 5 jours.
Dates : 4 juin, 12 novembre.

GESTION DE FICHIER
DBASE II : durée 3 jours pour les utilisateurs, 2 jours supplémentaires pour les programmeurs.
Dates : 25 juin, 17 sept., 22 octobre.

AIDE à la DÉCISION
MULTIPLAN : durée 3 jours.
Dates : 12 juin, 15 octobre.

GRAPHISME en BASIC
Durée 3 jours.
Dates : 25 juin, 10 octobre.

TRAITEMENT de TEXTE
TEXTOR : durée 3 jours.
Dates : 18 juin, 8 octobre.

LOTUS 1-2-3
Durée 3 jours.
Dates : 24 septembre, 19 novembre.

Renseignements : **FREDERIQUE MARTIN**
GROUPE SIGMA
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - (1) 325.93.30 - p. 9

L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE DAMMARIE-LES-LYS

La gourmandise de M. Mignon

Dammarié-les-Lys, en Seine-et-Marne, est un cas original du contentieux des dernières municipales. Les électeurs de cette commune de vingt mille habitants sont, en effet, appelés à retourner aux urnes le 20 mai alors que le Conseil d'Etat n'a pas annulé le scrutin. Si la haute juridiction administrative a invalidé, parce qu'il était inéligible (1), M. Jean-Claude Mignon (RPR), tête de la liste d'opposition victorieuse au soir du second tour, elle a, en revanche, validé l'élection de vingt-quatre de ses trente-deux coélus.

En vertu des dispositions de la nouvelle loi électorale, le vingt-sixième candidat de sa liste aurait dû siéger à sa place au conseil municipal. Mais M. Mignon, le nouveau maire, a obtenu la démission « volontaire » de huit de ses conseillers. Le nombre de sièges vacants était ainsi porté à neuf, alors que le nombre des non-élus du 13 mars appelés à le pourvoir était de huit. L'assemblée municipale, dès lors incomplète, ne pouvait procéder à l'élection de son maire. Un nouveau scrutin devenait nécessaire.

Elu, dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982, conseiller général du canton de Perthes-en-Gâtinais (dont dépend Dammarié), contre le conseiller socialiste sortant, M. Claude Hénault, et contre M. Robert Laporte (PC), maire de Dammarié, vainqueur une nouvelle fois de M. Hénault, premier adjoint au maire communiste, tête de liste de la majorité, le 13 mars de l'année suivante à Dammarié, M. Mignon pouvait-il se résoudre à abandonner la mairie et accepter de voir ainsi freiner ses ambitions politiques ? Son intention de briguer aux élections législatives de 1986 le siège de la première circonscription de Seine-et-Marne par M. Alain Vivien (PS) n'est un secret pour personne. M. Mignon est un gourmand.

La situation, aujourd'hui, n'est plus tout à fait celle du printemps dernier. Le chômage s'est encore aggravé et l'implantation d'un centre Leclerc, négociée par la municipalité précédente, ne pouvait pas

résoudre tous les problèmes de l'emploi. L'entreprise Bornhauser, rachetée par Fougerolles, a vu ses effectifs réduits de moitié. Le sacrifice du site de Dammarié au profit de celui de Compiègne par la société Affinor, une filiale du groupe Pechiney (voir le Monde du 17 avril), a également entraîné de nombreux licenciements.

Autre évolution : la gauche, cette fois, se présente unie dès le premier tour. M. Hénault ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat, M. Alain Fouqué, conseiller socialiste sortant, adjoint au maire dans la municipalité précédente, conduit une liste qui comprend 14 PC, 14 PS, 3 MRG et 2 PCML.

« Les camarades communistes sont de rudes négociateurs », constate M. Alain Druze, premier secrétaire de la fédération socialiste. Une fois de plus, les négociations ont été difficiles, mais elles ont abouti à un accord le 3 mai. Battus le 13 mars 1983 alors qu'ils géraient la municipalité depuis vingt-quatre ans, communistes et socialistes ont le sentiment d'avoir payé le prix de leur désunion du premier tour. Le décès du maire communiste sortant, Robert Laporte, survenu un mois avant le premier tour du scrutin, avait incité les socialistes à revendiquer la conduite de la liste de la majorité. Les communistes avaient refusé et les deux partis avaient présenté chacun une liste le 6 mars.

L'union réalisée par la majorité n'aient pas l'optimisme du maire invalidé. Conseiller général, conseiller régional d'Ile-de-France et président du comité départemental du tourisme, M. Mignon aborde cette nouvelle échéance avec assurance. Il affirme d'abord qu'il était éligible en 1983. Il a simplement été victime, selon lui, d'une négligence de la société qui lui louait un local et qui ne l'a pas inscrit au rôle des contributions directes. Il est ensuite convaincu que ses projets pour la commune sont les meilleurs. « Dammarié, dit-il, c'est la ZUP, le béton, les immigrés, le PC. Il faut changer cette image de marque et ouvrir la ville sur l'extérieur. »

Quant au bilan de sa gestion, il le juge « tout à fait positif ». M. Mignon en énumère avec satisfaction les points forts : l'assainissement des finances locales grâce à la réduction des frais de fonctionnement et à la suppression de subventions accordées selon lui trop largement et sans contrôle jusqu'alors ; une diminution de la pression fiscale ; le classement de la ZUP en « zone sensible » ; la reconstruction du centre-ville ; une meilleure information des habitants ; des efforts pour l'animation sportive et culturelle.

M. Mignon ne pêche pas par excès de modestie. Il aurait même une légère propension à s'attribuer l'actif de ce bilan. M. Jean-Claude Gély, premier adjoint chargé des finances, admet que le travail de « l'équipe » n'a peut-être pas été suffisamment valorisé. Tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'une année exceptionnelle, en raison du recours en annulation, il souhaite, si l'opposition est réélue le 20 mai, que le travail de chacun soit plus justement reconnu.

Brisé et tornade

Pour les candidats de la gauche, le bilan de la municipalité est insupportable. Selon eux, M. Mignon « a récolté les fruits d'arbres qu'il n'a pas plantés ». « La réalité d'un an de gestion par M. Mignon et ses amis, c'est la brise et la tornade », écrit M. Hénault dans la lettre qu'il a adressée aux Dammariens pour leur expliquer les raisons qui le conduisent à ne pas se représenter. « La brise, poursuit-il, ce sont les réalisations ; elles sont légères. La tornade, ce sont les dégâts : ils sont lourds. » La gauche reproche à la municipalité de n'avoir rien fait pour résorber le chômage. Elle estime que l'installation dans la ville du comité départemental du tourisme et de la direction départementale des archives sera génératrice d'un nombre d'emplois dérisoire. Ne perdant pas la conscience de la tolérance du maire invalidé, elle regrette que ses élus n'aient pas

obtenu une salle de réunion dans la mairie et l'accès à la lecture d'information mensuelle. Elle proteste contre la dénonciation par la municipalité du contrat qui la liait à la MJC. Enfin, elle déplore la mainmise sur la vie associative et culturelle de Dammarié-les-Lys. Animation, une association dirigée par les élus de droite, seule juge des subventions à accorder. Les thèmes prioritaires de la campagne menée par M. Fouqué et ses colistiers seront donc l'aide sociale, excessive-ment réduite selon eux par l'équipe de M. Mignon, la libération et la relance d'une vie associative particulièrement riche à Dammarié et la reprise de l'activité économique.

Les derniers scrutins municipaux partiels conduisent la gauche à faire preuve d'un optimisme modéré sur l'issue du prochain scrutin. Elle espère surtout « faire un bon score ». Ses représentants pensent qu'elle est « potentiellement majoritaire ». Ils rappellent que, si M. Mignon a été élu dans le canton en mars 1982 avec 34,80 % des suffrages, MM. Hénault (PS) et Laporte (PC) le devançaient largement dans la ville de Dammarié en totalisant 58,07 % des voix. Ils rappellent également qu'au premier tour des dernières municipales les deux listes de gauche avaient obtenu 51,59 % des suffrages.

NADINE AVELANGE.

(1) Aux termes des dispositions de l'article L. 238 du code électoral, « sont éligibles au conseil municipal tous les électeurs de la commune et les citoyens inscrits au rôle des contributions directes ou justifiant qu'ils devaient être inscrits au 1^{er} janvier de l'élection ».

MARS 1983. — 1^{er} tour : inscr., 10 267 ; abst., 28,43 % ; suff. expr., 7 204. Un. opp. (M. Mignon, RPR), 3 487 (48,40 %) ; PS (M. Hénault), 1 903 (26,41 %) ; PC (M^{me} Plard), 1 814 (25,18 %).

2^e tour : inscr., 10 267 ; abst., 26,15 % ; suff. expr., 7 548. Un. opp. (M. Mignon, RPR), 3 875 (51,95 %) ; PS (M. Hénault, PS), 3 583 (48,04 %), 8 821 S.

COMPARONS !

Le 20 février 1984,
La Compagnie des Voyages
publie dans un quotidien national
un tableau comparatif de prix
pour 14 destinations "long courrier" sur
lignes régulières citant nommément son
principal concurrent.

Cette comparaison a montré qu'à
La Compagnie des Voyages,
c'était moins cher !

Aujourd'hui, c'est à vous voyageurs
de comparer et les prix
et les conditions de transport.

Destinations	durée du voyage	fréquences semaine	validité	Prix aller/retour
RIO	13 h	1	14/35	5080 F
BUENOS AIRES	18 h	2	14/60	6400 F
LIMA	24 h	2	14/60	5100 F
MEXICO	15 h	1	6/45	4300 F
MIAMI	12 h 30	5	14/60	3850 F
LOS ANGELES	16 h	7	14/60	4950 F
DELHI	13 h 30	1	1 an	4300 F
SINGAPOUR	18 h	1	7/90	4300 F
TOKYO	15/22 h	7	1 an	7150 F
MONTREAL	12 h 30	5	14/60	3200 F
PARIS/SINGAPOUR/JAKARTA/PARIS				5800 F
PARIS/KUALA/MAHILLE/HONG KONG/PARIS				6400 F
CUBA, séjour balnéaire - pension complète 2 semaines PARIS/PARIS				6750 F
La Chine, en individuel : 7 formules pour moins de 10000 F.				

Certains prix varient à partir du 29 juin, nous consulter pour les conditions d'application.

La Compagnie des Voyages

28 rue Pierre Lescot 75001 Paris - Tél : 508.44.88

LICA 1581

هنا من الاصل

POLITIQUE

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

A chacun son « vote utile »

Chacun accuse l'autre d'incohérence. Chacun prétend que le camp adverse est plus désuni que le sien. Chacun aspire à incarner un « vote utile » évidemment contradictoire avec l'unité des autres. A un mois du scrutin européen du 17 juin, la campagne, entrée dans sa phase la plus active, ressemble comme une soude, du point de vue de la technique politique, à toute autre campagne nationale.

Qui est le plus incohérent, le plus désuni ? M. Lionel Jospin, chef de file de la liste socialiste, insiste sur les évolutions de M. Jacques Chirac, notamment en matière de défense - il « change d'avis tous les huit jours », sur celles de M. Simone Veil, qui, en raison de son alliance avec le RPR, ne défendrait plus ses propres idées, sur les contradictions entre l'un et l'autre à propos de la Grande-Bretagne et de l'élargissement de la Communauté, sur la cohabitation entre l'« atlantisme » Lecommet et le « nationalisme » Debré, entre des « libéraux » et M. Hirsant, dont il dénonce les anciennes activités « antijoues et collaboratrices » pendant la dernière guerre. Il l'a répété, pour l'essentiel, lors du premier meeting de sa campagne euro-

péenne - avec Nicoletta en vedette américaine - mardi, dans sa circonscription du dix-huitième arrondissement de Paris, devant mille cinq cents personnes environ.

M. Veil insiste sur les clivages qui, au sein de la majorité, séparent communistes et socialistes, tant à propos de la politique économique et sociale que de la construction européenne. Elle souligne aussi que ces divergences s'expriment à l'intérieur même du Parti socialiste, dont la liste rassemble, selon elle, des européens convalescents et des anti-européens affaiblis. L'« union de l'opposition » est à ses yeux d'autant plus nécessaire que « chaque jour le gouvernement et la majorité marquent leurs divisions, leurs incohérences et que la soi-disant clarification n'a provoqué que plus de trouble ».

En somme, M. Veil a l'avantage de l'union formellement réalisée sur une liste et M. Jospin a celui de la clarté, puisque, en désaccord, ils défendent logiquement chacun leurs thèses.

Vote utile, mais à quel ? Pour M. Veil et le RPR, il s'agit, en obtenant le 17 juin

confirmation de l'inversion du rapport des forces, de permettre l'expression d'un désaveu du pouvoir de gauche. Le socialisme qui échoue en France ne doit pas se répandre en Europe, dit-elle.

Le vote communiste, pour M. Marchais, signifie que l'on ne restera pas neutre dans le débat qui l'oppose aux socialistes. S'abstenir, dit-il, est un raccourci saillant, ce serait dire : « Est-ce qu'il faut réduire le chômage ou non ? Je ne tranche pas. Est-ce qu'il faut réduire le pouvoir d'achat ou non ? Ce n'est pas mon affaire ».

La réussite de la gauche, « c'est mon affaire » : c'est ainsi que M. Jospin conçoit, au contraire, la signification du vote en sa faveur. Le premier secrétaire du PS ne croit pas que « tout aille bien » (M. Marchais interprète cette ambiguïté pensée), mais affirme que voter socialiste c'est « vouloir que tout aille mieux ».

L'enjeu du 17 juin est au moins autant européen qu'euro-pe. Chacun l'admet. Les arguments essentiels sont déjà connus, et ils sont simples.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les Verts entendent faire valoir leurs thèses sur tous les sujets débattus

M. Didier Anger, chef de file de la liste des Verts aux élections européennes, a souligné, mardi 15 mai, au cours de la présentation à la presse de la liste qu'il conduit, qu'il n'y a qu'une seule liste du mouvement écologiste. Le faire savoir est l'une des tâches prioritaires des Verts, qui ne cachent pas la difficulté que constitue, pour eux, la présence de M. Brice Lalonde, leur ancien candidat à l'élection présidentielle, parmi les dirigeants de la liste ERE.

Pour M. Anger, d'ailleurs, la participation de M. Lalonde à l'opération de centre-gauche est le signe que celle-ci vise aussi, dans l'esprit de ses promoteurs, à empêcher l'affirmation d'un courant écologiste qui troublerait le jeu des grands partis.

Il est vrai que les écologistes n'avaient sans doute pas rêvé, depuis la campagne de M. René Dumont en 1974 et celle des élections municipales de 1977, autant d'outils pour leur permettre de transformer leur potentiel électoral en une force politique capable de se faire respecter de ses adversaires. Ils ont, en premier lieu, réalisé leur unité, malgré la démarche personnelle de M. Lalonde et de ses amis ; ils ont réussi à s'entendre sur des structures qui assurent la cohésion du mouvement, tout en ménageant la susceptibilité des différents groupes et personnalités ; dans cette entreprise, se sont affirmés des chefs de file dont la représentativité n'est pas contestée.

La composition de la liste, comme celle du comité de soutien, témoigne de la qualité du rassemblement réalisé. Présidé par M. Dumont, le comité comprend tous les « parains » de l'écologie depuis ses débuts : MM. Jacques-Yves Cousteau, Théodore Monod, Bernard Charbonneau, Jean Carlier, Ber-

trand de Jouvenel... La liste des candidats est représentative de toutes les régions où les écologistes ont mené des combats pour l'environnement ou contre l'énergie nucléaire.

Enfin, contrairement à ce qui s'était produit lors des élections européennes de juin 1979 (ils avaient obtenu, malgré tout, 4,48 % des voix), les Verts se sont assurés, cette année, grâce à la solidarité des mouvements belges et allemands, des moyens de se faire connaître de tous les électeurs par la diffusion de leur profession de foi. Les Verts allemands leur apportent 1,5 million de francs et les écologistes belges 500 000 francs, sous forme de caution bancaire pour des prêts, que l'appareil des listes des différents pays permettra de rembourser, grâce à une contribution de l'Assemblée européenne. Pour le reste, soit 1,1 million de francs, les Verts, qui évaluent à 3,1 millions de francs le coût total des frais électoraux (grâce notamment à l'édition de bulletins sur demi-format), comptent sur la souscription qu'ils ont lancée.

Les affiches des Verts mettent en avant le caractère européen de leur campagne, menée en liaison avec celle des groupes écologistes des autres pays. Ils entendent intervenir à part entière dans le débat sur l'agriculture, les restructurations industrielles, la durée du travail et la défense. « La crise est là », a déclaré M. Anger. « Elle est gérée par la gauche ou par la droite, le résultat est le même. Il faut trouver autre chose ». Ce combat peut augmenter l'électoral écologiste d'électeurs qui ne sont pas encore réconciliés avec l'ancienne majorité et qui, selon la formule de M. Monod, sont devenus « non du socialisme, mais des socialistes ».

PATRICK JARREAU.

Mme Veil : dire non au socialisme pour la France et pour l'Europe

De notre envoyée spéciale

Clermont-Ferrand. - Après Rouen et Caen le 11 mai, le couple « Veil-Pons », qui attend jusqu'au 17 juin du moins, symbolise l'union de l'opposition, a continué à Limoges et Clermont-Ferrand, mardi 15 mai, sa tournée des régions françaises pour la campagne européenne. A Clermont-Ferrand, M. Giscard d'Estaing, qui est là sur ses terres, a tenu, à sa manière, à porter le témoignage de son soutien à la liste RPR-UDF en assistant, silencieux, au premier rang de l'assistance, à la réunion animée par l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes - qui a rendu hommage à son action en faveur de l'Europe - et par le secrétaire général du RPR.

L'ancien président de la République devrait participer le 12 juin, à Marseille, à un rassemblement « national » celui-là, de l'union de l'opposition, tandis que M. Chirac sera aux côtés de M. Veil le 3 juin, à Paris, et M. Barre, le 4 juin, à Lyon.

A Limoges comme à Clermont-Ferrand, au cours des rencontres avec la presse régionale, Mme Veil et M. Pons ont eu surtout à insister sur la cohérence de l'union de l'opposition, les réelles convergences de vues du RPR et de l'UDF sur les questions européennes et à justifier la présence de M. Robert Hersant sur leur liste.

Devant les socio-professionnels, les élus locaux et les militants, ils ont mis en garde l'opposition contre le danger d'une dispersion de leurs voix sur de « petites listes » et appelé le double enjeu du scrutin du 17 juin : « Dire non au socialisme pour la France et pour l'Europe ». « Pour exprimer fortement le sentiment de rejet du socialisme, il faut regrouper sur une même liste toutes les voix de ceux qui éprouvent ce sentiment, d'autant plus qu'il s'agit d'un scrutin à un seul tour qui ne présente pas de possibilité de rattrapage », a expliqué Mme Veil.

« Il faut voter pour un courant qui a un poids dans la vie politique, qui est en mesure de symboliser l'alternance », a-t-elle ajouté, en expliquant que les socio-professionnels commentent « avec étonnement » la volonté de M. Veil et M. Pons de vouloir siéger en tant que tels au Parlement européen. « L'Assemblée de Strasbourg, a-t-elle insisté, n'est pas un comité économique et social mais une institution politique au sein de laquelle il est important d'assumer politiquement des choix, même sur des sujets très techniques. La vie politique ne se divise pas », a remarqué Mme Veil qui a répondu à une question qu'il y ait une plus grande ouverture dans les partis aux hommes et aux femmes qui viennent des forces vives de la nation. Il faut arriver à ce que les milieux s'interpénètrent », a-t-elle affirmé.

LE PC JUGE « INADMISSIBLE » LE REFUS PAR M. JOSPIN D'UN GRAND DÉBAT SUR TF1

Les relations tendues entre le PC et le PS seront-elles perceptibles aussi sur les écrans... vidéos des postes de télévision ? TF1 avait tenté d'organiser deux face-à-face, les 12 et 14 juin, entre M. Jospin et M. Veil d'une part, entre MM. Marchais et Pons d'autre part. Avant ce refus de M. Veil et de M. Marchais, cette chaîne a formé un autre projet. Elle a proposé à ces quatre personnalités de se rencontrer le 15 juin à 20 h 30 dans un débat commun.

« Acceptée par Georges Marchais, Bernard Pons et Simone Veil, cette dernière proposition a été refusée par Lionel Jospin », indique TF1 dans un communiqué diffusé le 15 mai.

Le Parti communiste a réagi par plusieurs voix. Son porte-parole, M. Pierre Juquin, a fait savoir : « Je déplore ce refus d'un débat d'idées démocratique, comparable à celui qui, en 1979, fut un grand moment de clarification pour l'ensemble des électeurs français. Je souhaite profondément que Lionel Jospin revienne sur sa décision et, au cas où il ne le ferait pas, je demande à la Haute Autorité de faire annuler le tête-à-tête unilatéral prévu le 21 mai sur Antenne 2 entre M. Veil et Lionel Jospin : le pluralisme, l'égalité, l'équité sont à ce prix. Quant à nous (...), nous sommes disponibles pour tout débat. Nous n'en avons jamais refusé aucun ».

Dans ses éditions du mercredi 16 mai, le quotidien communiste l'Humanité titre en page une, reprenant des propos tenus au Havre par M. Roland Leroy : « L'inadmissible refus du débat télévisé ».

A propos de la lettre ouverte qui lui a été adressée par d'anciens résistants s'indignant de son « alliance » avec M. Robert Hersant, M. Veil a tenu à manifester son « étonnement » notant que « ceux qui aujourd'hui se déclarent scandalisés par l'alliance de l'ancien député qui fut de M. Robert Hersant n'ont pas exprimé leur émotion quand, en 1967, M. Robert Hersant a été investi d'un mandat de député à la FGDS qui présidait alors M. Mitterrand. Ils auraient pu alors s'offusquer et se scandaliser. M. Mitterrand n'a pas été, ni même M. Pierre Mendès France, qui, en 1956, avait obtenu, comme M. Hersant, l'investiture du Front républicain ». « Je suis scandalisé », devait affirmer de son côté M. Pons, de voir comment la polémique se développe au niveau des personnes et non des idées ».

Le secrétaire général du RPR a insisté sur « la concordance de vues » qui existe en matière européenne entre les deux formations de l'opposition, remarquant, comme M. Veil, qu'il fallait faire preuve de « pragmatisme » et de « réalisme » pour faire évoluer l'Europe. « Nous, gaullistes, n'avons aucun complexe en ce qui concerne la construction de l'Europe (...), une Europe de la raison (...). Comme le disait le général de Gaulle, il ne suffit pas de dire « l'Europe, l'Europe » pour la réaliser ».

M. Veil a rappelé « ce que doivent tous les citoyens européens - qui peuvent désormais être représentés au sein des instances européennes - à l'action de M. Giscard d'Estaing ». « Grâce à vous, lui a-t-elle dit, l'Europe a un plus ». Elle a poursuivi : « Aujourd'hui, l'Europe est la meilleure garantie pour nos libertés, notre indépendance et notre sécurité (...). Par notre vote du 17 juin, nous devons montrer que nous refusons que le socialisme se répande en Europe. Ce que nous voulons, c'est une Europe des libertés, pour le 17 juin et les scrutins à venir ; pour reconquérir le pouvoir et arrêter le déclin de la France », a conclu l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés.

C. F.-M.

M. Jospin : voter socialiste c'est « vouloir que tout aille mieux »

M. Lionel Jospin a souligné, mercredi 15 mai, à Paris, les contradictions internes de la liste d'union de l'opposition : « Mme Veil veut garder la Grande-Bretagne, M. Chirac veut la chasser. M. Chirac ne veut pas de l'Espagne et du Portugal, Mme Veil en veut bien. Mme Veil veut réduire le recours à l'uranisme dans les institutions européennes, M. Chirac ne veut pas y renoncer. Mme Veil veut une défense commune mais ne voudrait pas qu'on donne à l'Allemagne la possibilité d'accéder à l'arme nucléaire ; M. Chirac s'oppose d'abord de lui proposer d'appuyer sur le bouton avec nous, et maintenant il ne parle même plus de défense européenne, c'est-à-dire qu'il n'est pas d'accord avec Mme Veil et pas d'accord avec lui-même. Comment le vieux atlantiste Lecommet et le vieux nationaliste Debré pourraient-ils avoir la même conception de l'Europe ? Mme Veil et M. Malauud auraient-ils donc la même projet de société et la même conception des libertés ? ».

Le chef de file de la liste socialiste affirme que « les vieux crocodiles ont l'intention de l'utiliser [Mme Veil], non pas du tout de la servir. Ni M. Giscard d'Estaing, ni M. Barre, ni même M. Chirac ne s'engagent vraiment ». Si l'enjeu est de politique intérieure, pourquoi ne l'engagent-ils pas ? Si l'enjeu est l'Europe, pourquoi Mme Veil ne défend-elle pas les idées auxquelles elle croit ?

M. Jospin répond ensuite à ceux qui, à gauche, sont tentés par la critique de l'absence de « force de socialisme qu'il faut faire confiance. Ce sont les socialistes qui ont permis la victoire des forces de gauche. Ce sont nos poètes de réforme qui passent dans la vie et non pas ceux des autres (...). Certains, à gauche, estiment que voter socialiste c'est dire que tout va bien. Est-ce que, par hasard, voter communiste ce serait dire - ou vouloir - que tout va mal ? (...) Nous ne croyons pas que tout aille bien ».

M. Marchais : s'abstenir, c'est rester neutre dans le débat de la gauche

M. Georges Marchais a déclaré, mardi 15 mai, au Havre, que ne pas voter communiste, ce serait contribuer à affaiblir le PCF. « Faire ce dont la droite ne cesse de rêver, ce serait - choisir de se sanctionner soi-même ». S'abstenir, a-t-il ajouté, « ce serait rester neutre dans le débat qui existe actuellement à gauche. Ce serait dire, au fond : est-ce qu'il faut réduire le chômage ou non ? Je ne tranche pas. Est-ce qu'il faut défendre le pouvoir d'achat ou non ? Ce n'est pas mon affaire. Est-ce qu'il faut une grande politique industrielle ou non ? Je n'ai pas d'opinion. Ne pas voter communiste, ce serait ainsi, soit se laisser aller au découragement, soit attendre que tout se règle d'en haut ».

Les anciens combattants d'Afrique du Nord et le bénéfice de la campagne double. Le comité national de la FNACA, réuni à Paris les 12 et 13 mai, a exprimé sa consternation après l'opposition du gouvernement aux propositions de loi présentées le 10 mai par l'Assemblée des députés et concernant l'attribution de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord et assimilés. La FNACA, qui considère que ce refus équivaut à une discrimination, continuera d'agir pour l'extension de la campagne double à tous les régimes de retraites obligatoires ou facultatives.

Mais, voter socialiste, c'est vouloir que tout aille mieux.

Le premier secrétaire du parti socialiste traite ensuite de l'Europe, enjeu, selon lui, d'une bataille stratégique entre l'Est et l'Ouest. « Nous ne voulons pas que l'Europe devienne un petit cap au bout de l'Asie ou une enclave dans l'atlantisme », d'une bataille économique - « l'Europe a reculé devant les États-Unis et le Japon - et un modèle de société. Selon lui, l'Europe de Mme Veil - ne peut pas durer, exister ». « Une Europe du libre-échange, dit-il, se décomposerait devant le poids des entreprises privées et des pressions de la concurrence extérieure. Car elle manquerait de volonté politique face aux États-Unis ».

Quant à l'Europe de Georges Marchais, il y manque, selon M. Jospin, « une petite chose », et c'est justement l'Europe, c'est-à-dire l'action commune entre des États, la solidarité, l'affirmation d'une volonté d'identité. « La force militaire soviétique, est bien proche de nous, remarque-t-il. Les problèmes des pays de l'Est sont bien trop réels. C'est pourquoi je veux, avec les socialistes, une Europe ouverte, mais une Europe forte ».

(Publié)

L'EMPLOI, C'EST LA VIE : SKF, C'EST IVRY ! MERCREDI 23 MAI, 200 DÉLÉGUÉS D'IVRY EN SUÈDE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SKF

Mercredi 23 mai, un avion s'envolera vers la Suède, avec à son bord deux cents Ivryens, délégués par toute la population de notre ville. Ils se rendront à l'assemblée générale des actionnaires de la SKF. C'est en effet ce jour-là que les actionnaires du groupe multinationnel vont se réunir pour se partager les bénéfices de la fermeture de l'usine d'Ivry et préparer de nouveaux coups contre les travailleurs.

Les deux cents délégués d'Ivry font leur dire :

LA CASSE ÇA SUFFIT, SKF DOIT VIVRE, NÉGOCIEZ

L'action continue, plus nécessaire et juste que jamais après la révélation que la direction de la SKF procédait au fichage d'un millier de personnes.

Nous exprimons à ce propos notre indignation la plus vive. Nous exigeons que leurs auteurs soient sanctionnés par la loi et que des mesures soient prises pour mettre fin à de telles pratiques contraires aux libertés et aux droits de l'homme.

L'action continue, tout confirme que la décision de fermeture de l'usine SKF Ivry n'est pas fondée sur des raisons économiques. La direction de la SKF elle-même avoue 650 millions de bénéfices en 1983...

650 millions qui feront les profits des actionnaires lors de l'assemblée du 23 mai.

Et elle annonce une augmentation substantielle pour 1984 ! Plus que jamais nous exigeons de la direction de la SKF la réouverture du dossier et l'engagement de négociations sérieuses.

Nous exigeons du ministre de l'Industrie qu'il fasse enfin preuve de la fermeté nécessaire à l'égard de la direction patronale et qu'il use des moyens dont il dispose pour contribuer à la relance de l'activité économique à Ivry.

IVRY NE CÉDERA PAS !

Il y va de l'intérêt de chaque habitant, chaque jeune, chaque enfant de notre ville. De tous ceux qui travaillent ou étudient à Ivry.

Il y va de l'intérêt de chaque association, organisation ou groupement professionnel.

C'EST TOUTE LA VIE LOCALE QUI EST CONCERNÉE !
Le 23 mai, Ivry, avec la SKF, se fera entendre plus et plus fort.

SKF VIVRA, IVRY NE CÉDERA PAS !
Le collectif d'organisation
« L'emploi, c'est la vie : SKF, c'est Ivry ».

Pour vous associer individuellement ou collectivement à cet appel, ou contribuer à son financement, écrire et adresser vos dons à :
Mme Christiane RASSE
Mairie d'Ivry - 94200 IVRY-SUR-SEINE

André Buchsbaum, enseignant ; MM. Alain Trochet, enseignant ; Commandeur, enseignant ; Jacques Doucet, agriculteur ; Guy Marinot, enseignant ; Bruno Boissière, enseignant ; Michel Deppey, chimiste ; M. Catherine Costa, graphiste ; M. Pierre Pénicaud, chargé d'études ; Jean-Claude Bonnet, psychologue ; MM. Jean-Pierre Georges, étudiant ; Michel Carré, plombier, conseiller municipal de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) ; François Degues, enseignant ; Jean-Louis Vidal, comptable ; Thierry Grosjean, écrivain ; Jean-Claude Notredame, enseignant ; Bernard Lauga, employé ; Bernard Devallée, médecin ; Jean Dugain, colonel en retraite ; François-Marie Michaux, permanent de coopérative ; Gérard Monner, étudiant ; Michel Delors, journaliste.

Mme Annie Le Guilloux, institutrice ; MM. Michel Moreau, enseignant ; Alain Le Coeur, conseiller en communication ; Léon Lecommet, agent technique, syndicaliste CFDT ; M. Jacques Lina, enseignant ; MM. Christian Brodhé, ingénieur ; Jean-Marc Carlier, éditeur ; Hugues Stoccol, enseignant ; Hubert Conscience, animateur social ; Bernard Daubigny, chef d'entreprise ; Jean Combes, agent SNCF ; M. Ginette Arnaud, retraitée ; MM. Raymond Girard, retraité, maire de Gréville-Hague (Manche) ; Pascal Defrance, secrétaire national du Syndicat national des télévisions et radios locales ; Robert Ferrato, dessinateur industriel ; Daniel Martin, employé SNCF, conseiller municipal de Givry (Rhône) ; M. François Rosenfeld, employé ; MM. André Comte, artisan ; Philippe Vichet, gérant de foyer d'immigrés ; Charles Ferrière, libraire ; Jean-Bernard Thierry, enseignant ; M. Claire Schell, conseillère, conseiller municipal de Dunkerque (Nord) ; MM. Richard Caternin, fonctionnaire ; Jean-Hervé Le Bars, orthophoniste ; Louis Rafin, retraité ; Jean-Marc Hervé, enseignant ; Jean-Louis Bled, globe ; M. Anne André, infirmière ;

M. Paul Burg, retraité ; M. Joëlle Penochet, formatrice ; MM. Ulysse Le Grand, serrurier ; Jacques Julien, journaliste ; Joseph Geopval, fonctionnaire, animateur de l'Association des comptables du Trésor ; M. Genevieve Andueza, enseignante ; MM. François de Beaulieu, enseignant ; Étienne Têe, médecin ; Philippe Desmurs, enseignant ; M. François Sifon, dessinateur industriel ; Michel Roux, éducateur, conseiller municipal de Chambéry (Savoie) ; Jean-Pierre Orrenguy, maître d'internat ; Jean Dayes, kinésithérapeute ; Michel Fontaine, enseignant ; M. Marie-Paule Labby, mère de famille, vice-présidente du Comité économique et social de Basse-Normandie ; MM. Serge Karsenty, chercheur ; Gabriel Dufren, directeur des études, porte-parole du Rassemblement national des opposants à la chasse ; Olivier Maurel, enseignant ; Yves Le Gal, chercheur ; Yves Sabatier, artisan ; André Landouze, dominican ; M. Claude Richard-Mollard, mère de famille, présidente de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté ; Marie-Thérèse Danielson, écrivain, conseillère municipale de PABE (Polynésie française) ; MM. Jacques de Bollandier, gérant en retraite, animateur du Mouvement pour une alternative non-violente ; Serge Moscovici, directeur à l'École des hautes études en sciences sociales.

SUÈ

Comment maîtriser la crise ?

La social-démocratie

Comment nous

E

BNP LA B

SUÈDE

I. - Comment maîtriser la crise ?

(Le Monde publiera dans ses éditions du 18 mai la deuxième partie de son supplément Suède.)

Le gouvernement social-démocrate suédois est dans une situation plutôt enviable : le redressement économique amorcé avec la « dévaluation offensive » de la couronne en octobre 1982 se confirme, et ses électeurs ne l'abandonnent pas.

L'augmentation spectaculaire des exportations et de la production industrielle, les bénéfices considérables réalisés par les entreprises multinationales, la santé éclatante du secteur automobile et de l'industrie du bois et du papier, la légère amélioration qui se dessine sur le marché du travail sont autant de résultats positifs qui font oublier temporairement l'ampleur du déficit budgétaire, le dette extérieure et une inflation toujours plus élevée que dans les pays concurrents. Indulgents, les électeurs pardonnent aussi, semble-t-il, les maladresses accumulées au cours des dix-huit derniers mois.

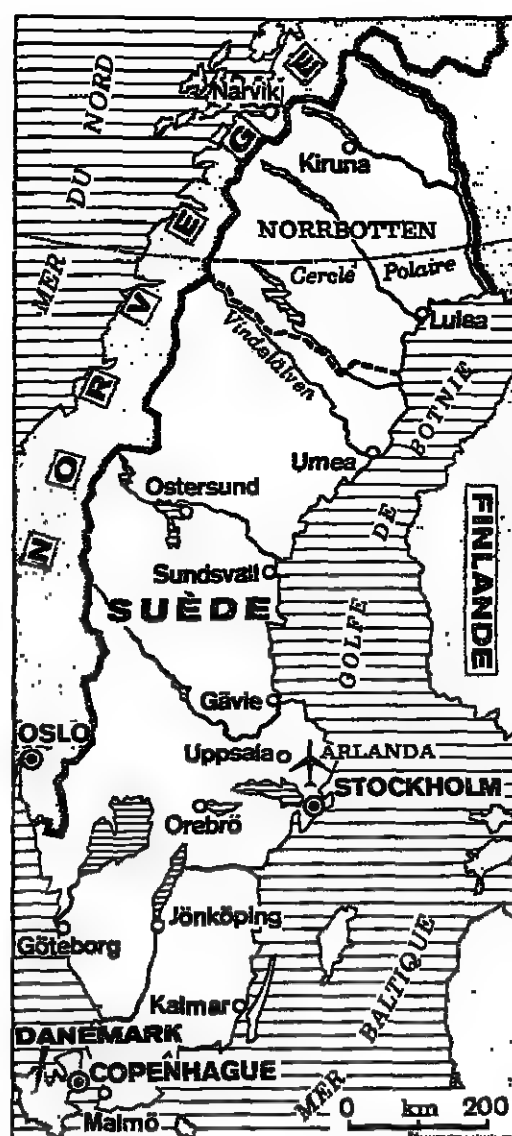
Les promesses électorales sur l'indexation des pensions des retraités n'ont pas été tenues. Le gel du budget de l'aide au tiers-monde, qui ne représente plus 1 % du produit national brut, a causé des rumeurs au sein du parti. Les déclarations parfois contradictoires faites par différents ministres sur la

création d'une zone dénucléaire nordique et les relations avec l'URSS ont montré que les avis étaient partagés au sein du gouvernement et que M. Palme n'était pas le maître incontesté de la politique étrangère. Mais ces faux pas semblent aujourd'hui appartenir au passé, de même que le scandale qui a conduit à la démission d'un ministre de la Justice, coupable d'avoir exploité toutes les ficelles légales du fisc pour alléger ses impôts.

Le 4 octobre 1983, soixante-dix mille personnes défilèrent à Stockholm pour protester contre le projet de fonds salariaux et, indirectement aussi, contre la bureaucratie, la puissance excessive des syndicats et le gouvernement de M. Palme. On croyait alors que la social-démocratie était sérieusement ébranlée. Mais les fonds sont aujourd'hui une réalité, et le débat, si âpre soit-il, s'est complètement éteint. Les passions fatiguent, et seuls les patrons continuent la lutte. Ils ont décliné l'invitation de participer à la gestion de ces fonds collectifs, qui confisquent, à leurs yeux, les bénéfices des entreprises.

Rien n'interdit de penser toutefois que ces querelles resurgiront avant les élections législatives de 1985. Pour l'opposition, la situation est embarrassante. Il lui est difficile en effet d'affirmer que la politique économique du gouvernement est un échec, alors que les principaux indicateurs sont positifs, et cela même si les experts indépendants lui donnent raison lorsqu'elle recommande une réduction des dépenses publiques.

ALAIN DEBOVE.



La social-démocratie à la recherche d'un nouveau « modèle »

POUR un parti qui a bâti sa fortune politique sur la construction patiente, posant une quarantaine d'années, d'un Etat-providence sans commune mesure en Europe, et sans doute dans le monde, sur un réseau de services sociaux extrêmement développé, sur une socialisation de la consommation, il n'est pas facile de revenir au pouvoir après une brève parenthèse de six ans. Dans une période où la crise économique bat son plein, sans doute les partis « bourgeois » qui ont ravi la direction du gouvernement en 1976 à une social-démocratie surprise dans son infortune, n'ont-ils pas démantelé l'Etat-providence. Ils n'ont même pas sapé les bases, comme rêve de le faire, en Grande-Bretagne, Mme Thatcher. Ils n'ont pratiquement rien touché. On a beau dire que depuis la fin des années 60, les positions se sont radicalisées en Suède, que le contentieux qui existait entre les différents groupes sociaux et les partis politiques, de la majorité comme de l'opposition, a vué en éclats sous les critiques convergentes des extrémistes des deux camps, que « compromis » est devenu un mot honni pour ce qu'il suppose de renoncement après avoir été l'emblème de la démocratie suédoise, il n'empêche que les « bourgeois » au pouvoir ont respecté l'œuvre des « partisans ».

Non contents de ne rien entreprendre contre l'Etat nourricier, ses excès et ses débordements, ils ont laissé filer sur la ligne de plus grande pente. Après une quarantaine d'années de poursuite dans l'opposition, la droite suédoise avait depuis longtemps abandonné aux sociaux-démocrates la réputation de compétence économique. De plus, les divisions entre les partis « bourgeois »

ne facilitaient pas la définition d'une politique claire et courageuse. Quand M. Olof Palme retrouve le poste de premier ministre, la croissance économique est au niveau zéro, la production industrielle décline, les prix s'envolent, le taux de chômage dépasse 3 % de la population active, ce qui, comparé à d'autres Etats européens, est peu, mais ce qui est beaucoup dans un pays qui a connu le plein emploi pendant des décennies. La balance commerciale et la balance des paiements sont en rouge de plusieurs milliards de couronnes (autant de francs français), le déficit budgétaire atteint des sommets (14 % du PNB), et les aides par habitant sont trois fois supérieures à celles de l'Etat.

La troisième voie

Dans ces conditions, il n'est pas facile au Parti social-démocrate qui, en 1982, un gouvernement minoritaire soutenu de l'extérieur par les communistes d'en appeler à ses remèdes traditionnels : l'expansion du secteur public. Celui-ci, contrôlé déjà, directement ou indirectement, 70 % du PNB, et les prélèvements obligatoires sont les plus élevés du monde (51 %). Se lancer dans une politique de développement du secteur public serait aggraver le déficit budgétaire, alimenter l'inflation et compromettre gravement la compétitivité des produits suédois sur les marchés extérieurs.

M. Palme refuse la facilité. Certains de ses amis lui reprochent même d'avoir fait très peu de promesses avant les élections de 1982 et en plus de ne pas tenir les deux ou trois qu'il a eu l'imprudence de

faire. Entre les erreurs d'une politique expansionniste à tout crin, et les dérives du « thachérisme », les sociaux-démocrates suédois choisissent une troisième voie qui, jusqu'à maintenant, ne leur a pas si mal réussi.

Ce n'est pas exactement la politique du juste milieu. Dans son bureau du Rosenbad, le chef de gouvernement de Stockholm explique que sa stratégie est, à la fois, expansionniste en ce qui concerne les investissements (publics et privés) et la lutte contre le chômage, car le plein emploi reste la priorité des priorités, et restrictive en ce qui concerne la consommation. Et de fait, la consommation publique décline lentement, la consommation des ménages stagne. Le démenti provient essentiellement du secteur industriel, dont la production augmentera cette année de 7 %, plutôt dans les secteurs orientés vers l'exportation. Pardonne pour des socialistes : la politique économique de M. Palme aboutit à une redistribution du revenu national entre le capital et le travail, au détriment de ce dernier et au profit du premier.

Les bénéfices des entreprises ont fait un bon en avant. Quatre milliards de couronnes pour Volvo en 1983. La Bourse de Stockholm ne s'est jamais aussi bien portée. Les sociaux-démocrates suédois ont certes toujours misé sur un secteur industriel privé, dynamique et prospère, quitte à éponger par l'impôt une partie des profits, ce qui est encore le cas actuellement. Mais beaucoup de salariés, et surtout les dirigeants syndicaux, trouvent que la potion est amère. Après deux ans de baisse du pouvoir d'achat, les particuliers sont-ils prêts à continuer les sacrifices ? La réponse à cette question dépend de la réussite de

l'expérience en cours. M. Palme reconnaît que, si la première phase a été un succès, la deuxième repose entièrement sur la maîtrise de l'inflation.

En revenant au pouvoir, les sociaux-démocrates frappent immédiatement un grand coup : au vif dépit de leurs voisins scandinaves, ils décident de la dévaluation « sauvage » de la couronne suédoise de 16 %, pour redonner aux produits suédois la compétitivité qu'ils ont perdue sur les marchés internationaux. Cette mesure fait suite, à peine un peu plus d'un an après, à une autre dévaluation de 10 % appliquée par le gouvernement « bourgeois », dont les effets n'avaient pas été très perceptibles. Mais M. Wickman, ancien gouverneur de la Banque de Suède, affirme que ses effets ont été sous-estimés, et qu'ils se sont cumulés avec ceux de la deuxième dévaluation pour aboutir à un réajustement beaucoup plus rapide que prévu des termes de l'échange.

La balance commerciale présentant un excédent de 10 milliards de couronnes dès 1983, alors qu'elle était en déficit de 5 milliards l'année précédente, la balance des paiements sera pratiquement équilibrée cette année, alors qu'elle accusait un déficit de 22 milliards.

La réussite de la dévaluation suédoise n'est certainement pas transposable. Elle est liée à l'existence d'une industrie moderne dont la restructuration a été accomplie plus tôt et plus rapidement que dans d'autres pays européens (la Suède est la troisième nation robotique du monde), et qui est prompt à saisir les occasions d'exportation liées à la discipline des salaires et au dynamisme des vendeurs, à la coopération traditionnelle entre les syndicats et le gouvernement social-démocrate ; à des causes plus

conjoncturelles aussi : la légère reprise internationale, sous l'effet d'entraînement de l'économie américaine ; les pressions sur les prix des matières premières, qui ont permis d'éviter une explosion du coût des importations, les économies d'énergie réalisées ces dernières années et les sacrifices demandés aux salariés, puisque les conséquences négatives de la dévaluation sur le pouvoir d'achat n'ont pas été compensées par des augmentations nominales de salaires.

En quête d'une politique des salaires

Au ministère des finances, gardien de la vertu économique, on ne veut pas crier victoire. On insiste au contraire sur le fait que l'amélioration est seulement temporaire, et on met en garde contre le retour des vieux démons. Au début des années 70, la reprise s'était déjà traduite par une explosion des profits, débouchant sur des augmentations de salaires au rythme de 20 % par an et... une inflation galopante qui avait totalement miné la compétitivité de l'industrie suédoise.

Le gouvernement de Stockholm a deux gros soucis, que tous ses membres ne considèrent pas avec le même degré d'inquiétude : l'inflation et le déficit budgétaire. L'OCDE vient d'indiquer que, si ces deux paramètres étaient maîtrisés, la Suède avait une « chance unique » de résoudre ses problèmes économiques. M. Palme est plus pré-

occupé par l'inflation que par le déficit budgétaire.

Il remarque que la hausse des prix a été ramenée en deux ans de 10 % à 5 %, ce qui n'est pas un résultat négligeable. Aux finances, un conseiller du ministre énumère les facteurs positifs : les prix des importations diminuent, les finances publiques ont perdu leur effet d'entraînement, le déficit budgétaire a été réduit et la masse monétaire comprimée. Reste la grande inconnue des salaires.

Le gouvernement, qui n'a pas à proprement parler de politique des salaires, avait fixé un objectif global de 6 % aux augmentations négociées par le patronat et les syndicats. Ce taux a été dépassé d'un peu plus d'un point, mais le ministère des finances souligne qu'en période de boom les hausses de salaires sont plus élevées que les augmentations conventionnelles. Leurs profits grimpaient rapidement, les patrons ne se sentent pas tenus de résister aux revendications de leurs employés. La « solidarité des salaires » a pour effet de diffuser les augmentations des secteurs florissants vers les entreprises en difficulté, et le secteur public. Or, comme le dit M. Heckscher, ancien dirigeant du Parti conservateur, « si Volvo a du succès, ce n'est pas une raison pour que les employés des services communaux aient des augmentations de salaires ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 14.)

Comme dans 77 autres pays...
NOUS SOMMES AUSSI PRESENTS
EN SUEDE

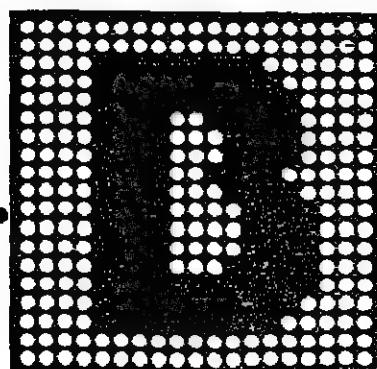
BANQUE NATIONALE DE PARIS

Bureau de représentation
Malmskillnadsgatan 42,

Stockholm

Tél. : (8) 21.27.01
Télex 12655, Natiopar

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER.



مكتبة الامم المتحدة

La social-démocratie à la recherche d'un nouveau « modèle »

(Suite de la page 13.)

Cette année, les négociations ont échappé au contrôle du gouvernement, même dans le secteur public, où les collectivités locales, qui n'ont pas les mêmes difficultés financières que l'Etat central, ont donné le ton. Des relations étroites entre la grande centrale syndicale L.O., le Parti social-démocrate et le gouvernement (plusieurs dirigeants syndicaux sont ministres, comme le veut la tradition) n'ont pas suffi à faire prévaloir la ligne officielle. Le patronat a imposé des négociations décentralisées, au lieu de la négociation nationale qui avait lieu auparavant, ce qui affaiblit le pouvoir de la centrale syndicale mais favorise les surechères.

M. Palme est donc à la recherche d'une formule permettant d'amener une politique des salaires modérée, sur une base contractuelle. Il a organisé des réunions tripartites sur ce sujet, et il attend maintenant que les partenaires sociaux lui fassent des propositions pour l'année prochaine. S'ils ne parviennent pas à se mettre d'accord, le premier ministre agit la menace d'imposer la modération par la loi, menace un peu vaine, car le gouvernement n'a pas de majorité au Parlement pour voter une politique des salaires. Tout au plus pourrait-il décider de mesures fiscales pénalisant les entreprises qui accordent des augmentations trop élevées.

3 % de chômeurs, c'est trop

Bien qu'étant une vieille revendication du mouvement ouvrier suédois, la création des fonds salariaux, à l'automne dernier, a été aussi conçue comme un moyen de faire passer l'année pilule de la discipline des salaires. M. Palme est sceptique quant à cet effet de compensation.

Dans sa forme actuelle, la création des cinq fonds salariaux régionaux - qui, alimentés par une taxe sur les « superbénéfices », pourront acheter des parts des entreprises privées - ne constitue pas une menace aussi terrible que l'opposition veut bien le dire. Le patronat craint que

ce ne soit une étape vers une socialisation de la production, qui donnerait aux syndicats un pouvoir déterminant dans les entreprises. L'opposition est telle que le gouvernement n'a pas encore trouvé de représentants patronaux disposés à être membres des instances paritaires censées gérer ces fonds.

L'autre moyen pour le gouvernement de calmer les syndicats est de lutter efficacement contre le chômage. Dans ce domaine aussi, des résultats ont été obtenus, mais un taux de 3 % est encore inacceptable dans un pays habitué au plein emploi, surtout s'il ne reflète pas exactement la situation réelle - une partie du chômage des jeunes étant masquée par des programmes spéciaux de formation. Certes, avec

l'argent des allocations-chômage, vaut-il mieux, comme le dit M. Palme, donner du travail quatre heures par jour à tous les jeunes de moins de vingt ans. Mais ce programme d'assistance ne débouche pas sur la création d'emplois durables.

Tout le monde est à peu près d'accord sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire, qui, au cours des deux premières années du nouveau gouvernement suédois, est déjà passé de 90 à 67 milliards de couronnes. Sur les moyens qui ont été employés jusqu'à présent, le consensus demeure, et les plus optimistes, tel M. Palme lui-même, pensent à une politique raisonnable des dépenses publiques, liée à une croissance économique de l'ordre de 3 %

par an, qui permettra de résoudre le problème sans trop de douleur.

La réforme du secteur public

Les conseillers du ministre des finances, M. Kjell Olof Feldt - qui, comme quelques-uns de ses collègues dans d'autres gouvernements socialistes, incarne la rigueur, - expliquent que le mode de financement du déficit budgétaire a changé depuis la fin du gouvernement « bourgeois ». On fait appel à l'épargne privée et non au système bancaire, et le volume du déficit a été réduit grâce à une « désindexation » des dépenses publiques (celles-ci ne

croissent plus automatiquement en même temps que la hausse des prix) et à une légère augmentation des taxes indirectes et des impôts sur la fortune.

Ils comptent aussi beaucoup sur la croissance économique, la reprise ayant déjà permis de réduire de manière spectaculaire les subventions aux entreprises en difficulté (de 11 milliards de couronnes en moyenne par an, de 1975 à 1982, à 2 milliards en 1984).

Enfin, le gouvernement social-démocrate se propose de réformer le secteur public, ce vœu d'ordre socialiste suédois. Le parti débat de l'ampleur de la réforme. Personne en son sein ne prend au sérieux les critiques de l'opposition « bourgeoise », qui, en cette année 1984,

est prompt à voir dans le système suédois le « big brother » de George Orwell. Mais certains se demandent si, à la faveur de la crise économique, il ne serait pas temps de remettre en cause les dogmes et de chercher les solutions ailleurs que dans l'extension du secteur public. Ce n'est apparemment pas l'avis de M. Palme, qui, comme le noyau dur, c'est-à-dire la majorité du Parti social-démocrate, pense que « l'expansion du secteur public n'a pas atteint une limite », même si elle ne pourra reprendre qu'avec une croissance générale de l'économie.

Un nouveau portefeuille est apparu dans le gouvernement social-démocrate formé en octobre 1982 : celui des affaires civiles. Son rôle est de rechercher des moyens de rationaliser le service public, de combattre les excès bureaucratiques, de donner plus d'influence aux citoyens et de rechercher d'autres moyens de financement de ce secteur. Les réflexions vont d'une réforme fiscale radicale, qui déboucherait sur une taxation non plus du revenu mais des facteurs de production, à l'introduction de « participations aux frais » pour certains services, qui seraient plus payés par les contribuables mais par les usagers. Cependant, la simple évocation d'une faible contribution à la bibliothèque municipale a soulevé un tollé chez les socialistes dévoués aux arts et aux lettres de la capitale.

Le débat idéologique au sein du parti pourrait cependant s'élargir lors du congrès de l'automne prochain, où devrait être discuté un nouveau programme. Les sociaux-démocrates suédois se demandent, comme l'explique le professeur Rahn, chargé du département de sciences politiques à l'université de Stockholm, s'ils doivent simplement réagir aux thèmes néolibéraux de la droite (la Suède a aussi sa « nouvelle droite ») ou revenir au socialisme des années 50 et 60, ou s'ils doivent penser à un autre « modèle » où les formes d'organisation, tout en restant collectives, échapperaient au contrôle de l'Etat dans des structures plus décentralisées, et finalement plus démocratiques.

DANIEL VERNET.

Charles XVI Gustave, roi en notre temps

C'EST la tradition : à l'occasion d'une visite officielle, le roi Charles XVI Gustave reçoit quelques journalistes. Dans le château royal, austère bâtisse du centre de Stockholm que la famille royale a déserté, en 1981, pour s'installer dans l'atmosphère plus champêtre de Drottningholm, sur une île au milieu d'un lac des environs de la capitale, tout est prêt pour l'entretien. Les photographes et les opérateurs de la télévision choisissent la couleur du canapé où le couple royal va bientôt s'asseoir en fonction de la robe que porte la reine aujourd'hui : un canapé de velours bleu sous le portrait de Bernadotte, le fondateur de la dynastie, paraît tout désigné.

Une secrétaire ouvre la porte après qu'un aide de camp en civil a serré quelques mains. Charles XVI Gustave et la reine Silvia entrent dans le salon. Le jeu des questions et des réponses peut commencer ; il est limité à des sujets anodins, car le roi, de par la Constitution, n'a pas à exprimer d'opinion sur les problèmes politiques. La nouvelle Constitution de 1975 lui a enlevé

le droit de nommer le premier ministre. Cette prérogative, largement formelle certes, qui est encore accordée à la monarchie anglaise, revient au président du Parlement. Le roi est tenu au courant des affaires du royaume et des questions internationales en président, tous les deux mois environ, un comité des affaires étrangères où les ministres l'informent.

Charles-Gustave avait vingt-sept ans quand, en 1973, il a succédé au trône, après des études destinées à faire de lui le parfait « honnête homme » du vingtième siècle. Il a choisi la devise « Pour la Suède, en notre temps ». Il se sent quelques lointaines affinités avec la France et la région de Pau, berceau des Bernadottes. Il a appris le français quand il était étudiant mais ne pratique plus beaucoup. Il s'exprime mieux en anglais. Il est très heureux de rencontrer le président Mitterrand qu'il ne connaît pas. A l'aise à côté de lui, la reine Silvia corrige : il se sont rencontrés brièvement en 1981, à l'occasion du mariage du prince Charles d'Angleterre, une

de ces mondanités où se croisent les souverains du monde entier. Il espère beaucoup que la visite officielle du président de la République permettra de resserrer les liens entre les peuples français et suédois.

Le recours

Les limites imposées à sa liberté d'expression, il les accepte, ce qui ne l'empêche pas d'avoir ses propres opinions. Représentant d'une monarchie apolitique, il incarne l'unité du peuple suédois. Il n'a pas la même passion pour l'archéologie que son grand-père et prédécesseur sur le trône, mais il s'intéresse à la défense de l'environnement et à la préservation des animaux. Particulièrement en cette période de crise, il suit les problèmes économiques, se soucie du sort des chômeurs, n'hésite pas à promouvoir l'industrie suédoise lors de ses visites à l'étranger et à encourager la création de nouvelles entreprises lors de ses déplacements en province. Pour quelques-uns de ses « sujets », il

apparaît encore comme le dernier recours, l'autorité suprême à laquelle on s'adresse pour résoudre les difficultés. Il reçoit ainsi des centaines de lettres. Il n'a pas le droit d'intervenir directement auprès de l'administration, mais il répond en prodiguant des conseils pratiques.

Aux Jeux olympiques de 1972, Charles-Gustave a rencontré, à Munich, Silvia Sommerlati, fille d'un industriel ouest-allemand et d'une Brésilienne, hôtesse-chef du comité d'organisation, qu'il a épousée en 1976. Ils ont trois enfants. L'aînée, Victoria, qui a maintenant sept ans, est l'héritière du trône. En 1980, l'ordre de succession a été modifié pour que le plus âgé des enfants royaux, quel que soit son sexe, soit appelé à monter sur le trône. Le roi, dit-on, n'a pas particulièrement apprécié cette réforme mais il n'a pas été consulté. Une manière comme une autre de manifester que, comme l'affirme la Constitution de 1975 : « En Suède, la souveraineté émane du peuple. »

D. V.



Notre toute nouvelle cabine propice à la relaxation.



Vous avez libre accès à tous nos salons Affaires dans les aéroports les plus importants en Scandinavie. Et nous en ouvrons de nouveaux à Heathrow et Düsseldorf.



Le petit dernier de notre carte des vins: le Champagne... champenois.

La Nouvelle EuroClass SAS.

EuroClass établit de nouvelles normes pour le voyage d'affaires en Europe, à sa mise en service fin 1981.

Voici maintenant la nouvelle EuroClass, plus complète encore: notre toute nouvelle cabine avec de nouveaux sièges plus confortables et disposés sur cinq de front, donnant la plus grande place offerte pour les jambes en Europe.

Le Champagne sur la carte des vins.

De nouveaux salons Affaires spacieux à l'aéroport d'Heathrow et Düsseldorf à mi-avril.

Un service de réservation ininterrompu, 24 heures sur 24, et sept jours sur sept. Appeler à Copenhague le 1-14 75 55. Bientôt, un service d'aérogilisseurs entre l'aéroport de Copenhague et la ville de Malmö, qui facilitera les liaisons avec la Suède du sud.

De nouveaux vols entre Copenhague et des localités de Norvège et de Suède plus nombreuses.

Et, il est de votre intérêt de l'apprendre, notre service à bord est un des atouts qui nous ont fait recevoir le titre de « la compagnie aérienne de l'année ».

Il n'y a qu'une chose que nous ne faisons pas. C'est d'ajouter un supplément. Vous ne payez toujours que le tarif économique normal.

SAS
The Businessman's Airline
AFLINE OF THE YEAR

La forêt et l'industrie forestière de la Suède une ressource pour l'Europe

La forêt et l'industrie forestière sont un des fondements de l'économie suédoise et une ressource pour l'Europe. Dans un monde où les richesses forestières sont en diminution successive, la Suède, grâce à une sylviculture intensive, s'est bien occupée de ses forêts. Depuis les années 20 les stocks de bois sur pied en Suède ont progressé de plus de 50% pour atteindre 2,6 milliards de mètres cubes.

Les produits de l'industrie du bois - pâte à papier, papier, carton et bois sciés - donnent à la Suède 20% des revenus de son commerce extérieur. L'un des plus grands marchés est la France qui, en 1983, a importé pour 4 milliards de francs de produits forestiers suédois ce qui correspond cependant à moins de 1% des importations globales de la France.

La forêt et une industrie bien structurée, se servant d'une technologie de pointe, sont des facteurs fondamentaux pour la compétitivité internationale.

L'industrie a développé des procédés tirant profit de toutes les fibres des bois. Une continuelle adaptation est imposée par les changements des besoins du marché qui ne cesse de réclamer des produits nouveaux et améliorés. L'industrie forestière suédoise répond aux demandes de créativité et d'innovation. Cette orientation logique et conséquente fait que les fabricants suédois

sont parfaitement aptes à compléter la production de l'industrie française et à pourvoir le consommateur français de produits de première classe.

Cette annonce est publiée par

ASSI
Billerud AB
Fiskeby AB
Holmens Bruk AB
AB Iggesunds Bruk
Korsnäs-Marna AB
Mo och Domsjö AB
Ncb Norrlands Skogsägares Cellulosa AB
Nymölla AB
Papyrusgruppen
Stora Kopparberg
Svenska Cellulosa Aktiebolaget SCA



L'innovation tous azimuts

PENDANT longtemps, les Suédois ont vécu sur la réputation de leurs multinationales, créées à partir d'une invention mise au point dans le pays par un ingénieur : Sven Wingquist en 1876 pour les roulements à billes (SKF), Carl Munters et Baltzar von Platen en 1919 pour les réfrigérateurs à absorption (Electrolux), Gustaf De Laval pour les écrémuses (Alfa Laval) et la turbine à vapeur en 1883 (De Laval Angström AB). Alfred Nobel pour la dynamite (Nitro Nobel) et, plus près de nous, Ruben Rausing pour les emballages de boissons (Tetra Pak), Uno Lamm pour les lignes à très haute tension (Asea) ou Bengt-Gunnar Magnusson pour le système AXE de télécommunications (Ericsson).

Il a fallu le premier choc pétrolier en 1973-1974 et surtout le deuxième en 1979 pour que les Suédois, un peu assoupis sur leurs lauriers, réagissent - en particulier dans l'innovation technologique. Dans ce domaine, les efforts de formation et d'incitation à la création d'entreprises commencent à porter leurs fruits.

Chaque année, il sort des cinq facultés de technologie (Stockholm, Göteborg, Lund, Kinköping et Luleå) 2 000 ingénieurs, soit 242 par million d'habitants contre 214 en France, où il y a pourtant 154 écoles d'ingénieurs. Mais on ne fait de la recherche que dans 55 d'entre elles, alors que dans les 5 facultés de technologie suédoises, les enseignants font aussi de la recherche.

Les Suédois investissent presque autant d'argent dans la recherche dans les facultés de technologie (299 millions de couronnes, soit autant de francs) que les Français dans leurs 55 écoles d'ingénieurs (318 millions de francs). C'est dans ces facultés que naissent de nombreuses innovations... et entreprises industrielles. Les relations université-industrie n'ont jamais été un problème - mais une solution. Le professeur Torkel Wallmark, de la faculté de technologie à Göteborg, a joué, depuis le milieu des années 60, un rôle de pionnier dans ce domaine.

Au cours d'un colloque organisé à Strasbourg l'automne dernier par l'Agence nationale pour la création

d'entreprises (ANCI) et l'Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR), il expliquait : « Chez nous, chercheurs et industriels se connaissent bien. Nous prions de l'argent pour construire les prototypes, et la direction pour le développement technique (STU) soutient les projets. Près de 60 % des mémoires de fin d'études se font avec des industriels. Un certain nombre débouchent sur des créations d'entreprises. » Et avec une pointe de fierté, Torkel Wallmark ajoutait : « Nous mettons plus de temps que le MIT à créer nos entreprises, mais nous connaissons moins d'échecs. »

Ainsi, de 1973 à 1983, 56 entreprises sont nées dans la « Maison des innovations » de Charlmen, véritable incubateur d'innovations. Elles ont créé quelque 500 emplois. Cela peut paraître modeste, mais ce sont des « emplois lourds », générateurs d'autres emplois et porteurs d'avenir.

Une intense activité règne également à Lund, à côté de la faculté de technologie, où s'est ouvert, en septembre 1983, un chantier de construction d'un parc scientifique. Plusieurs centaines de personnes y travailleront en 1990. Il s'agit de stimuler les innovations par des contacts étroits entre chercheurs et industriels et de raccourcir les délais entre l'invention et la commercialisation.

Domaines choisis : électronique, informatique, chimie, pour commencer. Un grand axe de communication reliera les laboratoires et les ateliers. Montant de l'investissement : 500 millions de couronnes, dont 150 pour la première tranche.

C'est justement à Lund que se trouve Gambro, qui est le type même de l'entreprise, née en 1961, d'une innovation, un nouvel appareil de dialyse, et qui n'a cessé de diversifier ses produits et de prospérer sur les marchés étrangers. Avec 2 500 personnes, dont 800 en Suède, Gambro a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 1 milliard de couronnes et un bénéfice de 125 millions de couronnes. « Le chiffre augmente de 25 à 30 % chaque année et le bénéfice encore plus vite, explique le jeune patron Anders Althin. Nous

avons introduit notre société à la Bourse de Stockholm en avril 1983 et à celle de New-York deux mois plus tard. L'émission que nous avons faite en Suède en 1983 a été la plus recherchée sur le marché. Il n'y en avait que pour 5 000 acheteurs et il y a eu 100 000 demandes. Le cours de l'action a doublé en une nuit. Notre force, c'est que nous sommes la seule entreprise au monde à fournir aux hôpitaux et aux malades hospitalisés à domicile tous les appareils rénaux dont ils ont besoin. »

Autre innovation au progrès fondroyant : l'ordinateur portable de Micronic, conçu par Gerhard Westerberg. Cet ordinateur de poche permet de faire en une heure dans les magasins le travail fastidieux que l'on faisait en six ou huit heures avec un formulaire et un stylo, pour les commandes.

Chacune de ces petites merveilles revient à 8 000 couronnes. Selon Gerhard Westerberg, il est mortel en quatre mois. Maintenant que le produit est bien lancé en Europe (il investit actuellement les marchés américain et japonais), il n'intéresse plus son inventeur. Celui-ci a donc vendu Micronic et créé Venture Electronics avec une petite équipe de jeunes : « Ce qui m'intéresse, c'est de créer des produits nouveaux. Notre atout vient de ce que nous sommes à la fois ingénieurs, techniciens et commerciaux. Pour l'argent, pas de problème. Les financiers nous font confiance. »

Holger Craford et Gerhard Westerberg sont les représentants-types des nouveaux entrepreneurs suédois, dignes successeurs des grands industriels du début du siècle. Dans un rapport assez laudatif du MIT (1) sur la création d'entreprises fondées sur des innovations en Suède, on peut lire que, dans ces entreprises, le chiffre d'affaires par salarié est de 380 000 couronnes par an, alors qu'il n'est que de 280 000 couronnes dans les industries manufacturières « anciennes ». Un différentiel éloquent.

GLY DE FARAMOND.

(1) Rapport James M. Utterback du Center for Policy Alternatives (CPA) de MIT. « Technology and industrial innovation in Sweden. A study of new technology-based firms, 1982. »

LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Une expérience réussie mais qu'il

La vie du ministre social-démocrate de l'Industrie, M. Thage Peterson, est moins mouvementée que celle de son prédécesseur, M. Nils G. Aalings, qui passa une grande partie de son temps, entre 1976 et 1982, à recevoir des chefs d'entreprise au bord de la faillite. La politique de relance de la gauche et l'augmentation d'environ 30 % des salaires en 1975 et 1976 avaient eu des effets désastreux sur les coûts et la compétitivité de plusieurs branches lourdes de l'industrie, au lendemain du premier choc pétrolier : construction navale, extraction minière, sidérurgie, industrie forestière, confection et textile.

Les gouvernements de l'époque ne trouvèrent pas d'autre remède que de dégrader des milliards de couronnes pour éviter des déboires de bilan, aux conséquences graves pour l'emploi. Beaucoup leur reprochent d'avoir été trop dépensiers, mais force est de constater que, à leur retour au pouvoir, à l'automne 1982, les sociaux-démocrates n'avaient pas de crise aiguë à résoudre : l'appareil industriel de la Suède avait, certes, subi une cure d'amaigrissement mais il est à présent, dans une large mesure, moderne, compétitif et mieux adapté à la demande internationale.

Les restructurations ne sont pas des opérations ponctuelles, elles se poursuivent continuellement. En Suède, le processus a été longtemps favorisé par la politique de « solidarité salariale », menée de pair par les syndicats et par le patronat depuis le début des années 60.

Le resserrement de l'éventail des rémunérations entre les différentes branches de l'industrie, quelles que soient leurs performances, a abouti à la situation suivante : l'ouvrier des usines automobiles Volvo est moins bien payé que ses collègues américains et allemands, tandis que la couturière du groupe textile Elser est parmi les mieux payées du monde. Cette stratégie a donc avantage les secteurs exportateurs, dont les coûts salariaux ne sont pas plus élevés que dans les pays concurrents et elle a contribué, d'autre part, à la régression de branches comme les

fonderies et la confection, qui a perdu 30 000 emplois sur 50 000 en l'espace de douze ans. La main-d'œuvre superflue était, après recadrage, reclassée dans les secteurs de l'industrie florissante et en expansion.

Gonflement du secteur public

Les rationalisations et l'introduction des nouvelles technologies, approuvées par les syndicats, ont été ainsi accélérées. Mais la « solidarité salariale » est sérieusement remise en cause depuis quelques années. Le Syndicat des métallurgistes a choisi maintenant de faire cavalier seul, car le travailleur des ateliers Volvo (plus de 4 milliards de bénéfices en 1983) n'accepte plus aussi facilement que par le passé de faire des sacrifices pour améliorer les revenus de ses collègues employés dans des entreprises qui ne pourraient survivre sans les subventions de l'Etat. Le patronat souhaite aussi élargir de nouveau l'éventail des salaires pour recruter le personnel qualifié dont il a besoin.

Autre problème : l'industrie suédoise, qui a largement automatisé sa production, ne peut plus absorber les effectifs devenus superflus ailleurs. L'emploi a donc été développé dans le secteur public, au rythme moyen de 7 % par an, et, en 1978, les fonctionnaires, les agents communaux et régionaux étaient pour la première fois plus nombreux que les employés de l'industrie. Un Suédois sur trois travaille aujourd'hui pour l'Etat ou les collectivités locales, et le secteur industriel productif est trop restreint pour financer ces dépenses.

Or, 150 000 emplois, soit 14 % des effectifs, ont été supprimés dans l'industrie depuis 1976. Les branches les plus durement éprouvées ont été la construction navale, les mines de fer Lkab de Laponie, la sidérurgie, le bois, le papier et les pâtes à papier ainsi que le textile. Mais toutes, à une exception près - le textile - présentent

aujourd'hui des résultats positifs ou encourageants.

Le bassin minier de Laponie a, pendant des décennies, été la « vache à lait » de l'économie suédoise. Les mines de fer de Kiruna, au-delà du cercle polaire, sont les plus grandes d'Europe. Le niveau d'exploitation le plus profond se trouve à 775 mètres. Le site est particulièrement impressionnant avec son labyrinthe de voies carrossables d'une longueur totale de 400 kilomètres et ses galeries de 5 mètres de haut permettant la circulation à double sens des caterpillars et des véhicules de service. Le réseau électrifié souterrain suffirait à éclairer une ville de 60 000 habitants. Chaque jour, 35 000 tonnes de minerai sont extraites de ces puits par environ 500 mineurs de fond, seuls aux commandes de leur machine.

La renaissance de Kiruna

Pour Lkab, ces dernières années ont été extrêmement difficiles en raison de la crise de la sidérurgie européenne, de l'apparition de nouveaux concurrents - en Australie et au Brésil - et d'un effort insuffisant de transformation du minerai. Et 1982 fut sans doute la plus sombre de son histoire : faute de commandes, les installations ont été fermées pendant dix-sept semaines. Une fois de plus, l'Etat propriétaire dut renflouer les déficits. Mais, aujourd'hui, le moral est meilleur à Kiruna, ville de 25 000 habitants, car le plan de restructuration a donné des résultats : la production annuelle, qui était encore de 31 millions de tonnes en 1974, est tombée à quelque 15 millions de tonnes l'année passée ; les effectifs ont été réduits de moitié et se montent actuellement à 4 000 employés, mais l'entreprise a fait un bénéfice - pour la première fois depuis six ans - de l'ordre de 20 millions de couronnes. L'amélioration devrait s'accroître en 1984, même si le nouveau plan acier français pour la Lorraine amène la direction à réviser ses prévisions en baisse.

Saab-Scania renforce sa compétitivité.



Saab-Scania assume actuellement un rôle de chef de file dans le domaine des transports spécialisés, ceci en pratiquant une politique de concentration sur des produits de technologie avancée dans des secteurs en pleine expansion.

Les voitures de tourisme Saab sont en première ligne sur le marché des automobiles « haut de gamme ». Les poids lourds Scania dominent les transports gros tonnage. Quant au nouvel avion de transport court-courrier Saab-Fairchild 340, il représente la nouvelle norme en matière d'exploitation de lignes aériennes intérieures.

Les investissements importants de Saab-Scania dans les domaines du développement et du marketing fournissent une base solide à la compétitivité de cette entreprise. Des exportations en progrès constant et une coopération croissante avec d'autres constructeurs internationaux, viennent encore renforcer la position de Saab-Scania sur les marchés mondiaux.

En 1983, le chiffre d'affaires total du Groupe s'est élevé à SEK 20.773 millions. Le revenu avant réserves et impôt a atteint SEK 2.026 millions, une augmentation de bénéfices pour la sixième année consécutive. Les ventes sur les marchés extérieurs ont constitué 59 % du chiffre d'affaires total. Dans le domaine de la Recherche et du Développement, les investissements se sont élevés à SEK 1.623 millions. Quant aux investissements en actifs immobilisés, ils ont totalisé SEK 1.143 millions.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec le Département de Communication et de Relations Publiques, Saab-Scania, S-681 88 Linköping Suède. Téléphone : +461380000.

SAAB France S.A.
15, rue des Grands Prés
ZA du Petit Nanterre - 93000 Nanterre
Tel. : 7807252

SCANIA France S.A.
rue de l'Équerre
ZI des Bethunes
95310 Saint-Ouen l'Aumône
Tel. : 0379270

SAAB-SCANIA

Leader de la technologie des transports spécialisés.

faut sans cesse recommencer

Les compressions de personnel, acceptées sans grèves par les syndicats, sont douloureuses pour cette région du Nord, située à plus de 1 000 kilomètres de la capitale, où il n'y a pratiquement pas d'autres possibilités d'emploi que dans la mise. Le gouvernement a mis en place un plan de soutien et de développement du Nordland, mais il est difficile d'attirer les entreprises dans une province si éloignée des ports et des autres centres industriels du pays.

Le premier secteur à s'effondrer, dans le sillage de la crise pétrolière, fut la construction navale. Il y a moins de dix ans, la Suède détenait 8 % du marché mondial et occupait la deuxième place derrière le Japon. Elle comptait six grands chantiers spécialisés dans les super-tankers. Il n'en reste plus aujourd'hui que deux, Uddevalla et Kockums. Les autres ont fermé définitivement leurs portes ou se sont reconvertis avec succès dans la réparation navale, comme Cityvarvet, ou la fabrication et l'agencement de plates-formes pétrolières, comme Goetaverken-Arendal. Au total, 22 000 des 28 000 employés de la construction navale ont perdu leur emploi depuis 1973, mais ils ont été un peu les « victimes privilégiées » du redéploiement industriel général. L'Etat a, en effet, déboursé près de 20 milliards de couronnes en faveur de cette branche, pour couvrir les déficits, assurer les stocks et retarder une reconversion pourtant nécessaire.

Il eût été plus intelligent d'injecter cet argent dans les secteurs d'avenir, dit M. Petzall, directeur à la Fédération des industries : la faillite n'est pas toujours une catastrophe, car elle permet aussi de repartir sur de nouvelles bases, avec de nouvelles idées. Toujours est-il que la société nationalisée Svenska Varv, qui regroupe 95 % des chantiers navals, a fait un bénéfice de 300 millions de couronnes en 1983 et que les carnets de commandes sont satisfaisants.

Il est incontestable que les secteurs qui, avec l'électronique et l'industrie pharmaceutique, affichent actuellement la meilleure santé sont l'automobile et le papier et l'aplaté à papier. Le choix de Volvo et de Saab de miser sur des modèles haut de gamme, pour une clientèle au portefeuille bien garni, s'est révélé judicieux et payant. Volvo a vendu, en 1983, 365 000 voitures, soit 15 % de plus que l'année précédente, et ses succès sont particulièrement notables aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne - ses deux principaux marchés en dehors de l'Europe du Nord. Dans le secteur des poids lourds de plus de 16 tonnes, le constructeur de Göteborg a réussi à préserver sa part de 8 % dans le monde. De son côté, Saab a aussi le vent en poupe et va porter sa capacité de production de 95 000 à 102 000 véhicules par an. En 1983, la firme a vendu presque autant de voitures aux Etats-Unis qu'en Suède. En 1983 également, Volvo et Saab ont réalisé respectivement 4 et 2 milliards de couronnes de bénéfices.

Le succès de l'automobile

Après sept années difficiles, qui ont provoqué la chute d'entreprises comme Vauxhall et Munkjoe et fait trembler des grands tels que NCB, Assi et même Mado, l'industrie forestière, qui a beaucoup investi dans les technologies modernes, se redresse, et ses bénéfices (5 milliards de couronnes) ont nettement progressé l'an passé. De 1973 à 1983, dit M. Bo Werges, directeur de l'Association des fabricants de pâtes et papiers, nous avons fermé 28 % de nos usines démodées. Les syndicats ont compris qu'il n'est pas possible de garder des unités malades dans un sec-

teur qui exporte 80 % de sa production [...]. Nos machines ont maintenant une capacité annuelle individuelle de 120 000 tonnes. Nos structures ont donc été fortement modernisées et adaptées aux nouvelles normes relatives à l'environnement. J'estime que pour 80 % de notre appareil de production est à l'heure actuelle compétitif. Le marché européen est pour le moment sensible, et nous ne tenons pas à le déranger, en nous comportant comme certains, comme un éléphant dans un service de porcelaine...

Les fabricants suédois pourraient sans doute rapidement accroître leur présence dans les pays du Marché commun, mais ils craignent que la Communauté ne prenne alors des mesures de protection. C'est un risque qu'ils disent ne pas vouloir prendre. En revanche, les industriels se déclarent très favorables à des accords de coopération avec les entreprises allemandes ou françaises, de préférence sans intervention des gouvernements. De telles solutions « européennes » permettraient de mieux faire face à la concurrence des Etats-Unis et des nouveaux pays industriels.

Les chefs d'entreprise scandinaves se plaignent de l'augmentation régulière de leurs charges sociales, du différentiel d'inflation entre la Suède et ses principaux partenaires commerciaux (Norvège, Allemagne, Grande-Bretagne), mais ils reconnaissent qu'après la dévaluation de la couronne les secteurs de l'industrie qui ont été modernisés et restructurés sont redevenus compétitifs. Même les entreprises nationales sont actuellement des bénéficiaires. Certes, les problèmes sont loin d'être entièrement résolus, et un dirigeant du Comptoir des forges fait cette remarque : « Les restructurations sont achevées... pour cette fois, mais il faudra sans doute bientôt recommencer... »

A. De.

Une aide au tiers-monde exceptionnellement importante

Si la Suède est l'un des pays les plus riches du monde, s'agissant de moins du revenu par habitant, elle est aussi l'un de ceux qui, avec les Pays-Bas et la Norvège, consacrent le plus fort pourcentage de leur produit intérieur brut à l'aide au tiers-monde. Il s'agit là d'une tradition fort ancienne chez les Suédois, mais à laquelle la forte croissance que le pays a connue, avant d'être à son tour confronté à la crise, a donné des moyens qui sont loin d'être seulement symboliques.

Il est vrai qu'il y a chez eux un intérêt de principe pour le monde extérieur, dont ils dépendent d'ailleurs étroitement sur le plan commercial, et sur lequel ils ont toujours été très ouverts. Mais on peut trouver à leur sollicitude pour les nations les plus défavorisées quelques autres explications.

La première est tout simplement que, formant une société fondée sur une extrême solidarité - parfois jusqu'à la caricature, - les Suédois ont été naturellement portés à étendre le bénéfice au tiers-monde. En outre, la Suède n'a jamais tenté de se constituer un empire colonial (encore que ses voisins scandinaves aient eu jadis à pâtir de ses appétits territoriaux) et a soutenu dès l'origine les mouvements de libération nationale.

Après la décolonisation, elle s'est donc trouvée en situation de poursuivre son aide en contribuant au « décollage » économique de ces jeunes Etats. Elle estimait être d'autant mieux placée pour le faire qu'elle avait elle-même connu la décolonisation politique en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, la mentalité à l'abri de l'accusation de néo-colonialisme ou de clientélisme. Enfin, il ne faut pas sous-estimer, dans cet intérêt pour la coopération au développement, l'influence de l'Eglise luthérienne. Lorsque, voici peu, on a diminué le montant de cette aide d'un peu plus de 1 % du PIB à 0,94 %, les évêques eux-mêmes ont observé une grève de la foi.

A toutes ces raisons, certains en ajoutent une autre, plus secrète : les

Suédois auraient gardé de leur neutralité pendant la seconde guerre mondiale, qui contribua à enrichir le pays, une mauvaise conscience collective, dont ils tenteraient de se défaire en aidant aujourd'hui les peuples les plus pauvres, d'autant qu'ils partagent presque tous la conviction que la paix est désormais intimement liée au développement.

En tout cas, ils se sont efforcés de mettre en place un système de coopération qui, par des engagements précis et concrets, généralement triennaux, évite que les crédits ainsi accordés soient détournés de leur véritable objectif : contribuer au bien-être des populations qui ont besoin de ce type d'assistance, et non enrichir des castes dirigeantes... ou des marchands de canons. En 1978, le Parlement a officiellement imposé quatre critères pour qu'un gouvernement puisse recevoir cette aide : il doit s'agir de « promouvoir la croissance économique, l'équité économique et sociale, l'indépendance politique et économique, et [de] développer la démocratie dans la société ».

La problématique des régimes politiques

C'est évidemment ce dernier point qui pose le plus souvent problème. Après le coup d'Etat du général Pinochet au Chili, en 1973, la coopération avec le Chili a été suspendue. Mais elle dure toujours avec le Vietnam (c'est même le deuxième bénéficiaire, par ordre d'importance décroissante, après la Tanzanie), alors que, pour le moins, la suite des événements n'a pas confirmé les illusions nourries par d'innombrables Suédois au moment de la « sale guerre », qui les avait tant mobilisés contre la politique américaine. Il est vrai que la nature dictatoriale de certains régimes jadis soutenus au nom du tiers-mondisme commence à susciter, dans l'opinion suédoise, des débats, voire des révisions déclinantes, qui pourraient, à terme, retentir sur la politique d'assistance de Stockholm.

La Suède a toujours veillé, cependant, à ce que son aide garantisse aux bénéficiaires une certaine durée, sans laquelle rien de sérieux ne pourrait être entrepris. Ce qui n'exclut pas que, lorsqu'un certain décollage paraît acquis, la distribution des crédits (qui sont désormais remontés à 0,97 % du PIB) se porte sur d'autres Etats qui en auraient davantage besoin. Ce fut hier le cas de la Tunisie, de Cuba - encore un pays dont le régime posait des problèmes de conscience aux Suédois, - et c'est aujourd'hui celui du Pakistan.

Cette assistance est-elle aussi totalement désintéressée qu'on l'assure à Stockholm ? On y fait valoir à bon droit qu'elle ne comporte aucune obligation d'achat de produits suédois, alors que d'autres pays exigent systématiquement de tels engagements. Mais il nous est de plus en plus difficile d'être idéalistes tout seuls », reconnaît un diplomate suédois. De fait, on estime à environ 55 % de l'aide bilatérale le « retour » à la Suède par des commandes du tiers-monde, notamment des camions, du matériel téléphonique, des trains, des machines agricoles et de l'équipement hydroélectrique. D'une manière générale, cette présence permet aussi de vendre aux pays en voie de développement des technologies où les Suédois sont passés maîtres, comme la fabrication du papier.

En trente ans, la Suède a dépensé quelque 45 milliards de couronnes, soit 7 milliards pour la seule année fiscale 1983-1984, en faveur de la coopération. Et l'opinion n'a jamais connu de vague de « caritisme », au contraire : la récente diminution de l'aide a été, malgré la crise, plutôt mal perçue. Les organisations privées, de leur côté, n'ont jamais aussi activement contribué à cette politique, qu'il s'agisse des syndicats, des Eglises, de la Croix-Rouge et autres organismes. C'est dire que, en dépit des aléas politiques, la coopération au développement a encore de beaux jours devant elle en Suède.

BERNARD BRIGOLEUX.

Christer Ericsson, industriel de choc patriote et étranglé par le fisc

Le capitaine J. Christer Ericsson est l'un de ces astucieux suédois qui, avec seulement trois billets de 1 000 couronnes en poche, quelques idées originales, une grande capacité de travail et un soupçon de chance, ont réussi à monter une affaire prospère. A quarante ans, il est président du conseil d'administration de Consafe, « son » entreprise de location de plates-formes d'habitation, qui contrôle 80 % du marché mondial et dispose de bureaux de représentation dans une dizaine de pays. L'année dernière, cette société, dont le siège social est à Göteborg, a réalisé un bénéfice de 400 millions de couronnes sur une chiffre d'affaires de 1 milliard... « Nous n'allons pas nous arrêter là ; en 1990, nous comptons toujours brasser 1 milliard, mais 1 milliard de dollars. »

Belle aventure que celle de cet homme qui, à dix-sept ans, entre dans la marine marchande. En dehors de son travail, il poursuit ses études, monte en grade, devient officier, puis second. En 1971, l'armateur Sten A. Olsson lui offre le commandement d'un navire. Mais Christer Ericsson a d'autres plans en tête. Il a mis au point un ingénieux système de fixation des conteneurs sur les bateaux. Il présente le trouvaille à son employeur, qui lui rit au nez. Divorcé, il fait breveter son invention, vend des kilomètres de sangles et fonde la société Consafe, qui, quelques années plus tard, se lancera dans un autre secteur, celui de la location de conteneurs d'occasion, notamment pour l'industrie du bâtiment.

Plus de 100 % d'impôts

Le pas décisif est franchi en 1975 : le capitaine Ericsson observe attentivement le développement considérable de la production pétrolière offshore et décide de s'attaquer au marché des plates-formes d'habitation. Mais il mise sur des installations « quatre étoiles », dotées d'un confort exceptionnel. Sans doute profite-t-il de la crise de la construction navale et des subventions généreusement versées par l'Etat aux armateurs qui commandent des navires, afin d'entraîner le chômage sur les chantiers de Göteborg. En tout

cas, il ose. Aujourd'hui, l'ancien marin est à la tête d'une flotte de dix-huit plates-formes, de trois cent cinquante à mille lits, placées principalement au nord et au large des côtes du Mexique. Chaque unité a coûté la bagatelle de 400 à 500 millions de couronnes, mais le leasing rapporte environ un demi-million par jour et les emprunts sont vite remboursés.

Le capitaine Ericsson n'a pas tout à fait oublié la marine marchande. Ses nouveaux bureaux, il les a aménagés dans l'ancien club restauré d'« Adels » des riches armateurs suédois, qui ont à présent fait faillite ou se sont installés dans d'autres pays, facilement plus libéraux. Le dirigeant de Consafe a pris justement une « dimension politique » en tirant à boulets rouges sur le système fiscal suédois qu'il qualifie d'« enfer pour les particuliers ». « Jusqu'en 1979, dit-il, j'étais le seul actionnaire de mon entreprise et je m'accordais un salaire mensuel de 25 000 couronnes, sur lequel je payais 21 000 couronnes d'impôts. Mais, à la fin de l'année, le percepteur m'a quand même réclamé près de 100 000 couronnes au titre de l'impôt sur la fortune. Pour m'acquitter de cette dette, j'ai dû vendre en mars 30 % de mes actions à Volvo. Pendant plusieurs années, j'ai donc dû payer plus de 100 % d'impôts et, progressivement, l'entreprise s'échappe de mes mains... »

Christer Ericsson est en colère, car, depuis dix ans, il estime avoir été un contribuable honnête, « ce citoyen modèle dont rêvent les sociaux-démocrates ». Il aurait pu, comme le font beaucoup de ses collègues, disséminer ses actions, faire quelques cadeaux à sa femme et à ses deux enfants, pour atténuer ses impôts. Ou acquiescer des biens immobiliers. Ou encore, comme l'ont déjà fait un ministre des finances et un garde des sceaux sociaux-démocrates « bon teint », emprunter des millions aux banques ou aux instituts de crédit. L'opération est fort payante étant donné que les intérêts de la dette sont ici intégralement déductibles des revenus imposables. Moralement « inacceptable » selon la gauche, la combine est néanmoins parfaitement légale. Mais Christer Ericsson ne veut pas se livrer, pour le moment, à ce genre de transactions et de boursicotages.

« J'accepte de payer 85 % d'impôts mais pas un sou de plus, dit-il (ce qui témoigne déjà d'un sens civique hors du commun), mais il faut absolument réformer l'imposition des fortunes si l'on veut éviter une vague d'émigration des industriels suédois. » Il cite les exemples d'Ingvar Kamprad, le patron de la maison de meubles Ikea, qui s'est domicilié en Suisse, et de M. Rausing, le fondateur de Tetra-Pak, qui a pris la direction de Londres. Depuis le début de l'année, deux familles suédoises ont quitté chaque semaine leur pays natal pour la Grande-Bretagne en emportant avec eux plusieurs centaines de millions de couronnes.

Trois fois plus qu'en France

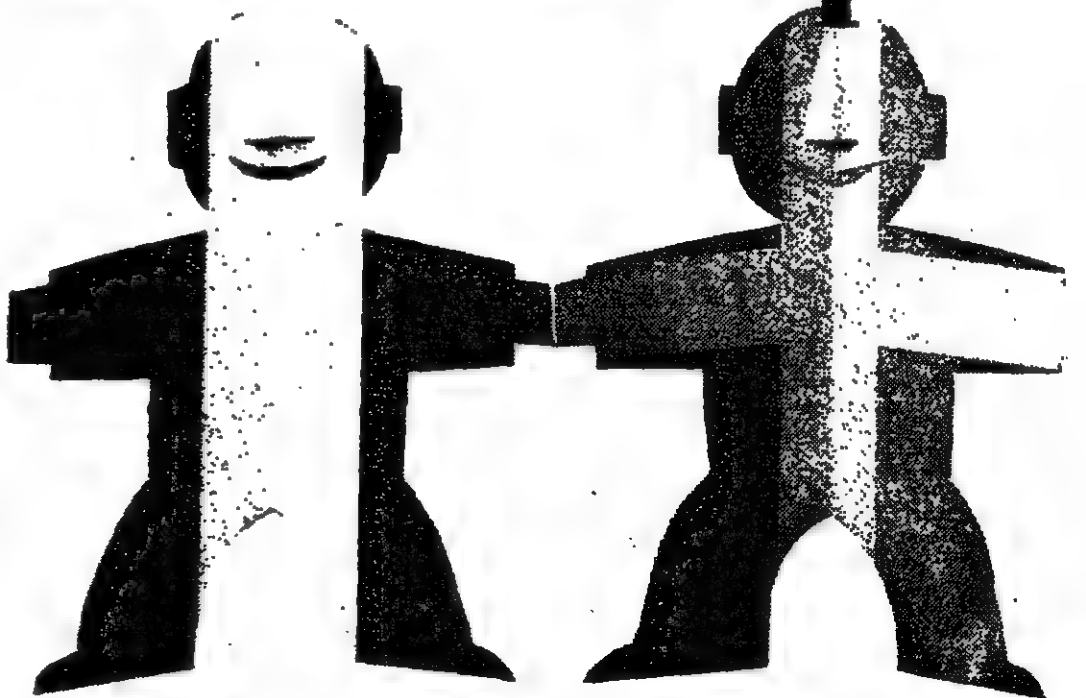
L'Etat prélève 19 000 couronnes sur une fortune de 1 million, et près de 4 millions, soit trois fois plus qu'en France, sur une fortune de 100 millions, annuellement. Christer Ericsson critique surtout la taxation des actions : « C'est absurde. Si je les garde dans l'entreprise, leur valeur vient s'ajouter, en pratique, à mes revenus et je vis comme un clochard. Si je les vends, je ne paie que 40 % d'impôt. Or c'est justement la vente des titres qui devrait être imposée lourdement. Je n'ai aucun respect pour les spéculateurs boursiers qui se constituent une fortune considérable en quelques mois. Ou on les impose à 70 %... C'est l'avenir de la Suède industrielle qui me préoccupe. »

La campagne du capitaine recueille un certain écho, car les Scandinaves aiment ces gens qui, issus d'un milieu modeste, réussissent dans la vie, créent des emplois et exportent. Ils vont même jusqu'à « comprendre » leurs tracas.

Lorsqu'on demande à Christer Ericsson s'il ne va pas lui aussi prendre un jour l'avion pour Londres, il répond très patriotiquement, en frappant du poing sur la table : « Jamais. Je me battrais pour cette réforme nécessaire du système fiscal. Si l'Etat me prend tout, même mes vêtements, je resterais debout, à Göteborg, avec un drapeau suédois aux couleurs bleu et jaune dans la main... »

A. De.

Papier français : Skogcell® met la main à la pâte



Parce que Södra Skogsägarna est le premier producteur européen de pâte à papier commerciale, parce que la qualité de ses produits traduit sa considérable avance technologique, parce que ses trois usines sont placées dans la région la plus accessible de la Scandinavie méridionale et parce que la France ne couvre que la moitié de ses besoins propres, Skogcell constitue un apport déterminant à l'approvisionnement de l'industrie papetière française.

SÖDRA FRANCE SA
140, av. Paul-Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cedex. Tél. 732.22.44.

Agence commerciale de Södra Skogsägarna, premier exportateur européen de pâte à papier.

سودرا صن الاصل

مقدون الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNESSE

Pour parents peu « branchés »

Comment la *hippie* des années 70 est-elle devenue bébé-cool, voire punk ? Pourquoi les minets et les BCBG (1) échappent-ils à toutes les modes ? Qu'est-ce que le *smurf* ? Que signifie vraiment être *ringard* ? Comment vit un *branché* ? Un gros livre tout en clin d'œil tente de répondre — entre autres — à ces questions, en décrivant consciencieusement les mouvements de ces vingt dernières années à l'intention des parents déconcertés (2).

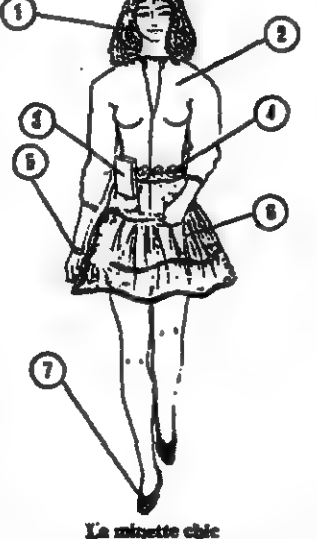
Les jeunes qui prétendent vivre au-dessus des modes refuseront de se laisser cataloguer dans une telle galerie de portraits-caricatures, mais ils n'ont en apparence que Bernard Pivot est un *must* *miner* ou que rien n'est plus *chic*, aujourd'hui, que l'habillement *pirate*. Ceux qui soignent leur *look* comprendront sans doute mieux pourquoi, en découvrant leurs ancêtres.

Pour les auteurs, le préhistoire se situe vers 1966, lorsque la mode *pop* renvoie les *hippies* en Inde et dans les communautés, tandis que les minets *pop*, version assagie des anticonformistes, prêtent les Champs-Élysées et le Club Méditerranée. Les uns comme les autres sont *sympas*, *cool*, portent des pantalons à pattes d'éléphant, roulent en coccinelle et dépeignent leur chambre de ses meubles. Mais leur règne ne durera pas. Alors que les *agences* pour l'emploi et les *économies* d'énergie prennent peu à peu la place des *drugstores* et des *gadgets*, c'est-à-dire après 1973, ils succombent au premier choc pétrolier : les minets *pop* deviennent *ringards* et les *hippies* définitivement *beats*.

A travers l'évolution de ces différents archétypes et de leurs diverses variantes, les *Mouvements de modes expliqués* aux parents de Hector Obalk, Alain Soral, Alexandre Pasche. Editions Robert Laffont. 96 F.

PHILIPPE BERNARD.

- (1) BCBG : bon chic, bon genre.
- (2) Les *Mouvements de modes expliqués* aux parents, de Hector Obalk, Alain Soral, Alexandre Pasche. Editions Robert Laffont. 96 F.



La minette *chic* : 1. Coupe « *jeurle* » ; 2. Cardigan en lamé doré porté à l'envers (dessous dans le dos) et manches relevées ; 3. Walkman FM ou à cassettes ; 4. Ceinture « *apache* » ; 5. Bracelet de tresse à montre dorée ; 6. Jupon à volants rouge garni ; 7. Ballerines plates peintes tant de marcher sur la pointe des pieds avec des attitudes de danseuse.

AUTOMOBILE

Le forfait entretien réparations de chez Peugeot-Talbot

Peugeot lance le forfait entretien-réparations, une nouvelle formule qui couvre l'entretien et les réparations de votre véhicule (versions commerciales exclues), la totalité des frais d'entretien et de réparations mécaniques (pneumatiques et appoints d'huile moteur exclus) pendant une période de trois ans ou 36 000 kilomètres. Ce contrat, pendant toute sa durée, est assorti du service gratuit « Ecoute 24 ».

Selon Peugeot, le forfait entretien-réparations peut se définir ainsi :

- Le client bénéficie d'une protection complète de la part d'Automobiles Peugeot ;
- Il est dégagé de tout imprévu financier ;
- Il bénéficie d'un service honoraire par tout membre du réseau Peugeot-Talbot sur le territoire de la France métropolitaine.

Le propriétaire de l'automobile neuve peut régler le montant du forfait lors du plan de financement de sa voiture. En cas de vente de ce véhicule dans les trois ans (et avant 36 000 kilomètres), il peut faire bénéficier le nouveau propriétaire du contrat forfaitaire d'entretien-réparations pour la durée résiduelle de sa validité.

Il peut obtenir un remboursement au prorata des kilomètres parcourus ou en cas de disparition ou de destruction de son véhicule.

Le forfait entretien-réparations varie en fonction du modèle choisi. En voici le tarif :

- Modèles essence : 104, Samba et 205 : 3 240 francs TTC ; 205 GTI, 305, Horizon et Solara : 3 960 francs TTC ; 505 : 5 040 francs TTC ; 505 Turbo injection et 604 : 5 760 francs TTC.
- Modèles Diesel : 205 : 3 960 francs TTC ; 305 et Horizon : 5 040 francs TTC ; 505 : 6 120 francs TTC ; 604 : 6 480 francs TTC.

Sont couvertes par le contrat :

- Les opérations de stationnement (vidanges, graissages), les opérations d'entretien et de contrôle aux périodicités prévues par les préconisations du constructeur, telles qu'indiquées dans le programme d'entretien ;
- Les réparations permettant une utilisation normale des véhicules, et notamment celles nécessaires à leur sécurité d'utilisation (y compris les éventuels échanges d'organes) ;
- La fourniture des lubrifiants et ingrédients nécessaires aux opérations d'entretien et de réparation.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16-05-84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 16 mai à 0 heure et le jeudi 17 mai à 24 heures.

D'une part, la perturbation pluvio-orageuse du sud de la France se décale vers le nord-est, d'autre part, le front froid du proche-Atlantique se dirige vers l'est.

Demain matin, le ciel sera très nuageux et souvent gris sur l'ensemble de la France. De faibles pluies se produiront sur la Bretagne et le Cotentin ; de nombreuses formations brumeuses seront observées à l'est d'une ligne Le Havre-Marseille, tandis que des pluies orageuses tomberont sur le pourtour du golfe du Lion, la moitié sud du Massif Central, la vallée du Rhône, le Midi-Pyrénées et les Pyrénées-Orientales.

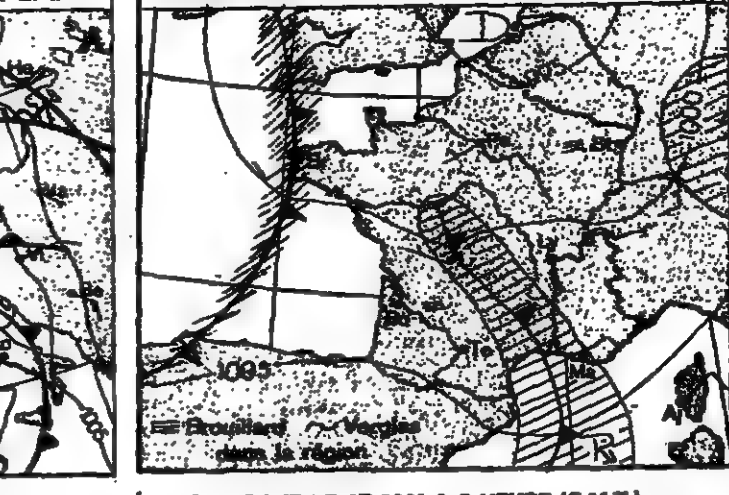
Dans l'après-midi, si vous vous trouvez dans le Nord, la Normandie, le Bassin parisien, la Champagne, le Centre, la Mayenne, jusqu'au nord du Massif Central, vous profiterez d'éclaircies, alors que le ciel restera gris partout ailleurs avec quelques petites pluies sur la Bretagne aux Pyrénées jusqu'au Languedoc ; un temps nuageux et lourd sur le quart Sud-Est, mais les orages ou pluies orageuses se localiseront le soir de la Corse aux Vosges.

Le matin, il fera 6 à 9 degrés sur la moitié nord, 9 à 10 degrés dans le Sud-Ouest et 9 à 12 degrés dans le Sud-Est. L'après-midi, le thermomètre restera entre 10 et 12 degrés sur la Bretagne et, près de la Manche, 16 et 18 degrés de la Corse aux Vosges, 18 à 20 degrés près de la Méditerranée, 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest et 16 degrés ailleurs.

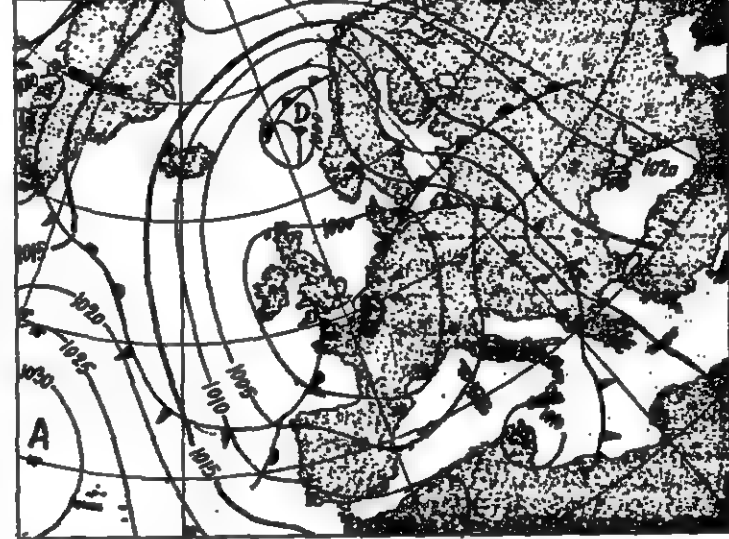
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 16 mai 1984, à 8 heures, était de 999,5 millibars, soit 749,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 17-5-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 15 mai ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 mai) : Alger, 22 et 9 degrés ; Amsterdam, 17 et 5 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 17 et 9 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 14 et 10 ; Casablanca, 22 et 16 ; Copenhague, 12 et 8 ; Dakar, 29 et 22 ; Djibouti, 25 et 17 ; Genève, 18 et 8 ; Londres, 13 et 9 ; Luxembourg, 13 et 7 ; Madrid, 13 et 6 ; Moscou, 23 et 12 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 16 et 8 ; Palma-de-Majorque, 17 et 11 ; Rome, 25 et 13 ; Stockholm, 16 et 11 ; Toulon, 29 et 12 ; Tunis, 24 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

EN BREF

● LA NOUVELLE GRILLE DE TARIFICATION DU TÉLÉPHONE est entrée en vigueur le mardi 15 mai. Le principe de cette tarification consiste en une modulation du prix de la taxe de base selon les heures et les jours de la semaine (Le Monde du 2 mai).

LA VIE DE CHATEAU. — L'association Vieilles Maisons françaises (VMF) donne, dans une brochure de 60 pages, la liste de cent vingt demeures appartenant à ses adhérents et dans lesquelles peuvent se tenir mariages, réceptions et réunions d'affaires. Du simple manoir au plus beau château, il en coûte, pour recevoir dans ces cadres privilégiés, de 2 000 francs à 9 000 francs la journée, buffet et réceptions compris.

● VMF, 93, rue de l'Université, 75007 Paris.

RESTER AUTONOME. — Le ministère du tourisme, de la jeunesse et des sports et l'Association nationale pour le développement des activités physiques et sportives à la retraite (ANAP) édi-

tent *Rester autonome*, un recueil de fiches d'exercices individuels pour apprendre aux personnes âgées à conserver ou retrouver la souplesse de leurs mouvements. Comment enfiler une chemise, se baigner dans le dos, attacher ses chaussures, se coiffer, utiliser l'acte familial que l'âge rend difficiles et que ce manuel apprend à refaire. Le manuel : 10 F (franc de port, 3,60 F).

● ANAP, 3, rue Léon-Terray, 38360 Sassenage. Tél. : (76) 27-24-08.

FOIRE AUX LIVRES. — Les clubs Rotaract de France, mouvement mondial de jeunes dont la devise est « Servir », organisent, du 18 au 25 mai, la Foire aux livres à Paris, une Foire aux livres au profit d'Hôpital sans frontières, une œuvre humanitaire d'intervention rapide sur les lieux de catastrophe ou de guerre. Dix mille à quinze mille livres, de 5 à 40 F — romans, poésies, livres de poche et quelques pièces rares, — seront en vente.

● De 10 heures à 22 heures à la piscine, Centre commercial des Quatre-Temps, la Défense.

AIDES PUBLIQUES À L'INDUSTRIE. — La préfecture de la région d'Ile-de-France vient de publier une plaquette sur les Aides publiques à l'industrie, réalisée par la direction régionale de l'Industrie et de la recherche d'Ile-de-France. Elle a pour but d'informer sur les principales aides financières et les diverses possibilités d'assistance technique offertes aux industriels pour leur permettre de faire face aux étapes importantes de la vie de leur entreprise.

Ces aides sont mises en œuvre avec le concours des services de l'État et des principaux partenaires économiques en Ile-de-France : conseil régional, conseil général, chambres de commerce et d'industrie, organismes professionnels et techniques.

● Cette brochure est offerte par la direction régionale de l'Industrie et de la recherche, 152, rue de Picpus, Paris 12^e. Tél. : 344-33-38, poste 213.

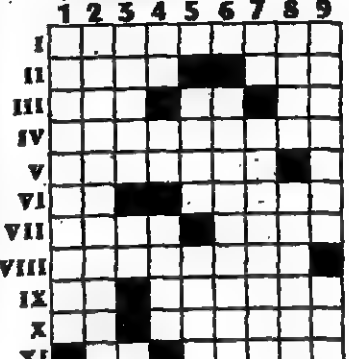
MONTRE UN SPECTACLE. — L'Office départemental d'action culturelle du Calvados (ODACC) vient de publier un Guide pratique des artistes et organisateurs de spectacles dans le département du Calvados et la région. D'une présentation agréable et raffinée, ce guide de 282 pages se pré-

sente comme un inventaire détaillé des organisateurs de spectacles (avec description des salles), des créateurs et des organismes pouvant apporter une aide technique et financière. Sa diffusion hors de Basse-Normandie se justifie du fait de l'absence de nombreuses pages d'informations, d'informations et de services (conseils pour bien organiser un spectacle).

● 45 F (franc de port, 13 F) auprès de l'ODACC, 28, rue Jean-Baptiste, 14300 Caen.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3711



HORIZONTALEMENT

I. C'est à cause d'elle que le personnage manque de mordant. — II. Plus il est grand, plus il est froid. Met un terme à une théorie cannoise. — III. Inventeur d'un rideau réfractaire à la lumière. S'ajoute aux choses pour les diminuer. Match nul. — IV. Un coup de fouet pour réparer un coup de pompe. — V. Donne l'occasion de trinquer à l'ombre de sa généreuse production. — VI. Interjection. Cadeau en France. — VII. Pays rétro ou le mode à l'envers. C'est celui qui est classé qu'on découvre le plus. — VIII. Chansonnier peu sollicité de nos jours. — IX. Entre dans l'immortalité. Arme de celui qui pique et qui larde. — X. Participe passé. Des vers qui fument la célébrité d'Arvers. — XI. L'agrément de Florence. Entame.

VERTICALEMENT

1. Procure les sommes nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux. — 2. Prédécesseur de M^{me} Sollié durant des vieilles lunes. — 3. On a souvent d'elle un souvenir caissant. Long sibérien, ici raccourci d'un tiers. — 4. Demain, jumelles. Milieu d'académiciens. Beaucoup de gens pour continuer à vivre attendant impatiemment sa fin. — 5. Surtout calvaire en sabbat et porte la croix au pied du Saint-Père. Fait faire du bruit quand on a tapé dans la caisse. — 6. Maltraite qui sont d'autant plus odieuses qu'il est impossible de les étouffer. — 7. Personne. La base ainsi qualifiée est pourtant bien sur terre. — 8. Siège de bains publics pour les Ébreux. Oblige à lever le pied d'une façon cavallière. — 9. Partis pour membres d'une association de consommateurs. Grecque.

Solutions du problème n° 3710

Horizontalement : I. Figurants. — II. Universel. — III. Neveu. SA. — IV. Ivresse. — V. Cie. Sexto. — VI. Ut. Minium. — VII. Lacet. Gré. — VIII. Abime. — IX. UK. Ite. Az. — X. R. A. Aiche. — XI. Escales.

Verticalement : 1. Funiculaire. — 2. Inévitables. — 3. Givre. CIL. — 4. Uvée. Mère. — 5. Réussite. Au. — 6. Ar. Sen. Ail. — 7. NS. Exigence. — 8. Tée. Tur. Hét. — 9. Silabonnes.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 18 MAI

- L'Arc de triomphe, 14 h 30, entrée du passage, M^{me} Aiche.
- Henri IV et Paris, 15 heures, Pont Neuf, M^{me} Bouquet des Champs.
- Les vitraux de Saint-Séverin et de Saint-Etienne du Mont, 15 heures, devant Saint-Etienne du Mont, M^{me} Collin.
- Les Nouragues, Musée, 17 heures, Grand Palais, M^{me} Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
- La Dame à la Licorne, 17 heures, musée de Clugy (Les Amis de l'histoire).
- L'Opéra, 14 heures, hall (Arts confédérés).
- Quartier Saint-Séverin, 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (B. Chamy).
- Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 15, métro Hôtel de Ville (M^{me} Roustan).
- Camille Claudel, 11 heures, 77, rue de Valenciennes (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

19 h 30 : Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, docteur M. Lepoivre : « Image de l'homme selon l'anthropologie » (Université populaire de Paris).

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

● Renseignements : M^{me} Lepoivre, 10, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CONCLUSION DE L'ANNÉE RAPHAËL

Le vol d'Icare

MOUVEMENT éblouissant assez justifié. D'abord à Florence, comme au Grand Palais, on présentait à quelques pas des tableaux des documents de laboratoire qui invitent le passant à réfléchir sur la condition des œuvres, et donc à comprendre la nécessité des « nettoyages » ; ils attirent aussi plus ou moins expressément vers les débats d'attribution. Ce qui est bien, si l'on n'oublie pas que seule une vision naïve peut attendre une solution décisive des photographies aux rayons X, par exemple (1). Ces pièces, absolument indispensables, du dossier n'ont pas convaincu tout le monde de redonner à Raphaël la Vierge au voile (Louvre), comme le propose le catalogue, ni de lui donner sans réserve le Portrait d'Elisabeth Gonzague (Offices), comme on le souhaite à Florence.

A trouver raison, rapproché et en quelques sortes confrontés plusieurs ouvrages de grand style, il y a une satisfaction précise et une chance de mieux saisir la pulsation, la volonté de l'artiste. Voici la Vierge à la chaise, éternellement lovée dans sa spirale à jamais surprenante, où le nettoyage récent a dégagé de merveilleux accidents de couleur et de dessin ; et, à quelques mètres, l'acquiescement à l'œuvre, dont on s'attendait que les romanciers en quête de « psychologie » et de sentiment n'eussent pas fait une héroïne incompréhensible. Une comparaison s'esquisse : la Donna mystérieuse doit au peintre une gravité de madone que la coquetterie du regard oblique risque presque de faire perdre à la jeune mère au tarbain du tonde prestigieux.

On dira peut-être que ces manifestations raphaéliques ont révélé plus d'application que de ferveur. Les expositions de la « fortune historique » du peintre, à Florence comme à Paris, ont été à cet égard un apport original et révélateur. « Fortune historique » ou « culte » ? Copies, dérivations, bric-à-brac des fétiches et des « souvenirs ». Il y a un siècle et demi au temps où la « légende » du fils de Giovanni Santi inspirait en France l'essor en Italie tant de scènes anecdotiques aux peintres laborieux des Salons, des larmes d'admiration coulaient sur les visages barbus des rapins à la seule vue d'un dessin du « maître », devant une de ces estampes qui véhiculent ses compositions. A Genève, dans une exposition du Cabinet des estampes intitulée « Raphaël ou le second main », ce rôle majeur de l'estampe de reproduction était souligné par un jeu de miroir, en évidence, au même temps que les vicissitudes critiques de la copie s'élevaient par Gustave Rivillod (un des fondateurs du musée) de la Vierge au chardonneret. Autour des grands noms se forme ainsi un réseau extraordinairement ramifié d'ouvrages secondaires, d'échos, de fictions, de mimétismes, la monnaie fiduciaire de la gloire (2).

Aucune de ces moqueries insolentes qui continuent à affecter dans les caricatures ou dans la publicité la pauvre Mona Lisa. Aucune « démythification » du héros « culturel ». Sommes-nous devenus si sérieux ? Ne sommes-nous pas plutôt blasés, à force de consommer des chefs-d'œuvre de tout genre au rythme trop régulier des commémorations ? Celle-ci n'a pas réservé de grandes surprises — sauf celle dont on va parler dans un instant. Mais grâce au déploiement des dessins qui dans toutes les capitales a été sous nos yeux les preuves saisissantes de cet artiste au travail, infatigable et exigeant, on aura du moins une occasion exceptionnelle de redécouvrir ce que le culte classique du génie faisait

Raphaël d'Urbino a donc accompli son demi-millénaire dans la sérénité. Qu'en retiendra-t-on ? D'abord le succès de la formule des « expositions multiples », présentations locales et, si l'on peut dire, pèlerinages régionaux. Ce qui revient souvent à regrouper pendant quelques semaines sous un nouvel éclairage et dans un environnement nouveau des œuvres que le public avait tout loisir de regarder toute l'année. Vertu du regroupement ! Au palais Pitti, une longue file de visiteurs attestait la volonté d'honorer les dix-huit tableaux célèbres des collections florentines (Offices et galerie Palatine).

perdre de vue : la passion formelle du dessinateur et du peintre, qui s'exaltent sans fin l'un l'autre à de nouvelles conquêtes. Ce petit Raphaël souriant évoque auprès des autres grandes figures, régit et reprend à son compte leurs trouvailles. Adoré de tous et détesté de quelques-uns, qui sont Michel-Ange et, on peut le supposer, Léonard.

Un prince de l'architecture

Mais ce que nous n'avions pas encore bien compris, ce qui ajouta après 1983-1984 une nouvelle dimension à son personnage, c'est l'importance des travaux d'architecture dans sa période romaine. Deux expositions l'ont durablement mise en valeur, l'une, plus limitée, à Florence (palais Pitti), l'autre, capitale, à Rome (musée du Capitole) (3).

Quand il est arrivé à Rome à vingt-cinq ans, à la fin de 1508, accompagné d'un renom flatteur, Raphaël présentait sans doute qu'il accomplirait de grandes choses ; son compatriote Bramante allait transformer Saint-Pierre, l'église mère de la chrétienté, en un grand temple moderne. Dans la ville de Jules II, il n'était

dans les salles du vieux musée, on a sous les yeux toutes les pièces du dossier, où s'accomplit le découpe, ou en tout cas la réévaluation définitive, d'un prince de l'architecture.

On peut partir de la fresque qui a donné son nom à la chambre de l'incendie dans les Stanzas du Vatican. Un modèle de composition dramatique. Si l'on regarde de près les structures représentées autour de la loggia pontificale du fond, on s'aperçoit que Raphaël a trouvé le moyen d'évoquer les « trois âges » de l'art de bâtir : antique, médiéval, moderne, et de présenter les quatre ordres antiques dans leur définition stricte. Le sens de l'espace représenté préside aux initiatives du constructeur, qui vont se multiplier sous la forme de projets d'une admirable diversité. L'édifice n'est pas conçu comme un décor, et ce serait une erreur que de chercher dans ces propositions une « architecture de peintre ». Accomplissant une sorte de mutation mentale assez extraordinaire, Raphaël ne s'adresse justement pas aux ordres vitruviens comme à des membres ornementaux ; on le voit étudier ce qu'il y a de plus sévère, de plus expressif de la pesanteur et du matériel : les bossages, rechercher des effets d'ombre et de lumière à l'intérieur, les contrastes d'appareil à l'extérieur.

grand palais Médicis allait être élevé près de la place Navone. Mais, comme toujours, le sort a disposé, et des projets raphaéliques, si brillants, il n'est resté que des fragments ou des formes sur le papier. Ce n'est pas une raison pour méconnaître l'impulsion novatrice donnée pendant ces sept, huit années à l'art de bâtir. Le palais Branconio, par exemple, détruit en 1861 pour déployer la place du Bernin, apportait en 1520 une articulation de façade d'un charme audacieux avec la liaison toute horizontale des niches et des bases à l'étage noble.

Mais le plus étonnant, le clou de la manifestation, c'est la reconstitution intrépide (par fatisme approximatif) de la villa du cardinal Jules sur le Monte Mario dite Villa Madama, sous la forme d'une maquette fascinante de sept mètres, qui invite avec succès à l'exploration des éléments : cour, loggia, bassins... et des structures.

Ce qu'on interpréterait le moins bien jusqu'ici, c'est la relation de Raphaël avec l'architecture de la Rome impériale. L'accent est mis maintenant à la fois sur la précision des relevés d'après les ruines et sur l'originalité des compositions qui utilisent ce matériel documentaire. L'archéologie bien comprise libère l'imagination. Palladio, comme l'avait observé autrefois Burckhardt, devient possible. Ce fut là, semble-t-il, la vraie trouvaille de l'urbinate : finis les pieux dogmes d'ordres sur les structures ; il s'agit de disposer d'un répertoire dont on tire librement parti.

Son comportement pour diriger de loin les travaux du palais Pandolfini à Florence, bien étudiés à l'exposition du palais Pitti, est très révélateur : la solution, assez proche de ce qui va être le palais Farnèse à Rome, est toute différente dans son rythme calme, de celle du palais Branconio. Non moins frappant est le dossier de la demeure complexe et ambiguë, avec deux cortils tête-bêche, que Raphaël étudiait pour lui-même au moment de sa mort soudaine le jour du vendredi saint 1520.

Grâce à toutes ces recherches intelligemment coordonnées, on aura donc appris et compris beaucoup de choses sur le personnage dont il s'agissait de célébrer le demi-millénaire. Devenu en un sens plus intéressant, il est aussi plus mystérieux. Au début de ses travaux d'architecture en 1514, il eut dans une lettre un mot

bizarre : « Je voudrais retrouver les belles formes des édifices antiques ; je ne sais si ce sera le vol d'Icare ». S. Ray a justement fait un sort à cette image. Raphaël avait parfaitement conscience de trop entreprendre. Et c'est cet aspect à la fois insatiable et frémissant — nietzschéen, si l'on veut — de son génie, qui soudain nous l'a rendu non plus accessible mais plus attirant.

ANDRÉ CHASTEL

Les bâtisseurs étaient ainsi invités à une révision approfondie de leurs moyens.

La Rome de Léon X

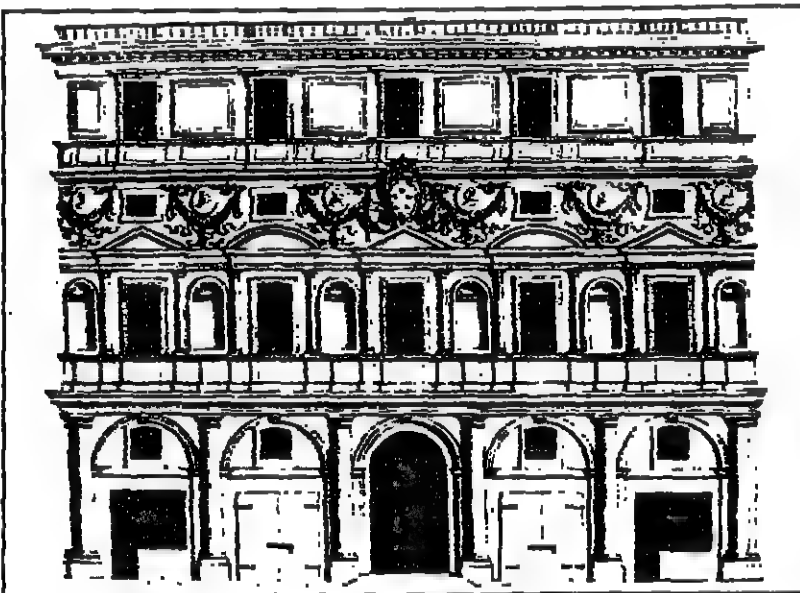
Il n'était pas facile de débrouiller année par année, presque mois par mois, les vicissitudes des projets pour Saint-Pierre, auxquels Raphaël travaillait dès 1514, en s'aidant des conseils du « technicien » Fra Giocondo. C.L. Fromel y est parvenu. On voit mieux maintenant comment dans la parti à cinq nefs, qui trahit le projet initial de Bramante, l'axe central aurait été sombre et les éclairages reportés sur les côtés. Cela moyennant toutes sortes de propositions formulées dans les dessins enfin classés, pour les frises, les modénatures, les parements, où l'on voit se préciser, par exemple, un piédestal à coussin (pulvinato), qui va être l'un des apports durables de Raphaël au métier.

L'histoire du palais romain apparaît de même sous un nouveau jour. Dans une introduction dense et serrée, M. Tafuri rend compte de l'intense activité « urbanistique » qui accompagne le pontificat de Léon X. C'est Rome qui se remodèle grâce aux implantations nouvelles : un

(1) Voir sur ce point essentiel : P. Philippot et C. Perier d'Iteren, dans le numéro 60 (1983) de la Revue de l'art (CNRS), consacré à « l'art et le laboratoire ».

(2) « Raphaël et l'art français », (J.P. Cuzin), Grand Palais ; « Raffaello, elementi di un mito », (P. Magnanini, G. Moroli, C. Pini...), Florence, Biblioteca laurentiana ; « Raphaël dans la gravure du seizième siècle. Simulacres et proliférations », (R.M. Mason et M. Natale), Genève, Cabinet des estampes et Musée d'art et d'histoire.

(3) Raffaello e l'architettura a Firenze », (Angelo Calvini, G. Moroli...), palais Pitti (terminé fin avril) ; Raffaello architetto », (C.L. Fromel, S. Ray et H. Burs), Palais des conservateurs, Rome.



* Raphaël, Rome, le palais Pandolfini d'après Agnelli, gravure de Fromel.

ENTRETIEN AVEC NIELS ARESTRUP ET MAURICE BENICHO

Dom Juan en cavale

Il y a trois ans, Maurice Benichou et Niels Arestrup jouaient ensemble la Cerise aux Bouffes du Nord dans la mise en scène de Peter Brook. Maurice Benichou avait envie de diriger Niels Arestrup qui avait envie de travailler avec Maurice Benichou. Ils ont parlé de dom Juan, personnage qui court l'histoire du théâtre, qui saisit les fantasmes des époques successives, tour à tour mystique, joueur, mozarrien, espagnol, libertin, révolté... Le mythe de dom Juan déferle dans la littérature, il est regardé à travers les lunettes de la philosophie, de la psychanalyse, de l'histoire des croyances et du féminisme... Et le personnage ? le rôle que Molière offre depuis trois siècles aux rêves des comédiens ?

NIELS ARESTRUP : « Le rôle fait peur. C'est comme le Père Noël, chacun a le sien. Il faut d'abord oublier les images d'Épinal. Il faut aussi oublier Jouvet, Vilar, et le donjuanisme, et Molière même. Il faut vaincre l'angoisse des souvenirs. Revendiquer dom Juan n'est pas évident, le personnage est tellement complexe, je le vérifie tous les jours.

MAURICE BENICHO : « Une première chose, c'est le théâtre lui-même. A cause de la proximité des spectateurs, les acteurs sont obligés d'incarner chaque seconde, et pas seulement les grandes idées. Tout — les réactions, les relations, — tout va à une vitesse folle. La pièce est comme le montage d'un voyage. Dom Juan et Sganarelle voyagent réellement. Ils sont en cavale, et au bout, il y a la mort.

On ne peut pas dire que dom Juan soit un révolté. Il refuse les lois qui l'enlèvent davantage par pulsion qu'à la suite de réflexions. Pour lui, même si Dieu n'existe pas, le fait de vivre est déjà très étrange. Son refus est violent, mais pas tellement structuré et,

au lieu de rassembler son énergie, il la projette, il provoque. Il veut connaître le goût de la mort, comme un vrai joueur professionnel qui va de plus en plus loin, sans garde-fou.

N.A. : « A chaque fois qu'il commence une partie, il va à fond. Il veut gagner. Mais il sait également perdre. C'est la définition du professionnel. Avec le Commandeur, il ne peut que perdre, et pourtant il joue...

M.B. : « Le Commandeur est un fantasme de dom Juan. Il représente le sommet de la pyramide sociale : une statue. L'autorité suprême statufiée, intouchable, et c'est pourquoi dom Juan va lui toucher la main. Le fait d'épouser Elvire relève du même type de provocation : Elvire, la nonne, la fiancée de Dieu. Dom Juan n'est pas un athée définitif, il doute. Il est jeune. C'est quand on est jeune qu'on se pose ce genre de questions...

N.A. : « Il est individualiste, il n'est pas isolé, ni cynique, au contraire. Il n'est indifférent à rien. Il ne méprise personne, pas même Monsieur Dimanche.

Un moment de tension extrême

« Quand Monsieur Dimanche vient lui réclamer de l'argent, dom Juan se parvint au bout de son voyage à un moment de tension extrême. Il a besoin de dépenser son énergie, toute l'énergie qui lui reste. Il a besoin de quelqu'un en face, et il se trouve que c'est ce brave Monsieur Dimanche. Etant donné son rang, sa position, dom Juan pourrait bien le laisser dans l'antichambre, en lui faisant dire de repasser un autre jour. Mais non, il veut s'amuser.

M.B. : « Plus le personnage avance vers la mort, plus il est joyeux. Avec Monsieur Dimanche, il n'arrête pas de parler. Puis son père arrive et il ne dit qu'une seule réplique. Il passe d'un excès à l'autre. Dans le silence et les paroles, il y a la même vitalité, le même plaisir du jeu. Ensuite, c'est Elvire qui arrive et dom Juan porte la provocation à l'extrême.

N.A. : « A cet instant il l'aime. Il est tout le temps amoureux, le temps de le dire, le temps que l'amour risque de se transformer en ennui. Le temps du désir. Il ne trahit pas... Même si ce n'est pas le moteur essentiel de son comportement, je pense qu'il croit rendre service aux couples, en les séparant à l'instant de leur plus belle entente, juste avant que vienne la lassitude. C'est sa manière de réagir.

M.B. : « Il ne peut pas rester en place. Il ne peut pas s'arrêter. C'est pourquoi, quand il va dans la forêt — et la forêt, c'est quelque chose de très mystérieux, — il arrive devant le tombeau du Commandeur. Il est poussé par une sorte de destin, que Sganarelle en somme est chargé de lui désigner. C'est lui qui voit bouger la statue...

« Sganarelle est un peu ce que nous sommes : peureux, méditant — pendant la guerre, il aurait fait un très bon collaborateur. Dom Juan l'utilise pour préciser ses idées. Tous les deux,

ils me font penser à Beckett, à ces deux phrases de *Fin de partie* : « A quoi je te sers ? » « A me donner la réplique ». Ils sont intimes. La relation maître-valet n'est pas à souligner, elle est écartée.

« La pièce les prend au terme de leur vie commune. Sganarelle voudrait sortir dom Juan de son chemin suicidaire. Il s'occupe de lui, comme quelqu'un qui s'occupe des délinquants. Et il perd...

N.A. : « Sganarelle rassemble au public, c'est-à-dire qu'il éprouve du plaisir à regarder dom Juan jouer avec le feu, sans risquer de se brûler lui-même... Lui aussi est capable de générosité, de courage. Quand le Commandeur frappe à la porte, il a le courage d'aller ouvrir. Pourtant il a peur, terriblement. Le plus chrétien des chrétiens, quand il va rencontrer Dieu, est saisi de terreur...

« Dom Juan aime séduire, il le prouve dans la scène avec les paysannes. Il est prêt à tout pour parvenir à ses fins, et le produit est tellement dérisoire que ça en devient comique. Il aime aller au bout de la provocation, il le prouve avec le pauvre de la forêt, un jeune mystique réfugié là pour être plus près de Dieu. Quand dom Juan lui demande de jurer, c'est grave. A travers l'individu, c'est Dieu qu'il provoque...

« Il est assez monstrueux, sans doute, mais ce n'est pas le moteur de mon travail. J'ai besoin de défendre mon personnage. Dom Juan est ému, c'est un homme, pas un mythe. Il appartient à l'humanité. On n'a pas cherché à en faire un héros. Il est cruel et je ne lui cherche pas de justifications. Seulement, je ne dis pas : « J'ai été cruel. Ce sont les autres qui peuvent le juger. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Bouffes du Nord 20 h 30 - 3 parties du 16 mai.

موسيقى

Cannes

XXXVII FESTIVAL

« VOYAGE A CYTHÈRE »
de Théo Angelopoulos

SÉLECTION
OFFICIELLE

« CAL »
de Pat O'Connor

Changement de cap

Le destin du jeune Irlandais du Nord

Il pleut, et le festival est déconcerté. Finis les déjeuners sur la plage. Les affiches se décollent. La Grèce et l'Irlande ne sont pas gaies, il devient chic de diagnostiquer la morosité. En fait, tout va bien, la compétition garde sa tenue. Les spécialistes discutent ardemment autour du Voyage à Cythère (mais Angelopoulos a toujours filmé long) et Cal rencontre le public.

Voyage à Cythère marque le retour de celui qui fut, dans les années 70, le maître du cinéma grec, un auteur de films politiques passant par l'invention d'un nouveau langage : longs plans-séquences, distanciation à la Brecht, représentations symboliques de l'histoire de son pays.

Depuis Alexandre le Grand (1980), Angelopoulos n'avait tourné qu'un moyen métrage documentaire. Le retrouver avec Voyage à Cythère, c'est recroiser avec une certaine idée de la création cinématographique, voir comment Théo Angelopoulos, l'insurpassable qui a toujours provoqué des controverses, a évolué ou non. Par rapport à ce qui nous semble être son propos, Voyage à Cythère est un film envoûtant par certains beaux moments de la réalisation, mais en partie raté. Passons sur le premier quart d'heure où, à l'apparition de souvenirs d'enfance (quelle enfance ?) et de personnages mais définis, on se comprend pas grand-chose.

Nous voilà dans la Grèce d'aujourd'hui. Un metteur en scène de cinéma, qui ressemble un peu à Mastroianni chez Fellini, prépare un film sur un réfugié politique. Il fait passer une audition à des comédiens, aucun ne lui convient. Dans un café, il est fasciné par un vieil homme vendant de la lavande; il le suit. Plus tard, il va accueillir son père, ancien

combattant contre la dictature, revenant d'URSS après trente-deux années d'exil. C'est un vieillard à barbe blanche, fier et silencieux (il se parle guère qu'à son violon), perdu dans un pays dont il ne sait plus rien. Après de sa famille, il fait vite figure de gêneur.

Cette confrontation d'un ancien révolutionnaire et d'une génération maintenant installée dans la démocratie est une idée très forte. A partir de là, on reconnaît l'Angelopoulos du Voyage des comédiens, film relatif, justement, tout ce que le vieillard ignore. Après un découpage morcelé en mosaïque impressionniste, le cinéaste revient au plan-séquence, à cette manière inimitable qu'il a d'installer un personnage dans un environnement, un espace, où la lenteur hiératique, la durée, sont des figures de style nécessaires. Ainsi, la scène où l'exilé, dans la campagne déserte, siffle le signal par lequel il appelait autrefois ses compagnons de luita, et reste en face du vide.

Le vieillard veut reconstruire son univers, et ce n'est pas possible. Il en résulte des dissensions familiales et sociales (à cause d'une propriété qu'il refuse de vendre), assez embrouillées. Le scénario superpose, alors, à ce choc du déracinement, de la rupture, l'intervention des règles administratives. Le vieillard, dont l'identité n'est même pas prouvée, doit quitter le pays, être à nouveau relégué, mais où ? On n'exécute pas si facilement les fantômes du passé, dont une jeune femme, Voula (le rôle est un peu sacrifié, c'est dommage), refuse l'envahissement. Mais, par mauvaise conscience du côté de son fils, par amour du côté de sa femme qu'il avait d'abord repoussée, cet homme dont personne ne voulait plus, et que la police traque, retrouve une aide, une protection.

Un labyrinthe

On voit très bien le changement d'inspiration du cinéaste. Mais il se peut s'exprimer en termes de psychologie. Et si, dans sa mise en scène, chaque plan, long ou court, est superbement cadré, éclairé, si le drame maintenant déclenché s'enrobe d'une atmosphère de solitude, d'angoisse, de pluie, de mort morale, si les interprètes sont, constamment, les visages de cette mise en scène, l'émotion qu'on peut ressentir reste esthétique. Peut-être parce que l'idée d'un destin politique dévore les relations humaines en train de se rétablir.

Le fils de l'exilé s'engage dans ses problèmes de métier et de passion « voyage à Cythère », décidé pour un mariage. La lenteur et l'ennui - si on les ressent - viennent d'une confusion de situations dont le cinéaste, d'habitude plus rigoureux, aurait pu se passer. On dirait que ce constructeur d'images d'une intensité visuelle bouleversante (la fête des dockers, la scène finale) s'est égaré dans un labyrinthe de significations. L'œuvre serait, dit-on, le film futurisé par le fils du vieillard. Est-il ainsi divaguer ? Une chose est certaine : Angelopoulos a pris un tournant. On lui garde, en dépit de toute réserve, estime, admiration.

JACQUES SICLER.

Les premiers longs métrages se suivent et ne se ressemblent pas. Sans doute parce qu'il vient de la télévision, l'Irlandais Pat O'Connor a cette efficacité sans ampleur qui caractérise certains vieux routiers de la fiction. Les acteurs sont un peu livrés à eux-mêmes, la mise en scène retient juste ce qu'il faut d'informations pour que le spectateur ait ses points de repère en attendant la situation suivante. Pourtant, dans ce portrait par petites touches, quelques choses sont intelligentes, quelques choses sont tristes et pressantes.

S'il n'a rien d'un nouveau, Pat O'Connor a deux qualités : il sait sans insister utiliser des décors naturels et les charger de sens (1), et il a magnifiquement construit son film. Le métrage, ici, revient peut-être au scénariste, Bernard Mac Laverly, qui a adapté son propre roman ; en tout cas, la progression dramatique de Cal a conduit l'auditeur de la première séance publique vers des applaudissements nourris.

Cal est un jeune Irlandais du Nord, un catholique qui vit avec son père en plein quartier protestant. Il a participé à des attentats, il n'est pas violent lui-même. Il cherche à fuir, les coups le trouvent sans défense, et il ne veut plus tuer. Le dégoût qui l'éloigne des militants est aisément justifié par les personnages qui l'ont entraîné et l'entraîneront encore : fanatiques, ambigus, damnés, c'est ainsi qu'on nous les montre.

Bourrasques

Cal et ses amis ont assassiné un policier anglais et blessé son père. La femme que l'homme ensanglanté appelle avant de mourir se nomme Marcelle, et, coup de foudre, Cal apprend son nom en même temps qu'il se tombe amoureux. Le film s'ouvre sur les images du meurtre. Elles reviendront beaucoup plus tard dans le récit, flash-back qui

explose, et explicite définitivement ce que Pat O'Connor a patiemment indiqué, à travers des détails sur l'environnement de Cal, des bribes de conversation, des sourires à peine ébauchés, des moments de répit fugitifs : le film se raconte pas une histoire, il élabore un destin.

La maison de Cal, les protestants la brûlent. Les cadeaux que Cal a achetés pour Noël, les catholiques l'empêcheront de les distribuer. Avancant contre son malheur, aussi simplement et fatalement qu'on affronte les bourrasques quand il faut malgré tout rentrer chez soi, l'Irlandais attend que la police vienne le chercher.

Le pauvre visage de Cal, c'est celui de John Lynch, un jeune comédien dont la présence, parfois incertaine, est malgré tout l'une des plus attachantes que l'on ait remarquées depuis le début du festival.

CLAIRE DEVARREUX.

(1) Le film n'ayant pas été tourné en Irlande du Nord, il a été au Sud.

Les débuts de John Lynch

Il est difficile de donner une nationalité à John Lynch, alias Cal, tant les pays dont il est originaire forment un étrange mélange. Dans le film de Pat O'Connor, se frange dans les yeux, son visage émacié, ses vêtements un peu démodés, font de lui un jeune personnage typique de n'importe quel faubourg de Belfast ou de Dublin. A Cannes, au milieu de brouhaha moutonnés d'un grand hôtel de la Croisette, sa présence est un peu anachronique, et sa timidité, la première chose que l'on voit. En beaucoup de points, il reste Cal, qui lui colle à la peau mais ressemble davantage à ces étudiants de théâtre débattant dans les « puces » de Camden Town, à Londres.

John Lynch a vingt-deux ans, il est italo-irlandais et vit à Londres depuis quelques années, où il suit la Central School of Drama and Speech. Ses gestes posés sont cassés par une fougue très adolescente et passionnée quand il en vient à évoquer de son travail sur le film de Pat O'Connor.

Patsy Collock, chargée du casting, a cherché longtemps un comédien dans diverses écoles d'art dramatique, et même par le biais de journaux d'Irlande du Nord. Le mercredi, il était contacté ; le vendredi, il tournait. Mais quelle angoisse ! La première semaine de tournage reposait sur un contrat bizarre, un essai d'une semaine. Et puis il a été choisi.

C'est son premier long métrage, et il s'en souviendra. Raponlé dans ce qui était son enfance, il a vu restituée son hor-

reur de la violence, et son refus ou plutôt ses difficultés à s'engager dans une cause qui repose aujourd'hui, selon lui, sur un terrorisme gratuit. John Lynch débute Cal comme une étude de la pression d'une violence quotidienne sur les gens les plus démunis. Ce n'est ni un film d'images ni un film à message à proprement parler, dit-il. Mais c'est une réflexion à laquelle on ne peut échapper.



Comment exprimer sa révolte sans en arriver à prendre les armes, comme le font maintenant des jeunes tout juste sortis de l'enfance ? Je me suis senti politiquement impliqué, de par mon « background » affectif, culturel. Je souhaite que le film aide les jeunes à prendre certaines dis-

cipline, face à ce drame où il n'y a pas de solution réelle. Cet engrenage violent de la violence pour la violence ne plaidait pas pour notre cause. Présenté à Londres, dans une grande salle de Piccadilly, lors d'une projection unique, Cal a suscité une réaction unanime sur ce point : la cause irlandaise n'est pas d'être, mais elle doit sortir de cet engrenage. L'accueil a été bien meilleur que ce qu'on attendait d'un public britannique, très éprouvé par les récents attentats survenus à Londres.

Nerveux, John Lynch souhaite passer à autre chose, se délester avec chaleur le soutien qu'il a reçu de la part des autres comédiens irlandais, anglais et écossais pendant le tournage. Nouveau venu, il a bénéficié de l'aide et la confiance de Pat O'Connor. Dans un clin d'œil, il confie qu'après tout on lui avait tout de même confié le rôle, alors... Petit à petit, il se défend, raconte Londres, son accent irlandais des débuts, son prix du All Ireland Drama Competition, les aller-retour de sa famille entre l'Angleterre et l'Irlande, et puis Cannes, la grande parade.

Il a le sentiment d'être plongé provisoirement dans un vaste studio de cinéma. Très heureux que le film participe à la compétition, il est moins à l'aise dans ce défilé de fastes, de bruits, et se demande si les gens vont vraiment au cinéma. Il part jeudi, il a des projets de films, mais retour au théâtre d'abord. Son seul regret à Cannes, manque Robert De Niro, son acteur préféré avec Al Pacino.

NATHALIE GASSER.

MARIGNAN CONCORDE - GEORGE V - MONT-PARNASSE PATHE
BIENVILLE MONT-PARNASSE - MISTRAL - HAUTEUILLE PATHE
SAINT-GERMAIN VILLAGE - FORUM HALLES - WEPLER PATHE
FRANCAIS PATHE - BERLITZ - RICHELIEU - MAXEVILLE - FAUVETTE
ATHENA - GAUMONT GAMBETTA - NATION - PATHE BASTILLE
14 JUILLET BEAUGRENIÈRE - PARAMOUNT MAILLOT - 3 MURAT
GAUMONT CONVENTION - Cyrano VERSAILLES - Studio PARLY 2
4 Temps LA DEFENSE - Pothé BELLE-ÉPINE - Muldoon CHAMPIGNY
Penny SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS - ARGENTEUIL - François ENGHEN
VÉLIZY - Arnel RUEIL - Club COLOMBES - Trioyde ASNIÈRES - 3 VINCENNES
Gaumont EVRY - Buzo VAL D'HYÈRE - Flanodes SARCELLES
Avicco LE BOURGET - Arnel VILLENEUVE - Arnel MARNE-LA-VALLÉE
Arnel ROSNY - Arnel CORBEIL - 3 Pierrots SAINT-CLOUD - Parlor AULNAY
Parlours LA VARENNE - U.S.G. POISSY - Domini MANTES
P.B. CERGY-PONTOISE

ALAIN DELON NATHALIE BAYE

NOTRE HISTOIRE

UN FILM DE BERTRAND BLIER

GERARD DARMON MICHEL GALABRU

GENEVIÈVE FONTANA - JEAN MARIE LAMAGNAN
JEAN-FRANÇOIS STEVENS - SÉBASTIEN CHASSIN - JACQUES GAMIN
Images : JEAN-PIERRE DORVILLE - JEAN-PIERRE DORVILLE
Distribution : GÉNÉRIEUX - GÉNÉRIEUX
Les coproductions SARA FILMS - A.C.L. COLOMBES FILM 42

QUINZAINE

« FLIGHT TO BERLIN », de Christopher Petit
Salle d'attente

Une Anglaise débarque à Berlin, elle vient retrouver sa sœur. Dans le même avion, voyage Eddie Constantine, qui joue son rôle de star prolongée. A Londres, la jeune femme a peut-être tué un Chinois. En tout cas, elle fut son passé, y compris l'homme qui a partagé sa vie. Mais il vient la chercher et son passé ne la lâche pas. Elle s'y cogne chez tous ceux qu'elle rencontre, même quand il s'agit du mari et de l'amant de sa sœur, deux étranges de pensées équivoques, que la police recherche...

Le film aurait dû se passer à Paris. Les idées de la production l'ont déplacé, et ce n'est pas plus mal, à Berlin, cette ville close, métaphore du monde occidental, dit Christopher Petit, dont le film est lui-même une métaphore composée de citations, d'hommages au cinéma qu'il aime, celui de Wim Wenders et celui de Godard en premier.

Artifice dans une ville artificielle, insaisissable, dont Christopher Petit s'attache à reproduire

le charme flou. Il reste en surface, on a l'impression d'un espace de songe où viennent se poser des fantômes en transit. C'est joli, bien fait, bien joué par Tessa Sjöberg, Paul Freeman, par Lisa Kreuzer (la sœur), par Ewan Stewart inquiétant, Jean-François Stevanin drôle. C'est chic, ni plus ni moins désagréable qu'une conversation sophistiquée entre gens qui se connaissent.

Christopher Petit s'inquiète, dit-il - mais avec quelle pudeur ! - du blocage des cinéastes enfermés dans l'histoire du cinéma, de la situation actuelle du cinéma anglais, qui aurait, dit-il, vingt-cinq ans de retard sur la France et quinze ans sur l'Allemagne, qui est bloqué par des conditions de vie et par les solides qualités des grandes séries de la télévision... Situation comparable, selon lui, à celle du rock anglais, juste avant l'arrivée des Beatles. Wait and see.

C. G.

PERSPECTIVES

« DÉRAILLEMENTS », de Thierry Derocles
Un train de folie

C'est l'histoire d'une erreur d'attribution, qui a conduit un jour six wagons de chemin de fer sur la pelouse d'un hôpital psychiatrique. Ce déraillement est beau comme la rencontre d'une machine à coudre et d'un persil sur une table de dissection. Thierry Derocles a eu l'idée de ce documentaire qui retrace la construction dans le parc de la Clinique de La Charité, près de Blois, d'un drôle de bâtiment, à partir de wagons que la SNCF destinait à la casse. Truile à la main, les personnalités de cette clinique psychiatrique participent avec des élèves architectes et des ouvriers professionnels à cette ouverture ferroviaire et thérapeutique. D'où le titre de Dérailllements.

C'est Christophe de Boileuil, aujourd'hui directeur de l'école spéciale d'architecture de Paris, qui est à l'origine du projet. Il a une théorie sur les matériaux de récupération qu'il utilise par économie, mais aussi parce qu'ils ont une histoire et une âme. Un wagon de train est un de ces

« objets-mémoires » dans lesquels, psychotique ou sain d'esprit, chacun, explique-t-il, peut se retrouver : « Qui n'a pas un souvenir érotique dans un train ? Qui n'a pas attendu l'amour sur un quai de gare ? Qui n'a pas rêvé, désiré, devant un wagon bleu ? »

Pendant quatre ans, au rythme de fréquentes visites, Thierry Derocles a filmé le chantier. Accablés de deux par deux et disposés en croix, les six wagons forment l'ossature d'un bâtiment singulier, avec son portique en fer, son cloître et ses courbes. Les comparaisons ont été réduites par deux fois aussi et transformées en chambres. Il y a un moment très poétique, celui où les wagons, qui arrivent par la route, traversent un sous-bois sur une musique de Phil Glass.

C'est le premier film de Thierry Derocles, qui vient de monter Fort Saganne pour Alain Corneau et a produit Dérailllements lui-même.

B. L. G.

INTERNATIONAL DU FILM

SEMAINE
DE LA
CRITIQUE

« ARGIE »
de Jorge Blanco

Le cinéma de Pablo, c'est la révélation

L'humour est une donnée rare à Cannes. La Semaine de la critique a réussi à nous faire rire et à nous intriguer avec un film de nationalité douteuse, dont on aurait bien de la peine à dire s'il est plus français qu'argentin ou argentin qu'on tient compte des multiples facteurs qui entrent dans sa composition : un tournage essentiellement londonien, des extérieurs en Corse et dans la banlieue de Paris, un auteur - ô combien - en même temps qu'interprète principal indiscutablement argentin. Comble de supercherie, dans la brochure de la Semaine de la critique, on nous apprend même que Jorge Blanco est né en Uruguay.

Un pauvre *Argie* (argot anglais un peu péjoratif pour désigner les Argentins vus de Londres), Pablo, suit un strip-teaseuse, entre dans un pub en plein exercice de ses fonctions et s'apprête à la violer, quand elle lui suggère que ce serait bien plus confortable chez elle, dans un lit. Pablo est visiblement torturé. Soudain, la fille, l'acueille plus qu'amicalement, s'écroule de lui. Au même moment, la flotte britannique vogue vers les Malouines, M^{re} Thatcher rassemble les énergies nationales. Pablo vit deux passions qu'il exerce l'une par l'autre : d'une part, il faut vaincre l'ennemi qui s'apprête à envahir le territoire national, mais, d'autre part, que la guerre soit douce et l'indignation, la fureur révolutionnaire, cultivées en chambre ou dans un pub, rassurantes.

Ma concierge dirait que Pablo se joue un extraordinaire cinéma, qu'il

ne cesse d'en rajouter. Même lorsque, en réalité, il joue dans un film sur la torture en Argentine, il fait du cinéma. A ce rythme, tout va se solder, Pablo, sa copie et le spectateur perdent de plus en plus le nord. *Argie* brouille toutes les pistes, la fin devrait être tragique, avec cette exécution capitale où se mêlent vraies et fausses balles. Pablo est fou à lier, pas tant que cette guerre absurde, dont quelques fragments d'actualités nous révèlent l'horreur, ce blessé sans jambe, tout ce cinéma, ou cette télévision, mais c'est du pareil au même, qui veulent nous émouvoir, nous choquer. Pablo le paranoïaque ment comme un arracheur de dents, et pourtant il a une bien jolie fille dans les bras, il est sincère à en pleurer, il vit réellement, il vit le désespoir absolu dans la trame, mais sans mélodrame, sans proclamations de foi.

Derrière l'ironie, derrière la tendresse, se cachent l'angoisse, le désespoir : que devient mon pays ? Quelle est cette guerre que je ne vois plus qu'à travers les médias ? Que reste-t-il de nos amours, s'en est presque évanoui de surcroît, de nos espoirs, du cinéma ? Le film a été tourné avec quatre sous, en 16 mm, et des couleurs mal barbouillées.

Argie est la révélation du Festival. Il pourrait connaître sur quelque écran du quartier Latin une longue carrière et est déjà invité au festival des *new directors* du Musée d'art moderne de New-York en 1985.

C'était à Nantes il y a quatre ou cinq ans, nous avons eu pour la pre-

mière fois en France la révélation d'un authentique cinéma noir américain, c'est-à-dire réalisé par des Noirs et joué avec des Noirs.

Los Angeles noir

Bless their little Hearts a été tourné dans le quartier de Watts à Los Angeles, là-même où éclatèrent un jour des émeutes qui surprisent l'Amérique. Le cinéaste, Bill Woodberry, né en 1948 à Dallas, a enseigné le cinéma et les sciences politiques, et a également travaillé à Hollywood et sur diverses productions indépendantes. Son premier film ne ressemble à rien qu'on ait vu sur le sujet, ce n'est ni une œuvre militante ni un portrait psychologique, ou alors il faut entendre le terme « psychologique » dans son acception la plus fine, la plus exigeante : récréation d'un milieu précis, de rapports humains très faillibles.

Il est cinq, le père sans travail, qui traîne la journée à rien faire, désœuvré, diminué : la mère énergique, agressive même ; trois enfants, une fillette de douze ans, deux garçons de dix et cinq ans. La démonstration, ce qui ressemble presque à une démonstration, mais un peu comme un constat ethnographique, la tension qui ne cesse de monter, conduisent inévitablement à l'explosion, à la très violente explication entre le mari et la femme. Morceau d'anthologie, d'autant plus surprenant qu'il s'agit d'acteurs non professionnels. Tout un cinéma date

brusquement, des œuvres pourtant sympathiques comme *L'Affrontement* de et avec Paul Newman, vu récemment à Paris, n'ont plus grand sens.

Cette austérité devient profession de foi, avec peut-être les excès d'un choix si rigoureux, si sévère : la famille Banks accède au rang de symbole, les explications qui nous sont fournies pour bien comprendre ce cas vaudraient pour toute autre famille de quelque race, de quelque milieu que ce soit. Le film a coûté 25000 dollars (un peu plus de 200000 francs selon les fluctuations du change). Il part très lentement, au risque de décourager le spectateur. Et puis, progressivement, il se gorge de sens, à remettre à leur juste place, bien modeste, tant de films luxueux mais sans âme.

Un voyage à Damas

La Semaine de la critique trouve dans ces deux premiers films l'accomplissement le plus parfait de son idéal de révélation d'un cinéma en liberté, tourné hors des normes établies, sans qu'il faille en tirer des règles systématiques. On souhaite seulement qu'un jour Billy Woodberry comme Jorge Blanco aient les moyens de leurs ambitions, tout en se demandant si des moyens plus considérables n'aboutiraient pas à ruiner ces ambitions, à établir le compromis comme seule règle de survie.

Avec les Rives de la ville, de Mohamed Malas, production de

l'Office national du cinéma syrien, et unique film réalisé en Syrie cette année, on est surpris que le cinéaste ait réussi à contourner les consignes d'un régime qu'on imagine très à cheval sur les principes et à montrer un univers débridé, amical, souvent violent.

Un gamin et sa jeune maman arrivent de la campagne et s'installent à Damas, la ville mirage. Elle, la mère, très fine, très racée, lui, le gamin, avide de tout découvrir, se donnant à la vie de tout son être. Deux décors principaux, un peu comme au théâtre, la maison, l'habitation cédée par le grand-père, vieux despote odieux, la rue, spectacle permanent, où la violence peut déboucher sur le meurtre. Le cinéaste ignore les conventions de justice habituelles. Derrière la nonchalance, l'émerveillement, la mort peut surgir.

Tout autour, des adultes, boutiquiers, artisans, au très franc parler. Et la politique omniprésente. Le recul dans le temps, la fin d'une dictature, au Caire l'arrivée de Nasser au pouvoir et l'éphémère fusion entre la Syrie et l'Egypte en 1958. Oui, la pellicule offre des variations de couleur involontaires, la piste sonore semble traversée par une immense bourrasque, les sous-titres ont leurs lacunes. Un cinéma balbutie, nous rencontrons une capitale inconnue, un coin de cette capitale, comme d'une province hors du temps, hors du modernisme.

LOUIS MARCORELLES.

UN CERTAIN REGARD

Frontières invisibles et réelles

Minal Sen, cinéaste bengali, découvert à Cannes il y a quelques années, s'élève, dans ses films - ceux que nous connaissons - contre l'injuste condition faite à la femme, otage, esclave des familles. *Khandar* (les Ruines) est la douloureuse histoire d'une jeune fille (Shabana Azmi), vivant avec sa mère infirme (l'actrice Gita Sen, épouse du réalisateur) au milieu d'une grande demeure, abandonnée, délabrée.

Arrivent trois hommes, trois amis, dont un photographe, souhaitant se délasser de la ville, ils vont partager une supercherie grâce à laquelle la jeune fille veut aider sa mère à garder l'espoir d'un heureux événement qui ne se produira pas. Thème romanesque, mélodramatique, transformé par Minal Sen en complainte des ruines (celles de la propriété symbolisant l'effondrement d'une famille autrefois riche) et de solitude morale. Pri-sionnière de son dévouement, cernée de frontières invisibles (l'éducation, le devoir, la résignation), l'héroïne ne peut avoir droit au bonheur.

Aux yeux des citadins, la demeure est un paradis de tranquillité, de beauté et, de fait, les images sont belles. La mise en scène les réfracte dans une désolation intérieure. Le photographe, conditionné, sans doute par son métier, ne distingue que les apparences. Un bref moment, pourtant, il comprend la souffrance, le besoin d'amour de la prisonnière. Moment suspendu à un fil tenu, vite rompu. Minal Sen a réussi une tragédie intimiste dans le contexte social d'une féodalité agonisante dont la femme est la victime expiatoire.

Enrique et Rosa, Indiens - frère et sœur - d'un village du Guatemala, connaissent, eux, dans El Norte, de Gregory Nava (Etats-Unis), la violence et l'oppression d'un régime où les militaires sont des massacreurs. Cylone de l'horreur quotidienne, il faut fuir. Enrique et Rosa s'engagent dans la grande aventure de l'émigration sauvage. Ils se heurtent à des frontières bien réelles les séparant de la liberté, du « rêve californien ».

Traversée du Mexique, tentatives de passage clandestin. Avec ce couple, Gregory peint le sort misérable des Latino-Américains, leur farouche effort de survie, leur attirance de l'El Norte auquel les dévorantes de ce tiers-monde croient pouvoir s'intégrer. Pénipeties dramatiques pour un film de colère, de révolte, de réalité sociale brisant les illusions ou tant d'hommes et de femmes se perdent. Enrique et Rosa (interprétés par deux jeunes acteurs étonnants, porteurs d'une culture d'un imaginaire et d'une sensibilité purement indienne) atteindront San-Diego, porte vers Los Angeles, en rampant dans un tunnel d'égouts grouillant de rats.

D'autres frontières les piègent : injustice, ségrégation, police des services de l'immigration. Tourné dans des conditions difficiles, semi-clandestines, le film transmet aussi l'expérience hasardeuse, mais nécessaire, du réalisateur et de son équipe. Ici, les désirs du Guatemala ou d'autres pays d'une Amérique latine bouleversée par les guerres civiles sortent de l'ombre des témoignages naturalistes et documentaires. Ils s'adressent à nous en êtres humains, changeant le regard porté sur les ficelles cinématographiques. *El Norte*, en outre, est une production indépendante.

J. S.

GEORGES BEAUME, AGENT, RACONTE :

« Je revois Errol Flynn arrivant dans le port... »

Ancien journaliste à Cinémond et à Jours de France, producteur au théâtre d'Orson Welles et à la radio de la compagnie Renaud-Barroul, Georges Beaume est devenu l'agent d'Alain Delon de 1958 à 1975. Il est actuellement l'agent de Simone Signoret, d'Hanna Schygulla, de Nastassja Kinski et, parmi les meilleurs en scène, de Joseph Losey, Roman Polanski et Andrzej Wajda. Comment définir, pour le public, la notion d'agent, puisque celle d'imprésario est tombée ? « Un agent, dit Georges Beaume, est un conseiller de carrière ; le bon agent permet aux artistes qu'il représente d'aller jusqu'au bout d'eux-mêmes et de leur talent, dans les meilleures conditions possibles ». Georges Beaume est retourné à Cannes pour la trente-septième fois de sa vie.

« Je n'ai pas la mémoire des dates, dit Georges Beaume. J'ai une mémoire très sélective et très coupée qui ne situe pas bien les choses dans le temps, elle est plutôt affective, et ce sont des scènes ou des rencontres, des émotions, des visages qui me ramènent aux événements. Ainsi mes souvenirs du Festival de Cannes s'attachent-ils plus à des hommes qu'à des œuvres, qu'à sa physionomie propre.

« Au tour lendemain de la guerre, et pour les dix premières années, je suis allé à Cannes comme journaliste. J'habitais au Carlton, j'étais un homme qui voyait tout et qui allait partout. Quand j'y suis revenu en tant qu'agent d'Alain Delon et de Romy Schneider, je me suis réplé à Saint-Paul-de-Vence et je suis devenu un homme qui ne voit que ce qu'il choisit de voir, et qui ne va nulle part. »

Le côté du brillant

« Les premières années, c'était la fête. On s'offrait en spectacle les uns aux autres. Le souci des délégations nationales, qui faisaient penser à des équipes de football, n'était pas de donner le film le meilleur mais la fête la plus réussie. Et, du fait de la présence de toutes ces jeunes starlettes et de tous ces jeunes starlets, les activités sexuelles s'intensifiaient. Le pouvoir était du côté du brillant : on avait des yachts, on faisait des beuveries, on organisait des raouts - vous savez, ce terme de vénérerie qu'a utilisé Robert de Montesquiou, parce qu'il trouvait les bals trop vulgaires, - des aventuriers se spécialisaient dans les mariages de vedettes. Marine Carol épousait Steve Crane quand Rita Hayworth épousait Ali Khan. Un académicien posait sa cape sur les épaules nues d'un jeune acteur, j'en trouvais dans un ascenseur, je tombais sur d'immenses yeux affolés : Elisabeth Taylor n'avait pas encore sa réputation... »

« Je revois des images : Errol Flynn arrivant dans le port avec un bateau tout noir, qui s'appelait le *Zacca*, et un équipage de Porto-

ricains. Quand il entrerait dans le rade de Cannes, il se mettait à la barre, c'était un grand spectacle hollywoodien. Il retrouvait ses amis, le prince Rachevski, Porfirio Rubirosa, Ali Khan. Ces hommes étaient des play-boys, toujours plus ou moins mariés avec des stars de cinéma. Ils ne se promenaient pas sans leurs orchestres, un soir mexicain avec des bandonions, un autre soir trizane avec des violons.

« Je revois l'arrivée au Carlton d'Alain Delon, assis entre Romy Schneider et Sophia Loren dans une limousine qu'on avait découverte pour bien les exposer au public. Une émeute. La foule a fait éclater les glaces du Carlton : une chose qu'on ne reverrait plus aujourd'hui. La promenade sacrée consistait à parcourir les 200 mètres qui vont du Carlton à l'ancien Palais des Festivals, certaines vedettes les faisaient en voiture, les plus habiles à pied. Les cris du public amassé de part et d'autre des barrières servaient de thermomètre de popularité.

« En 1958, Alain Delon était venu pour la première fois de sa vie au Festival, il s'était fait jeter du Palais parce qu'il ne portait pas de cravate, il avait dit : je reviendrai... Douze ans plus tard il siégeait au bar du Carlton avec Joseph Losey et Luciano Visconti : Losey préparait avec lui son *Tristram*, Visconti son *Proust*, dans lequel il devait jouer le narrateur ; de grands silences s'échangeaient entre les deux metteurs en scène. Je revois Orson Welles sur la Croisette. Welles a une propriété étrange : il stoppe le monde, tout s'immobilise autour de lui, les gens le regardent et essaient de deviner pour les boire ses paroles : comme il a la voix qui porte, on l'entend d'assez loin... Il trônait à la terrasse du Carlton à la façon d'un grand conteur arabe sur la place Djema L'Fnaa à Marrakech.

« Un jour, à une projection, Dolores del Rio est venue s'asseoir à côté de moi : c'était une beauté extraordinaire. Welles en avait été très amoureux en 1942 - elle vient de mourir à Mexico. Elle s'est installée dans son fauteuil, très droite, bien calée, le buste en avant pour



bien se présenter à son public. Au bout de deux heures de projection, quand les lumières se sont rallumées, je me suis retourné vers elle : elle n'avait pas bougé d'un millimètre. Un flash aurait pu la surprendre à l'instant quelle seconde de ces deux heures, elle conservait sa position royale de star en représentation... »

Le temps du panache

« Le soir, je me baladais avec mes chiens autour des bateaux. Sur un pont arrière, tard dans la nuit, Sam Spiegel lisait le *Financial Times*, une bouteille de Dom Pérignon à portée de sa main. Il m'a fait signe de monter : il m'a raconté le film qu'il préparait. C'était *Lawrence d'Arabie*. Sur son bateau il rêvait des déserts où il allait tourner... Sam Spiegel appartenait à une race de producteurs, d'hommes passionnés, amoureux du cinéma, qui ont disparu, remplacés par des banquiers et des puissances financières. Tous ces hommes se retrouvaient la nuit dans les casinos : Jack Warner, Darryl Zanuck, Sam Spiegel ou Robert Dorfman ne jouaient pas seulement dans leur métier, mais, autour des tapis verts, ils jouaient des fortunes tous les soirs. Ce panache a disparu.

« En 1968, il y a eu un coup de tonnerre. J'étais à la Colombe avec Simone Signoret. Elle est attentive à tout ce qui se passe, elle sait tout, avant tout le monde, elle a des

antennes. Nous descendions tous les matins à Cannes pour prendre les nouvelles. Jean-Luc Godard avait dit : « Qu'est-ce que c'est, le cinéma ? C'est la vie. » Comme les jeunes gens ont voulu changer la vie, ils ont voulu changer le cinéma, ça allait de soi. Ils ont donc essayé, avec une bonne volonté chahutée, de faire du cinéma. On sentait la grisaille chez ceux qui s'étaient emparés de la parole, ne l'ayant jamais eue, et qui s'enivraient de leur propre discours. Dans la salle Jean-Cocottes, réunis pour un concubinage, quelques metteurs en scène français plutôt naïfs expliquaient qu'il fallait détruire tout ce qui existait et créer de nouvelles conditions de travail. Quelqu'un a boudé sur scène : Roman Polanski. Il a dit : « Vous êtes complètement fous, j'ai connu les régimes vers lesquels vous souhaitez aller, vous avez encore la liberté de faire des films, vous le menaces. Il a été accueilli par des huées. »

Rentrer dans les schémas

« Avant 1968, qui tenait le haut du pavé ? Le producteur tout puissant, confinant à sa caricature avec le cigare, la Rolls de location, la starlette et le yacht. Après 1968, les créateurs ont été les éléments dominants du Festival, qui ont permis l'éclosion des sections parallèles. Depuis quelques années, dans cette industrie comme dans toutes les autres, ce sont les décisionnaires économiques qui ont pris le pou-

CHACQUE JOUR EN DIRECT
DU FESTIVAL DE CANNES
16H - 18H

ECOUTEZ
LE CINÉMA

une émission

Radio 7

RCA FM
RADIO CÔTE D'AZUR

Le Monde

قناة من الاصل

(Publicité)

Gaumont

L'ART DU SPECTACLE

DANS l'estimation de la valeur que le public attribue à un film (...), la seule chose qui compte est de savoir si, dans les bobines de films inertes, sommeille une princesse endormie qu'un magicien réveillera tout à l'heure sous le rayon de la lampe merveilleuse. Je veux dire une belle histoire. Voilà le grand point, l'unique : l'histoire, le conte, la fiction, le rêve, et le reste n'est que matière.

Ainsi, la chose la plus vieille du monde, qui est la fable, asservit à ses immortels caprices, les plus modernes inventions : les découvertes les plus prodigieuses, au lieu de la remplacer dans l'esprit des hommes, ne servent qu'à la rajouter.

LOUIS FEUILLADE (1873-1925)
(Directeur artistique de Gaumont.)

APRÈS LA RÉPÉTITION

Ingmar Bergman

Sélection officielle (hors compétition)

A la manière de certains artistes de music-hall, Ingmar Bergman n'en finit pas de faire ses adieux à la caméra. Et tant mieux ! Qui s'en plaindrait ? Comme son titre le laisse entendre, ce film explore l'univers du théâtre. Une fois de plus, pour-moi-on dire, car Bergman aura souvent filmé les coulisses de la scène. Sans doute, mais jamais avec une telle impudeur, une telle intensité à la fois sévère et amoureuse. Après le sarabande unanimiste de Fanny et Alexander, voici, resserré, distillé, un huis-clos à trois personnages. Un vieux metteur en scène, qui monte pour la cinquième fois, sans se lasser, le Songe de Strindberg. Une actrice névrosée, alcoolique, inquiète ; son médecin couche avec elle, son mari la bat... Une autre actrice, enfin, jeune, impulsive, avide d'apprendre.

Jadis, le vieux metteur en scène fut l'amant de sa mère. Ces trois êtres s'affrontent. Épié en gros plan par Bergman, chacun, tour à tour, tombe le masque personnel. A la question laissée en suspens par Jean Renoir dans le Carrosse d'or, Bergman s'efforce de répondre : « Où finit le théâtre, où commence la vie ? »

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES

Werner Herzog

Sélection officielle (en compétition)

Après la Grèce (Signes de vie), le Mexique (Les néons aussi ont commencé à pleurer), et encore le Pérou (Aguirre, l'écume du ciel), Werner Herzog a planté sa caméra hallucinée dans le désert central de l'Australie. Le plus romantisme des citoyens du monde s'est mis à l'écoute des aborigènes. « Mais je ne joue pas à l'anthropologue, au faux monnayeur de service », précise le cinéaste. Le récit (une fiction inspirée, hélas, de faits réels) oppose les aborigènes à une compagnie minière qui veut extraire de l'uranium à l'emplacement de l'un de leurs sites sacrés, là où rêvent les fourmis vertes. En quelques

heures, les bulldozers vont balayer quarante mille ans de mythes et de traditions. Adeptes d'une religion cosmique et sensuelle, les aborigènes s'identifient à la terre, aux pierres, aux arbres. Remuer leur sol, c'est remuer leur corps. Évidemment, ce serait la méconnaissance. Herzog n'adopte pas le ton larmoyant d'une fable écologique. Ses ambitions se situent ailleurs. Une philosophie du rêve où notre temps n'a pas cours. Il fixe sur la pellicule une civilisation qui s'efface, emportant ses secrets.

Festival de Cannes 1984 : les films Gaumont

HENRI IV, LE ROI FOU

Marco Bellocchio
Sélection officielle
(en compétition)

Gare ! Ici, ni panache blanc, ni poulx au pot, ni Ravalliac. Ce Henri IV n'est autre que l'empereur germanique du onzième siècle, celui de Canossa, de la querelle des Investitures avec le pape. Cela posé, il ne s'agit pas non plus d'une reconstitution historique. La pièce de Pirandello dont s'inspire le film fouille au bistouri le thème de la folie. Enfermé depuis vingt ans dans un château gothique, un homme se prend pour Henri IV. C'est à la suite d'un accident de cheval, ou peut-être bien d'un grand amour blessé, qu'il aurait perdu la raison. Mais, cette dernière, ne l'a-t-il pas simulée ? Et s'il l'a simulée, n'est-il pas, à la longue, vraiment devenu fou ?



Avec Henri IV, il l'aborde de front, et propose une réflexion vertigineuse. Interprète du rôle principal, Marcello Mastroianni, loin de toute hystérie, souffle à mi-voix le secret du roi fou. Face à un monde conformiste, imbécile et faux, le refuge dans la folie constitue encore la solution la plus... raisonnable.

LE SUCCÈS A TOUT PRIX

Jerzy Skolimowski

Sélection officielle (en compétition)

« Ne volez pas que la Pologne n'intéresse plus personne, nulle part ? » Ce morceau de dialogue donne assez le ton du nouveau film de Skolimowski. Il y a deux ans, Travail au noir ébranlait sans ménagement la quiétude du Festival de Cannes. Une fable échevillée, cocasse, tournée avec rage et fébrilité juste après le coup d'État militaire.

Le Succès à tout prix doit beaucoup au propre fils de Skolimowski. Le jeune homme a cosigné le scénario et tient un rôle dans le film. « J'ai enlevé ce garçon à son pays d'origine, où il avait son envi-

ronnement naturel et était parfaitement heureux. Nous nous retrouvons coincés à Londres. Qu'y faisons-nous ? Pourquoi lutons-nous ? », s'interroge le cinéaste. Sur l'écran, derrière le vernis de la fiction, il a mis beaucoup de lui-même, sa maison, son fils, ses amis, sa maison. A Michael York, dans le rôle d'un metteur en scène de théâtre, il a confié le soin de le représenter, sans ménagements. Au-delà des rapports père-fils, Skolimowski traite amèrement des vertus de l'essai, de la frontière incertaine entre art et politique.

QUILOMBO

Carlos Diegues

Sélection officielle (en compétition)

Artisan avec Glauber Rocha du « Cinema Novo », Carlos Diegues n'a cessé de filmer amoureusement son Nordeste brésilien. Avec Quilombo, il signe une furieuse fresque historique. Les « Quilombo » désignent au dix-septième siècle des communautés libres d'esclaves noirs, en révolte contre les Portugais. La plus célèbre de ces démocraties clandestines et spontanées fut la « Quilombo de Palmares ». Très prospère, vivant du produit de ses cultures, elle regroupait trente

mille personnes. Contre cette utopie fragile, la répression portugaise allait s'exercer féroce.

En recomant les trente dernières années de la communauté, à travers la vie de l'un de ses dirigeants, Carlos Diegues illustre en parabole le légendaire à rêver brésilien. Et nous renvoie ainsi à la situation douloureuse du Brésil contemporain. Dans le rôle féminin principal, Zezé Motta qui fut l'inoubliable Xica da Silva.

Plus que jamais, Gaumont croit à la force d'une communauté latine qui s'étendrait de Rome à Brasília, et entretient avec le Brésil des relations véritablement affectives.

Sur place une ambassade, Gaumont do Brasil, et un ambassadeur, Jean-Gabriel Albicocco.

GHARE BAY (THE HOME AND THE WORLD)

Satyajit Ray

Sélection officielle (en compétition)

Satyajit Ray, cinéaste indien, est unanimement considéré comme l'égal des plus grands, de Visconti, de Ford ou de Renoir (qui détermina sa vocation). Depuis Pather Panchaj, chacun de ses films aura suscité la ferveur des cinéphiles du monde entier. Cette fois, il adapte l'œuvre du célèbre écrivain Tagore (prix Nobel de littérature).

1908. Bengale oriental. Afin de séparer les hindous des musulmans, les Anglais projettent de scinder administrativement la région en deux. La décision déclenche des émeutes populaires. Le film met en présence trois person-

nages. « Une sorte de triangle amoureux », concède Ray.

La mari, libéral propriétaire terrien, encourage sa femme à se libérer du carcan de son éducation traditionnelle. La rencontre avec un intellectuel activiste permettra à la jeune femme de franchir le pas de l'émancipation. Et, brusquement, le monde en ébullition de l'extérieur ravage la maison calme... Satyajit Ray aime à citer son vieux professeur de jadis : « Brûlant au dedans, froid au dehors, le volcan symbolise parfaitement l'artiste oriental. »

LE TARTUFFE

Gérard Depardieu

Sélection « Un certain regard »

Présenté à Cannes dans la sélection « Un certain regard », ce film scrute l'événement théâtral de la saison. Créé à Strasbourg par Gérard Depardieu, François Périer et Elisabeth Depardieu, dans une mise en scène de Jacques Lassalle, ce Tartuffe fut repris à Paris au Théâtre de la Ville. Depardieu nous propose non pas un simple enregistrement du spectacle, mais un véritable film, soigneusement éclairé et cadré. A la rigueur janséniste du décor, à la cadence métronomique des alexandrins, répond ici en écho l'usage presque systématique d'un objectif 50 mm (comme chez Bre- son).

« Ah ! Pour être dé- voir, je n'en suis pas moins homme », Pro- ciement, Lassalle et Depardieu ont tenu à privilégier cet homme blessé, piégé par l'imposture. Donner sa chance à un vilain, Hitchcock en faisait une affaire de morale. « Il faut choisir, mourir ou mentir », réclame Cécile. Tartuffe a choisi.

Pour la première fois, Gérard Depardieu s'essaye à la mise en scène. Pourquoi avec le Tartuffe ? « La première raison, c'était de fixer la lecture d'un classique, fixer Périer, aussi. La seconde rai-

son, c'est que je n'avais pas envie que la télévision vienne filmer en quatre jours, vienne violer un spectacle comme celui-là... Je ne sais pas si la mise en scène m'intéresse véritablement. D'autant plus que ce n'était pas tellement une mise en scène, j'ai réalisé. »

Et la troisième raison, c'est que Gaumont admire Gérard Depardieu dans tout ce qu'il fait, dans tout ce qu'il ose.

Les acteurs de son envergure doivent être considérés comme des auteurs à part entière. La place qu'il occupe dans cette sélection cannoise procède donc d'une logique évidente, la logique du talent.



Extrait du catalogue Gaumont 1975-1983

En gras, les films sélectionnés à Cannes

1975
L'ANGLAISE ROMANTIQUE (Joseph Losey)
COUSIN COUSINE (Jean-Charles Tacchella)
PAS DE PROBLÈME (Georges Lautner)
LE SAUVAGE (Jean-Paul Rappeneau)
VIOLENCE ET PASSION (Luciano Visconti)

1976
UN ÉLÉPHANT CA TROMPE ENORMÉMENT (Yves Robert)
JONAS (Alain Tanner)
LA MARQUISE D'O (Éric Rohmer)
LE MESSE (Roberto Rossellini)

1977
BALLADE DE BRUNO (Werner Herzog)
CASANOVA (Federico Fellini)
LA DENTELLE (Claude Chabrol)
LE DESERT DES TARTARES (Valerio Zurlini)
LE DIABLE PROBABLEMENT (Robert Bresson)

DIABLO MENTHE (Diane Kurys)
DONA FLOR (Carlos Diegues)
DES JOURNÉES ENTIÈRES DANS LES ARBRES (Marguerite Duras)
NOUS IRONS TOUT AU PARADIS (Yves Robert)
L'ŒUF DU SERPENT (Ingmar Bergman)
PADRE PADRONE (Paolo et Vittorio Taviani)
LE PASSÉ SIMPLE (Michel Dretzen)

1978
LA CARAPATE (Gérard Oury)
LE CRI DU SORCIER (Jerzy Skolimowski)
LE DOSSIER 61 (Michel Deville)
L'ÉTAT SAUVAGE (Francis Girod)
JUDITH THESPAULVE (Patrice Chéreau)
LE MIROIR (André Tarkovsky)
LES RENDEZ-VOUS D'ANNA (Chantal Akerman)
RÊVE DE SINGE (Marco Ferreri)
LE SUCRE (Francis Girod)
VIOLETTE NOZIÈRE (Claude Chabrol)
XICA DA SILVA (Carlos Diegues)

1979
CLAIR DE FEMME (Cecilia Gervais)
LE COUP DE SIROCCO (Alexandre Arcady)

COUP DE TÊTE (Jean-Jacques Annaud)
COURAGE... FUYONS (Yves Robert)
DON GIOVANNI (Joseph Losey)
ET LA TENDRESSE BORDEL (Patrice Chéreau)
FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (André Delvaux)
FUC OU VOYOU (Georges Lautner)
LE GRAND ÉMBOÛTEMENT (Luigi Comencini)
LE MALIN (John Huston)
MESSIDOR (Alain Tanner)
NOSFERATU (Werner Herzog)
PERCEVAL LE GALLOIS (Éric Rohmer)
PROVA D'ORCHESTRA (Federico Fellini)
LE PULL OVER ROUGE (Michel Drach)
SÈRE NOIRE (Jean Cornuel)
LES SŒURS BRONTË (André Téchiné)
TAPAGE NOCTURNE (Catherine Breillat)

1980
LA BANQUIÈRE (Francis Girod)
BLACK JACK (Kenneth Lonergan)
LA BOUM (Claude Pinoteau)
BYE BYE BRASIL (Carlos Diegues)
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À SBOU (Francesco Rosi)

LA CITÉ DES FEMMES (Federico Fellini)
LE COUP DU PARAPLUI (Gérard Oury)
LA DAME AUX CAMELIAS (Mauro Bolognini)
LE DERNIER MÉTRO (François Truffaut)
LES EUROPEËNS (James Ivory)
LE GUNGHOLO (Georges Lautner)
LES HÉRITIÈRES (Marta Meszaroš)
LOULOU (Maurice Pialat)
MON ONCLE D'AMÉRIQUE (Alain Resnais)
DUELIER VENISE (Franco Brezina)
PPI CACA DODO (Marco Ferreri)
LE ROI ET L'OISEAU (Paul Grimault)
LA TERRASSE (Enrico Sola)
LE VOYAGE EN DOUCE (Michel Deville)
WOYZECK (Werner Herzog)

1981
LES AILES DE LA COLOMBE (Benoît Jacquot)
LES ANNÉES LUMIÈRES (Alain Tanner)
LA CHÈVRE (Francis Veber)
EAUX PROFONDES (Michel Deville)
ÉLÉPHANT MAN (David Lynch)
EUGENIO (Luigi Comencini)

LA FEMME D'A CÔTÉ (François Truffaut)
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Eric Rohmer)
LA FILLE PRODIGE (Jacques Doillon)
HISTOIRE D'ADRIEN (Jean-Pierre Denis)
NOCES DE SANG (Carlos Saura)
LA PEAU (Liliana Cavani)
POSSESSION (Andrzej Zulawski)
LE PROFESSIONNEL (Georges Lautner)
LA PROVINCIALE (Claude Goretta)
QUARTET (James Ivory)
STALKER (Andrei Tarkovsky)
LES TROIS FRÈRES (Francesco Rosi)

1982
LES ANNÉES DE PLOMB (Margareth von Trotta)
L'AS DES AS (Gérard Oury)
LA BOUM N° 2 (Claude Pinoteau)
BUTABAMA HOSPITAL (André Anderson)
LES FANTOMES DU CHAPELIER (Claude Chabrol)
FITZCARRALDO (Werner Herzog)
LE GRAND PARDON (Alexandre Arcady)
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (Michelangelo Antonioni)

GUY DE MAUPASSANT (Michel Drach)
LA NUIT DE VARENNES (Ettore Scola)
PARISAL (Hans Jürgen Syberberg)
QUERELLE (Rainer Werner Fassbinder)
TOUT FEU TOUT FLAMME (Jean-Paul Rappeneau)
LA TRUITE (Joseph Losey)

1983
A NOS AMOURS (Maurice Pialat)
UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Andrzej Wajda)
LA BALLADE DE NARAYAMA (Shohei Imamura)
CARMEN (Carlos Saura)
COUP DE FOUDRE (Diane Kurys)
DANTON (André Vajda)
ÉQUATEUR (Serge Gancebourg)
FANNY ET ALÉXANDRE (Ingmar Bergman)
HANNA K (Costa-Gavras)
L'HOMME BLESSÉ (Patrice Chéreau)
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Jean-Jacques Burnet)
LA TRAVIATA (Franco Zeffirelli)

مقداد من الاصل

(Publicité)

Gaumont

L'ART DU SPECTACLE

Fanny, Alexandre, Carmen, Swann, Suzanne et les autres...

De la presse au box-office, en passant par les Oscars et les Oscars, la saison cinématographique Gaumont a été riche en événements.

FANNY ET ALEXANDRE

« Je suis très attiré par mon enfance, j'en suis presque obsédé. Ce sont des images, des impressions qui sont claires et qui ont une odeur. Parfois, je peux parcourir le paysage de mon enfance, les chambres que j'ai habitées, les meubles, les tableaux au mur, la lumière. C'est comme un film et je mets en route le projecteur... » (Ingmar Bergman). Avant de réussir à « mettre en route le projecteur », il aura fallu au maître de Farøe des années d'incertitude. Trois heures de cinéma, six heures de télévision, six mois de tournage, cent cinquante acteurs, mille figurants, il a pu enfin filmer dans son pays et dans sa langue le sage familial des Ekdahl.

« Gardons-nous pourtant de voir là un testament, une anthologie des grands thèmes bergmaniens (même s'ils y figurent). Fanny et Alexandre est un film étrange et passionnant qui puise son inspiration à des sources jusqu'ici cachées, et où le cinéaste reconnaît à la fois son univers et son style » (le Monde). On s'attendait

en effet à un crépuscule d'un Dieu figé, et c'est au contraire un torrent d'images chaudes, pétillantes, parfois pailloises. « Cinéma de saveurs, d'odeurs, de reminiscences, d'effusions... de l'évidence » (les Nouvelles). Un univers proustien où des enfants au regard grave hantent des maisons lumineuses en quête d'obscur secrets. « Le film d'un homme au soir de la vie, qui ne sait plus parler que de l'aurore, et qui, dans les neiges du matin, voit les premiers pas de la mort s'imprimer... » (le Monde). Et Dieu, Ingmar Bergman ? « Dieu, n'est-il pas, au bout du compte, la grâce ? N'est-ce pas, dans l'esprit incroyant de Bergman, un état de sainteté, de création et d'amour ? » (le Monde). Comme Fellini, Bergman a compris que le meilleur moyen de devenir universel consistait à rester particulier. « Comment dit-on « amarcord » en suédois ? » (le Figaro-Magazine).

FANNY ET ALEXANDRE
César 84 du meilleur film étranger. Oscars 84 du meilleur film étranger, de la meilleure direction artistique, de la meilleure photo, des meilleurs costumes.

A NOS AMOURS

« J'ai peur d'avoir le cœur sec », constate l'héroïne de Maurice Pialat. C'est ailleurs dans le dialogue, une phrase de Van Gogh lui fait écho : « La tristesse dure tout un jour. » Et pourtant, ici, nulle effusion complaisante. Pâle-méla, des rires, des cris, des larmes et du sang, comme dans la vie. La caméra enregistre sans adoucissement les lavages de linge sale en famille. « Dans A nos amours, le geste tabou le plus récurrent, c'est la gifle. On se bat bien en général chez Pialat, mais on tape encore plus dur dans ce dernier film, qui se présente comme une anthologie d'agressions en dégradé : la carotte sèche, la claquette retentissante, la baffe lourde, les beignes à la Berdaru » (Cinéma72).

D'un film de Pialat, cérémonie vaudou, psychodrame impudique, ni acteurs, ni techniciens, ni spectateurs ne sortent jamais indemnes. Chez Pialat, malgré la spontanéité apparente, tout est écrit, recomposé, comme chez Renoir ou chez Renoir. « A nos Amours est plus que le meilleur Pialat, c'est le film à partir duquel il sera ridicule (et même obscène) de parler de Pialat comme du grand

méconnu du cinéma français. A cause de l'ampleur du geste (Pialat-peintre), de la liberté de ton (Pialat-dialecticien), de l'algèbre dans le nihilisme (Pialat-musicien), toutes ces choses qui font que s'il fallait lui trouver un ancêtre, ce serait du côté de Renoir. Rien moins » (Libération). Au milieu du déchaînement de ces modernes Attilas, la candeur gouailleuse d'une débutante, Sandrine Bonnaire. « Une comédienne de dix-sept ans qui, dès son premier rôle, non seulement révèle un talent, une justesse de ton, un naturel confondants, mais, en plus, ouvre une voie inconnue, impose un style neuf, une nouvelle façon d'être belle, d'être jeune, d'être émue, d'être sensuelle » (Première). Les jeux de l'émotion et du hasard à l'heure du fast-food et du vidéo-clip. « Suzanne ressent l'angoisse distinguée qui était autrefois le douteux privilège du libertin vieillissant, lassé de trop de conquêtes faciles » (le Monde). Chaque film, décidément, nous ramène à Proust...

A NOS AMOURS
Prix Louis-Delluc 83. César 84 du meilleur film. César du meilleur jeune espoir féminin (Sandrine Bonnaire).

ET VOGUE LE NAVIRE

« A mon âge vénérable, j'ai encore grimpé sur les tubulures de Cinécitra pour regarder avec satisfaction les fausses vagues de plastiques soulevées par le faux navire... »

C'est le cinéma. C'est mon film. Le reste, ce sont des bavardages.

mais tout le monde a le droit de bavarder. » (Federico Fellini). Dans Amarcord, un paquebot magique traversait fugitivement l'écran. A son bord, Fellini a choisi d'y situer son nouveau film. Comme d'habitude, depuis trente ans, le « maestro » divise la critique. « Rien à voir

avec le cinéaste rampant et réaliste ou l'intimisme exagéré, Fellini a enfilé ses caméras de sept fleuves. Pulmonaires, restez dans vos pantoufles ! » (VSD). « L'inventeur de formes cède trop souvent le pas au bonimenteur de vérités premières. Le film s'écroule, se boursouffle, se gonfle, menace en ligne de flottaison, et trop vouloir montrer, dire et prouver » (les Nouvelles). « Must ou parant, un film, pour Fellini, est artifice. La grand navire se compose d'un assemblage de plusieurs décors de studio, une mer de collages ondule autour de la coque ; le ciel et les nuages sont peints en trompe-l'œil, on peut y voir au même temps le soleil et la lune. Un prodigieux chef-d'œuvre d'art de cinéma » (le Monde). « Il y a dans E la saveur de ces gaffes redoublées qui font sa honte : notamment la conclusion insupportable qui nous fait découvrir Fellini lui-même sur le

plateau de Cinécitra, assistant à la fin du tournage de son film, une manière de mettre à nu la fiction du cinéma qu'on n'osait justement plus depuis les films de Fellini » (Libération). « Nous avons besoin de toiles peintes, comme les photographes du temps des frères Lumière, comme Méliès et Rigadin [...] Il nous faut de la musique, et nous sommes prêts à la payer le prix qu'il faudra, ce coûtant ce que ça coûte, et dans Le Navire, ça coûte plutôt cher. Le prix de la mobilisation générale des plateaux de Cinécitra, le prix de la mobilisation européenne... » (le Monde). On ne saurait mieux dire. Le film de Fellini, pied de nez aux batailles galactiques sur ordinateur, c'est le cinéma d'Europe. Le cinéma, tout court. « On peut encore préférer le cinéma à l'image... » (Cinéma72).

UN AMOUR DE SWANN

Si Fellini, l'immense Fellini, suscitait encore les sarcasmes de la presse comme au jour de son premier film, qu'aurait-il été de Volker Schlöndorff, auteur de l'un des plus célèbres Arlésiens cinématographiques ? Réputé inviolable, le tabou de Proust à l'écran venait de tomber. Il fallait redouter les plus sanglantes offenses. Dans le Monde, Philippe Sollers se risque à monter au feu, brandissant l'étendard de la victoire face à l'ennemi invisible : « Une réussite incontestable... Au début, comme tout individu « cultivé », je pensais que mes réactions allaient être négatives... Mais l'immense physique de la mise en scène s'impose, les acteurs sont tous inspirés... La longue scène de nuit avec le parallèle de la « dénomination » Swann-Charlus est au cœur de la signification de l'œuvre, elle bouscule la prudence bien connue des prétendus admirateurs de la Recherche, qui se sont donné un Proust superficiel, mystique ou à l'eau de rose. La cruauté de Proust, sa lucidité, en ressortent grandies, on va continuer à le lire. A l'enthousiasme arrive, tel quel, de Sollers, ne répondant que quelques francs-tirons isolés. Même les plus réticents auront mesuré leurs propos. « Il n'y a pas de gaffes irréparables dans Un amour de Swann. Les proustiens en ramassent à la pelle, n'en doutons pas, mais les cinéphiles, qui savent de

puis toujours qu'il ne convient pas de confronter un film à l'œuvre dont il procède en faisant preuve d'exigences professionnelles, auront jugé équitablement ce qu'on leur propose » (le Monde). Ce qui était promis n'était pas la Recherche dans son entier, mais seulement un fragment. Proust, non. Swann, oui. Et Jean-Claude Carrière, le scénariste du film, de préciser : « Nous avons fait le pari qu'en puisant un peu dans ce fleuve, nous y retrouverions les éléments qui composent l'ensemble du courant. » En Inde, sur les bords du Gange, les mystiques agissent de même... « Aujourd'hui, Schlöndorff rend à Proust ce que Proust avait pris au cinéma [...] Le film tient tout entier à la subtilité de ce style cinématographique, à partir d'un scénario condensé en un jour et une nuit, tout l'amour de Swann... » (le Monde). Et dans un flash-forward réunissant Swann et Charlus, celui-ci dit : « Notre vie est comme un atelier d'artiste, rempli d'ébauches délaissées. Nous sacrifions tout à des fantômes qui s'évanouissent les uns après les autres. Nous sommes infidèles à nos ambitions, à nos rêves. » Dans le rôle de Beron, Alain Delon, bien évidemment associé au succès du film. « Alain Delon étonnant, qu'on retrouve avec plaisir dans un rôle à sa mesure, original, ambigu. » (Télé Sept Jour).

CARMEN

Fait divers : elle ne l'aurait plus, il l'aurait encore, il le poignarda avant de se laisser arrêter sans opposer de résistance. La première version filmée de l'opéra de Bizet remonte à 1909. Bien d'autres ont suivi, même Charlott en fut. A son tour, Francesco Rosi a fait main basse sur la cigarière. « Encore Carmen ? Non, enfin Carmen !... On peut s'ennuyer aujourd'hui que Carmen, c'était, avec un siècle d'avance, le scénario et la partition d'une grandiose comédie musicale. La Carmen de Rosi est une super « South Side Story ». Non pas un

opéra déchu de sa noblesse, mais une œuvre accidentée au maximum de son intensité, de sa violence, de son émotion » (le Point). Carmen, une tragédie musicale ? « Carmen à toute la magie des séquences minniennes, où l'on voit tout se mettre en place avec les premières mesures de la chanson, où l'on nous fait goûter l'imminence du bonheur, les prémices de l'harmonie... » (le Monde). Si l'amour est enfant de bohème, Rosi est enfant de Naples, qu'allait-il faire dans cette corrida ? « A Naples, ma ville natale,

l'Espagne a laissé des traces profondes. Charles III de Bourbon était à la fois roi d'Espagne et de Naples ! », répond le cinéaste. Demander à Rosi de filmer un opéra, bizarre, non ? Pas plus bizarre que pour un Bergman, un Losey ou un

Syberberg. « Cette Carmen, avec sa réalité, dicte sociale et historique, n'est pas un intermède dans le cinéma de Rosi, mais le nouvel et splendide exemple d'une continuité créatrice » (le Monde). Carmen, c'est Julia Migenes-Johnson. Une enfant de la baie, puisqu'elle a débuté à trois ans dans Madame Butterfly. Une chanteuse et actrice que, charmée, subjuguée, transportée, le presse a unanimement saluée. « Elle envahit l'écran, s'offre avec une féroce impudeur, obèse ou fine, enfilée ou défilée » (Télérama). Une chanteuse, une actrice, et même, pourquoi pas, un sex-symbol ! « Hitchcock détestait les brunes latines parce que, disait-il, on voit leur sexe sur le visage. Avec Julia Migenes-Johnson, c'est encore mieux, c'est le sexe qui chante » (Libération).

Outre celui des mélomanes, Carmen a su susciter la ferveur d'un très large public. A Paris, le film vogue vers le demi-million de spectateurs. Grâce au cinéma, rompt avec la logique fermée de la scène, l'opéra voit s'ouvrir devant lui des horizons illimités. « Incontestable-



ment, l'année des Carmen s'achève en apothéose ! » (le Monde).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE

Distribué par Gaumont et produit par Tarak Ben Ammar, le film de Gérard Vergez a reçu un accueil public et critique à la mesure de son empereur. « Le danger de ce type de saga, c'est de faire trop. Gérard Vergez saute l'obstacle, grâce à un sens tourbillonnaire, à une belle gloutonnerie d'images, de paysages, de corps-à-corps. Il y a dans ce film un vrai culte qui lie les faiblesses. Facile, romantique, pérorant, brève, pour sûr ! Mais on est entraîné dans

cette valse, ce baroud de pur-sang. Voilà du cinéma qui mord, qui danse, à deux doigts de la trépass, à gouffes de soleil et de sang » (VSD). Un grand spectacle épique, oui, mais pas seulement. « Le film a, par la force et l'originalité de sa narration, un sens beaucoup plus profond, et aussi parfaitement accessible. Les sentiments, les douleurs y ont leur part. Dans le cinéma français actuel, c'est une fameuse surprise » (le Monde).

LA BALLADE DE NARAYAMA

« Outsider » du Festival de Cannes 1983, le film de Shôhei Imamura devait finalement décrocher la Palme d'or. Par ses brutalités, cette fable tellurique avait rebuté certains festivaliers. Gaumont et Gerik Distribution décidèrent néanmoins de prendre le film. Sorti en septembre à Paris, la Ballade de Narayama devait se maintenir dix mois à l'affiche et réunir deux cent soixante-dix mille spectateurs (Paris). A ce succès public, le critique le plus sévère, le critique le plus heureux soutien de la critique, contribua pour une bonne part. « Ce qu'Imamura tente de recréer, avec des jaillissements visionnaires, c'est un Japon authentique, un Japon non enchaîné par les tabous, non colonisé par l'idéal amé-

ricain, un Japon où l'argent ne constituait pas le maillon le plus important de la chaîne » (Télérama). Le Japon ou plutôt un territoire symbolique. « Au naturalisme de la vie villageoise ont succédé, inévitablement, la stylisation et la théâtralité. L'anthropologue débouche sur la métaphysique. Tout n'est plus que blancheur sur la montagne roqueuse. La vie continue. Cinéma d'évasion. Pleinchant l'homme et la nature ne font qu'un » (les Nouvelles). Nul doute que la Palme d'or aura permis la découverte d'un artiste japonais que, peu méconnu, c'est l'auteur de l'étranger avait été cinéaste et poète, peut-être serait-il appelé Imamura » (le Nouvel Observateur).

Les films Gaumont de mai à décembre 1984

23 MAI	LE SUCCÈS A TOUT PRIX (GB)	J. SKOLIMOWSKI	Michael YORK, Anouk AIMÉE, Michel PICCOLI	26 SEPT.	SOUVENIRS SOUVENIRS (FRANCE)	Ariel ZETOUN	C. BRASSEUR, G. LAZURE, A. GRARDOT, M. JOBERT, C. MALAVOY
6 JUN	LE MYSTÈRE SILKWOOD (USA)	Mike NICHOLS	Meryl STREEP, Kurt RUSSEL, Chér	17 OCT.	MARCHE À L'OMBRE (FRANCE)	Michel BLANC	Michel BLANC, Gérard LAMVIN
13 JUN	UNE FILLE POUR GREGORY (GB)	Bill FORSYTH	Gordon J. SINCLAIR, Dee HEPBURN, Clare BRIDGAN	OCT.	NOSTALGHA (ITALIE)	André TARKOVSKI	Oleg JANKOVSKI, Eland JOSEPHSON
20 JUN	MES CHÈRES AMIS N° 2 (ITALIE)	Mario MONICELLI	Philippe NOIRET, Ugo TOGNAZZI	OCT.	APRÈS LA RÉPÉTITION (SUÈDE)	Ingmar BERGMAN	Eland JOSEPHSON, Ingrid THULIN
27 JUN	UTU (NOUVELLE-ZÉLANDE)	Geoff. MURPHY	Anzac WALLACE	OCT.	HENRI IV (ITALIE)	Marco BELLOCCHIO	Maria MASTROIANI, Claudia CARDINALE
11 JUILLET	BMX BANDITS (AUSTRALIE)	Brian TRENCHARD-SMITH	David ARGUE, John LEY	OCT.	LE DÉSERT D'IMAGES (FRANCE - TITRE PROVISOIRE)	J.-F. LAGUONNE	Film d'animation
18 JUILLET	NEW YORK, 2 HEURES DU MATIN (USA)	Abel FERRARA	Tom BERENGER, Billy DEE WILLIAMS	NOV.	LES YEUX, LA BOUCHE (ITALIE)	Marco BELLOCCHIO	Leo CASTEL, Angèle MOLINA, Michel PICCOLI
1 ^{er} AOÛT	DREAMSCAPE (USA)	Joseph RUBEN	Dennis QUAD, Kate CAPSHAW, Max VON SYDOW	NOV.	QUILOMBO (BRÉSIL)	Carlos DIEGUES	Zédo MOTTÁ, Antonio POMPEU, Toni TORINADO
14 AOÛT	DAGOBERT (FRANCE)	Dino RISI	Coluche, Michel SERRAULT, Ugo TOGNAZZI, Carole BOUQUET	NOV.	THE HOME AND THE WORLD (INDE)	Satyajit RAY	Scénario CHATTERJEE, Victor BANERJI, Swarnalata CHATTERJEE
22 AOÛT	MISUNDERSTOOD (USA - TITRE PROVISOIRE)	Jerry SCHATZBERG	Gene HACKMAN, Henry THOMAS, Hushberry FOX	12 DÉC.	LE PAYS OU RÉVIENT LES FOURMIS VERTES (ALLEMAGNE)	Werner HERZOG	Bruce SPENCE, Roy MARKA
29 AOÛT	DON GIOVANNI (FRANCE - REPRISE)	Joseph LOSEY	Ruggiero RAIMONDI, Kiri T. KANAWA, Joel VAN DAM	18 DÉC.	LA SEPTIÈME CIBLE (FRANCE)	Claude PINOTEAU	Lino VENTURA
5 SEPT.	LE TARTUFFE (FRANCE)	Gérard DEPARDEU	Gérard DEPARDEU, François PERIER		L'AMOUR PAR TERRE (FRANCE)	Jacques RIVETTE	Géraldine CHAPLIN, Jane BRON, J.-P. KALFON, André DUSSOLIER
12 SEPT.	HOTEL NEW HAMPSHIRE (GB)	Tony RICHARDSON	Nastassja KINSKI, Jodie FOSTER		JE VOUS SALLUE MARIE (FRANCE)	Jean-Luc GODARD	

1^{er} TRIMESTRE 1985

SUBWAY
de Luc BESSON avec Isabelle ADJANI

COTTON CLUB
le nouveau film de Francis FORD COPPOLA

PÉRIL EN LA DÈMEURE
de Michel DEVILLE

L'ÉVENTUELLE (TITRE PROVISOIRE)
de Maurice PIALAT avec Gérard DEPARDEU et Sophie MARNEAU

مقدون الاصل

COMMUNICATION

LE PLAN-CABLE

Le ministre des PTT précise les procédures pour les villes candidates

Au ministère délégué aux PTT et à la mairie de Paris, on considère comme « clos » l'incident ayant surgi à propos du « protocole d'accord-cadre » élaboré pour la première tranche du câblage de la capitale (le Monde du 14 mai). De part et d'autre, il est désormais admis que le document, prévoyant la pose de 106 000 prises au total, est bel et bien signé.

Après l'envoi par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, d'une lettre adressée aux villes candidates au câblage rappelant les décisions prises en conseil des ministres le 3 mai (le Monde du 5 mai), le ministre des PTT, M. Louis Mezard, a, pour sa part, écrit à ses collègues municipaux, samedi 12 mai, pour préciser les procédures qui seraient désormais suivies. Voici les principaux extraits de ce courrier-référence.

« Il est tout d'abord souhaitable que nous formalisions notre volonté de travailler dans le cadre d'un accord bien tracé, par un protocole d'accord qui puisse être soumis à vos instances délibératives. C'est le ministre des PTT, M. Louis Mezard, qui a, pour sa part, écrit à ses collègues municipaux, samedi 12 mai, pour préciser les procédures qui seraient désormais suivies. Voici les principaux extraits de ce courrier-référence.

« Vous savez que la totalité de l'investissement sera assumée à terme par mon ministère, mais que les collectivités territoriales devront marquer leur engagement par le versement d'une avance remboursable représentant une fraction du coût du réseau. Cette avance remboursable a, en outre, pour but de ne pas faire supporter la charge fi-

nançière de ces investissements aux usagers du téléphone. En contrepartie de cette contribution, les collectivités territoriales seront directement intéressées, selon des modalités territoriales précisées dans la convention, aux revenus que les PTT tireront de l'exploitation du réseau.

Parallèlement vous devrez constituer la Société d'économie mixte qui exploitera les services de télécommunication. Mes services établiront alors avec cette société une convention de location des capacités

du réseau affectées à la télécommunication. Cette convention déterminera les modalités financières, et notamment les conditions de partage du risque commercial. A l'issue de la signature de notre protocole d'accord, la procédure comparable interviendra entre la collectivité locale, la société d'économie mixte, et l'établissement public de diffusion TDF, en ce qui concerne les installations de tête de réseau qui seront distribuées aux abonnés (...).

Les propositions de l'opposition sur l'audiovisuel : « La loi de l'argent », estime M. Max Gallo

Les propositions pour l'audiovisuel du Conseil pour l'avenir de la France (le Monde du 9 mai) et de M. Jacques Chirac (le Monde du 16 mai) ont provoqué diverses réactions. Pour M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, le projet proposé par M. Jacques Chirac aboutirait « à faire dépendre la création française des seules normes étrangères ou marchandes et ainsi conduirait à un abaissement de la culture nationale (...). M. Jacques Chirac entend maintenant soumettre à la seule loi de l'argent, quelle qu'en soit l'origine, les moyens de communication, facteurs décisifs de culture et de divertissement... ».

M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire du PS à la culture, estime de son côté que « MM. Giscard d'Estaing et Chirac rêvent aujourd'hui de vendre la radiodiffusion aux enchères... Pour M. Queyranne, « après avoir usé et abusé pendant vingt-trois ans de toutes les ressources du monopole d'Etat en confisquant la radiodiffusion au service exclusif de leur majorité, les dirigeants de la droite font volte-face et envisagent maintenant le démantèlement du service public ».

Dans l'opposition, M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, au nom de l'Association nationale des téléspéctateurs (ATELS), déclare : « Les propositions de Jacques Chirac pour une réforme de l'audiovisuel reflètent pour l'essentiel les goûts et la volonté des téléspéctateurs français... ».

« Le pouvoir se négocie avec l'opinion »

(Suite de la première page.)

On en retiendra notamment le culte de l'indépendance de ces deux grands journalistes. Une manière de voir que partage l'auteur, qui déclare avoir choisi la publicité « parce que c'est le métier le plus libre du monde ».

Témoignage privilégié, M. Marcel Bleustein-Blanchet livre ici les réflexions que lui inspire une actualité riche dans le domaine de la radio et des médias en général.

« Dès leur apparition, entre les deux guerres, les radios privées ont eu des rapports difficiles avec l'Etat... »

Le 7 juillet 1926, un décret signé de Raymond Poincaré, alors président du Conseil, mettait de l'ordre dans ce qui était en train de devenir un grand embrouillaillement de ondes, en limitant à treize le nombre des postes de radios amateurs autorisés à émettre, et en définissant leurs caractéristiques. Huit ans plus tard, en 1934, Georges Mandel, ministre des PTT, interdisait la réclamation, comme elle s'appelait alors, sur les radios amateurs et les stations d'Etat : il voulait obtenir de la Chambre le vote de la loi sur les récepteurs de radio afin de trouver les fonds nécessaires au développement de ce nouveau média que n'avait pas encore bien perçu la presse régionale et locale. La taxe fut votée sans difficulté. Ces deux épisodes illustrent bien la sollicitude que l'Etat, en France, a toujours portée à l'audiovisuel.

« Pourquoi a-t-on interdit, selon vous, les radios privées après la guerre ? »

Pour des raisons qui tenaient partiellement à la politique. Le nouveau directeur de la Radiodiffusion nationale, qui avait participé aux beaux jours de Radio-Cité avant la guerre, m'avait dit, en me retrouvant : « C'est fini le capitalisme ! ». La radio, pendant la guerre, avait fait la preuve depuis Londres de l'importance capitale de son influence. Elle avait été, en quelque sorte, l'outil et le principe de rassemblement de la France libre et de l'esprit de résistance, en apportant chaque jour aux Français un véritable antidote aux poisons de la propagande nazie.

A la mesure même de ce rôle historique, elle possédait, aux yeux des gouvernements de 1944, une importance telle qu'il n'était pas question, pour eux, de laisser une quelconque initiative privée s'emparer de ce moyen de propagation des nouvelles et des idées. D'où la mesure de rétorsion à l'égard de Radio-Cité et de ses confrères. D'où aussi l'installation, dans les années suivantes, d'un monopole de fait qui s'est aussi exercé à travers les radios périphériques.

« Vous dites avoir « un goût profond pour le libéralisme »... Mon credo, c'est le slogan de mai 68 : « Il est interdit d'interdire ». L'auditeur, le lecteur est le seul juge de la qualité de ce qu'on lui propose, et les Français cherchent aujourd'hui une radio, et sur-

tout une télévision, indépendantes de l'Etat. Les gens, désormais, sont moins crédules, ils veulent la vérité, les faits. Mieux en moule la liberté de pensée, en presse écrite comme dans l'audiovisuel, c'est aujourd'hui impossible, quel que soit l'intérêt que porte à l'information tout gouvernement. La liberté, c'est ce qu'il y a de plus précieux.

« Il semble, en particulier depuis la loi de 1982, que les choses aillent plutôt dans ce sens... »

L'actuel gouvernement a révisé une certaine conception monolithique de la communication. Sans doute y était-il obligé par l'évolution simultanée des technologies et des mentalités. Nous sommes irrévocablement entrés dans une ère où l'information va si vite, et se répand si largement, que plus personne ne peut prétendre détenir le privilège de savoir et de faire savoir. Le pouvoir a changé de racines, en tout cas de procédures. Il se négocie au jour le jour avec l'opinion. Il s'exerce à travers la connaissance et la prise en compte de tout ce qui remonte de la base. Dans ces conditions, comment espérer plus longtemps maintenir un système de centralisation de l'information ?

« Vous dites que les mentalités changent. Est-ce si sûr ? »

Nous sommes déjà, avec la jeunesse actuelle, dans l'an 2000. Les jeunes ont envie de se séparer des habitudes de leurs parents. La nouvelle génération veut aller plus loin. Les nouvelles modes vestimentaires, musicales, annoncent une civilisation différente, dans laquelle on va se réveiller un beau matin. Les gens n'ont plus le même confiance dans le système. Et quand on voit des centaines de milliers de personnes manifester dans la rue, c'est qu'il va se passer quelque chose. Mais je ne sais pas quoi.

« Quel rôle jouent les moyens d'information, dans cette évolution que vous apercevez ? »

C'est en partie eux qui en sont responsables. A travers des médias de masse, comme la radio et surtout la télévision, les gens savent. S'ils sont malheureux, ils en prennent conscience. Les hommes politiques sont dépassés par ces évolutions, parce qu'ils ont des difficultés à se remettre rapidement en cause. Pourtant, l'évolution que nous vivons dans les médias va se poursuivre. Le mouvement est irrésistible. Après la radio libre, nous voyons venir la télévision libre. J'en suis absolument convaincu, et pour une excellente raison : aucun Etat moderne, de ce côté-ci du monde en tout cas, n'a les moyens de faire autrement.

« L'introduction de la publicité sur les radios locales privées doit vous réjouir à double titre, comme homme de radio et comme publicitaire ? »

J'attends beaucoup de cette mesure, et je parle d'avance pour les heureux conséquences qu'elle aura sur le marché publicitaire. Elle a en tout cas la dimension d'un acte positif. La presse écrite s'inquiète, elle a tort. D'abord, parce que les radios

libres vont apporter un commencement de solution à la pénurie française de médias locaux, en ouvrant l'accès de la communication publicitaire radiophonique à des PME et des PMI - voire à des commerçants - qui, jusqu'à présent, se trouvaient interdits d'antenne en raison du niveau des tarifs et de la disproportion de l'outil par rapport à leurs besoins.

Ensuite, parce que la presse française qui, à la différence de l'américaine, avait raté jusqu'ici son mariage avec l'audiovisuel - en partie par sa faute, à cause de son protectionnisme malhonnête - va trouver avec les radios libres l'occasion de réparer les erreurs du passé. De nombreux journaux, notamment en province, ont déjà compris l'intérêt d'avoir chacun son antenne comme prolongement et caisse de résonance de son contenu rédactionnel et publicitaire. Il faut évidemment qu'ils acceptent la règle du jeu, c'est-à-dire la concurrence. Et qu'ils abandonnent leurs vieux réflexes frileux devant l'innovation.

Propos recueillis par YVES AGNÈS.

A La Rochelle

M. GEORGES FILLOUO INVITÉ DU MONDE AU FESTIVAL DE LA FM

M. Georges Fillouo, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, sera l'invité vedette d'un déjeuner-débat, dimanche 3 juin, en clôture du troisième Festival de la FM, à La Rochelle. M. Fillouo, invité du Monde et de la ville de La Rochelle, s'ouvrira son intervention à la règle du jeu, c'est-à-dire la concurrence. Et qu'ils abandonnent leurs vieux réflexes frileux devant l'innovation.

Le Festival de la FM, qu'organisent du 1^{er} au 30 juin l'association Banque de programmes et la Maison de la culture de La Rochelle, sera le grand rendez-vous des radios locales, à l'heure où la publicité s'ouvre à elles (le Monde du 26 avril). Il comprendra notamment des manifestations commerciales pour les professionnels de la FM et des forums. Plus de sept cents personnes sont attendues.

Le Monde publiera à cette occasion des pages spéciales, et notre collaboratrice Annie Cojan animera le premier forum du Festival, consacré à la nouvelle communication.

Pour s'inscrire au déjeuner-débat du dimanche 3 juin (150 F par personne), s'adresser à : Banque de programmes, Festival de la FM, BP 54, 75462 Paris Cedex 10. Tél. : 296-93-32 et 264-57-30.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 16 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

DECOUVERTE : JOUR J.
LE NUMERO 1 EN ITALIE
FIORDALISO
NON VOGLIO MICA LA LUNA
vogue

- 20 h 10 Football : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Finale en direct de Bâle. Juvenius de Turin-Porto.
- 22 h 15 Soirée de variété. Magazine mensuel du tennis de Jean-Michel Leffler. Portraits de Yannick Noah 83 et Chris Evert-Lloyd 83.
- 22 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Deux amies d'enfance. De N. Compagnon. Avec L. Mikael et A. Clément. Deuxième épisode des mémoires amoureuses de Kelly et Jackie. Léger, innocent, juteux.
- 22 h 30 Magazine : Moi... je. De B. Bouthier. Au sommaire : « moi... où sont les mecs ? » - les deux sous de la pub - « discours croisés » - « casting » - le Zorro du métro - « l'Inconnu, toi, l'inconnu quel ? ».
- 22 h 35 Spécial football. Finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.
- 23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cadences 3 : Ring Parade. Émission de Guy Lux et Lila Milice.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 35 L'été de Dirk. Émission proposée par Rami Milla. A l'occasion de la sortie du dernier roman de Dirk Rogard. Des voix dans le jardin, l'acteur de prédilection.

- de Visconti, le serviteur de Resnais, accorde une interview à l'écrivain Rami Milla.
- 22 h 55 Parole de région. La Provence-Côte d'Azur-Corse parle d'elle-même.
- 22 h 55 Un, deux... ou trois ? Jeu de cinéma.
- 23 h Prélude à la nuit.
- 23 h 10 Les nuits du cinéma. En direct de Cannes.

RELAX
FRANKIE GOES TO HOLLYWOOD

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 L'histoire de France en BD.
- 17 h 10 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Série : La portière de pain.
- 18 h 30 Magazine : Vie régionale.
- 18 h 55 Atout Pic.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Énigme.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Les enjeux internationaux.
- 20 h 30 Magazine : perspectives du XXI^e siècle.
- 22 h 30 Nuits magiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Chaconne en sol mineur, de Purcell ; Suite irlandaise, de Carahan ; Vibration, de Brumel ; Divertimento en et demi majeur, de Mozart.
- 23 h Les scènes de Franco-Musique.

Jeudi 17 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF1 Vision plus.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : la première éducation sexuelle.
- 14 h 5 Série : La croisière d'annuaire.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Émission de Jean Berthe.
- 15 h 30 Quartier en direct d'Evry.
- 16 h 55 Images d'Histoire. Saumur, avec le lieutenant-colonel Le Chatelier et Pierre Bourget. Autour de la tradition et la modernité avec les cadres de Saumur.
- 17 h 25 La ville dans les images.
- 17 h 30 Série : Cher inspecteur.
- 18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
- 18 h 25 Clip jockey. Émission de Gilbert Foucaud.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suze.
- 21 h 35 Contre-enquête. Émission d'Anne Hong.
- 21 h 55 Fenêtres sur cour : la découverte d'un squelette au troisième étage d'un immeuble et sa mesure à un champion de la lutte verbale dans un autobus ; Vol au-dessus d'un nid de corbeaux ; autour d'une lettre anonyme et d'un téléphone ; Le faux coupable ; un homme soupçonné de meurtre.
- 22 h 30 Histoire naturelle. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Flaury. Un chasseur en habit vert ou une ballade... irlandaise.
- 23 h 10 Journal.

- 11 h 30 TF1 Vision plus.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : la première éducation sexuelle.
- 14 h 5 Série : La croisière d'annuaire.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Émission de Jean Berthe.
- 15 h 30 Quartier en direct d'Evry.
- 16 h 55 Images d'Histoire. Saumur, avec le lieutenant-colonel Le Chatelier et Pierre Bourget. Autour de la tradition et la modernité avec les cadres de Saumur.
- 17 h 25 La ville dans les images.
- 17 h 30 Série : Cher inspecteur.
- 18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
- 18 h 25 Clip jockey. Émission de Gilbert Foucaud.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suze.
- 21 h 35 Contre-enquête. Émission d'Anne Hong.
- 21 h 55 Fenêtres sur cour : la découverte d'un squelette au troisième étage d'un immeuble et sa mesure à un champion de la lutte verbale dans un autobus ; Vol au-dessus d'un nid de corbeaux ; autour d'une lettre anonyme et d'un téléphone ; Le faux coupable ; un homme soupçonné de meurtre.
- 22 h 30 Histoire naturelle. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Flaury. Un chasseur en habit vert ou une ballade... irlandaise.
- 23 h 10 Journal.

- 11 h 30 TF1 Vision plus.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : la première éducation sexuelle.
- 14 h 5 Série : La croisière d'annuaire.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Émission de Jean Berthe.
- 15 h 30 Quartier en direct d'Evry.
- 16 h 55 Images d'Histoire. Saumur, avec le lieutenant-colonel Le Chatelier et Pierre Bourget. Autour de la tradition et la modernité avec les cadres de Saumur.
- 17 h 25 La ville dans les images.
- 17 h 30 Série : Cher inspecteur.
- 18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
- 18 h 25 Clip jockey. Émission de Gilbert Foucaud.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suze.
- 21 h 35 Contre-enquête. Émission d'Anne Hong.
- 21 h 55 Fenêtres sur cour : la découverte d'un squelette au troisième étage d'un immeuble et sa mesure à un champion de la lutte verbale dans un autobus ; Vol au-dessus d'un nid de corbeaux ; autour d'une lettre anonyme et d'un téléphone ; Le faux coupable ; un homme soupçonné de meurtre.
- 22 h 30 Histoire naturelle. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Flaury. Un chasseur en habit vert ou une ballade... irlandaise.
- 23 h 10 Journal.

- 11 h 30 TF1 Vision plus.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : la première éducation sexuelle.
- 14 h 5 Série : La croisière d'annuaire.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Émission de Jean Berthe.
- 15 h 30 Quartier en direct d'Evry.
- 16 h 55 Images d'Histoire. Saumur, avec le lieutenant-colonel Le Chatelier et Pierre Bourget. Autour de la tradition et la modernité avec les cadres de Saumur.
- 17 h 25 La ville dans les images.
- 17 h 30 Série : Cher inspecteur.
- 18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
- 18 h 25 Clip jockey. Émission de Gilbert Foucaud.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suze.
- 21 h 35 Contre-enquête. Émission d'Anne Hong.
- 21 h 55 Fenêtres sur cour : la découverte d'un squelette au troisième étage d'un immeuble et sa mesure à un champion de la lutte verbale dans un autobus ; Vol au-dessus d'un nid de corbeaux ; autour d'une lettre anonyme et d'un téléphone ; Le faux coupable ; un homme soupçonné de meurtre.
- 22 h 30 Histoire naturelle. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Flaury. Un chasseur en habit vert ou une ballade... irlandaise.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOINE.
- 12 h 10 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilleton : La vie des autres.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Cinéma : l'Échiquier de la passion. Film allemand de W. Petersen (1978), avec B. Gatz, G. von Welterhausen, R. Deltgen, L. Tadic (Rediffusion).
- 16 h 45 Magazine : Un temps pour tous. La radiophonie : l'échiquier de la passion.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe : le Sénat.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Série : La saga du Parrain.
- 21 h 55 D'après le roman de M. Puzo, réal. F. Ford Coppola. Avec Al Pacino, R. Duvall, D. Keaton.
- 22 h 30 Rock vest faire exister Michael, mais il ignore que ce dernier est au courant du projet. En attendant, son garde du corps liquide Johnny Ole.
- 23 h 40 Alain Decaux : L'histoire en question. Hitler mourra le 20 juillet 1944, réal. J.-C. Dufrémy.
- 23 h 55 Journal.
- 23 h 15 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 15 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 35 Cinéma : Enquête sur un citoyen soupçonné de tout soupçon. Film italien d'E. Petri (1969), avec G.M. Volonte, F. Bolkan, G. Santusio, A. Domisici, O. Orlando (Rediffusion).
- Un commissaire mégalomane et impudique s'en va à la messe. Nommé à la tête de la police politique, et s'entretient inouïable, il fait découvrir, volontairement les preuves de sa culpabilité. Ce cas pathologique (Gian Maria Volonte donne au personnage un relief saisissant) est le véritable sujet d'un film traitant, par al-

- leurs, avec pas mal d'ambiguïté, les problèmes politiques italiens, la sensation des fusions.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 40 Parole de région. La Provence-Côte d'Azur-Corse parle d'elle-même.
- 22 h 55 Un, deux... ou trois ? Jeu de cinéma.
- 23 h Prélude à la nuit.
- 23 h 10 Les nuits du cinéma. En direct de Cannes.

- 17 h 5 L'histoire de France en BD.
- 17 h 10 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Série : La portière de pain.
- 18 h 30 Magazine : Vie régionale.
- 18 h 55 Atout Pic.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Énigme.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

n'oubliez pas d'ajouter
grain d'eau
stocke l'eau pour la vie des plantes
dans vos géraniums, vos plantes en pot, votre jardin.
dans les rayons jardin

- 17 h 5 L'histoire de France en BD.
- 17 h 10 Les Gasconnettes.
- 17 h 40 Méthodes de l'élevage en montagne.
- 17 h 50 Saviez-vous que ?... (Le pétrole ou la médecine de la terre).
- 18 h 5 Feuilleton : Dymatite.
- 18 h 55 Atout PIC.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Énigme.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

FR 3 - PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Histoire de France en BD.
- 17 h 10 Les Gasconnettes.
- 17 h 40 Méthodes de l'élevage en montagne.
- 17 h 50 Saviez-vous que ?... (Le pétrole ou la médecine de la terre).
- 18 h 5 Feuilleton : Dymatite.
- 18 h 55 Atout PIC.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Énigme.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5 Agnès.
- 12 h 45 Proustiana.
- 13 h 30 Peintures et stèles.
- 14 h 10 Un livre, des voix : Aurore ou la Génération perdue, de Bernard Thomas.
- 16 h 30 Magazine : Adresser aux vivants ; à 16 h 10, la vie qui change ; à 16 h 15, paroles ; à 17 h, Person (J.-M. Philippe, peintre) ; à 17 h 30, partition ; à 18 h 20, intime conviction.
- 18 h 30 Feuilleton : La vie entre les lignes.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la banque du sperme, avec le professeur George David.
- 20 h Les enjeux internationaux.
- 20 h 30 Le concert des notes perdues, de D. A. Kergal (2^e partie : « Tes jours sont comptés, piéds, diverts »). Avec J.-N. Sirey, P.-P. Pistorio, J. Teyssie.
- 22 h 30 Disques.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5 Concert : œuvres de Mozart, Minchner, Gagnon, Schubert par la Formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. B. de Vissagradov ; sol. M. Sartova, soprano ; P. Guinguet, contrebasse.
- 13 h 30 Opéra-magazine.
- 14 h 20 Répertoire contemporain : Scènes de musique scénique ; œuvres de Théodore, Martens, Nordheim.
- 15 h L'après-midi des amuseurs : Naples et Napolitains ; œuvres de Cimarosa, Mozart, Porpora, Haydn, Bach, Pergolesi, Stravinski.
- 16 h 5 L'opéra.
- 17 h 5 Le temps de jazz : le blues-ops ; Intermedia ; Feuilleton : « Tout Eddy ».
- 20 h 30 Concert international de guitare : œuvres de Corelli, Joplin, Sor.
- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie et 90^e en ut mineur, de Haydn, Concerto pour piano et orchestre en ut mineur, de Mozart, Symphonie et 1^{er} concert, de Beethoven par l'Orchestre de dis-jazz, sol. J. Bréger, sol. J. Chabrier, piano.
- 22 h 34 Les scènes de Franco-Musique.

Report des livres à l'imprimerie

Choisis
Philippe A

PRESSE

LE CARNET DU Monde

« LA NAISSANCE DU MONDE »

Le roman d'amour d'Edouard Sablier

C'est un roman d'amour. Il finit mal. C'est la règle. Le roman d'amour d'un jeune journaliste et d'une jeune journaliste, ils sont séparés depuis vingt-deux ans. Comme elle a vieilli, comme elle a engraissé ! Sans lui.

Edouard Sablier était du petit nombre des rédacteurs venus des armées, de la résistance et des camps. Hubert Beau-Méry en était, plutôt qu'il n'était, en 1945, pour compléter l'équipe des anciens du Temps. Avec Maurice Ferro, issu, comme lui, de la France libre, Sablier fit découvrir aux Français d'après-guerre cet « Orient compliqué » en train de devenir un des points les plus sensibles de la planète. Il le rappelle avec une légitime fierté.

Ses souvenirs de la « belle époque » du Monde, il les écrit avec un humour attendri. Ils sont un peu flous parfois (ainsi, par exemple, fait-il de Pierre Vianeson-Ponté un normalien). Qu'importe. Ils ont le parfum d'encre, de craie et de cirage des collèges de l'enfance. Avec des portraits de profs et de camarades, des histoires de potes, les « jeunes rédacteurs », comme disait le chef des gars, lui aussi ancien du Temps, compensaient volontiers l'austérité du style et celle de la vie quotidienne par le cœuleur.

Gaufres de souche, Sablier se souvient à l'aise au Monde avant

que le général revint au pouvoir. Des désaccords, mais cordiaux. Et, en 1951, une démarche auprès de de Gaulle, qui, peut-être, contribua à sauver le journal et son indépendance.

Après 1958, tiraillé entre deux fidélités, devenu à la fois acteur dans la mouvance de l'homme du 18 juin et spectateur appointé, au Monde, il finira par choisir de Gaulle. Un départ sans drame, sinon sans regrets.

A ses souvenirs, il ajoute ce qu'il appelle un reportage sur ce qui devient le journal après son départ. Reportage rapide. Le Monde n'est plus aujourd'hui exactement ce qu'il était hier. Il n'est pas infatigable. Il ne s'est pas toujours montré accessible à la critique, même exceptionnellement bien intentionnée. Certes.

Il y a des choses que les hommes — ou les journaux — n'aiment pas s'entendre dire. C'est le plus souvent tant pis pour eux. Mais les séduits analyses d'Edouard Sablier sont d'un amoureux déçu, d'un politicien qui a choisi son camp. Il ne peut s'empêcher de grossir le trait, d'user en certains cas de l'ouï-dit, du potin pur et simple. Elles perdent ainsi beaucoup de leur pertinence. Dommage.

JEAN PLANCHAIS.

Edouard Sablier. Le Naissance du Monde. Pion, 65 F.

Report des licenciements à l'imprimerie Montsouris

Les délégués du personnel de l'imprimerie Montsouris de Massy ont obtenu un nouveau report des licenciements des six cent quatre-vingt salariés qui compte l'établissement, lors d'une réunion du comité d'entreprise, mardi 15 mai. Le syndicat chargé de l'administration provisoire a tenu compte de la perspective d'une nouvelle « table ronde », qui pourrait réunir toutes les parties concernées à la demande de l'Association des maires communistes et républicains de l'Essonne, sous l'égide de l'Hôtel Matignon.

De son côté, la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques s'est prononcée, dans un communiqué publié mardi 15 mai, contre l'élaboration d'un accord-cadre à l'échelle de l'île-de-France qui prévoyait, comme le demande notamment le Syndicat du livre CGT, le départ des salariés de plus de cinquante-cinq ans pour la réembauche de personnels licenciés, ainsi que la mise en place d'un fonds de pérennisation permettant une garantie de ressources complémentaires.

VENTE A VERSAILLES

DIMANCHE 20 MAI, à 14 heures
LIVRES ANCIENS ET MODERNES : Histoire - Géographie - Littérature
EXTRÊME-ORIENT : livres et pierres dures
Succession V... BRONZES, BIBELOTS, OBJETS D'ART, TABLEAUX
IMPORTANTES POTICHES EN PORCELAINE DE QANG-CHI
FAIRIE DE FAUTEUILS 18ème Louis XV, Louis XVI
MEUBLES DIVERS
A VERSAILLES, 5, rue Rampeau, 18, (3) 950-55-06
M. ELACHE, commissaire-priseur
Experts - Livres : M. Leguichet, 296-56-47
Poésie de Chine : M. Moreau-Gobert, 260-88-25
EXPO : vend. 18, mai, de 9 à 12 h - 14 à 18 h

TRECA
la literie
des connaisseurs

LIVRAISON GRATUITE
TRES RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 357.44.35
Métro : PARMENTIER

Choisissez votre nuit.



Lorsque vous prenez la Première Classe sur nos vols en Boeing 747 vers l'Asie, Philippine Airlines est seule à vous offrir le choix* pour la nuit : nos 14 lits Skybeds® sur le pont supérieur ou les nouveaux très grands fauteuils relax Siesta Seat® dans la cabine de Première.

Pour votre prochain voyage en Première Classe vers l'Asie, votre meilleur choix est Philippine Airlines en 747 d'Amsterdam, Francfort, Londres, Paris, Rome ou Zurich.

*Au moment de réserver chez votre Agent de Voyages ou Philippine Airlines (1) 359.43.21.

Philippine Airlines, Nouvelle Première Classe
Asia's first airline.

Naissances

M. et M^{me} Eric FRANCE sont heureux d'annoncer la naissance de
Tatiana,
le 12 mai 1984.
Ch. 1206 Genève.

Décès

Le président de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises
Et son conseil d'administration ont la tristesse de faire part du décès de

M. André ELONDEAU,
directeur de l'enseignement
de la chambre de commerce
et d'industrie de Paris,
administrateur de la FNEGE.

FNEGE,
2, avenue Foch,
75008 Paris.

Jean Capin,
Monique et Jean Bernard
et leurs fils,
Gérard et Sylvie Capin
et leurs filles,
Arlotte Grand,
Charlotte et Gilbert Barroillet,
font part de la mort de

M^{me} Adrienne GÉRARD CAPIN,
née Dangey Raclet,
infirmière dans le cabinet familial de Les
cote, le 12 mai 1984.

Et appellent le souvenir du chef de
bataillon

Adrien GÉRARD CAPIN,
décédé le 7 janvier 1980.

— Lyon.

Les familles Decuyper et Leclerc
Et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DECUYPER,

survécu à Paris le 13 mai 1984, dans sa
cinquante-deuxième année.

Et vous prie d'excuser ou de vous
excuser de ne pas avoir pu assister
à la messe des funérailles qui aura lieu le jeudi 17 mai,
à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Bosco,
rue Alexandre-Dumas, Paris-20.

L'inhumation aura lieu à Hellouan
(Nord) 59260 près Lille.

Condoléances sur registre à l'église.

— Lyon.

Le personnel d'Electricité de France
(REAL)

Et de la société NERSA

ont la grande peine de faire part du
décès de leur collègue et ami,

Jean DECUYPER,

chevalier
de l'Ordre national du Mérite,
ingénieur
de l'Ecole supérieure des mines
de Saint-Etienne
et chef de service
« Fonctionnement-essai »
au sein de la société NERSA.

M^{me} Jean Gautier,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bergier, Santet,
Reverchon, Combet, Arnaud et Bou-
card

ont le regret de faire part du décès de

M. Jean GAUTIER,

survécu le 2 mai 1984 en son domicile,
22, boulevard Raspail, Arvillor.
L'inhumation a eu lieu à Bollène dans
l'intimité, le samedi 5 mai 1984.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Laval, Cordier et
Breton,
ont le regret de faire part du décès de

M. Raymond LAVAL,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre belge 1914-1918,
médaille de Verdun,

survécu le 11 mai 1984, dans sa quatre-
vingt-quatrième année.
Ses obsèques ont eu lieu dans la
stricte intimité familiale.
5, rue Sylvain-Candas,
92120 Montrouge.

M. le cardinal Lustiger,
archevêque de Paris,
Mgr François Favreau,
évêque de Nanterre,
La paroisse Saint-Pierre de Neuilly,
Ses amis prêtres,
Et sa famille,
font part du retour à Dieu de

Père Robert LLEWELLYN,

le 12 mai 1984, dans sa cinquante-neuf
année de son ordination sacerdotale.
Le Père Llewellyn ayant fait don de
son corps à la science, une messe sera
célébrée pour lui le jeudi 24 mai, à
18 h 30, à Saint-Pierre de Neuilly,
90, avenue de la Route 92200 Neuilly-
sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Gérard PLAUX,
enseignant-chercheur
à la Polytechnique (Londres).

Les obsèques ont eu lieu le 9 mai à
Ouzé (65100).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Yves SEAILLES,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survécu le 5 mai 1984, dans sa quatre-
vingt-huitième année.

Suivant le désir exprimé par le
défunt, les obsèques ont eu lieu le 9 mai,
dans la plus stricte intimité, en l'église
de la Vierge (Villiers), suivies de l'inhumation
dans le caveau de famille.

M^{me} Roger Teste,
M. et M^{me} Jean-Louis Teste
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès,
dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Roger TESTE,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont eu lieu à Bordeaux
le 15 mai 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

90, rue de l'Abbé-de-l'Épée,
33000 Bordeaux
Consulat général de France,
Tanger, Maroc.

— Nous avons annoncé, dans
le Monde du 16 mai, le décès de

vice-amiral d'escadron
Jacques TRAUB.

Il est né le 25 octobre 1908 à Cherbourg. Jac-
ques Traub entre à l'Ecole navale en 1928. En
1935-1938, il commande l'escadron 3 à
Brest. Il est ensuite affecté à l'état-major de
l'Armée commandant l'Océan-Atlantique à Com-
blanch (1944-1945), avant de devenir directeur
des études à l'Ecole navale, jusqu'en 1947. Il
part alors sur la porte-avions « Armand-Philippe ». De 1947 à 1954, Jacques Traub est délégué au
Standing Group de l'Atlantique-nord à Washing-
ton, avant de prendre le commandement
(1956-1957) du porte-avions « Bois-Belle ». Commandant de la marine à Marseille (1964), il est sous-chef d'état-major de la
marine la même année. Promu vice-amiral, il
devient membre du Conseil supérieur de la
marine marchande au titre du ministère des
armées. En 1965, il est mis à la disposition du
secrétariat général à la défense nationale. Promu
vice-amiral d'escadron en 1967, Jacques Traub,
cadre de réserve en 1968, devient président de
direction de l'Indo-Européen Trading Corporation
(1970-1972), puis administrateur de la
Société de recherches et d'études techniques et
commerciales (SORETEC). Grand officier de la Légion d'honneur, Jac-
ques Traub était membre de l'Académie des
sciences d'outre-mer, président de l'Association
des cadres anciens de la marine et administra-
teur et trésorier de l'Institut français de relations
internationales (IFRI).

— Mario-Odile Carrot
a la tristesse de faire part du décès de
Jacques VRECK.

Obsèques le jeudi 17 mai, à 17 h, aux
Lits 82230 Monclar-de-Quercy.

— Les familles Zermati,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Martial ZERMATI,
survécu à Nice, le 12 mai.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
du Montparnasse, le 16 mai, à 11 h 15.

Communications diverses

— M. Michel HAINSWORTH, a été
nommé directeur du Laboratoire
d'informatique pour les sciences de
l'homme (LISH) du CNRS, le 25 avril
1984.

Agé de trente-trois ans, M. Hain-
sworth est désormais le plus jeune direc-
teur d'une formation du CNRS alors
que le LISH est l'un des laboratoires les
plus importants du secteur « Sciences
de l'homme et de la société ».

— La Société de Thanatologie, sous la
présidence du professeur Maurice
Marois, tiendra son vingt-sixième
congrès : « Mort et Civilisation », le
vendredi 18 mai 1984, de 9 heures à
12 h 30, au Palais des congrès, 2, place
de la Porte-Maillot, Paris, salle Havane,
niveau 5.

Des communications seront présen-
tées par :
MM. Pierre-Paul Grasse, de l'Acadé-
mie des sciences ; Jean Lécuyer, profes-
seur au Collège de France, secrétaire
perpétuel de l'Académie des inscriptions
et belles-lettres ; Michel Vovelle, profes-
seur à l'université Paris-1 (Sorbonne) ;
François Chapeville, professeur de bio-
chimie à l'université Paris-VI, directeur
de l'Institut Jacques-Monod ; Marcel
Julian, écrivain, metteur en scène,
ancien président d'Antenne 2.

La séance est publique.

— L'Association nationale Les
parents des tués (les pères et mères des
disparus et des morts pour la France),
fera célébrer, le dimanche 20 mai à
9 h 30, une messe du souvenir à la
mémoire des « Morts pour la France »,
en l'église Saint-Louis des Invalides ; à
18 h 30 aura lieu la cérémonie du ravi-
vage de la Flamme sous l'Arc de
triomphe.

Le lundi 21 mai à 18 h 15, dans les
jardins du Luxembourg, une courte
cérémonie se déroulera devant le monu-
ment érigé à la mémoire des jeunes
résistants de France et d'outre-mer
morts pour la France. M^{me} Ahrweiler,
secrétaire de l'Académie de Paris, pronon-
cera une allocution.

NANE STERN
vous invite à venir voir la première ex-
position parisienne des peintures de

MANUEL PADORNO,
du 16 mai au 9 juin 1984, du mardi au
vendredi de 15 heures à 20 h 30 ; le
samedi de 10 heures à 12 heures et de
15 heures à 20 h 30, 25, avenue de Tour-
ville, 75007 Paris. Tél. : 705-08-46.

— Le trente-sixième anniversaire de
l'Etat d'Israël. — L'ambassade d'Israël
et un comité de coordination regroupant
les principales organisations juives de
France organisent la grande fête de
l'indépendance qui aura lieu le diman-
che 20 mai, à partir de 20 heures, salle
« le Zénith » (porte de Pantin). Des
allocutions seront prononcées par
M. Soffer, ambassadeur d'Israël en
France, M. Samuel Sirat, grand rabbin
de France, et M. Théo Klein, président
du CRIF. Les billets (à partir de 75 F)
sont en vente aux sièges de toutes les
organisations, et en particulier chez
M. Maurice Chiche, 38, rue de Turbigo,
75003 Paris, 2^e étage (tél. : 274-00-55).

LE MONDE diplomatique

MAI 1984

LE TIERS-MONDE ET LES BANQUES (Claude Julien)

LES PC OCCIDENTAUX ET LA GESTION DE LA CRISE

- Eurocommunisme, eurogauche : les germes du changement (Lilly Marouli).
- En Italie : face à la nouvelle initiative des travailleurs (Adriano Guerra).
- En France : une certaine difficulté d'être (Jean Rony).
- En Espagne : fatale quête du « possible » (Edouardo Haro Tecglen).

VERS UNE REPRISE DU COMMERCE EST-OUEST (Marie Lavigne)



Un parcours de trente ans

Manière de voir (Claude Julien). — De l'enthousiasme au déri-
gement : le recul des grandes espérances révolutionnaires
(Paul-Marie de La Gorce). — D'une modernisation à l'autre :
l'espoir, la prospérité et puis l'angoisse (Philippe Massin). —
L'explosion de l'audiovisuel : spectacles du réel et simulacres
de la fiction (Ignacio Ramonet).

DESTRUCTION ET CHATIMENT AU NICARAGUA (Richard J. Barnett et Peter Kornbluh)

QUAND L'EXPLOSION DES SERVICES TRANSFORME LES ENTREPRISES (Hubert Kempf)

SÉCHERESSE ET DÉSERTIFICATION DANS LE SAHEL

- Le climat et les hommes (Claire Brisson).
- Un problème politique majeur (Edgard Pisan).
- Au-delà du fatalisme : que faire ? (Jacques Bugnicourt).
- La double crise énergétique et alimentaire (Bernard Duhamel).

L'ÉGYPTÉ AFFAIBLIE ET DANS L'ATTENTE

La résurgence du Wafd et les calculs de M. Mubarak
(Mohamed Sid-Ahmed). — Un islam populiste (Ellis Goldberg).
— Un modèle « non industriel » de croissance (Mohamed
Abdel-Shafel Eisa). — La grande déclin de l'agriculture
(Christine de Sainte-Marie). — Crise d'identité, crise des
valeurs (Amina Rachid). — Ecrivains confinés dans l'isolement
(Sayad Al-Bahravi). — Ecrans témoins (Marie-Christine Aulsi).

- Les Israéliens peuvent-ils renoncer à un contrôle direct du
Sud-Liban ? (Geoffroy Aranson).
- Mozambique exsangue : le prix de la sécurité (Colette
Braeckman).
- Document : les « Mémoires » d'Enver Hoxha, récit d'une
rupture avec le Kremlin.
- Les livres du mois.

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

قنا من الامم

société

La direction centrale des renseignements généraux est réorganisée

Lutter plus efficacement contre la « violence politique »

La réforme de M. Chassagnou vise notamment cette dernière sous-direction qui, outre son intitulé plutôt vague, avait le défaut de ne pas séparer... l'information du commentaire dans ses notes. D'échelon en échelon hiérarchique, le « petit blanc » — somme des rapports des RG — est en effet révisé, récapitulé, complété par des informations émanant de quelque vingt millions de fiches manuelles accumulées au fil des ans par les RG. Ce système comporte, à l'évidence, un risque de bureaucratisme, où l'on vit sur les acquis du service plutôt qu'on ne veille à la fiabilité et à la pertinence du renseignement recherché. La réorganisation réorientée a donc pour but de dynamiser la recherche du renseignement.

L'ancienne sous-direction de l'information générale et étrangère a été supprimée et éclatée en deux sous-directions : l'une de l'information particulière, l'autre de la recherche, qui regroupent chacune quelque soixante-dix fonctionnaires. La seconde, dirigée par M. Ferrand, se préoccupera d'affiner — notamment du point de vue des moyens techniques — l'obtention de renseignements par la première, dirigée par M. Bergès, sera chargée de recueillir et de commenter.

L'information particulière a réuni les rubriques « violence politique », « étrangers », « DOM-TOM ». L'ancienne sous-direction de l'information politique, sociale et économique, qui ne voit pas ses attributions modifiées, devient, plus simplement, la sous-direction de l'information générale, toujours dirigée par M. Grangeret. Les sous-directions des affaires administratives et des « courses et jeux » ne subissent aucune modification.

EDWY FLENIÉ

Trois satellites européens pour l'Aérospatiale

L'Agence spatiale européenne (ESA) vient de confier à l'Aérospatiale la maîtrise d'œuvre de trois satellites météorologiques européens qui seront mis en orbite en 1987, 1988 et 1990, ainsi que celle d'un modèle de rechange. Le montant du contrat, signé le 15 mai à Paris, est de 139,7 millions d'unités de compte, soit 1,1 milliard de francs (prix de 1984).

Ces trois satellites Météosat opérationnels prendront la succession de deux satellites actuellement en orbite, qui furent développés par l'ESA dans le cadre d'un programme de recherche-développement, déjà sous maîtrise d'œuvre de l'Aérospatiale. En 1983, (le Monde du 30 mai 1983), le nouveau programme a été formellement décidé par dix-sept pays européens qui ont confié sa gestion à l'ESA. Simultanément, ils ont engagé la création d'une organisation européenne de météorologie par satellite, Eumetsat, qui exploitera ces satellites.

Ceux-ci seront construits par un consortium industriel qui réunit, outre l'Aérospatiale, les sociétés MBB et ANT (RFA), ETEC (Belgique), Casa (Espagne), Matra et SEP (France), MSDS et ICG (Grande-Bretagne), Selenia (Italie). Ils seront mis en orbite par le lanceur Ariane-4.

Départ du directeur des hospices de Lyon

Le Journal officiel des 14 et 15 mai publie deux décrets mettant fin aux fonctions de M. Maurice Rochoix, directeur des hospices civils de Lyon et annonçant son remplacement par M. Christian Dutheil.

M. Maurice Rochoix sera appelé à exercer des fonctions de conseiller auprès du ministre des affaires sociales qui souhaite bénéficier de sa connaissance particulière des milieux hospitaliers. L'annonce de son départ a suscité de vives protestations des milieux médicaux hospitaliers et des autorités municipales lyonnaises, qui n'auraient pas été consultés et qui souhaitent le maintien de M. Rochoix dans des fonctions exercées de façon particulièrement efficace.

● Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

Les internes des CHU en assemblée générale

Des assemblées générales des internes des centres hospitalo-universitaires (CHU) auront lieu, dans l'ensemble de la France, le 22 mai, pour décider du maintien ou de la levée du préavis de grève de soins de soixante-douze heures, renouvelable, que l'intensivité des internes a déposée pour le 23 mai. De son côté, le Syndicat autonome des internes de Paris a appelé, depuis le 15 mai, à une grève administrative qui devrait durer jusqu'au 23 mai.

Ces mouvements sont provoqués par la crainte des internes à propos d'une éventuelle réduction du nombre de postes de chefs de clinique qui seraient mis à leur disposition. Au ministère de l'éducation nationale — où les représentants des internes seront reçus le 21 mai — on affirme que les engagements pris par le gouvernement vis-à-vis des internes seraient « strictement respectés ».

● Le Monde libertaire condamné pour diffamation envers la municipalité de Saint-Denis. — Pour « diffamation envers un corps constitué », M. Maurice Joyeux, directeur du Monde libertaire, a été condamné à huit cents francs d'amende, le 15 mai, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris. Un article paru le 29 avril 1982 dans cette publication accusait la municipalité de Saint-Denis de livrer à des pratiques racistes et discriminatoires envers ses employés d'origine maghrébine.

● Sanctionné pour avoir défilé en uniforme. — Un jeune appelé, M. Olivier Le Pichon, basé à Orléans, près d'Orléans (Loiret), a été sanctionné de trente jours d'arrêt pour avoir participé en uniforme à la manifestation de la CGT le 1^{er} mai à Paris. Il avait aussi distribué, la veille, la brochure du comité de soldats de sa caserne. Arrêté ton char, huit organisations qui soutiennent Olivier Le Pichon, dont la CFDT, la LCR et la Ligue des droits de l'homme, ont notamment déclaré, au cours d'une conférence de presse le 15 mai à Orléans, que « peu de choses avaient changé dans l'armée depuis 1981 ».

● Attentat : une villa détruite en Corse. — Un attentat à l'explosif, commis dans la nuit du 14 au 15 mai, à Cargèse en Corse-du-Sud, a entièrement détruit la résidence secondaire d'un chirurgien-dentiste d'Herblay (Val-d'Oise). L'engin explosif avait été placé dans le vide sanitaire de la villa. Cette maison avait déjà fait l'objet d'une semblable action le 11 septembre 1982.

Un recours individuel devant la Commission européenne des droits de l'homme

Pour la première fois, une requête contre la France est déclarée recevable

De notre correspondant

Strasbourg. — Pour la première fois, la Commission européenne des droits de l'homme a déclaré recevable une requête individuelle contre la France. Siégeant à huis-clos, mardi 15 mai, les vingt et un représentants des États membres du Conseil de l'Europe ont décidé que le recours déposé par Lorenzo Bozano, un Italien âgé de trente-neuf ans, expulsé de France en octobre 1979, serait examiné au fond (1). La première requête déposée contre la France depuis qu'elle a reconnu le droit au recours individuel, le 2 octobre 1981, celle de M. Pierre de Varga, avait été jugée irrecevable en mai 1983.

C'est en fait une triple requête qu'ont déposée M^{me} Dany Cohen et François Boissel, défenseurs de L. Bozano, contre la France, mais aussi contre la Suisse et l'Italie. Car les trois États ont été le théâtre de cette affaire : un itinéraire qui a conduit cet ancien éditeur au pénitencier de l'île d'Elbe, où il purge une peine de réclusion à perpétuité.

Expulsé vers la Suisse

Lorenzo Bozano, accusé de l'enlèvement et du meurtre par noyade de la fille d'un industriel italien, en 1971, a été acquitté, deux ans après, par la cour d'assises de Gênes. Le parquet avait alors utilisé la procédure d'appel, qui existe en Italie en matière criminelle. Dans le second procès, en mai 1973, Bozano, marié et absent, sans défenseur, a été condamné à la réclusion à perpétuité.

Il s'enfuit alors en France, où il est arrêté en 1979 au cours d'un contrôle routier. Faute d'être en ré-

مقدار من الاموال

gion, il se retrouve sous le coup d'un mandat d'arrêt international et comparait, en audience d'extradition, devant la chambre d'accusation de Limoges. Son défenseur est, à l'époque, M^{re} Robert Badinter.

L'extradition est refusée, mais le ministre de l'intérieur le fait cependant expulser vers la Suisse dans la nuit du 26 au 27 octobre 1979. Et, en juin 1980, la Suisse le remet aux autorités italiennes, qui le font écrouer. Pénible consolation : l'arrêt français d'expulsion est annulé, le 23 décembre 1981, par le tribunal administratif de Limoges.

Toutes les voies de recours étant épuisées en France, épuisé en Italie, Lorenzo Bozano n'a plus que l'espoir de voir aboutir ses trois recours devant la Commission européenne, et qu'il puisse sur la justice italienne.

La recevabilité du premier des trois est une étape. Par ricochet, la Commission pourrait admettre les deux autres. Mais ce n'est pas pour autant que Bozano sortira de prison : la recevabilité ouvre, entre l'Etat impliqué et le requérant, une tentative de règlement amiable. En cas d'échec seulement, la Commission rédige un rapport et donne un avis au comité des ministres des vingt et un. Et c'est après que peut être saisie la Cour européenne des droits de l'homme, qui trancherait au fond. Mais rien n'empêche l'Italie d'ouvrir, à tout moment, un procès en révision.

JACQUES FORTIEL

(1) Le Monde des 19 décembre 1979, 16 janvier 1980 et daté 27-28 décembre 1981.

FRONDE VILLAGEOISE CONTRE UN MAIRE LOTISSEUR

Chérence dit non aux préfabriqués

La qualité de la vie, la défense du décor quotidien ne sont pas passés de mode. Du moins pour les cent soixante citoyens du village de Chérence, localité du Val-d'Oise juchée sur le bord d'un plateau dominant la Seine, à 65 kilomètres au nord-ouest de Paris. Ces villageois veulent bloquer les routes, empêcher le déroulement d'une élection partielle, le 20 mai prochain, après la démission de six conseillers municipaux, et même pousser leur maire, M. Oscar Vandepotte (non inscrit), à la démission.

Motif de cette véritable fronde : l'édile prévoit d'adjoindre son village — vieilles demeures, église classée — pierre du pays et tuiles plates — d'un lotissement de vingt-cinq pavillons préfabriqués. Quatre permis de construire sont déjà déposés. Détail piquant : le promoteur a acheté une partie des terrains au maire lui-même, qui a fait modifier le plan d'occupation des sols pour rendre le lotissement constructible.

Les résidents secondaires qui goûtent le charme de Chérence, comme l'écrivain Nathalie Sarraute et le député (UDF) de Paris Gilbert Gauthier, se sont émus d'un tel projet. Mais ils n'ont pas été les seuls. La population, elle aussi, a été choquée par la désolure architecture et par la démolition d'un programme qui doit doubler la surface du village et gonfler sa population de 60 %. Elle a été aussi agacée — le mot est faible — par les conditions dans lesquelles tout cela s'est passé. Et elle a rejoint en masse l'association de défense fondée par Nathalie Sarraute.

Quatre-vingts électeurs en colère, sur cent vingt-huit, ont signé une pétition affirmant que le maire n'est plus qualifié pour les représenter. Six conseillers municipaux, sur onze, ont même démissionné. M. Vandepotte a beau invoquer la mort lente du village, la fermeture de l'école et des commerces, les ressources nouvelles qu'apportera le lo-

issement, rien n'y fait. Une partie des habitants veut sa démission, la révision du POS et l'annulation du projet. La commission des sites fort embarrassée a décidé de se rendre sur place. La solution finale appartient au préfet, mais l'association annonce déjà que si le représentant de l'Etat accorde le permis de construire, elle déposera un recours devant les tribunaux. Elle brandit même la menace d'une autre pétition contre le maire lui-même.

JACQUELINE MEILLON

Faits divers

PLAINTES POUR ZOULOU

« Monsieur le ministre, mon nom est Nadia... j'attends un enfant. Son père ? Le jeune Alphonse assassiné un dimanche boulevard Suchet à Paris » : la lettre ouverte de Nadia Moorthy à M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, est exempte de haine, mais non d'indignation. Zouloou Benimabrouk, vingt-trois ans, est mort le 7 mai parce que, avec deux amis, il avait refusé de céder aux injonctions de policiers en civil, qui, à tort, l'avaient cru armé. Il était un peu ivre et il s'est enfui. Les policiers ont tiré sur sa voiture et lui ont tué (le Monde du 9 mai).

Legitime défense ? Revue ? Les témoins du drame n'avaient vu ni brassards de police ni aucun autre signe distinctif quand leur véhicule avait été bloqué par une voiture de police banalisée. Ils ont cru aux représailles d'un Portugais avec lequel ils venaient d'avoir une altercation sur les Champs-Élysées.

Cette mort a servi pour les amis de Zouloou de détonateur à leur « ras le bol ». « Asses d'insécurité policière et de crimes anti-jeunes », entendent-ils le samedi 12 mai lors d'une marche de Montrouge à la porte d'Orléans à la mémoire du jeune homme. Et aussi cette pancarte dont les forces de l'ordre ont saisi le retrait : « La police assassine ».

Immigrés, Français, membres d'organisations antiracistes, ils n'ont pas l'intention aujourd'hui de désarmer. Le collectif Mémorandum créé après la marche des « Beurs » en 1983 réunit, cinq jours après la mort de Zouloou, une conférence de presse improvisée dans la cour de la préfecture de police. Une plainte était déposée au nom de la famille, et le parquet du tribunal de Paris a ouvert, le mardi 15 mai, une information contre X pour « coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Une collecte devait être décidée pour aider les parents dans leur action en justice.

Le père, samedi, le regard vide, marchait en tête, indifférent aux commentaires ; sa femme le suivait, péniblement, constamment soutenue par ses filles pour ne pas s'écrouler. Et Nadia, de son côté, affirmait : « Je ne veux pas que l'on déforme ce que j'en ai entendu cette affaire ».

C. G.

Un sympathisant des catholiques irlandais condamné pour « transport de munitions »

Le tribunal de Cherbourg a condamné, mardi 15 mai, à un an de prison dont sept mois avec sursis un typographe parisien, M. Pierre Bazot, vingt-neuf ans, pour « détention et transport de munitions ».

Sympathisant de la cause catholique irlandaise, M. Bazot avait été arrêté, le 12 juin 1982, alors qu'il s'embarquait pour l'Irlande avec sa voiture. Les douaniers avaient découvert cachés dans les portières du véhicule une dizaine de cordeaux explosifs. M. Bazot avait soutenu que ces objets lui avaient été confiés, enveloppés dans un paquet dont il ignorait le contenu, par un homme prénommé John, pour être déposés dans un pub de Dublin.

Les Chinois au secours des pandas

Equipes de secours, formes spéciales, décompenses aux paysans acceptant de nourrir les animaux, le gouvernement chinois va dépenser 4 millions de yuans (environ 17 millions de francs) au cours de ces deux prochaines années pour tenter de sauver les mille pandas qui survivent dans le sud-ouest du pays. Ces ours pacifiques, végétariens et peu prolifiques sont en effet taillés pour la famine. L'espèce particulière de bambou dont ils font leur nourriture exclusive est en voie de disparition.

Le président en France de la secte Moon inculpé de fraude fiscale

M. Henri Blanchard, quarante et un ans, président, en France, de l'Association pour l'unification du christianisme mondial, plus connue sous le nom de secte Moon, a été inculpé de fraude fiscale, mardi 15 mai, par M. Bernard Peyrat, premier juge d'instruction à Paris. Cette inculpation fait suite à une plainte déposée par la direction générale des impôts.

Déclaré à but non lucratif, la section française de l'Association, qui a son siège 18, rue Friand à Paris (14^e), n'a jamais fait de déclaration de revenus. Mais la direction des impôts estime qu'elle a réalisé des bénéfices commerciaux en 1979, 1980 et 1981, notamment par la diffusion de son journal périodique le Nouvel Espoir, et qu'elle est ainsi redevable d'une imposition totale de 6 500 000 francs. M. Blanchard a choisi pour défenseur le bâtonnier Claude Lussan, ainsi que M^{re} Courtois et Aljezar.

« Une fille meurt après avoir été battue par des malfruits », une petite fille de quatre ans, Raissa Behi, est morte le 14 mai, boulevard de Vaugirard, à Paris (14^e), étouffée par ses liens et son bâillon, après un cambriolage dans la chambre de bonne où elle vivait avec son père, étudiant en droit. La fillette n'avait pas été maltraitée. C'est sans doute en toute inconscience que les cambrioleurs l'ont abandonnée en emportant leur butin : un pannelon et un électrophone.

Pierre Gamarra

Le fleuve palimpseste

Roman

Un amour dans la guerre et les vergers du pays d'Oc.

écrits



magazine littéraire

NUMÉRO DE MAI

Spécial

MICHEL FOUCAULT

Un entretien et un cours inédit

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Documentation grammaire : ÉDITIONS OPHÉLIE BOCH & rue de Paris - 75008 Paris

La visite

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale équatorienne. Le pape restera trois jours dans chacun de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

La visite de Jean-Paul II au Pérou, en Equateur et au Venezuela. — Jean-Paul II se rendra, en janvier et février 1985, au Pérou, en Equateur et au Venezuela, annonce Mgr Bernardino Echegaray, président de la conférence épiscopale

La visite à Paris de Mgr Glemp

Historique, et sans histoires, le très sage séminaire polonais de France a discrètement accueilli, durant trois jours, Mgr Jozef Glemp, en visite privée à Paris. Le primate de Pologne, qui était l'hôte à déjeuner, mardi 15 mai, du Conseil permanent de l'épiscopat français, a rencontré, ce

mercredi, Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Il devait s'envoler, ensuite, pour Rome et y assister aux cérémonies commémoratives du quarantième anniversaire de la bataille du Monte-Cassino. Mgr Glemp a, durant son séjour à Paris, ordonné deux diocèses.

Près du « cœur fraternel de la France »

Discretion : c'est le terme qui caractérise le mieux l'établissement religieux du 5, rue des Irlandais (59), pratiquement inconnu des Parisiens. On en a fait la découverte, grâce à l'obligeance de son recteur, Mgr Piotr Ratajczak, et sous la conduite éclairée de l'abbé Jozef Wolinski, professeur de patristique à l'Institut catholique de Paris. Sous le portrait de saint Patrick, patron de l'Irlande, et devant la statue du Sacre-Cœur de Jésus, quatre siècles nous contemplant. Il faudrait des volumes pour les raconter. C'est en 1769-1770 que l'actuel bâtiment (on vient de parler de quatre siècles, mais il y a eu beaucoup d'années) a été construit, dans une rue qui s'appelait alors du Cheval-Vert. Débutée ensuite en rue des Irlandais, lorsque des séminaristes « hors frontière » émigrés de leur terre natale sont venus d'installer. L'établissement s'intitule, encore aujourd'hui, si l'on a l'occasion d'y jeter un coup d'œil au fronton, « Collège des Irlandais », avec une façade anodine méritant un ravalement à la Malraux.

Passons sur les siècles, en mentionnant tout de même, que le séminaire irlandais, non assermenté mais en règle, du bon roi Louis XVI, a séjourné là, à la veille de l'exécution. Arrivés en tout de suite à 1945 : il y a eu, dans le camp de concentration de Dachau, qui s'appelle Edmond Michelet. C'est lui qui, avec des gens comme Jean Guiroux, convainc ses compatriotes polonais d'émigrer de ne pas rentrer chez eux, de venir en France « se refaire une santé », comme le dit pudiquement l'abbé Wolinski. Voilà comment tout a commencé pour la communauté polonaise de ce petit coin de Paris.

C'était du provisoire : cela fait près de quarante ans que cela dure. Une plaque commémorative indique que, de 1947 à 1977, un prêtre éminent, devenu par la suite évêque, archevêque, cardinal, nommé Karol Wojtyla, y a séjourné à plusieurs reprises.

Jean-Paul II, bien sûr. Un autre primate de l'Eglise, longtemps nommé à Paris, s'est aussi intéressé au séminaire polonais : Mgr Roncalli, qui allait devenir le pape Jean XXIII.

Futurs évêques

C'est avec beaucoup de réticence au départ, beaucoup de courtoisie et de délicatesse amicale, que la visite d'un journaliste a été acceptée dans ces murs gérés par la Fondation franco-irlandaise, présidée par le baron François de Chille, ancien président de la Cour des comptes. Des murs qui, pour employer une image, font office de résonance avec l'Institut catholique de Paris et l'Eglise polonaise de la rue Saint-Honoré. Les considérations politiques qu'on imagine sont tellement compliquées...

« Modeste exemple des liens qui, depuis des siècles, unissent la Pologne à l'Occident et plus particulièrement à la France », dit une notice. Modeste en effet : les responsables de l'établissement de la montagne Sainte-Geneviève insistent beaucoup sur ce point, craignant qu'un article de presse leur vaille un afflux de candidatures, auquel ils ne pourraient faire face.

Aujourd'hui, le séminaire polonais de Paris, longtemps dirigé par Mgr Antoni Banaszak, accueille, dans la limite de ses quelques dizaines de places, trois catégories d'hôtes compatriotes, à vocation religieuse : des adolescents de quatorze à dix-huit ans en internat ; des séminaristes sociaux, sans tout, d'apprendre le français, à deux pas du Panthéon et de la Sorbonne, et des prêtres comme Karol Wojtyla, poursuivant des études théologiques « lourdes », moissonnant les licences et les doctorats et futurs évêques, sinon plus, dans leur pays d'origine. Sans compter un groupe d'une vingtaine d'Irlandais venant régulièrement, au mois de juillet, pour prendre langue avec l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas.

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS SEPT ANS

Les ventes d'armes aux pays du tiers monde ont diminué en 1983

Les ventes d'armes des pays industrialisés au tiers-monde ont atteint, en 1983, leur niveau le plus faible en sept ans, selon une étude du Congrès américain qui relève que les Etats-Unis ont vendu, l'an dernier, deux fois plus d'armes que l'Union soviétique aux pays en voie de développement.

Selon ce rapport, la valeur réelle de ces ventes d'armes (compte tenu de l'inflation) a été, en 1983, de 24,67 milliards de dollars (environ 197 milliards de francs), montant le plus bas depuis 1976. Les ventes d'armes américaines ont baissé de manière notable de 1982 à 1983, passant de 13,5 à 9,53 milliards de dollars, la part des Etats-Unis dans ce marché passant de 32 à 39 %.

Dans le même temps, les contrats d'armes de l'URSS ont chuté encore plus nettement, de 12,6 milliards en 1982 à 4,2 milliards en 1983, la part du marché détenue par les Soviétiques tombant de 26,9 à 16,9 %.

La France a aussi enregistré une chute de ses ventes (8,8 milliards de dollars en 1982 contre 1,2 milliard en 1983), selon l'étude du Congrès qui définit le tiers-monde comme tous les pays autres que le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et

n'appartenant pas au pacte de Varsovie, à l'OTAN ou à l'Europe. Détaillant ces ventes par régions, l'étude du Congrès précise que la Proche-Orient et l'Asie du Sud ont historiquement constitué le plus important marché au sein du tiers-monde et que, dans la période 1980-1983, ces régions ont représenté plus du trois-quart du total des contrats d'armes.

Le rapport fait aussi état d'« augmentations notables » des ventes américaines d'armements en Amérique latine au cours des dernières années. La part des Etats-Unis dans le marché sud-américain est ainsi passée de 4,1 % dans les années 1976-1979 à 12,5 % pour la période 1980-1983. L'Union soviétique est cependant restée le premier fournisseur d'armes à cette région avec 34,7 % du marché.

L'URSS a également été au premier rang de 1980 à 1983 pour les ventes d'armes à l'Afrique subsaharienne (3,7 milliards de dollars ou 44 % du marché). L'Italie venait en second (11,1 %), et la France troisième (10,9 %). D'une manière générale, le poids des nations européennes a diminué dans la vente d'armes au tiers-monde, tombant de 29,8 % du marché, entre 1977-1980, à 23,8 % de 1980 à 1983. — (AFP.)

(Publicité)

L'ORDRE DU TEMPLE, organisé par les Maîtres Gardiens de la Tradition, va resurgir à la fin de 1984. La Fraternité Johannite pour la Résurgence Tempelière, ordre initiatique, traditionnel, chrétien et chevaleresque, a été fondée pour travailler à cette importante préparation. Elle dispense les ENSEIGNEMENTS TRADITIONNELS, édite son ouvrage « LE CHRISTIANISME A L'HEURE DU VERSEAU », envoi contre versement 31,30 F (25 F + port), et diffuse son bulletin mensuel « BEAUCANT ». Renseignements contre 3 timbres. F+J+E+T+. B.P. 25, 59670 CASSEL.

BASKET-BALL : Début victorieux pour la France au tournoi préolympique. — L'équipe de France de basket-ball a gagné (111 à 105), sans convaincre, pour son premier match du tournoi de qualification pour les Jeux olympiques, face à la Belgique, mardi 15 mai, à Orléans. Les deux équipes étaient égalisées (91 à 91) à la fin du temps réglementaire ainsi qu'au terme de la première prolongation (99 à 99).

Le grand prix de l'Académie des sciences morales et politiques à Alfred Sauvy

Le prix Guido Zerilli Marimo à Maurice Allais

La remise du premier grand prix de l'Académie des sciences morales et politiques à notre ancien et fidèle collaborateur Alfred Sauvy a donné lieu, mardi, à une cérémonie d'une solennité particulière, en l'hôtel de la Fondation Desse-Thiers, récemment rénové par les soins de M. Edouard Bonnefous, chancelier de l'Institut.

C'est d'ailleurs sur la suggestion de M. Bonnefous que cette académie a décidé de décerner chaque année un prix important qui sera l'un des deux ou trois grands prix de l'Institut.

Le chancelier a d'autre part annoncé qu'à ce prix s'ajoutait le prix que la veuve du baron Guido Zerilli Marimo, correspondant de l'Académie, a demandé à celle-ci de décerner, en mémoire de son mari.

Mais quel est ce grand prix ? M. Jean Cazeneuve l'a précisé : doté de 100 000 francs, il doit « couronner une œuvre de sciences humaines entrant dans le champ des compétences de l'Académie. Il a été décidé en outre qu'il s'agissait d'une œuvre de longue durée et que l'auteur choisit serait récompensé, à l'occasion d'un livre récent, pour l'ensemble de son œuvre. Aucune candidature n'est sollicitée ».

Il revenait à M. Bernard Chenot, secrétaire perpétuel, de retracer la carrière et de situer l'œuvre du lauréat : « Une œuvre si riche, si diverse, si vivante, qu'il n'est pas possible d'en dresser le bilan. Elle s'est exprimée en de multiples ouvrages et par d'innombrables

articles. Elle se poursuit encore sous nos yeux, serrant au plus près l'actualité, puisque les études et les critiques d'Alfred Sauvy sont publiées dans la presse et en particulier dans le Monde, puisque son livre sur le « travail noir » a été publié en 1984. Une telle œuvre suit donc toujours l'actualité mais elle domine la conjoncture par une vue sereine des problèmes ».

« Le premier, il a dénoncé les méfaits, les dangers, d'une civilisation trop mécanisée et d'une industrie trop puissamment appliquée à certains secteurs, et par exemple à celui de la production automobile, dans un mépris total des risques de pollution, de crise et même de catastrophe économique et sociale comme celle que peut engendrer une telle hypertrophie, pour la satisfaction éphémère de besoins qui se dévalent eux-mêmes ».

« Le premier aussi, il a dénoncé le péril qu'une chute de la natalité fait courir à notre pays et au monde occidental... ».

Quant au second lauréat, M. Maurice Allais, c'est M. Pierre Masé qui en a évoqué les mérites. D'abord quelques dates : né en 1911, major de la promotion 1931 de l'Ecole polytechnique, ancien élève de l'Ecole des mines, ingénieur général des mines de 1965 à 1980. Mais c'est sur son « itinéraire parallèle de chercheur et d'enseignant, à vocation économique », que l'orateur s'est plus volontiers étendu.

Le premier essai de Maurice Allais, A la recherche d'une discipline économique, « démontrait, sous des conditions assez générales, l'équivalence, en économie de marché, des situations d'équilibre général et de celles d'efficacité maximale. Il se qualifiait ainsi d'émbleme comme un économiste libéral, ouvrant la voie aux politiques libérales. Ceux-ci ont pour tâche de préserver l'économie de marché de déviations souvent tentantes. Ecarter la tentation dirigiste et ses effets pervers. Maîtriser les puissantes organisations, grandes entreprises et centrales syndicales, qui tendent à fausser le jeu du marché. Fonder les prises de décisions sur les évaluations « prudentes et avisées » que le plan comptable recommande aux chefs d'entreprise ».

En 1952, il a entrepris l'étude des choix alternatifs, en opposition aux doctrines américaines : désormais il semble qu'on soit désormais plus disposé à admettre l'intervention d'un facteur psychologique centré sur l'inquiétude.

L'un après l'autre, Alfred Sauvy et Maurice Allais ont remercié les personnes et les institutions dont l'aide leur a permis de mener à bien leurs tâches respectives.

Enfin, M. Pierre-Georges Castex, président de l'Académie, a remis aux lauréats les chèques concrétisant ces hautes récompenses. M. Alfred Sauvy affectera sans tarder le sien à l'œuvre des « Amis de Montalba-le-Château ».

CYCLISME

APRÈS LA PERFORMANCE DE MOSER

Trois formules pour un record

Le record du monde de l'heure établi par Francesco Moser (51,151 kilomètres, le 23 janvier 1984 sur la piste de Mexico) est-il réglé ? Notre confrère Claude Genzling pose la question dans une étude que publie la revue le Cycle. On sait que lors de sa tentative victorieuse, le champion italien utilisait une bicyclette spéciale construite à partir d'un cadre pliant et muni de roues pleines, cet équipement spécifique ayant pour effet d'abaisser le coefficient aérodynamique, autrement dit d'améliorer le rendement.

Or le règlement de l'Union cycliste internationale (UCI), auquel se réfère Claude Genzling, indique que « les machines de tout genre sont admises (...) à condition qu'elles fonctionnent par la seule force de l'homme et qu'elles ne comportent aucun dispositif destiné à diminuer la résistance à la pénétration dans l'air » (article 49).

L'homologation récente du record de l'heure suppose, par conséquent, que le règlement n'a pas été appliqué à la lettre comme c'était le cas par le passé. Doit-on en conclure qu'il est jugé caduc par les hauts dirigeants chargés de le faire respecter ?

Il apparaît, à la lumière de cet exemple, que certains textes de l'UCI, élaborés il y a plus de quarante ans, n'ont pas été adaptés à l'évolution des techniques et qu'ils ont perdu leur signification. Dans le cas précis du record de l'heure, on remarquera non seulement l'anachronisme mais aussi l'ambiguïté d'un règlement qui cantonne l'hypothèse en faisant la distinction entre une roue pleine et une roue normale recouverte d'une enveloppe de plastique. La première est autorisée, la seconde ne l'est pas parce qu'elle correspond à la définition du carénage. Pourtant, les avantages de ces

deux « dispositifs » sont comparables et aboutissent, en fin de compte, à des résultats pratiquement identiques.

Il n'est sans doute été scandaleux de ne pas homologuer le record de Moser, qui représentait un exploit de première grandeur et qui ouvre à la technique du cyclisme de nouveaux horizons. Mais on peut se demander s'il n'est pas tout aussi injuste de pénaliser Eddy Merckx, le précédent détenteur qui avait couvert 49,432 kilomètres dans l'heure sur une bicyclette classique ?

JACQUES AUGENDRE.

HOCKEY-SUR-GLACE

Le premier titre de Megève

De notre correspondant

Megève. — Megève vit depuis une semaine au rythme paisible de l'hiver. Le neige et la glace fondent après une saison bien remplie, qui fut riche en recettes pour les « industriels » des sports d'hiver et en succès pour les passionnés des sports de glace. Pour la première fois, en effet, les Megévans sont devenus champions de France de hockey, après vingt-quatre rencontres consécutives sans défaite, dont vingt-deux victoires.

Dix années de patience et de ténacité, de travail et d'efforts, auront été nécessaires pour succéder à Grenoble, champion de France en 1981 et 1982 et à Saint-Gervais (1983), qui compte dans ses rangs quelques-uns des plus brillants hockeyeurs français.

Pour la saison 1983-84, Megève avait fait « monter » dans son équipe première cinq juniors, alignant ainsi la plus jeune équipe du championnat. « Une équipe de gamins et sans grosses têtes », précise M. Pierre Pasteris, vice-président de la section hockey du Club des sports de Megève. Il attribue la réussite de ses joueurs à leur combativité mais aussi à l'ambiance qui a régné tout au long du championnat.

D'autres raisons, plus objectives, peuvent expliquer le succès des hockeyeurs de Megève. Rarement une ville aura autant investi dans ce sport. La subvention que Megève accorde à son club de hockey, fort de quatre-vingts joueurs, a dépassé le million de francs pour 1983-1984. « Nous nous devons de soutenir cette discipline qui est un vrai sport

de montagne », précise le maire, M. Gérard Morand.

Le village s'est d'autre part doté récemment d'une seconde patinoire aménageant ainsi le nombre et la qualité des entraînements de ses équipes. Plutôt que de s'offrir au prix fort des joueurs étrangers ou attachés à d'autres clubs, Megève a préféré acquérir l'expérience d'entraîneurs de très haut niveau. Composée essentiellement d'« enfants du pays », l'équipe a aussi été encouragée par un public de deux à trois mille personnes à chaque match, qui a prouvé que le hockey pouvait mobiliser toute une région, voire les vallées... concurrentes.

Paradoxalement c'est vers Paris que se tournent aujourd'hui les regards des montagnards. Ceux-ci voudraient, en effet, que le hockey sur glace élargisse son audience auprès du public. « Il manquait dans notre pays une grande patinoire nationale : le Palais omnisports de Bercy comble aujourd'hui ce vide. Nous avons besoin d'une « locomotive » pour qu'on parle plus souvent du hockey et pour le faire évoluer dans toute la France », affirme un responsable du club de Megève, qui espère voir se constituer à Paris une équipe solide.

CLAUDE FRANCILLON.

Libez
de l'Éducation

FOOTBALL

SAINT-ETIENNE TIENT LE RACING EN ECHEC

Les trente-cinq mille spectateurs qui ont fait le dernier pèlerinage de la saison au stade de Colombeau avec l'espoir d'un nouveau miracle pour le Racing Club de Paris, s'en sont retournés déçus. L'affiche à faire rêver tous les nostalgiques du football avec le Racing qui aspire à retrouver sa place en première division, vingt-deux ans après y avoir fait sa dernière apparition, et l'Association sportive de Saint-Etienne qui doit se battre pour conserver la sienne huit ans après avoir connu les sommets européens, n'a pas tenu ses promesses. Les deux équipes ont terminé le match aller de ce barrage décisif sur un score nul et vierge.

Epuisés physiquement et peut-être encore plus nerveusement par leur marathon contre les Nîgois, les Racingmen n'avaient plus que leur bonne volonté. C'était suffisant pour dominer les jeunes Stéphanois, prudents, par cette première manche, mais non pour faire la différence. Surout face au gardien de but stéphanois — Jean Castaneda, bien inspiré mardi soir. Avec ce résultat nul, les « vers » se retrouvent en position de force pour aborder le match retour, samedi soir au stade Geoffroy-Guichard. Ils devront toutefois se méfier des Racingmen qui, cette saison, en championnat ont souvent été plus à l'aise sur terrain adverse où ils ont pris vingt-sept points sur un maximum possible de trente-quatre.

TENNIS : Surprises aux Internationaux d'Italie. — Le premier tour des championnats internationaux d'Italie de tennis, doté de 300 000 dollars, a été marqué, mardi 15 mai, par les éliminations surprises de l'Argentin Guillermo Vilas (tête de série numéro 7) et de l'Espagnol José Higueras (numéro 4). Le premier a été battu par le Tchèque Slozil (134^e joueur mondial), 6-2, 6-2, tandis que le second a dû s'incliner 6-4, 6-1 devant son compatriote Juan Aguilar, qui confirmer ses récents succès dans les tournois d'Aix-en-Provence et de Hambourg. Les Français ont connu des fortunes diverses puisque Henri Leconte s'est qualifié contre l'Argentin Carlos Castellan (6-2, 7-6), tandis que Thierry Tulasne était éliminé (2-6, 6-3, 6-4) par l'Américain Mark Dickson.

Tel Aviv : vol quotidien

Le seul vol avec une 1^{re} Classe, une Classe Ambassador et une Classe Economie. Le confort absolu !
Départ de Paris CDG1. Liaison sans escale en gros porteur.

Vous plaire nous plaît.



TEL AVIV

SPÉCIAL-SICOB

Esprit : dix milliards de francs pour l'électronique et l'informatique européennes

« Le projet d'Esprit dans sa dimension bureautique », était le thème de la séance d'ouverture du colloque AFCEC-SICOB, qui s'est tenue le mardi 15 mai. Ce fut l'occasion pour M. Jean-Marie Cadiou, directeur de la Task force-technologies de l'information à la CEE, de rappeler que « si Esprit ne parvient pas à régler tous les problèmes, il devrait contribuer à structurer les forces européennes, encore trop fragmentées dans le secteur des technologies de pointe et, en particulier, dans celui de l'électronique et de l'informatique ».

La 28 février dernier, le conseil des ministres de la recherche de la Communauté européenne donnait - enfin - le feu vert à Esprit. Cela faisait deux ans que ce programme de recherche et de développement dans le domaine des technologies de l'information était en discussion à Bruxelles, mais, bien qu'ayant reçu l'accord de principe des Dix, il avait dû à plusieurs reprises ajourner pour des raisons d'ordre purement budgétaire. L'idée avait en effet été lancée dès 1982 par M. Eberhard Weigert, commissaire des Communautés européennes, qui a été élu le départ fortamment soutenu - c'est là une caractéristique particulièrement intéressante et prometteuse - par des industriels européens (1).

Les crédits qui sont affectés par la Communauté à Esprit pour la période 1984-1988 (le programme est en fait prévu sur dix ans) ont été fixés à 750 millions d'ECU, soit 5,2 milliards de francs. La règle veut que les industriels qui participent au programme - chaque projet fera intervenir au moins deux entreprises de nationalités différentes - prennent en charge la moitié du financement des travaux, le budget total du programme s'élèvera à 1,5 milliard d'ECU (10,4 milliards de francs), ce qui représente dix mille hommes-annees sur cinq ans.

Rattraper le retard technologique

Somme importante pour un objectif très ambitieux. Selon un document publié par la Commission des Communautés européennes en juin 1983, il ne s'agit pas moins pour les Etats membres et l'industrie, dans les dix prochaines années (de)

rejoindre, sinon de dépasser, dans le domaine technologique, les concurrents mondiaux, c'est-à-dire en fait les Américains et les Japonais.

Soucieux de faire coopérer les centres de recherche des universités et des organismes publics avec les entreprises industrielles, les promoteurs du programme ont délibérément choisi de favoriser la recherche « préconcurrentielle ». En d'autres termes, il ne s'agit pas de réaliser des produits nouveaux immédiatement commercialisables (sauf des prototypes pour être construits), ni de développer des travaux fondés sur des critères purement scientifiques. Dans ce cadre, cinq grands thèmes ont été retenus :

● En micro-électronique de pointe, les objectifs sont doubles : développer la capacité technologique de conception, de fabrication et d'essai des circuits hautement intégrés (VLSI, very large scale integrated circuits), mais aussi travailler sur des matériaux autres que le silicium, susceptibles notamment d'être utilisés dans le futur pour le traitement et la transmission optique de l'information.

● En matière de technologies de pointe, il s'agit de faire accéder les industriels européens à la maîtrise de l'ingénierie de base, des méthodes et des outils nécessaires à l'élaboration de ces éléments-clés de tout système d'information. Les recherches porteront aussi sur le processus de production - analyse des exigences, spécification, conception, vérification, perfectionnement... - bref, sur toutes les étapes du cycle de vie des logiciels.

● Il ne s'agit pas d'élaborer des matériels d'un côté et des logiciels de l'autre. Encore faut-il combiner ces deux types de produits pour concevoir des « outils » d'information performants. C'est pourquoi « l'architecture des systèmes » sera au centre du troisième thème retenu, qui a pour titre « Le traitement avancé de l'information ».

● Si les trois premiers thèmes concernent les technologies elles-mêmes, les deux derniers visent à tester les techniques mises au point dans deux secteurs où leurs applications auront une incidence particulièrement forte sur la vie économique et sociale : l'usine - avec la production intégrée par ordinateur - et le bureau - avec les systèmes de bureautique.

Ce dernier domaine est exemplaire dans la mesure où il fait appel à un

très large éventail de technologies et où il représente peut-être l'un des meilleurs champs d'expérimentation pour les résultats acquis par l'ensemble des participants d'Esprit. Concevoir le « bureau du futur », c'est à la fois interconnecter au mieux les divers postes de travail, mais aussi améliorer la communication qu'elle se fasse par l'intermédiaire d'un écran d'affichage, ou par celui de la voix humaine ou synthétique entre l'utilisateur et la machine, mettre au point des systèmes de classement et de récupération des archives électroniques et d'emploi aisé, par exemple.

Mais c'est également, et surtout, « prendre en considération les facteurs humains, car les meilleurs systèmes du point de vue technique seront inutilisés s'ils ne sont pas acceptés par les utilisateurs », comme le souligne Jean Roukens, chef du projet bureautique au sein de la Task force-technologies de l'information à la CEE. Aussi le programme Esprit s'ouvrira-t-il aux centres de recherche spécialisés dans l'ergonomie des postes de travail, mais aussi aux médecins, sociologues et psychologues. Ceux-ci devront s'interroger sur les problèmes de santé (de vision par exemple) que pourront soulever les nouveaux outils de bureau, de même que sur la nouvelle organisation du travail qui devra accompagner l'introduction de la bureautique dans l'entreprise.

« Tous les travaux qui seront faits à l'intérieur du programme Esprit, qu'ils relèvent de la technique ou des facteurs humains, sont intimement liés », note M. Jean Roukens. Et l'une des principales difficultés que nous rencontrerons sera de les faire tous avancer sur le même front.

Aussi faut-il veiller attentivement à ce que « l'information passe » entre les différents partenaires, même s'ils ne travaillent pas sur les mêmes sujets. Deux contrats ont déjà été signés en ce sens, l'un avec un consortium de grandes sociétés européennes (2), l'autre avec la Société générale des systèmes de gestion, pour la réalisation d'un système électronique reliant « en temps réel » les équipes concernées par Esprit.

En outre, il a été décidé que les centres de recherche (industriels ou non) coopérant à l'intérieur d'un même projet auront gratuitement accès à tous les résultats acquis par leurs homologues. Quant à ceux qui travaillent dans un même secteur mais sur des sujets différents, ils pourront prendre connaissance,

par l'intermédiaire de la Task force-technologies de l'information à la CEE, des avancées des recherches qui les intéressent. Pour compléter ce dispositif, la Commission des Communautés européennes s'engage à organiser des conférences annuelles au cours desquelles les scientifiques pourront confronter leurs acquis.

Un point de départ ?

L'un des premiers problèmes que peut en effet soulever un programme tel qu'Esprit, qui cherche à faciliter les contacts entre des entreprises différentes, de nationalités diverses, est celui de la concurrence. Dans un domaine aussi sensible que celui des technologies de l'information, les sociétés industrielles accepteraient-elles de partager leurs connaissances ? « Nous sommes là sur un terrain nouveau et très original », répond M. Barney Trench de la Task force-technologies de l'information à Bruxelles. Insistant sur le fait que « c'est la première fois que l'industrie coopère directement avec l'administration européenne », il se montre très confiant dans l'avenir. Il souligne en effet qu'au cours du déroulement du programme-pilote, lancé en janvier 1983 pour un an et qui devrait permettre d'expérimenter Esprit avant son démarrage officiel, « nous n'avons rencontré aucun malentendu, ni au niveau de la sélection des projets reçus ni à celui des conditions de travail ».

L'optimisme semble donc être de mise à Bruxelles, où l'on estime que, si Esprit a les moyens de ses ambitions, ce n'est pas tant par les crédits qui lui sont affectés, que par l'occasion que le programme fournira de créer un « club » entre des participants qui pourront véritablement communiquer ». Et l'on espère qu'Esprit sera en fait le point de départ d'une véritable Alliance entre les industriels de la Communauté.

ELISABETH GORDON.

(1) Il s'agit de douze grandes entreprises européennes de la filière électronique : Bull, CGE et Thomson (France), ICL, Plessey et OEC (Grande-Bretagne), Siemens, Nixdorf et AEG (Allemagne fédérale), Philips (Pays-Bas), Olivetti et la STET (Italie).

(2) Ce consortium, dont Bull est le chef de file, regroupe l'INRIA (France), ICL et GEC (Grande-Bretagne), Olivetti (Italie) et Siemens (Allemagne fédérale).

Tandy présente une nouvelle gamme de micro-ordinateurs pour tous les appétits

C'est sous la forme d'un menu fort alléchant que M. Jean Beaufort, directeur du marketing chez Tandy-France, a présenté lundi 14 mai dans le cadre du « Spécial Sicob », la nouvelle gamme de micro-ordinateurs que la firme mettra à la disposition de ses clients dans moins d'un mois.

Pour ouvrir l'appétit, un plateau de hors-d'œuvre avec de nouvelles versions du TRS-80 couleur. S'inscrivant en droite ligne des TRS-80 de la première génération, ces modèles sont pourvus d'un nouveau boîtier, à profil bas, et d'un clavier de qualité « machine à écrire ». Ils sont de plus livrés avec une prise Peritel, qui permet leur raccordement à un moniteur vidéo comme à un récepteur de télévision et se prêtent aux jeux vidéo comme aux applications domestiques, commerciales ou didactiques. Les versions munies du Basic étendu offrent à leurs utilisateurs des possibilités de programmations avancées, par exemple la création de graphiques « haute résolution ». Le tout pour une somme qui va de 2 500 à 3 900 francs TTC suivant la taille de la mémoire et le niveau du Basic.

L'entréisme est offert sous forme du TRS-80 modèle 4 P, version transportable du modèle 4. Il s'agit d'un micro-ordinateur pourvu d'une mémoire de 64 kilo-octets (extensible à 128 kilo-octets), qui se branche sur n'importe quelle prise électrique. Avec ses 12 kilogrammes et ses dimensions réduites (42 x 33,5 x 25 centimètres), le « 4 P » a tout d'une glacière pour déjeuners sur l'herbe. A cela près que, une fois enlevée, son couvercle révèle deux unités de disquettes et un écran qui affiche vingt-quatre

lignes de quatre-vingts caractères, sous lesquels se glisse un clavier Azerty « machine à écrire ». Plus « copieux » que les matériels précédents, le TRS-80 4 P a aussi un prix plus élevé : 18 500 F.

Mais tout cela n'est qu'amuse-gueules, et l'on attendait le plat de résistance. Les responsables de Tandy-France ont alors dévoilé, non sans quelque fierté, le TRS-80 modèle 2000. M. Jean Beaufort n'hésite pas à qualifier celui-ci de « produit de hautes performances qui va à l'encontre de la standardisation croissante de l'industrie du micro. (...) appareil d'une nouvelle génération ». A son microprocesseur qui est un « véritable 16 bits » (le 80186 d'Intel), ses unités de disques souples à grande capacité de stockage, sa haute résolution graphique et les huit couleurs qui s'inscrivent sur son écran, il peut ajouter en option une « souris » et un disque dur.

Délibérément conçu pour les usages professionnels, il est à même d'exploiter la plupart des logiciels de gestion - stock, facturation, comptabilité, paye, - de traitement de texte, de planification ou de classement et de création de graphique. Quant à son coût, il est à la hauteur de ses ambitions : 27 870 F pour la version de base et 51 000 F pour le modèle muni d'un disque dur.

Un léger dessert pour terminer ce repas copieux : à partir du mois de juillet prochain sera commercialisée une interface qui permettra la connexion du « classique » TRS-80 modèle 1 000 avec un écran vidéo ou un téléviseur.

E.G.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Chez votre marchand de journaux

Apple IIc : UN PORTABLE DE POIDS

DECISION Informatique

GESTETNER TEMOIGNAGE DE CONFIANCE.



Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith ! Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance dont bénéficie Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des entreprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot.

PHOTOCOPIEURS GESTETNER : QUESTION DE CONFIANCE.

Gestetner

مركز الاموال

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

PL. DES VICTOIRES

accordeur payé par l'Etat
4 P.C.E.S. CLASSE 1975
dénivelé exception, citée
110 m² - 1.200.000 F. avec
300.000 F. de plus
7. R. ARBOUR. 504-01-02.

3^e arrdt

ARCHIVES

rénovation de
jardin à la française, gd bu.
+ mezzanine + 2 chambres.
SIGNED. 236-63-32.

4^e arrdt

CŒUR MARAIS

Dernier habitat particulier
à rénover. Tél. 236-63-62.

5^e arrdt

VAL-DE-GRACE

place de
2 p. 2 p. 2 p.
cf. cit. 236-63-62.

6^e arrdt

PLEIN CŒUR SAINT-GERMAIN

porte co-chêne (5), petite vend
dernier apt. entr. gd bu., ch.
de br. cul. w.-c. séparé.
Toujours impeccable 60 m². Px
795.000 F. V. sur place de
17. 18. 25. R. D.
L'ÉCLAIRÉE. 10 à 17 h. ou
tél. au 230-18-88.

7^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (près)

Im. 1974, gd éd. + 2 ch.
94 m² + 20 m² terr. 4^e ét.
park. LUTTRE. 564-44-81.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (près)

GD LIV. + 2 CHAMBRES
ÉTAT RARE, SOLID. 320-75-97.

9^e arrdt

TRINITE, 3 P.CES

PRÈS RUE D'AUMALE
110 m² Im. 1974, 3 ch.
692.000 F. V. sur place. 562-01-80.

10^e arrdt

IM. BONNEFANT

2 P. 199.000 F
ENTRETIEN REFAIT
POURTELS. Tél. 139-11-53.

12^e arrdt

FAIDHERBE

Im. 1974, 3 ch.
entrée, cuis. w.-c. v. sur
170.000 F. 323-67-16.

13^e arrdt

GARE DE LYON, magnifique

4 pièces, 118 m² + 20 m² de
p. de t. sand. 347-07-07.

14^e arrdt

ST-JACQUES « MERIDIEN »

gd stand. 7 pièces, 200 m²
3 ch. v. sur, sol. 200 m²
bati. parkings, impeccable.
2.900.000 F. + poss. studio.
Tél. 604-10-06.

15^e arrdt

CONVENTION

Bel Im. 2 P. 2 ch. cuis. 1^{er}
ét. neuve, impeccable. 320.000 F.
V. sur place. 206-10-30.

16^e arrdt

PRÈS VICTOR-HUGO

dernier Im. pierre de taille
poterie v. d. 2 ch. LIBRES
2.3.4.5 poss. OCCUPÉS
et dernier étage à rénover.
Rd. 755-12-21.

17^e arrdt

BD EXELMANS

CHARMANT 2 P.CES. 2 ch.
acc. impeccable. Im. p. de t.
475.000 F. V. sur place. 562-01-80.

18^e arrdt

AVENUE DE CLICHY

3 P. 389.000 F
ENTRETIEN REFAIT
CHIMÈRE. 234-11-33.

19^e arrdt

BATIGNOLLES

PROGRAMME N° DE QUALITÉ
23 appartements avec p. 310.000 F.
Lvr. 11/84. s. p. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000. 1001. 1002. 1003. 1004. 1005. 1006. 1007. 1008. 1009. 1010. 1011. 1012. 1013. 1014. 1015. 1016. 1017. 1018. 1019. 1020. 1021. 1022. 1023. 1024. 1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1034. 1035. 1036. 1037. 1038. 1039. 1040. 1041. 1042. 1043. 1044. 1045. 1046. 1047. 1048. 1049. 1050. 1051. 1052. 1053. 1054. 1055. 1056. 1057. 1058. 1059. 1060. 1061. 1062. 1063. 1064. 1065. 1066. 1067. 1068. 1069. 1070. 1071. 1072. 1073. 1074. 1075. 1076. 1077. 1078. 1079. 1080. 1081. 1082. 1083. 1084. 1085. 1086. 1087. 1088. 1089. 1090. 1091. 1092. 1093. 1094. 1095. 1096. 1097. 1098. 1099. 1100. 1101. 1102. 1103. 1104. 1105. 1106. 1107. 1108. 1109. 1110. 1111. 1112. 1113. 1114. 1115. 1116. 1117. 1118. 1119. 1120. 1121. 1122. 1123. 1124. 1125. 1126. 1127. 1128. 1129. 1130. 1131. 1132. 1133. 1134. 1135. 1136. 1137. 1138. 1139. 1140. 1141. 1142. 1143. 1144. 1145. 1146. 1147. 1148. 1149. 1150. 1151. 1152. 1153. 1154. 1155. 1156. 1157. 1158. 1159. 1160. 1161. 1162. 1163. 1164. 1165. 1166. 1167. 1168. 1169. 1170. 1171. 1172. 1173. 1174. 1175. 1176. 1177. 1178. 1179. 1180. 1181. 1182. 1183. 1184. 1185. 1186. 1187. 1188. 1189. 1190. 1191. 1192. 1193. 1194. 1195. 1196. 1197. 1198. 1199. 1200. 1201. 1202. 1203. 1204. 1205. 1206. 1207. 1208. 1209. 1210. 1211. 1212. 1213. 1214. 1215. 1216. 1217. 1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 1226. 1227. 1228. 1229. 1230. 1231. 1232. 1233. 1234. 1235. 1236. 1237. 1238. 1239. 1240. 1241. 1242. 1243. 1244. 1245. 1246. 1247. 1248. 1249. 1250. 1251. 1252. 1253. 1254. 1255. 1256. 1257. 1258. 1259. 1260. 1261. 1262. 1263. 1264. 1265. 1266. 1267. 1268. 1269. 1270. 1271. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 17

مقالات

Venture Airways l'expérience de première classe entre Paris et Coventry

Découvrez la nouvelle expérience des Vols de première classe de Venture Airways entre Paris-Charles-de-Gaulle et l'aéroport de Coventry : repas servis avec vins et champagne, journaux et magazines gracieusement mis à disposition, accès au salon des premières à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle et à Coventry.

Il n'y a que 33 larges fauteuils (au lieu de 48 sièges) sur notre appareil de l'aérospatiale Britannique. Deux vols aller-retour quotidiens du lundi au vendredi, plus un vol le dimanche soir : ce qui vous donne un maximum de temps pour vos affaires ou vos loisirs : Coventry est au cœur de l'Angleterre dans les beaux paysages verdoyants du Warwickshire. Coventry est à 5 mn de l'exposition permanente de l'agriculture, à 15 mn du National exhibition center, à 20 mn de Stratford sur Avon, la patrie de Shakespeare. L'heure limite d'enregistrement est de 30 mn avant le décollage, et vous choisissez votre propre siège.



Pour plus de renseignements sur l'expérience première classe de VENTURE AIRWAYS, APPELEZ-NOUS 247.13.41 Aéroport de Roissy 862.65.89



EXPORTEZ EN ARABIE

Palmarès société France-Arabie, longue expérience, implantation commerciale et industrielle ARABIE/DOULE, se charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

Le Monde

ÉNERGIE

Plusieurs pays cherchent
à renégocier leurs accords gaziers
avec l'URSS et l'Algérie

Le marché gazier, sous l'effet d'une surabondance de l'offre, est en train d'évoluer, et nombreux sont les pays acheteurs qui cherchent à renégocier leurs contrats. Gaz de France a annoncé, le 15 mai, lors d'une conférence de presse, de son directeur général, M. Pierre Delaporte, qu'il tentait d'obtenir « une réduction importante » - au moins 10 % - du prix du gaz soviétique, dont la livraison a commencé le 1^{er} janvier 1984. Cette renégociation - contractuelle - durera sans doute jusqu'à la fin de l'année. L'accord avec les Soviétiques prévoit en effet un prix minimum (1), qui paraît élevé aujourd'hui, du fait du fort tassement, ces deux dernières années, des prix des produits pétroliers (or le prix du gaz soviétique, libéré en France, est partiellement indexé sur ces produits... en Allemagne fédérale).

La discussion en cours porte sur les prix. Mais « si les Soviétiques veulent leur prix et quantité, et mettre dans la balance une réduction des livraisons », Gaz de France n'y sera pas opposé, a souligné M. Delaporte. D'autres négociations sont prévues avec la firme néerlandaise.

M^{me} HELGA STEEG EST NOMMÉE DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'AIE

La nomination de M^{me} Helga Steeg au poste de directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a été annoncée le 15 mai, à plusieurs mois de tiraillements entre les vingt et un membres de cette agence (dont la France n'est pas partie). L'éventuelle nomination de M. Maurice de Brou, un Néerlandais qui était le dernier candidat en lice, avait suscité une vive opposition de Washington, car celui-ci, ancien militant social-démocrate néerlandais, s'était un certain temps opposé au programme nucléaire dans son pays.

M^{me} Steeg - une Allemande de l'Ouest âgée de cinquante-sept ans, et qui fut notamment présidente du comité de commerce de l'OCCIDE - succède donc à son Allemand de l'Ouest, M. Ulf Lantke, directeur exécutif depuis la création de l'agence en 1974. Celui-ci avait, par son sens de la diplomatie, réussi à infléchir le propos initial de M. Kissinger, qui voulait faire de cet organisme une machine de guerre contre l'URSS. L'AIE est aujourd'hui un organe de coordination des politiques énergétiques et a même eu à ce titre des discussions informelles avec les pays de l'URSS.

économie

AGRICULTURE

A COMPTER DU 1^{er} JUIN

Les importations de fruits et légumes
dans la CEE seront plus difficiles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le nouveau règlement européen pour les fruits et les légumes, qui avait été approuvé par les Dix en octobre 1983, entrera en vigueur le 1^{er} juin prochain (le Monde du 19 octobre 1983). C'est ce qu'ont décidé les ministres des affaires étrangères de la CEE. Il prévoit un renforcement de la protection contre la concurrence des pays tiers par deux moyens : l'augmentation des prix de référence (1) et l'extension de la liste des produits auxquels sont appliqués les prix de référence. La semaine passée, lors de la réunion des ministres de l'agriculture, les Allemands, les Britanniques et les Néerlandais avaient tenté de différer la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions en faisant valoir qu'une des conditions posées en octobre 1983 n'avait pas été remplie : le CEE, notaient-ils, n'avait pas suffisamment expliqué sa position concernant ce secteur des fruits et légumes pour la négociation d'adhésion avec l'Espagne.

Les Français et d'autres avaient vivement contesté ce point de vue. Les ministres des affaires étrangères viennent de trancher en leur faveur. Les nouveaux prix de référence s'appliqueront pour chaque fruit ou légume au début de la campagne. Seront ainsi concernés dès le 1^{er} juin ou dans un avenir proche : les citrons, les pêches, les abricots, les prunes, les aubergines, les pommes. L'augmentation la plus sensible, de l'ordre de 15 %, affectera les importations de citrons. Ces mesures de protection renforcée vont déplaire à tous les fournisseurs de la Communauté, mais surtout aux Espagnols.

qui, sachant parfaitement qu'ils sont les principaux visés, trouvent que c'est là une manière contestable de préparer leur intégration à la Communauté.

Les ministres ont également adopté une position commune sur les modalités d'importation de conserves de sardines portugaises dans les pays de l'actuelle CEE après l'adhésion. Selon les Dix, le droit de douane actuellement appliqué (10 %) devrait être progressivement diminué, pendant dix ans. Durant les cinq premières années, la réduction sera très limitée : 0,5 % par an. La commercialisation de conserves de sardines après l'adhésion risque de poser des problèmes dramatiques aux fabricants : la Communauté produit 60 % de ses besoins, mais, après l'entrée de l'Espagne et du Portugal, elle sera très largement excédentaire.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le prix de référence pour un produit est le prix minimum à l'importation. Les exportations des pays tiers sont assujetties à une taxe compensatoire lorsqu'elles arrivent dans la Communauté à un prix inférieur au prix de référence.

SVP LÉGUMES : APPELEZ LE 265-43-21

Un nouveau service de renseignements intitulé « Avant premiers » a été lancé à Paris à l'initiative de l'APRIPEL (Agence pour la recherche et l'information en fruits et légumes frais). Chaque jour, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au 01-26-43-21, ou sera renseigné sur les cours des marchés de fruits et légumes le répondeur téléphonique fournira également des conseils de conservation et de consommation. Le service change chaque vendredi à midi, mais peut être réactivé en cours de semaine, en cas de fluctuation du marché. Ce service est gratuit. Il est ouvert de 9 heures à 18 heures.

Cette initiative de l'APRIPEL a surtout pour objectif de redonner le goût des légumes aux Français, qui n'en consomment plus que 54,8 kilos par habitant et par an contre 66,5 kilos en 1970. Par contre, la consommation de fruits a légèrement augmenté : 63 kilos en moyenne contre 61,4 kilos.

Lisez

Le Monde
PHILATÉLISTES
Le Monde

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ les - les	+ les - les	+ les - les	+ les - les
SE-11	8,400 8,410	+ 45 + 85	+ 90 + 185	+ 20 + 120
SE-12	8,560 8,580	+ 50 + 90	+ 100 + 190	+ 25 + 130
SE-13	8,620 8,640	+ 55 + 95	+ 105 + 200	+ 30 + 140
SE-14	8,680 8,700	+ 60 + 100	+ 110 + 210	+ 35 + 150
SE-15	8,740 8,760	+ 65 + 105	+ 115 + 220	+ 40 + 160
SE-16	8,800 8,820	+ 70 + 110	+ 120 + 230	+ 45 + 170
SE-17	8,860 8,880	+ 75 + 115	+ 125 + 240	+ 50 + 180
SE-18	8,920 8,940	+ 80 + 120	+ 130 + 250	+ 55 + 190
SE-19	8,980 9,000	+ 85 + 125	+ 135 + 260	+ 60 + 200
SE-20	9,040 9,060	+ 90 + 130	+ 140 + 270	+ 65 + 210

TAUX DES EUROMONNAIES

	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16	10/11/16
SE-11	10 5/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-12	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-13	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-14	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-15	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-17	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-18	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-19	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
SE-20	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

l'agenda du Monde

Particuliers

(offres)

A vendre épave, fabric. franc. 1953, état neuf, 15.500 F. Tél. Luc Bannout, 557-83-16.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET,
19, r. d'Arcole, 41-35-02-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT,
ET TOUTES PIERRES
Si vous vendez : bijoux, or,
dépense, bijoux, etc., ne faites
rien sans nous téléph. 557-74-38.

COMPTOIR FRANÇAIS

ACHAT COMPTANT
BEAUX BIJOUX ANCIENS
et DÉBRIS OR, OR DENTAIRE
OBJETS D'ART, BIJOUX
HORLOGERIE, LETTRES
ET TOUTES PIERRES
Tél. 227-40-54 +
14, bd Courcelles, M^{rs} Villiers.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or,
PAUL TERNIER - 228-47-77,
35, rue du Colisée, 75008.
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

Cours

COURS DE PIANO
et initiation musicale par ancien
élève du conservatoire de Berlin.
Téléphone : 329-82-13.

MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE
TOUTES CLASSES secondaires
MATH. SUP. SUP. SUP.
Prof. expérimenté. 555-11-71.

Accessoires autos

PIÈCES AUTO
ACCESSOIRES
- Housses, auto-radio,
- Alarmes et systèmes anti-vol,
- Pièces d'origine BMW, Fiat,
- Saab, Renault, Peugeot,
- Amortisseurs KONI,
- Peinture au four,
- SERVICE EXPERT, général.

AUTOTEC

93, avenue d'Italie, 75013
Paris. Tél. 331-73-56.

Comédiens

Pour son film
Territoire, La Chienne
Michel Berger recherche
Une comédienne capable
d'effectuer un véritable
travail d'acteur.
s'apparentant à la redistribution
du lien espace/nouveau
dans certains rôles
chassés de la modernité,
d'une part, et, d'autre part,
capable de faire la preuve
que le travail précédent,
lourd et déboulonné sur des
gestes d'une haute obscurité,
conduite en fait à une
participation étrangère
et sacrée.

Michel Berger Production
Tél. (3) 57-20-36.

Cours de danse

DANSE
ORGANISÉES
les 2 et 3 JUIN 1984
à l'initiative d'un
par « Claire ROUSSIER »
et « Claire MOREAU ».

Papyrus

PAPYRUS D'EGYPTE
Point main, gros, 1/2 gros,
partie, à partir de 55 F. 95 F. r.
M. Ange, 75015, 551-41-67.

Cuisine

PROMOTION KITCHENETTE
(évier + cuisinière)
+ frigo + robinetterie
en 1 m. 2.600 F. par
SANTOR, 21, rue de l'Abbaye,
Grèges, Paris-6^e, ouvert
les samedis, 222-64-94.

Détectives

A.F.I. J.B. KINSON
538-70-09
3, r. de l'Arrivée, PARIS-18^e
TOUTES MISSIONS
RAPPORTS UTILISABLES
DEVANT TRIBUNAUX
FACILITES DE PAIEMENT.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de mer (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres
de renommée mondiale et, sous dans le même bâtiment,
notre école d'anglais aussi célèbre pour son accueil (école
fondée en 1967 et reconnue par le British Council). 18.000 par
jour : leçons, repas et logements compris (hôtel ou famille).

25 %

DE RÉDUCTION
pour un séjour de 10 jours ou plus (séjour spé-
cialisé, exons de Cambridge inclus).
PAYABLE EN FRANCE
Entre REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Ramatgat, Kent, Angleterre. Tél. 843-59-1212. Tél. 98454
ou M^{me} BOULLON, 4, rue de la Préfecture, BAUBONNE 95.
Téléphone : (3) 559-26-33 (soirée).
Pas de limite d'âge, pas de séjour minimum.
Ouvert toute l'année. Cours spéciaux vacances scolaires.

Jeune fille

au pair
Etudiante Américaine s'occupe
enfants au pair full-time, Nice,
Cannes. Tél. (33) 43-43-98.

Moquettes

A SAISON
MOQUETTE 100 % PAINE
PRIX POSEE 79.50 TTC
Tél. : 558-87-12.

MOQUETTES 1^{er} CHOIX
100.000 m²
Tous types et coloris.
Prix imbattables.
Pois assurés. 757-19-19.
SNEAU MOQUETTES.

DIRECT USINES
GRD CHOIX. TTES MARQUES.
BOCAREL - 357-08-48 +
113, av. Parmentier, Paris-11^e.

Libres

HENRI LAFITTE
Achat comptant de LIVRES.
13, r. de Buz, 6^e 328-89-28.

Nettoyage

NETTOYAGE quotidien et
périodique tous locaux.
INTER-SERVICE. 207-53-00.

Philatélie

ACHÈTE CHER COLLECTION
THIBERT FRANCE EUROPE
OUTRE-MER. Tél. : 356-76-38.

Photo

A vendre HASSELBLAD 500
ELM + OLI 80 mm + DO3 +
PRIME + accessoires
ET
+ 2 flash studio BOWENS
MONIQUE 800 + nombreux
accessoires.
Juillet - 6.000 F.
Ach. - 6.500 F.
Tél. 526-70-17 et 526-23-18.

Literie

MATELAS
de deux choses l'une
Ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

La PLAZA est un matelas de
grand luxe à 1.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.500 F
(deux choses l'une).

Vacances - Tourisme - Loisirs

LOCATION CAP-D'AGDE
LAUSSE-ROUSSE
LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS
TARIF SANS SURPRISE
Ecriture AGENCE MERCIER
34300 CAP-D'AGDE (C).

HOTEL DE BRETAGNE - A-NN
200 chambres à un lit double
et 50 par semaine
séjour entre 1^{er} et 30
septembre 1984.
Rue de la République, 172, New Kent
Road London SE 1.
Téléphone : 01-703-4178.

LA GRANDE-MOTTE
Une studio, jardin, terrasse
tout près plage, centre et port.
JUN ou SEPT. 1.200 F plein.
Tél. 321-24-68.

GRÈCE. ILE ODESSÈSE
île déserte, maison à louer
306-18-32, week-end 431-85-28.

Coste Blanc à louer villa sur
plage. Bourdon, 2, r. B.-Dolomieu
77140 Nemours. (0) 428-41-62.

BANDOL VAR
Loue apte 4/5 pl., de résidence,
piscine, parc, mer à proximité.
1^{er} septembre 1984, se rep.
Tél. : (90) 42-68-35.

95 Val de Montmorency
Saint-Louis-Saint-Prix
offre pour gracieux 4 mois
(jusqu'à fin septembre) dans maison
ancienne, charmante, au jardi-
n. En pleine vue de la mer.
Prêt, équipé ou à part.
max. 140 F. par semaine.
Ecrire sous n° 7 048-828 M.
Régie-Primes
7, r. de Montmorency, Paris, 7^e.

ST-PAUL-DE-VENCE. Loue villa
4 p. 300 m², mer, piscine, parc.
(0) 33-99-02 02.

LE CLAS VERT, stages et sé-
jours. En plein cœur de la région
du Jura. 100 m² de terrain.
Jardin, piscine, salle de bain.
W.C., cellier, 2 ch. à 800 F.
Tél. : 559-81-08, M. L.

COTE BLEUE
Maison très confortable
pour 6 personnes.
Prix pour 16 jours :
Juin - 2.500 F
Juillet - 6.000 F
Août - 6.500 F
Tél. : (78) 58-71-70 et 21 h.

LA LOUË
En juin - Port de Crapigny
- Presqu'île de Rive (55).
à 50 m de la plage.
Maison avec jardin, terrasse,
piscine, salle de bain, toilettes.
W.C., cellier, 2 ch. à 800 F.
Tél. : 559-81-08, M. L.

VACANCES CORSE SUD
50 m mer, soleil, 2-4-6-8-10-12.
(0) 35-00-35, 91-10-12.

Spécial jeunes

GRANDES VACANCES.
Toute les LUTINS, 9-12 ans,
poney, piscine, vie familiale,
part. offert. 3-5 ans, 30 %
rem. max. par. (06) 66-05-82.

SAINT-CAST (Côte-de-Mer)
Toute la nuit, 1^{er} juillet-août
2/4 pers., 1^{er} étage, 1^{er} étage
complet. 1^{er} étage, 1^{er} étage.
Tél. : (06) 41-83-76.

LA LOUË
En juin - Port de Crapigny
- Presqu'île de Rive (55).
à 50 m de la plage.
Maison avec jardin, terrasse,
piscine, salle de bain, toilettes.
W.C., cellier, 2 ch. à 800 F.
Tél. : 559-81-08, M. L.

VACANCES CORSE SUD
50 m mer, soleil, 2-4-6-8-10-12.
(0) 35-00-35, 91-10-12.

SAINT-CAST (Côte-de-Mer)
Toute la nuit, 1^{er} juillet-août
2/4 pers., 1^{er} étage, 1^{er} étage
complet. 1^{er} étage, 1^{er} étage.
Tél. :

La dette extérieure brute de la France atteint 600 milliards de francs selon la commission d'enquête du Sénat

La dette extérieure brute de la France atteint, au minimum, 600 milliards de francs, soit 1 500 dollars par Français (de 12 000 F à 13 000 F selon le cours de la monnaie américaine) et les remboursements annuels vont passer de 68 milliards de francs à 150 milliards de francs environ en 1988. Telles sont, en substance, les conclusions chiffrées du rapport de la commission d'enquête du Sénat, créée le 18 novembre 1983 et chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette extérieure de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de cette dette.

Cette commission, dont le président était M. Jean Colin (Union centriste, Essonne) et le rapporteur M. Marcel Lucotte (R1, Saône-et-Loire), a demandé à la Cour des comptes de réaliser cinq enquêtes, notamment sur l'endettement extérieur des entreprises publiques, à procéder à l'audition de trente-neuf personnes (membres du gouvernement, hauts fonctionnaires, présidents d'entreprises publiques et de banques, universitaires, experts entendus à titre privé et journalistes). Elle a, en outre, interrogé par écrit vingt-quatre entreprises publiques dont les dirigeants n'avaient pas été entendus. Elle a,

enfin, demandé au Service des études législatives du Sénat d'examiner les conditions des expertises techniques permettant d'apprécier, de manière graphique, « les incidences prévisibles de la dette extérieure sur l'évolution de la balance des paiements ».

À la suite de ses travaux, après avoir rencontré de « nombreuses difficultés », interprété des renseignements « contradictoires » qui soulevaient de « redoutables questions d'ordre méthodologique », et comblé des « lacunes statistiques », le rapporteur a voulu tenter de répondre à quatre questions : combien doit-on à l'étranger, comment en est-on arrivé là, quel est l'endettement, comment va-t-on rembourser ?

Partant de l'évaluation à 53,7 milliards de dollars (451 milliards de francs) du montant de l'endettement extérieur brut de la France au 31 décembre 1983, effectuée par le gouvernement, le rapporteur a indiqué que ce chiffre ne comprenait pas les dettes à court terme, c'est-à-dire à moins d'un an, contractées par les résidents, en application du contrôle des changes, au travers du système bancaire français.

Une telle exclusion ne portait pas de conséquences tant que les variations de cet endettement à court terme des banques demeuraient peu importantes.

Or, au 30 juin 1982, sa valeur atteignait 60 milliards de francs ; au 31 décembre 1983, elle était de 145 milliards de francs.

Cette évolution, poursuit le rapporteur, est notamment due :

— Au contrôle des changes, qui incite les banques à s'endetter ;
— À la nécessité, pour les banques, de trouver, sur le marché international, les capitaux nécessaires au financement des avances en devises à moins d'un an, demandées par leur clientèle française.

Depuis 1980, l'endettement à court terme des banques présente donc un caractère structurel.

Il semble donc indispensable d'ajouter à l'évaluation officielle le montant de la dette à court terme des banques, qui, contracté pour financer notre propre déficit, n'est pas rattaché à des étrangers sous forme de prêts (soit 53,7 milliards de dollars plus 17,9 milliards de dollars, ce qui représente 71,6 milliards de dollars). Compte tenu du surplus des emprunts bruts de la France recensés pendant le premier trimestre de 1984 par l'Organisation de coopération et de développement économique, l'endettement extérieur de notre pays atteint 74,3 milliards de dollars (soit plus de 600 milliards de francs au cours du 6 avril 1984).

M. Lucotte a rappelé la dégradation, en 1981 et en 1982, de notre balance des paiements. Il a souligné que l'amélioration enregistrée en 1983 n'avait pas empêché la croissance des tirages bruts sur les emprunts à moyen et à long terme, dont le montant était successivement passé, en milliards de francs, de 23 en 1980 à 41 en 1981, 92,5 en 1982 et enfin 110,5 en 1983.

Envoquant ensuite la situation des entreprises publiques, il a précisé que trois groupes portaient, à eux seuls, plus de 180 milliards de francs d'engagements, soit plus de 40 % de la dette extérieure officiellement reconnue par le gouvernement : Electricité de France (EDF) et sa filiale Nersa (Centrale nucléaire à neutrons rapides), possédée à 51 %, avec 93,7 milliards de francs au 31 décembre 1983 ; la Caisse nationale des télécommunications (CNT) et sa banque Francotel, détenue à 51 %, avec 55 milliards de francs ; la SNCF avec 32,5 milliards de francs.

Il a souligné la brutale accélération, depuis 1980, par toutes les entreprises publiques, de leur recours au marché international des capitaux : + 433,3 % pour Gaz de France, à 14,4 milliards de francs en 1983 ; + 240,7 % pour le groupe EDF-Nersa ; + 224,2 % pour la Caisse nationale des autoroutes, à 10,7 milliards de francs ; + 203,7 % pour la SNCF.

Il a alors indiqué que les comptes des entreprises publiques avaient été obérés par les exigences du besoin de financement de la nation. Ces firmes supportent de lourdes charges financières, aggravées par la dépréciation du franc contre dollar : EDF-Nersa a versé plus de 8 milliards de francs d'intérêts sur sa dette extérieure en 1983 ; CNT-Francotel, plus de 4 milliards de francs.

M. Lucotte a souligné, également, le rôle, dans la croissance de l'endettement, des instituts financiers spécialisés fournissant l'exemple du Crédit foncier qui a emprunté à l'étranger près de 25 milliards de francs en quatre ans.

Trois propositions

Sur le thème « comment va-t-on rembourser ? », le rapporteur a exposé trois scénarios assortis d'hypothèses plus ou moins favorables à la France, relatives aux variations des cours de change et de taux d'intérêt.

Les résultats de ces trois scénarios conduisent à un enseignement identique : dans les trois cas, le prix à payer pour le service de la dette devrait largement doubler de 1984 à 1988, atteignant un ordre de grandeur proche de 150 milliards de francs (quelque 90 milliards de francs pour l'amortissement du capital et environ 60 milliards de francs pour le paiement des intérêts).

Il a alors souligné l'impérieuse nécessité d'obtenir au plus vite un substantiel excédent de la balance des paiements courants afin d'entrer dans la voie du désendettement.

En conséquence, il a formulé trois propositions, assorties des mesures correspondantes :

1) Des mesures d'ordre fonctionnel : l'amélioration de la connaissance du montant et de la structure réels de notre dette extérieure permettrait au gouvernement d'affirmer sa détermination en publiant, tous les ans, lors de la présentation du projet de budget, un objectif pluriannuel de limitation du rythme de croissance de la dette extérieure, puis de désendettement progressif.

2) Des mesures d'ordre technique tendant à restructurer en permanence le portefeuille de ses engagements :

— en substituant à une dette courte et chère une dette longue et moins onéreuse : EDF a donné l'exemple en 1983 ;

— en restituant aux entreprises nationales la maîtrise de leur trésorerie en devises en cessant de leur imposer de contribuer à la couverture des besoins de financement de la nation.

3) Des mesures d'ordre institutionnel visant à confier à un orga-

nisme spécialisé, un véritable « Office de la dette extérieure ».

La triple mission :

— rassembler toute l'information disponible sur les flux d'endettement à partir d'un recensement des emprunts émis et tirés sur le marché ;

— fixer l'objectif pluriannuel d'endettement maximum, puis de désendettement ;

— contrôler l'exécution de cet objectif en disposant des pouvoirs de décision les plus importants (octroi ou refus des autorisations

d'emprunt, restructuration de nos dettes et de nos créances, etc.).

La proposition de cet « Office de la dette extérieure » est inspirée par l'exemple suédois. Il existe, en effet, dans ce pays, depuis 1789, un office de la dette publique qui, par son statut, dépend du Parlement et non pas du gouvernement, et qui, par ses compétences, émet et gère les emprunts intérieurs et extérieurs de l'État.

Un large débat pourrait avoir lieu au Parlement sur l'opportunité de ce nouvel office.

SCÉNARIO D'ÉVOLUTION DES CHARGES DE LA DETTE EXTÉRIÈRE SELON LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

(en milliards de francs)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Marchandises et services (1)	- 57	- 18	+ 5	+ 8	+ 11	+ 15
Autres biens et services (2)	+ 19	+ 24	+ 27	+ 29	+ 31	+ 32
Invisibles hors intérêts (2)	+ 43,5	+ 37	+ 36	+ 38	+ 40	+ 42
Intérêts sur dette extérieure	- 34,5	- 43	- 45	- 46	- 47	- 47
Transactions courantes	- 29	0	+ 23	+ 29	+ 35	+ 42
Amortissements (remboursement du capital emprunté)	- 22,2	- 23	- 32	- 42	- 52	- 72
Emprunts bruts	+ 117,7	+ 67	+ 66	+ 64	+ 60	+ 67

Source : ministère de l'économie et des finances.

(1) Opérations commerciales portant sur des biens et services mais mal appréhendées.

(2) Ce poste comprend les services (transport et assurances, coopération technique, tourisme...) et les transferts (envoi de fonds des travailleurs étrangers).

Ces projections faites par le ministère de l'économie et des finances reposent sur l'hypothèse d'un cours moyen du dollar de 8 F en 1984, puis de 7,60 F au cours des années suivantes. Le cours des autres devises étrangères (DM et franc suisse notamment) resterait inchangé. Le tableau montre la croissance du service (capital + intérêts) de la dette extérieure : 56,7 milliards de francs en 1983 ; 66 en 1984 ; 77 en 1985 ; 88 en 1986 ; 99 en 1987 ; 119 en 1988.

ÉVALUATION DU MONTANT DE LA DETTE EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

	Milliards de dollars	Milliards de francs 1 dollar : 7,50 F	1 dollar : 8,09 F (cours au 6 avril 1984)	1 dollar : 8,50 F
Évaluation officielle au 31 décembre 1983 (au premier à moyen et à long terme)	53,7	402,75	434,43	456,45
+ Dette à court terme des banques pour financer le déficit de la balance des paiements	17,9 (1)	134,25	144,81	152,15
+ Emprunts bruts recensés par l'OCDE du 1 ^{er} janvier au 31 mars 1984	2,7	20,25	21,84	22,95
TOTAL	74,3	557,25	601,08	631,55

(1) Soit 150 milliards de francs exprimés au cours du dollar retenu par l'évaluation officielle au 31 décembre 1983 (8,40 F).

ESTIMATIONS DU SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE SELON LES HYPOTHÈSES INITIALES

(en milliards de francs courants)

	1984	1985	1986	1987	1988
CHARGE TOTALE	66,1	76,7	89,3	114,9	143,2
Premier scénario	68,2	81,7	97	124,7	155,5
Deuxième scénario	68,6	83	98,4	124,6	153,5
Troisième scénario	68,6	83	98,4	124,6	153,5
AMORTISSEMENT EN CAPITAL	25	30	40	64,5	91,6
Premier scénario	25	30	40	64,5	91,6
Deuxième scénario	25	30	40	64,5	91,6
Troisième scénario	25	30	40	64,5	91,6
INTÉRÊTS	41,1	46,7	49,3	50,3	51,6
Premier scénario	43,2	51,7	57	60,2	63,9
Deuxième scénario	43,6	53	58,4	60,1	61,9
Troisième scénario	43,6	53	58,4	60,1	61,9

IMPORTANCE DE L'ENDETTEMENT BRUT DANS LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DES GRANDS ÉTATS

En pourcentage	En milliards de francs
Norvège	36
Canada	34
Danemark	33
Suède	33
Espagne	17
Italie	14
Belgique	11
France	9
Royaume-Uni	5
Japon	4
États-Unis	4
Refa	1
Briell	50
(dont 40 en devises)	
Mexique	40
(dont 20 en devises)	
Venezuela	20
Pologne	16
Égypte	14
Argentine	13
Côte d'Ivoire	13
Nigeria	13
Maroc	12
Roumanie	10

ÉVOLUTION, DE 1980 À 1983, DE LA DETTE EXTÉRIÈRE DES ENTREPRISES PUBLIQUES, DONT LE MONTANT DES ENGAGEMENTS EST SUPÉRIEUR À 1 MILLIARD DE FRANCS

(en milliards de francs)

	1980	1981	1982	1983	Variation 1983-1980
EDF	27,5	45,7	67	93,7	+ 340,7
CNT	24,7	32,3	43,2	55	+ 122,6
SNCF	10,7	15,3	23,1	32,5	+ 203,7
Commissariat à l'énergie atomique	13,7	16,2	16,9	17,3	+ 36,2
Gaz de France	2,7	5,8	11,1	14,4	+ 433,3
Caisse nationale des autoroutes	3,3	5,6	8,2	10,7	+ 224,2
Air France	2,8	4,5	5,8	6,8	+ 142,8
Charbonnages de France	2,6	3,3	4,2	6,1	+ 134,6

La contrainte

(Suite de la première page.)

« L'opposition à l'opposition, mais je n'ai jamais pratiqué la politique du pire, contrairement à d'autres dans le passé », a ajouté M. Jean Colin, précisant que le rapport de la Commission voulait « servir de référence à ceux qui s'opposent à l'endettement, au plus tôt, un effort de vérité, de lucidité et d'honnêteté (...) sans forcer la note ni chercher la provocation ».

Au-delà de ces escarmouches, dont le ton révèle l'importance du problème étudié, il faut se féliciter que cette question — celle de l'endettement extérieur de la France et de ses conséquences sur la politique à suivre dans les prochaines années — soit traitée publiquement. Les citoyens ont le droit de savoir pour juger, et voter, en connaissance de cause, même si certaines informations, que les gouvernements, et que les médias, ont toujours cachées pudiquement, sont exposées sur la place publique, au risque d'effaroucher l'étranger.

Sur ce dernier point, on peut être rassuré : à l'extérieur de nos frontières, on mesure parfaitement le poids des engagements extérieurs, et on en juge même avec pénétration. Si M. Delors chiffre la dette extérieure brute de la France à 451 milliards de francs et le Sénat à 600 milliards, les banques américaines, en y « mettant tout », montent, sans barguigner, jusqu'à 1 000 milliards.

Ce qui devient donc très intéressant, c'est la discussion qui s'instaure sur des points très délicats, notamment ce fameux endettement à court terme des banques, leur « position vis-à-vis de l'étranger », pratiquement équilibrée il y a trois ans et qui est devenue fortement débiaisée à l'heure actuelle. Ce point avait été soulevé dans nos colonnes (le Monde de l'économie) du 18 novembre 1983, l'opinion retenue étant qu'il fallait réviser en hausse les chiffres officiels, pour tenir compte des avances en devises, hors encadrement du crédit, accordées aux entreprises non ou faiblement exportatrices. La commission du Sénat retient également cette opinion, affirmant que le renouvellement constant de ces avances à court terme leur confère un caractère structurel en les transformant en crédits à moyen terme. Rue de Rivoli, on conteste vigoureusement cette thèse, refusant de voir dans cet endettement à court terme autre chose que des mouvements de trésorerie sans grande signification. La seule définition à retenir serait celle de l'endettement à moyen terme (plus d'un an).

La débat en est là et mérite d'être poursuivi, d'autant que certains des éléments avancés par la commission du Sénat sont vivement mis en cause par la Rue de Rivoli. Et notamment, l'endettement contracté par les entreprises publiques, à hauteur de 30 milliards de francs, que le ministère des finances assure avoir déjà intégré dans les chiffres officiels à moyen terme.

CORÉE DU SUD

● Réorganisation des compagnies maritimes. — Les soixante-trois compagnies maritimes de Corée du Sud ont été regroupées en dix-sept branches par le gouvernement dans le but de « rationaliser » cette industrie en déclin, a indiqué le ministre sud-coréen de la mer. Les nouvelles sociétés bénéficieront d'un moratoire de cinq ans pour le paiement de leurs dettes qui atteignent 2,55 milliards de dollars.

ÉTATS-UNIS

● Hausse de la production industrielle. — La production industrielle a augmenté de 1,4 % aux États-Unis au cours du mois d'avril. C'est la dix-septième hausse mensuelle consécutive. En un an, d'avril 1983 à avril 1984, la production industrielle a enregistré une hausse de 14,4 %. Tous les secteurs de la production ont connu une progression en avril, à l'exception de celui de l'industrie automobile.

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER

UN PROJET DE GRANDE AMPLÉUR

Les sociétés britanniques Thorn EMI et British Aerospace envisagent de fusionner

De notre correspondant

Londres. — C'est avec une grande surprise que les milieux financiers de la City ont appris, le 15 mai, le projet de fusion entre la société aéronautique British Aerospace et le groupe Thorn EMI, dont les activités très diverses vont de l'électronique à l'industrie du disque.

Si les discussions qui viennent de commencer dans le plus grand secret aboutissent, il s'agit d'un « mariage » le plus important jamais conclu entre des firmes britanniques — les avoirs des deux sociétés sont évalués à près de 3 milliards et demi de livres (environ 42 milliards de francs). Il serait en tout cas le plus étonnant, avec l'association des sucres de l'aviation Harrier, qui s'est illustré dans le conflit des Malouines.

M. JEAN-CLAUDE PAYE POURRAIT SUCCEDER À M. ÉMILE VAN LENNEP AU POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE

Un Français pourrait succéder à M. Émile Van Lennep au poste de secrétaire général de l'OCDE en septembre prochain. Le nom de M. Jean-Claude Paye, directeur des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay depuis mai 1979, est avancé.

L'administration américaine aurait fait savoir qu'elle soutiendrait la candidature de M. Paye au cas où les pays européens se mettraient d'accord pour le proposer. Parmi les autres candidats possibles, on parle de Marc Lalonde, ministre canadien des finances, et du haut fonctionnaire britannique, M. Kenneth Compton.

et de ceux de vedettes de la chanson telles David Bowie et les Rolling Stones. Quelle surprenante évolution pour British Aerospace, qui a regroupé les grands noms de l'histoire de l'aviation britannique comme De Havilland et qui a été, voici trois ans, l'une des premières entreprises nationales rendues au service privé par le gouvernement de M. Thatcher ! Celui-ci aura son mot à dire dans les négociations, car il possède encore 48 % des actions et souhaiterait en conserver un minimum de 25 %, car le ministère de la défense est le principal client de British Aerospace.

L'industrie militaire représente l'un des secteurs que les deux firmes réunies voudraient développer, notamment celui de la construction des missiles où British Aerospace a acquis une place enviable et où l'expérience de Thorn EMI dans l'électronique peut être profitable. La conception de satellites est également l'un des objectifs des deux sociétés.

La création de ce nouveau « géant », si elle réussit, intéresse bien sûr le reste de l'Europe. British Aerospace est associé à Airbus Industrie (20 %) et vient de recevoir l'aide du gouvernement britannique afin de participer au développement du nouvel appareil A-320. Il participe également à la construction de l'aviation de combat Tornado avec des sociétés allemandes et italiennes.

M. Peter Laister, président de Thorn EMI, a déclaré que le projet de fusion — qui semble essentiellement dû à son initiative — avait pour but de donner au Royaume-Uni une puissante entreprise spécialisée dans les technologies de pointe et de taille internationale pour rivaliser, par exemple, avec des groupes tels que Philips.

FRANÇOIS CORNU.

551 000 000

مقداد من الاصل

SOCIAL

LE VINGT-SIXIÈME CONGRÈS DE LA CGC

Le sacre de M. Marchelli

M. Paul Marchelli devient, le 19 mai, le cinquième président de la CGC. Le 26^e congrès de la Confédération française de l'encadrement, qui se tient du 17 au 19 mai à Versailles avec 843 délégués, apparaît à cet égard comme un véritable sacre du président de la Fédération de la métallurgie, auquel sont convoqués une première - quatre ministres socialistes. Sept ans après qu'il se fut porté en vain pour la première fois candidat à ce poste, M. Marchelli réalise enfin son ambition. C'est un tournant pour l'organisation de cadres qui entend mettre à profit son « rajeunissement » pour poursuivre et accentuer le recentrage amorcé par M. Jean Menu en 1979 vers un nouveau syndicalisme de l'encadrement se voulant moins « catégoriel » et plus porteur de propositions économiques, sociales et industrielles d'intérêt général.

La page de l'« être Malterre » (1956-1975) est définitivement tournée, alors que, ironie de l'histoire, le bâtisseur d'une CGC alors très catégorielle n'avait pas hésité, au plus fort de la tourmente interne, à s'adresser à son futur successeur en ces termes, le 22 mars 1975 : « M. Marchelli, si vous avez un restant de loyauté et si à un moment vous avez pensé au bien de la CGC, parties ! Vous rendrez service à la Confédération ». Paradoxalement, cependant, la CGC, se mettant ainsi au diapason des centrales ouvrières, renoue avec une des pratiques constantes de cette « ère Malterre » : un candidat unique au poste de président. Les compétitions acharnées pour ce poste - en 1975, 1977, 1979 - faisant désormais figure d'accidents, symptômes d'une période agitée. « Il y a autant d'écart entre Malterre et Marchelli, confie un dirigeant, qu'entre Louis XIV et Napoléon. Marchelli est fils des révolutions, celle de 1968 au plan national, celle de 1979 au plan interne, avec l'arrivée de Jean Menu ».

Aujourd'hui, alors que la CGC est apparue souvent très politisée dans ses manifestations d'opposition au pouvoir, on cherche en vain les opposants à M. Marchelli. Il y a bien eu l'envoi aux responsables de fédération d'une diatribe contre

M. Marchelli d'un ancien permanent de la métallurgie. Mais les rivaux possibles ne sont plus dans la course. M. Menu, réélu secrétaire général en 1981, est devenu à la fin de 1982 directeur de l'APEC. M. Mandinaud, ex-leader de l'ex-UCT, s'est rangé, au risque de passer pour la caution de « gauche » (alors qu'il se veut gaulliste) sous la bannière majoritaire. M. Michel Patrouilleau (papiercarton), réputé membre du PS, et M. Gourdon (commerce) seront bien isolés dans leur éventuelle contestation. Finalement, la seule bataille - alors que M. de Santis (VRP), qui s'était opposé à M. Marchelli en 1981 pour le poste de délégué général, s'est réconcilié et va être élu secrétaire général - va se mener pour les six postes de secrétaires nationaux, où il y a sept candidats. Mais M. Flattet (fonction publique), le candidat imprévu, pourrait se retirer, et, de toute façon, il n'a guère de chances.

En 1979, lors de sa première élection à la présidence, M. Jean Menu avait refusé l'étiquette de « président intérimaire » et aussi celle de « président marchepied ». Son bilan de cinq ans de présidence apparaît bien contrasté. Face à son indispensable allié de 1979, il n'a pas été intérimaire, mais il a, bon gré mal gré, fait la courte échelle à son ambition. Depuis les états généraux de l'encadrement du 7 novembre 1980, M. Marchelli, même s'il a été battu dans son désir de présenter un candidat CGC à l'élection présidentielle de 1981, faisait figure d'homme fort. Il apparaissait comme le maître à bord, M. Menu comme le garant de l'unité, ce qui n'était pas une mince gageure, quitte à recoller quelques pots cassés. Là où le délégué général semblait plus musclé - il avait souhaité avant le congrès de 1981 que la CGC « se manifeste plus fermement » - et ne devienne pas « la Belle au bois dormant », - le président donnait l'impression d'être plus conciliant, plus mesuré. Mais, sur le fond, il n'y a pas eu de grandes divergences. Si des désaccords tactiques sont apparus au grand jour, comme sur l'immigration ou l'unité dans les manifestations avec FO et la

CFTC, M. Menu a souvent fait preuve d'une grande sévérité à l'égard du gouvernement socialiste, demandant dès septembre 1982 le départ de M. Pierre Mauroy.

Sans doute M. Menu a-t-il manifesté davantage de retenue dans son langage, sans doute a-t-il moins cédé à l'« effet médias » que son délégué général, mais il a, pour l'essentiel, assumé les fluctuations de l'attitude confédérale vis-à-vis du gouvernement. Dès novembre 1981, la CGC déclenchait l'« alerte générale » vis-à-vis du gouvernement et réunissait de 6 000 à 8 000 adhérents le 28 janvier 1982 porte de Pantin, mais, en septembre 1982 - avant le changement de cap gouvernemental du deuxième plan de rigueur - elle notait « un très fort rapprochement » avec le pouvoir... tout en demandant la démission du premier ministre. Le plan Delors énoncé, elle le critiquait, menaçait d'une grève générale de l'encadrement, puis s'y ralliait, décrétait une « grève sociale de six mois pour remettre la France au travail », puis, devant le peu de succès de son appel, rompait l'armistice et faisait défiler le 3 octobre 1983 à Paris de 30 000 à 40 000 cadres en colère aux cris de « Mitterrand démission ! ». Alors qu'aujourd'hui la CGC semble acquiescer un rapprochement avec le gouvernement - voyant les « prémisses » d'une stratégie industrielle - mais affirmant que c'est la politique gouvernementale qui s'est rapprochée de ses idées - elle a souvent campé à la lisière de la politisation.

Il n'en demeure pas moins que M. Menu, ce libéral chrétien fervent partisan d'une « société huma-

niste », à son actif, de solides succès. Il a d'abord démontré que la CGC pouvait être une force de proposition dans le domaine économique, social et industriel et innové en proposant une formule transitoire de garantie de ressources de soixante à soixante-cinq ans. Avec M. Marchelli, qui entend la « consolider », à l'intérieur de 1983, il a entrepris un effort de toilettage doctrinal symbolisé par l'adoption en octobre 1982 d'une « charte pour l'avenir ». C'est également sous la présidence de M. Menu que la CGC a pu accroître sensiblement son audience électorale aux élections prud'homales (1982) et à la Sécurité sociale (1983), même si cela a été accompli au prix d'une politisation qui a drainé davantage de militants (avec un certain courant d'adhésions, RPR) que d'adeptes du « nouveau syndicalisme ».

Mais les succès électoraux n'ont pas évité une hémorragie de militants, la centrale revendiquant pour 1983 299 068 adhérents, soit une chute de 2,70 % sur un an, mais avec seulement 143 007 adhérents ayant cotisé quatre trimestres. M. Menu résume cette situation comme « un cuisant échec ». M. Marchelli l'explique par les mises en prétraite et le départ de nostalgiques de la CGC « des années 60 ». Il n'en demeure pas moins qu'une tâche difficile attend M. Marchelli s'il veut effectivement doter le « nouveau syndicalisme » de l'encadrement d'un autre poids dans les entreprises que celui donné par le verbe ou une manifestation d'un jour.

MICHEL NOBLECOURT.

Baisse du pouvoir d'achat du salaire horaire au premier trimestre

Le taux du salaire horaire ouvrier a augmenté faiblement au premier trimestre 1984 : + 1,5 % par rapport au quatrième trimestre 1983. Ce résultat n'est encore que provisoire, car des réponses faites à environ 25 000 questionnaires (sur 80 000). Le résultat définitif sera connu au début de juin.

La hausse du premier trimestre est trop faible pour compenser la

hausse des prix de détail (+ 2 % pendant la même période). Il en résulte une perte du pouvoir d'achat du salaire horaire de 0,5 %. Sur un an (avril 1984 comparé à avril 1983), la hausse des salaires est de 8,2 %, celle des prix de 8,6 %. La perte du pouvoir d'achat est donc de 0,4 %.

Rappelons que le SMIC avait été augmenté de 2 % le 1^{er} janvier 1984.

que cette hausse a très peu pesé sur le 1,5 % de salaire horaire ayant déjà été compté en grande partie dans les résultats du quatrième trimestre 1983. En revanche, la hausse du SMIC du 1^{er} mai (3,4 %) et celle qui interviendra le 1^{er} juillet risquent fort d'accroître la croissance du taux du salaire horaire au deuxième trimestre.

Pour l'emploi, M. Ralite porte ses efforts sur la réduction du temps de travail

M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a dressé le 14 mai, au cours d'une conférence de presse, le bilan de son action en faveur de l'emploi.

Alors que les moyens traditionnels dont il dispose se réduisent à une peau de chagrin, le ministre a surtout mis en avant, pour ses actions futures, la formule renouvelée des contrats de solidarité-réduction du temps de travail. Il a aussi réaffirmé avec une insistance remarquable que « la réduction du temps de travail est au cœur du processus de modernisation de notre appareil de production, et non à côté comme un parasite ou comme un moyen de gestion de la pénurie ».

L'affaire Citroën aidant, le gouvernement entend donc manifester un regain d'intérêt pour la réduction du temps de travail.

Au-delà, le ministre de l'emploi a rappelé que les contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail, qui n'ont guère connu de succès jusqu'à présent, avaient été largement modifiés à l'occasion de l'adoption, par le conseil des ministres, du plan de restructurations industrielles. Désormais, ces contrats de solidarité bénéficieront de primes plus élevées, modulées en fonction de la réduction d'heures appliquée et de la création d'emplois, du maintien des effectifs ou de l'engagement de ne pas recourir à d'autres licenciements qu'au sein d'un plan FNE de prétraite. Selon les cas, la prime sera de 1 500 F par heure et par salarié, versée pendant trois ans, de 1 250 F ou de 1 000 F, c'est-à-dire son montant initial.

Le dispositif est encore complété par une variante qui consisterait, a


indiqué M. Ralite, « à coupler la réduction du temps de travail avec la formation ». Dans ce cas, une partie du temps libre serait consacrée à la formation du travailleur, qui pourrait aussi s'adapter à la modernisation de son entreprise, et serait prise en charge par l'aide de l'Etat.

Enfin, dans une dernière variante, la prime à la réduction du temps de travail pourra être majorée de 500 F, dans ses trois taux, pour les entreprises engagées dans le « plan productivité » établi par le ministre de l'industrie et de la recherche. Cette mesure, qui fait actuellement l'objet d'un message publicitaire, devrait, espère-t-on, permettre la création ou le maintien de 15 000 à 20 000 emplois en 1984.

Son bilan, qui concernait les autres dispositifs de son ministère, incite d'ailleurs à la prudence quant à la capacité des mesures actuellement utilisées, une fois les contrats de solidarité pré-retraites mis en sommeil. L'innovation personnelle de M. Jack Ralite - le contrat emploi-formation-production - ne parvient pas à décoller réellement. Un premier contrat de ce type a été signé le 27 mars pour une vingtaine d'emplois et les deux prochains, qui ne sont pas encore adoptés, concerneront respectivement vingt-six et quatre emplois. Quant aux cinq suivants, prévus pour le mois prochain, ils n'apporteraient que cent trente-sept emplois.

De son côté, la campagne pour les contrats emploi-formation, qui s'adressent aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, semble marquer le pas. Sous trois vocables différents, ces contrats devaient initialement être au nombre de 200 000 pour l'année scolaire 1983-1984. Selon les décomptes actuels, 63 682 auraient été conclus depuis le 1^{er} juillet 1983, et M. Ralite a promis que « l'on saluera l'emballement du cent mille jeune en juillet ». Ces chiffres sont à rapprocher de ceux de la campagne 1982-1983 : 79 170 jeunes avaient été accueillis dans ces stages (le Monde du 26 janvier 1984), soit 2 918 de plus qu'en 1982...

ALAIN LEBEAUX.



"AU SECOURS! MA BROTHER EP44 EST DEVENUE UNE IMPRIMANTE D'ORDINATEUR."

Votre micro-ordinateur est cachottier ? Evitez-lui le contact avec la Brother EP 44. Elle est capable de le forcer à rechercher toute sa mémoire, sur rouleau ou sur feuilles 21 x 29,7. Attention à la proximité des téléphones, surtout s'il y a, en bout de ligne, une autre Brother EP 44. Elle transmet les textes à distance, via un modem acoustique. Ne montrez pas

non plus la qualité d'impression de la EP 44 à votre machine à écrire habituelle. Elle en mourrait de jalousie ! Brother EP 44 : 2 900 F chez tous les revendeurs Brother.

Brother - 1, rue Etienne-Marcel - 75001 Paris
Stand Brother au Mini Sibob - Niveau 3
Zone E - Stand n° 529

brother EP 44

MACHINE A ECRIRE ELECTRONIQUE IMPRIMANTE POUR MICRO-ORDINATEURS.

Quand on a le goût du secret, il faut le faire savoir.

Une page entière n'aurait
pas suffi pour décrire ce que
nous savons faire.

Dans la vie des affaires,
nous croyons à la confidentialité
et à chaque question posée,
nous répondons de manière
personnalisée.

Alors, nous ne vous tiendrons
pas de long discours.
Mettez-nous à l'épreuve
des faits.

[(1) 266.90.10.]



BANQUE WORMS

PHOTO: MONTAUDO / CONTRASTO

مكتبة الامم المتحدة



ARAB LEAGUE EDUCATIONAL, CULTURAL AND SCIENTIFIC ORGANIZATION

Tender for the supply of a computer, microform and faximile

ARAB LEAGUE EDUCATIONAL, CULTURAL AND SCIENTIFIC ORGANIZATION (ALECSO) invites tenders from specialised Companies doing in this field for the supply and installation of the following equipment:

- a - Computer
- b - Microform
- c - Faximile

Tender documents are obtainable from: ALECSO HQS (DEPT OF FINANCIAL AND ADMINISTRATIVE AFFAIRS) MOHAMED V Ave P.O. BOX 1120, TUNIS-R.P. (TUNISIA) TELE: 12825 TN ALECSO

On payment of non refundable 50 T.D. (Cash fifty Tunisian dinars) from Monday 7/05/1984 to Saturday 19/05/1984.

Each tender should be accompanied with a certified cheque or a bank guarantee from a first class bank for 2 % (two per cent) of the value of the tender.

Certified cheques and bank guarantees should be valid for 2 (two) months from the closing date of the tender.

Successful tenderer will be required to increase his deposit to 15 % (fifteen per cent) of the value of the tender.

This deposit will be released on satisfactory supply, installation and operation of the equipment and immediately after the guarantee period as specified in the tender document.

Deposits of unsuccessful tenderers shall be refunded within one month upon order of the tender.

Successful tenderer will be required to sign the contracts with ALECSO within fifteen days from notification to do so. Failure to sign the contracts within the specified period will result in a penalty of 2,000 U.S. \$ (Two thousand U.S. dollars) a day.

Tenderer shall be required to enclose with their tenders the following documents:

- a - Solvency certificate
- b - Free of charge certificate from the taxation Dept.
- c - C.V.s of the technical staff performing the maintenance of such hardware and software equipment.
- d - list and addresses of Arab and International Organizations supplied with such equipment and software systems.

Tender should be valid for ninety days from the closing date specified hereunder.

Tenders should be delivered by hand or by registered mail in properly sealed envelopes marked:

TENDER FOR THE SUPPLY OF COMPUTER - MICROFORM - FAXIMILE

addressed to: DIRECTOR GENERAL ALECSO P.O. BOX 1120, TUNIS-R.P. (TUNISIA) ATTENTION DIRECTOR DOCUMENTATION DEPT. before 12 (twelve) noon of Saturday 16/05/1984.

The Director General is not bound to accept the lowest or any other tender.

DIRECTOR GENERAL ALECSO.

L'ORGANISATION ARABE POUR L'EDUCATION, LA CULTURE ET LA SCIENCE

Appel d'offres de fourniture de matériels et logiciels de traitement automatique de l'information, de microforme et de télécopie

L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO) invite les sociétés spécialisées en la matière à fournir et installer les équipements suivants:

- matériel de traitement automatique de l'information (ordinateur);
- matériel de microforme;
- matériel de télécopie (faximile).

Le cahier des charges ordinaire et matériels annexes peut être retiré au siège de l'ALECSO situé à l'adresse suivante:

ALECSO (Direction des affaires financières et administratives) avenue Mohamed-V, P.O. Box 1120, Tunis-R.P. (Tunisie) Tél: 13 825 TN ALECSO - (Tunisie)

Contre versement de cinquante dinars tunisiens (50 D.T.) et ce durant la période allant du lundi 7-5-1984 au samedi 19-5-1984.

Chaque offre devra être accompagnée d'un chèque certifié ou bien d'une lettre de garantie bancaire, délivrée par une banque de premier ordre, représentant 2 pour cent du montant de l'offre et valable pour une période de 2 (deux) mois à partir du jour de fermeture de l'appel d'offres.

La société qui sera choisie sera appelée à élever la valeur de la caution de garantie à 15 pour cent de la valeur de l'offre.

La libération de cette caution de garantie aura lieu après la livraison, l'installation, la mise en exploitation des matériels et immédiatement après la fin de la période de garantie mentionnée dans le cahier des charges.

La libération de la caution de garantie pour les sociétés qui ne seront pas choisies aura lieu dans le mois qui suit la décision de choix de l'ALECSO.

La société qui sera choisie sera appelée à signer les contrats avec l'ALECSO dans une période ne dépassant pas 15 (quinze) jours à partir de la date de son invitation par l'ALECSO, faute de quoi il sera appliqué une pénalité journalière d'un montant de 2 000 (deux mille) dollars américains.

Les offres doivent être accompagnées par les documents suivants:

- a) Un certificat de non-faillite;
- b) Une attestation délivrée par la direction des impôts;
- c) Le curriculum vitae du personnel chargé de la maintenance technique des matériels et logiciels proposés;
- d) La liste des noms et adresses des organisations arabes et internationales équipées des mêmes matériels et logiciels.

Les offres doivent être valides pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date de fermeture de l'appel d'offres, ci-dessous mentionnée.

Les offres doivent être remises sous pli scellé ou par envoi recommandé avant le samedi 16-5-1984 à midi et portant la mention:

Offre ordinaire et matériels annexes

à l'adresse suivante: M. Le Directeur général ALECSO P.O. BOX 1120, Tunis-R.P. (Tunisie)

A l'attention du directeur du département de la documentation.

Le directeur général n'est pas tenu d'accepter l'offre la moins chère ou toute autre offre.

Le directeur général (ALECSO)

M. DIAKITE
MINISTRE DE L'INTERIEUR
GOUVERNORAT
DU DISTRICT DE BAMAKO
N° 61 D.B.

RÉPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

RECTIFICATIF A LA DATE DE DÉPÔT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES SUR LE RAMASSAGE DES ORURES MÉNAGÈRES DU CENTRE VILLE DE BAMAKO

1. La date de dépôt des dossiers d'appel d'offres initialement publiée et annoncée pour le 30 avril 1984 est reportée au 6 juillet 1984 à 12 heures G.M.T. au secrétariat du gouvernorat du district de Bamako, place de la Liberté.

2. L'ouverture des plis fera l'objet d'un communiqué ultérieur.

Bamako, le 30 avril 1984.

Le gouverneur, YAYA BAGAYOKO

Administrateur civil, Officier de l'Ordre national.

SOCIAL

TANDIS QUE LE CONFLIT S'ÉTEND A ASNIÈRES ET A SAINT-OUEN

M. Bérégovoy propose de réduire de deux heures la durée du travail chez Citroën

Citroën s'installe dans le conflit. Dans l'usine de Saint-Ouen Epinettes, plusieurs centaines de travailleurs sont grévistes depuis le 15 mai, et le même mouvement, engagé dans l'usine d'Asnières, s'est traduit par une occupation, aux premières heures de la matinée du 16 mai.

Ainsi tous les établissements de la région parisienne du groupe Citroën sont-ils arrêtés, au moment où M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, entame sa deuxième journée de consultation en recevant successivement des délégations des fédérations de la métallurgie de la CGC, de la CFTC et de FO.

La première journée d'entretiens s'était achevée avec le meeting organisé dans l'usine d'Aulnay par la CGT devant un millier de travailleurs qui poursuivent leur occupation depuis cinq jours. Ce fut l'occasion, pour M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, de hausser le ton et de réclamer une négociation tripartite, qui doit s'engager de façon concrète et sur des mesures économiques et sociales. « Si le ministre nous a écoutés avec une certaine attention », a indiqué M. Sainjon, nous sommes repartis de cette réunion sans trop avoir la conviction qu'il y a une volonté réelle de trouver une solution autre que les suppressions d'emplois.

Dès sa sortie du ministère, après une entrevue d'une heure, M. Sainjon avait déjà laissé entendre cette réaction, puisqu'il soulignait que « les propos du ministre ne nous autorisent pas à la confiance » et que « les travailleurs poursuivront sans aucun doute leur action ».

Tout au long de la journée, au fur et à mesure des visites, l'ampleur du dossier Citroën était apparue clairement. Premier à être reçu, M. François Dalle, président de la commission nationale de l'industrie, estimait que l'on ne pouvait pas « nier qu'il y ait des sureffectifs chez Citroën ». Ce qu'il résumait en disant que la CGT, quant à la fédération de la métallurgie CFTC, si elle reconnaît l'existence de sureffectifs, M. Georges Granger, son secrétaire

M. GEORGES MARCHAIS : VIEILLES RENGINES

M. Georges Marchais a déclaré, mardi 15 mai au Havre : « Le Parti communiste français, par CGT interposée, relancera ses attaques contre le gouvernement. Je ne sais pas si ceux qui ressortent de temps à autre ces vieilles rengaines vont finir par les croire. Ce que je sais, c'est qu'elles sont non seulement odieuses, mais tout simplement imbéciles ».

LES BÉNÉFICES DE FIAT ONT DOUBLÉ EN 1983

Le groupe italien Fiat affiche une bonne santé quelque peu insolente en comparaison de la situation de certains de ses confrères européens. Si le chiffre d'affaires consolidé du groupe a progressé de 6 % en 1983, pour atteindre 21 985 milliards de francs (110 milliards de dollars), le bénéfice net de Fiat-SFA, la maison mère, a doublé de 1982 à 1983. Il est passé de 111 à 214 milliards de francs (1,07 milliard de dollars). Les effectifs, eux, sont revenus de 264 000 à 244 000.

Fiat va accroître son dividende et entend procéder à une importante augmentation de capital. Le groupe compte investir 8 000 milliards de francs (40 milliards de dollars) pour les trois années 1984-1986 après avoir investi 6 000 milliards de francs (30 milliards de dollars) de 1981 à 1983. Pour financer en partie ces investissements, Fiat va lancer une émission d'actions nouvelles pour une valeur de 675 milliards de francs (3,4 milliards de dollars). Combinée avec une élévation du nominal des actions Fiat et une distribution d'actions gratuites, cette opération portera le capital du groupe italien (de 337 à 2 025 milliards de francs).

● Nouveaux arrêts de travail à la SNCF. - Le trafic de la SNCF est perturbé en plusieurs endroits ce mercredi 16 mai à la suite de grèves contre les modalités d'application de la semaine de trente-cinq heures aux travailleurs postés. A Lille, le trafic local (notamment vers Valenciennes, Douai, Hazebrouck) était ce matin paralysé par une grève des employés de la gare de Lille, en particulier des aiguilleurs; le trafic grandes lignes est assuré à partir de Tourcoing ou de Seclin. Dans la banlieue parisienne, un train sur trois circule sur le réseau Est (Meaux, Tournai...) et sur la ligne C (est-ouest) du réseau express régional (RER).

général, nuancit l'affirmation, en ajoutant : « Nous préférons dire qu'il y a trop d'heures travaillées ».

Pour plusieurs des interlocuteurs de M. Bérégovoy, la solution du conflit pourrait donc passer par la réduction du temps de travail, mais avec, là aussi, des différences notables. M. Dalle envisageait cette hypothèse avec un rien de scepticisme, la CGT réaffirmait son exigence d'une compensation salariale intégrale et la CFTD renouvelait sa proposition d'une compensation à 70 %, en assurant que, avec les quarante heures, « il n'y aurait plus de sureffectifs ».

Le ministre des affaires sociales, qui entend toutes ces versions, a indiqué que le gouvernement pourrait proposer l'application de sa formule des contrats de solidarité - réduction du temps de travail, qui font l'objet du versement de primes. Il aurait même évoqué la possibilité de ramener, dans ce cadre, le temps de travail de trente-huit heures trente à trente-six heures trente, a précisé M. Granger, qui a ajouté que « le ministre n'avait pas recueilli un grand enthousiasme de la part de la direction ».

M. Jacques Calvet, président de Citroën, qui avait eu une conversa-

tion d'une heure et quart avec le ministre, se serait montré très réticent à l'égard de toutes ces hypothèses. Ce qu'il devait d'ailleurs confirmer à sa sortie en indiquant qu'il avait « réexaminé les raisons pour lesquelles il est malheureusement indispensable de réduire les effectifs » et en déclarant que « chaque doit faire preuve d'autour de maturité et de sens des responsabilités » que la direction de Citroën.

La CSL, qui a été reçue le 15 mai par la direction régionale du travail, a protesté de son exclusion de la consultation ministérielle et, dans un communiqué, a affirmé qu'elle « s'opposera à tout accord conclu avec des organisations qui ne représentent pas la majorité du personnel de Citroën ».

Les autres événements de cette journée du 15 mai sont venus des tribunaux de Bobigny et de Nanterre, qui avaient, l'un et l'autre, à se prononcer, en référé, sur les demandes d'expulsion des grévistes d'Aulnay, de Levallois, de Nanterre, présentées par la direction. Le tribunal de Bobigny se prononcera le jeudi 17 mai, et celui de Nanterre ce jour-là, ce qui laisse peu de temps à M. Bérégovoy pour déployer ses talents de négociateur dans une

affaire où aucune issue ne se dégage d'emblée.

Les milieux politiques, eux, se préoccupent de plus en plus du dossier. Tandis que le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, affiche un certain calme, en souhaitant « un compromis le meilleur possible pour le monde du travail, et qui ne mette pas en danger l'industrie française », M. Georges Marchais vilipende les « projets liquidateurs d'un patronat brutal et rétrograde », et M. Jean-Marie Le Pen, ulcéré, dénonce « le véritable assassinat de l'industrie automobile ».

Ce 16 mai, à Bobigny, l'union départementale CGT organise une manifestation de soutien, qui se rendra à l'usine d'Aulnay, à laquelle se sont associées la CFTD et la FEN.

De son côté, enfin, l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) s'élève, dans un communiqué, « contre les atteintes au libre exercice du métier de journaliste » constatées lors du conflit chez Citroën, et « demande aux syndicats de prendre l'urgence des dispositions afin que les journalistes, respectueux de leur devoir d'informateurs puissent circuler librement dans ces établissements ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sociétés d'Investissement à Capital Variable BNP au 31 mars 1984

SICAV (orientation)	ACTIF NET (en francs)	VALEUR LIQUIDATIVE (en francs)	DIVIDENDE GLOBAL (dernier payé le)
EPARGNE-VALEUR (*)	2.838.982.480	321,01	F 16,62 30 mars 1984
EPARGNE-OBLIGATIONS (*)	4.513.979.091	161,00	F 16,23 30 mars 1984
EPARGNE-CROISSANCE	946.017.581	1.265,91	F 54,92 14 octobre 1983
EPARGNE-INTER	1.206.363.516	629,03	F 26,79 30 mars 1984
NAT-VALEURS (*)	8.480.577.871	457,78	F 36,05 30 mars 1984
NAT-INTER	1.012.883.223	918,87	F 30,43 15 avril 1983
NAT-EPARGNE (*)	2.129.622.553	12.597,98	F 1.067,66 18 avril 1983
NAT-PLACEMENTS (*)	5.506.910.969	57.651,31	F 4.022,18 17 janvier 1984
NAT-ASSOCIATIONS (*)	1.976.822.434	23.345,72	-
EPARGNE-CAPITAL (*)	756.050.491	5.356,51	-
NAT-OBLIGATIONS (*)	412.943.837	420,85	-

Les données des SICAV BNP à l'exception de NAT-INTER, NAT-EPARGNE, NAT-PLACEMENTS, NAT-ASSOCIATIONS, EPARGNE-CAPITAL et NAT-OBLIGATIONS peuvent être consultées au PLAN Avenir (Placement automatique sans impôt).

UNE DOCUMENTATION PLUS COMPLÈTE SUR CHAQUE SICAV EST DISPONIBLE DANS TOUS LES SIÈGES DE LA BNP.

PAPETERIES DE GASCogne

Les Papeteries de Gascogne annoncent les chiffres suivants pour l'exercice 1983 : chiffre d'affaires consolidé HT, 1 411 686 000 F contre 1 397 212 000 F en 1982.

Cette stabilité résulte des décisions de dégrèvement de filiales déficitaires appliquées en 1983, notamment par la cession de Trente-Toulon-Toulon à Toulon.

Sur ce chiffre, les ventes de la maison mère représentent 664 000 000 de francs, hors taxes. La marge brute d'autoconsommation (non consolidée) a été de 32 400 000 F, le bénéfice d'exploitation (non consolidé) de 4 400 000 F.

Les ventes de papier et de sacs ont été en légère augmentation, grâce à la progression des exportations (+ 16 %).

Dans les filiales, les secteurs bois, complexes et la distribution ont eu une année difficile, mais des résultats positifs.

Le résultat comptable n'est pas définitivement arrêté, mais la société indique qu'il est positif.

L'assemblée générale des actionnaires aura lieu à Mimizan (Landes), le 25 juin 1984.

KUWAIT-FRENCH BANK (Banque franco-koweïtienne) (Al Bank al Kuwaiti al Frans)

L'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 11 mai 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un bénéfice net de 1 572 349 francs. Le bilan au 31 décembre 1983 a été arrêté à la somme de 4 736 708 282 francs. Les actionnaires ont approuvé le principe d'une augmentation de capital, qui sera prochainement portée de 120 millions à 150 millions de francs. L'assemblée a par ailleurs renouvelé les mandats des administrateurs, M. Charles Alpoix représentant désormais le Crédit industriel et commercial.

Un conseil s'est tenu à l'issue de cette assemblée. M. Mahabir Jaber Al Sabah a été réélu président, M. Dominique Chantillon et Philippe Dejardin vice-présidents. Le conseil a en outre confirmé la nomination aux fonctions de directeur général adjoint de M. Jean-Claude Empereur, ancien élève de l'ENA, sous-directeur au ministère de l'Economie, des Finances et du budget, désigné en qualité de directeur adjoint auprès du CFC.

BANQUE TRANSATLANTIQUE

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 14 mai 1984 sous la présidence de M. Philippe Aymard et a approuvé les comptes de l'exercice 1983 se soldant par un bénéfice net de 15 222 620,75 F (compte tenu de 616 011,02 F de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale) contre 14 147 750,90 F (dont 1 609 626,66 de plus-values nettes à long terme).

Elle a fixé le dividende pour l'exercice 1983 à 11 F par action. (L'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,50 F) contre 9,70 F l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 4,85 F). Le dividende sera mis en paiement à partir du 29 mai 1984.

L'assemblée générale ordinaire a nommé administrateur M. Thomas Joseph Wasthler, ancien vice-président de la Banque de Montréal, en remplacement de M. Edith-Georges Croc, démissionnaire, et renouvelé les mandats de MM. Sebastiano Bazzoni, Pier-Carlo Marengo et Paul-Roger Sallabert.

A l'issue de cette assemblée, une assemblée générale extraordinaire s'est tenue et a décidé la mise en harmonie des statuts avec les dispositions de la loi.

MATRA

En complément au communiqué fait état du résultat de l'exercice 1983, la société précise que les dividendes d'investissement accumulés à sa disposition lui permettent d'indiquer que les provisions de bénéfices antérieures pour l'exercice en cours, par M. Jean-Luc Lagardère lors de sa conférence du 15 février, sont conformes tant au niveau de la société qu'au niveau du groupe consolidé.

GROUPE C&F Participation de SOFREM dans ULTRALAIR

La SOFREM (Société française pour l'industrialisation des régions minières) vient de participer à la création de la société ULTRALAIR, avec un apport de 360 000 francs, dont 40 000 francs en capital.

La société ULTRALAIR, installée à Valenciennes, construit des ULM sous licence Wheelhopper.

8 000 appareils de ce type vont déjà dans le monde. L'unité de Valenciennes est destinée à fournir les marchés européens et africains.

Cette implantation permettra la création de vingt et un emplois d'ici à la fin 1985.

STERN GRAVEUR depuis 1840

Cartes de visite Invitations Papiers à lettres de prestige pour Sociétés Ateliers de gravure 47, Passage de l'Europe 75002 PARIS Tél. : 24.94.44 - 24.94.45

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PHILOSOPHIE : « Penser l'évolution », par Christian Delacampagne ; Lettres au Monde : « Darwin... et Marx » ; « L'homme et son milieu » ; LU : « L'homme crée son Dieu », de Manuel Delgado.

ÉTRANGER

- 34. EUROPE
- 4. DIPLOMATIE
- 45. AFRIQUE
- LIBYE : le régime semble entrer dans la zone des tempêtes.
- 7-8. ASIE
- 8. AMÉRIQUES
- États-Unis : les « primaires » démocrates.
- 8. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

- 10-11. Les travaux de l'Assemblée nationale : réforme de la détention provisoire et enseignement privé.
- 11. L'élection municipale partielle de Dammarie-les-Lys.
- 12. La campagne pour les élections européennes.

SUÈDE

- 13 à 17. COMMENT MAÎTRISER LA CRISE ?
- La social-démocratie à la recherche d'un nouveau « modèle » ;

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 19. Conclusion de l'année Raphaël. Don Juan, aux Bouffes-du-Nord.
- 20-21. Le festival de Cannes.

COMMUNICATION

- 30. Le plan câble du gouvernement : le ministre des PTT précise les procédures pour les villes candidates.
- 31. Presse.

SOCIÉTÉ

- 32. La direction centrale des renseignements généraux est reorganisée.
- 33. RELIGION : la visite à Paris de Mgr Giamp.

DOSSIER

- 34. Le point sur... le mouvement olympique.
- 35. SPÉCIAL SICOB

ÉCONOMIE

- 38. ÉTRANGER.
- 39. La dette extérieure de la France.
- 40-42. SOCIAL : le 28^e congrès de la CGC ; M. Bérengery propose de réduire de deux heures la durée du travail chez Citroën.

RADIO-TÉLÉVISION (30) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
« Jeunesse » ; « Météorologie » ; Mots croisés ; « Journal officiel » ;
Annonces classées (36 à 38) ; Carnet (31) ; Programmes des spectacles (25 à 29) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 16 mai 1984 a été tiré à 465 747 exemplaires

magazine littéraire

NUMÉRO DE MAI

Special

MICHEL FOUCAULT

CHIFFRE, MYTHES, MARCHANDS DE JOURNAUX

R. RENAUDIN

S&S CHAMPAGNES DE NOBLESSE

BAUT RESERVE

DOMAINE DES CONARDINS MOUSSY PRES EPERNAY

TEL : (26) 54 03.41

A B C D E F G

En RFA

La grève dans la métallurgie pourrait s'étendre à la région de Stuttgart

Le syndicat IG-Metall, qui a lancé un mot d'ordre de grève illimitée pour obtenir la semaine de trente-cinq heures, a proposé aux employeurs de la région nord du Bade-Wurtemberg de se rencontrer le mercredi 16 mai. Cette tentative de conciliation fait suite à la décision de lock-out prise par le patronat ouest-allemand de la métallurgie de cette région, seule touchée, pour le moment, par les grèves.

Le président de la puissante fédération de l'industrie allemande (BDI), M. Rolf Rodenstock, a déclaré, à Bonn, qu'« il n'était pas question d'une capitulation du patronat ». « Cette grève n'aurait pas pu arriver plus mal », a-t-il ajouté, en rappelant que l'économie ouest-allemande traversait actuellement une phase de reprise.

La firme Audi-NSU a annoncé, de son côté, qu'elle serait obligée de fermer ses usines à partir du lundi 21 mai. Vingt six mille personnes sont concernées par cette fermeture.

LES ÉLECTIONS AUX PHILIPPINES

Malgré les gains de l'opposition le parti du président Marcos conserverait la majorité

Manille (Reuter, AFP). — Malgré les gains importants de l'opposition, le parti du président Marcos, le KBL (Mouvement de la nouvelle société), conserverait la majorité au Parlement à l'issue des élections qui ont eu lieu le lundi 14 mai aux Philippines.

Selon le NAMFREL (Mouvement national des citoyens pour des élections libres), organisation indépendante de contrôle de la consultation, des résultats partiels portant sur 54,8 % des votes dans dix des treize régions du pays donnent 81 sièges au KBL, 75 à l'opposition conduite par l'UNIDO (Organisation démocratique nationaliste unie) et 14 à des candidats indépendants. 183 sièges étaient à pourvoir. La participation au scrutin est estimée à près de 80 % des électeurs.

Au Liban

Les blindés israéliens ouvrent le feu dans le camp palestinien d'Aïn-Heloué

Les forces israéliennes ont pénétré dans la nuit de mardi à mercredi 16 mai dans le camp palestinien d'Aïn-Heloué, dans la banlieue sud de Saïda (chef-lieu du Liban-Sud) et ouvert le feu avec des chars sur les habitations. Indiquent-on mercredi à l'UNRWA (Office des Nations unies chargé des réfugiés palestiniens) à Beyrouth.

Selon l'UNRWA, il y a eu un certain nombre de blessés, mais aucun mort n'a été recensé. L'armée israélienne a en outre arrêté cinquante personnes habitant le camp. De même source, on indique que contrairement à une information donnée par Radio-Liban — l'armée israélienne n'a pas dynamité les maisons.

Radio-Liban avait affirmé que « quarante personnes environ » avaient été tuées au cours des opérations de dynamitage.

En Bolivie

DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES

La Paz (AFP, Reuter). — Le ministre des finances de Bolivie, M. Flavio Machicado, a donné sa démission « pour ne pas être un obstacle à des négociations entre le président Hernan Siles Zuazo et la Centrale ouvrière bolivienne » (COB), a-t-on appris le mardi 15 mai à La Paz. M. Machicado était entré au gouvernement le mois dernier à l'occasion d'un remaniement du cabinet — le troisième en dix-huit mois.

TRECA

sommier articulé automatique CAD

VOUS LA TÊTE

CAPÉLOU

Distributeur

37, av. de la République,

75011 Paris Métro Parmentier. Tél. 357.46.35.

LIVRAISON GRATUITE. TRÈS RAPIDE. PRIXS TOUTE LA FRANCE.

LE PRÉSIDENT MEXICAIN ALERTE M. REAGAN SUR LES DANGERS D'UNE GUERRE EN AMÉRIQUE CENTRALE

Washington (AFP, AP). — Le président du Mexique, M. Miguel de la Madrid, effectue, du 14 au 17 mai, une visite officielle à Washington. La situation en Amérique latine, et notamment dans l'isthme centra-méricain, et les relations bilatérales devaient être au centre des entretiens du président mexicain avec ses hôtes américains.

Rencontrant, le mardi 15, M. Reagan, le président de la Madrid a peiné un tableau très noir de la situation au sud des États-Unis. Il a évoqué, à la fois, les risques de « guerre généralisée » et les dangers d'explosion sociale, à l'instar de celle que vient de connaître la République dominicaine, « dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, y compris au Mexique ». Le jour de son arrivée à Washington, M. de la Madrid avait rencontré le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, le président de la Réserve fédérale américaine, M. Paul Volcker, et le directeur du Fonds monétaire international (FMI), M. Jacques de Larosière.

A propos de l'Amérique centrale, des divergences d'analyse sont apparues très clairement en dépit du souci de hauts fonctionnaires américains d'en minimiser la portée. Dans son discours d'accueil, M. Reagan a déclaré que des divergences de vues existent entre les deux pays non sur « les objectifs et les principes, mais sur les moyens d'y parvenir ». Le chef d'État américain n'a pas ignoré, pour la circonstance, sa rhétorique anticomuniste, évoquant les « puissances totalitaires » qui « jettent de l'huile sur le feu en envoyant massivement des armes en Amérique centrale et en encourageant la tyrannie et l'agression ». Il a également parlé « des milliers de militaires cubains et soviétiques » présents dans la zone.

Le président mexicain a, pour sa part, dénoncé les solutions interventionnistes « en tout genre ».

LE CRIME DU « GARYFALLIA » : VIVE ÉMOTION EN GRÈCE

Le capitaine Adonis Pityzopoulos, son second et dix marins du cargo grec Garyfallia, qui avaient, le 17 mars, jeté à la mer onze passagers clandestins kenyans au large de Mombassa (Kenya), ont été inculpés, mardi 15 mai, « d'abus d'autorité, de coups et blessures graves, d'usage illégal d'armes et de violation des obligations de service ». Ils risquent une peine de cinq à vingt années de prison.

Depuis la découverte de l'affaire, dès le retour du cargo à son port d'attache du Pirée, plusieurs témoignages des membres de l'équipage ont apporté des détails confirmant l'horreur et la brutalité du crime. Les passagers clandestins, parmi lesquels plusieurs enfants, ont été mis toute une nuit à fond de cale, sortis de là au moyen d'émanation de mort-aux-rats, amenés sur le pont et battus, puis jetés dans des eaux infestées de requins. Selon les mêmes témoignages, les criminels savaient que leurs victimes étaient vouées à une mort certaine. « La Grèce a honte », titrait, mardi un quotidien d'Athènes, résumant le ton des commentaires, qui, tous, marquent la consternation devant ce « crime barbare et bestial ».

Coordonnez Moquettes

LA TEINTE EXACTE QUE VOUS AIMÉREZ (parmi 300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électricité, la coordination sols-murs, la matière...

Votre bonheur est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible aux prix garantis les plus bas, non piégés (- 5 % tout du Monde). Pose rapide assurée.

Aussi : moquettes-dalles (quasi éternelles : on permute les dalles) ; dalles-pastilles caoutchouc ; miroirs murs et plafonds (multiplient l'espace et la lumière) ; tapis d'art, etc.

Il faut aller 4, bd Bastille, M^e Rapée, 340-72-72, ou voir le dépôt mystère de l'Impasse Saint-Sébastien, 11^e (par le 32, rue Saint-Sébastien), que se représentent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

Sur le vif

Chers professeurs

Je tombe des nues. Moi qui ai souffert mille morts, pendant des années, à l'idée de devoir affronter, dans tous les bêtises de Paris et de la région parisienne, les profs de mes mêmes. Moi qui sortais de ces entretiens lassé, écorché, torturé, culpabilisé, en compote. Leur manque d'assiduité, d'attention, leur besoin de chahut, leurs mauvaises notes, c'était tout ma faute. Et je me faisais vertement engueuler. Eh bien, savez-vous ce que j'apprends ? Ils étaient si durs, si méchants, les profs, c'est parce qu'en réalité ils avaient peur de moi !

Quand ils me voyaient débiter — Dieu sait pourtant que je n'en menais pas large ! — ils paniquaient ! Ils feraient en moi un juge intraitable, un agresseur éventuel. Si j'avais su les rassurer, les amadouer, les déceper, ils auraient été moins secs et moins cassants. Comment je le sais ? Par l'un d'entre eux, Marie-Joséph Chelvin. Elle vient d'écrire un bouquin : Comment réussir avec les profs de vos enfants (1). Dommage qu'il ne soit pas sorti avant !

Voici pâle-mêle quelques conseils. Évitez les insinuations de style : ma fille me dit que vos cours sont très brynnés, il paraît qu'on n'entend pas votre voix. Inutile aussi de recourir à des excuses du genre : mon mari bet son fils, nous n'avons plus un

sou, nous ne nous entendons pas, le petit assiste à nos scènes de ménage, c'est pour ça qu'il a eu 4 en histoire-géo.

Si vous voulez fayoter à la place de votre rejeton, si vous voulez attirer sur lui l'attention bienveillante des enseignants, vous devez d'abord des liens particuliers avec le professeur principal. Il y a la manière sounoise, habile : lui faire savoir, par votre gosse, que son cours a donné lieu à une discussion animée, approfondie, pendant le dîner et même au-delà. Vous étiez tellement pris par l'intérêt prodigieux du sujet que vous en avez oublié de regarder le western à la télé.

Il y a la manière audacieuse, culottée. Attendez pas d'être convoqué par le lycée. Si la carnet n'est pas tabuleux, secouez-vous, demandez — pardon : sollicitez — un rendez-vous et précipitez-vous. Avant d'entrer dans la salle des professeurs, respirez un bon coup. Et montrez-vous à la fois rassurant, apaisant, calme et émouvant, passionné et lucide. C'est tout un art. Ça s'apprend. Ça doit s'enseigner. Il devrait y avoir des cours du soir destinés à ces carcasses de parents désolés de ne présenter à l'examen de passage des parents de cancre.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Aux éditions ESF.

A Brest

Trois mille manifestants en faveur de l'école catholique

De notre correspondant

Brest. — Le lancement de l'opération « Vent d'ouest », organisée par les parents catholiques bretons, a réuni à Brest, mardi 15 mai, un peu plus de trois mille personnes. Le premier des huit meetings de protestation contre le projet de loi sur l'enseignement privé s'est tenu dans des slogans de la foule en faveur d'une manifestation nationale à Paris et par un concert de klaxons pour accompagner le camion chargé de banderoles qui gagnait la capitale en sept étapes : Quimper, Vannes, Pontivy, Guingamp, Saint-Brieuc, Saint-Malo et Rennes.

« Aujourd'hui le chemin de la liberté est celui de notre marche et, demain, s'il le fallait, celui d'un bon rassemblement à Paris », avait auparavant déclaré M. Le B...

lan, président des parents d'élèves du privé, au cours d'un long plaidoyer pour la liberté de l'enseignement.

D'autre part, le Frère Kerdonouff, directeur diocésain de l'enseignement catholique dans le Finistère, s'est adressé à M. Savary. « Notre pression, a-t-il dit, s'empêchera tant que la loi n'aura pas inscrit que le projet éducatif des écoles catholiques sera préféré au respect des principes de la Constitution. La loi dit que ce projet d'éducation doit respecter les principes qui s'appliquent au service public. Non seulement il nous est demandé une autorisation préalable, mais nous risquons de voir imposer les contraintes de la neutralité et de la laïcité du service public. L'administration pourrait être en droit de faire retirer de nos locaux tout symbole religieux, toutes les crèches de Noël dans les classes maternelles, tout affichage ou annonce de fêtes religieuses (...). Il serait préjudiciable que le seul État s'approprie un modèle éducatif, le codifie et l'impose à toute la nation ».

G. S. (Lire page 10 nos autres informations sur le projet de M. Savary.)

Mini-copieurs personnels tout papier

Chez Duriez 5 990 F (t.t.c.)

Cartouches d'encre inclus

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tout papiers. Aucun entretien. Cinq couleurs changées instantanément. Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre. Poids 19,8 kg. Dim. 41 x 47 x 18 cm. Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autres modèles • PC 20 : Alimentation automatique à répétition • Prix Duriez 8 990 F • 112, bd Saint-Germain, Odéon. • PCS 15 : Même modèle que PC 10 + agrandisseur-réducteur : Prix Duriez 10 980 F t.t.c. • PC 25 : Même modèle que PC 20 + agrandisseur-réducteur • Prix Duriez 12 800 F t.t.c.

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR

Les cours du dollar ont poursuivi leur repli mercredi 16 mai, revenant, à Francfort, de 2,7550 deutschemarks à 2,73 deutschemarks et, à Paris, de 8,4680 francs à un peu plus de 8,40 francs.

Ce repli est attribué à une légère détente sur les taux d'intérêt aux États-Unis, où l'Federal Reserve a décidé de passer 6,5 % à 12 1/2 %.

TIREZ IEN PLUS DE VOTRE IBM PC

ORDI

30 F chez votre marchand de journaux

à Beaune, une visite exceptionnelle PATRIARCHE PÈRE ET FILS les plus grands vins dans les plus grandes caves

HP 150

LE CONTACT FACILE

Spécial SICOB

Stand 346 - Niveau 3 - Zone C

HEWLETT PACKARD

LE CONTACT FACILE

Spécial SICOB

Stand 346 - Niveau 3 - Zone C

2 demi-journées d'initiation gratuite à la Règle à Calcul - Tél. : 325.68.88

La Règle à Calcul - 65/67, bd St-Germain 75005 Paris

Tél. : ETRAV 220064F/1303 RAC.

la Règle à Calcul